

# Le Monde

**Directeur : Jacques Fauvet**

Athènes, 1.20 dh. Maroc, 1.60 dh.; Tunisie, 7.20 m.  
 Allemagne, 1 DM.; Autriche, 11 sch.; Belgique,  
 13 fr.; Canada, 5.75; Danemark, 3.50 m.;  
 Espagne, 35 pes.; Grande-Bretagne, 25 m. Sterling.  
 20 francs français = 100 pes. espagnols, 175 p.  
 Luxembourg, 13 fr.; Norvège, 2.75; Pays-Bas,  
 1 fl.; Portugal, 100 esc.; Suède, 2.25 kr.  
 Suisse, 1 fr. U.S.A., 65 cts; Yougoslavie, 10 d. din.

Tarif des abonnements page 25

**5, RUE DES ITALIENS**  
**75447 PARIS - CEDEX 19**  
 C.C.P. 4291-25 Paris  
 Télex Paris n° 636372  
 Tél. : 246-72-23



# idées

## Le point de vue de...

**LOUIS FEUVRIER :**  
notre espace national  
est mal utilisé

Ingénieur, M. Louis Feuvrier est conseiller national du Mouvement des démocrates.

OUBLIONS un instant les polémiques des théoriciens de la politique sur les tares du capitalisme et du socialisme, et sur les vertus du libéralisme ou du programme commun, pour constater ce qui nous concerne directement : les difficultés françaises, sans cesse présentes, comme ces maladies récurrentes qu'on croit parfois guéries et qui sévissent à nouveau après quelques mois ou quelques années de rémission.

La première de ces maladies, rebelle à tous les traitements, c'est évidemment l'inflation, génératrice de comportements économiques malsains et de conséquences sociales injustes.

La seconde est le chômage, gaspillage de force, d'intelligence — gaspillage d'hommes — et, lui aussi, créateur d'injustice.

Notre troisième fléau, moins aigu mais aussi grave, est la mauvaise utilisation que nous faisons de notre espace national comme de nos hommes, c'est-à-dire l'insuffisance de ce qu'on appelle l'aménagement du territoire, les excessives différences de densité démographique et industrielle entre nos départements et nos régions.

A cela s'ajoutent les déséquilibres extérieurs, puisque la balance des comptes frôle le déficit quand elle n'y tombe pas tout à fait, ce qui signifie que le pays n'arrive pas, ou arrive à peine, avec ses exportations, à payer les biens et services qu'il doit importer.

Ce sont là des constatations simples. S'il est vrai que chacun des maux énumérés demande un remède spécifique, une vue d'ensemble est avant tout nécessaire, le choix d'une direction et la volonté de s'y maintenir.

Le gouvernement a abandonné la planification, qui peut seule permettre les choix nécessaires, et la gauche ralloune sur les nationalisations d'industries existantes, parfois promises à la stagnation, au lieu de prévoir les moyens d'en créer de nouvelles.

Or, si nous considérons les pays industriels qui résistent le mieux à la crise actuelle, nous constatons qu'ils s'appuient sur une industrie plus puissante que la nôtre, plus sophistiquée, créatrice d'une plus grande valeur ajoutée, comme la chimie fine, l'électronique, la machine-outil.

L'amélioration de la situation économique passe donc par la relance sélective des investissements productifs dans les secteurs reconnus fondamentaux pour l'avenir du pays : l'industrie et la recherche.

L'industrie agro-alimentaire illustre de façon frappante la langueur française.

Il s'agit ici de valoriser une production de base dont l'exportation pourrait devenir un atout de plus en plus précieux dans les échanges internationaux, autrement dit pour notre indépendance économique et politique.

Or il faut dire et répéter que, malgré certains efforts méritoires, notre situation, si on la compare à nos possibilités, est un véritable scandale national.

L'entrée de la France dans le Marché commun devait assurer une large utilisation de notre potentiel agricole. Or qu'en est-il depuis deux ans ? Nos importations de produits agricoles et agro-alimentaires — qui ont atteint 60 milliards de francs en 1976 — se sont accrues globalement de 30 % et de 52 % avec les pays de la Communauté, à qui, outre les tomates de Hollande et les vins italiens, nous achetons surtout des produits transformés (biscuits, conserves), alors que les exportations ont pratiquement stagné : 5 % vers l'ensemble des pays clients, et 8 % seulement avec ceux du Marché commun.

Certaines considérations climatiques — la sécheresse de 1976, par exemple — et économiques — la hausse de plusieurs produits sur le marché mondial — peuvent expliquer en partie la baisse du taux de couverture de nos échanges agricoles. Mais on ne saurait nier l'insuffisance du développement agricole français et surtout de la transformation des produits de la terre. On ne peut négliger non plus les procédés plus ou moins « protectionnistes » de quelques pays qui, comme les États-Unis, font obstacle à l'entrée des produits français.

La valorisation de notre production agricole doit donner à la France la place qui lui revient au sein de la Communauté et réduire le déficit de nos échanges avec l'Amérique du Nord.

Certes, voilà des sujets dont on ne parle guère dans les officines politiques. Pourtant les citoyens que les discussions sur les solutions en « tème » commencent à laisser sérieusement et qui considèrent que ni le désordre ni l'efficacité ne sont d'un seul côté.

Lorsqu'un objectif a été défini, la nationalisation ou le système de marché apparaissent non comme les dogmes absolus de deux religions opposées, mais comme des moyens pour l'atteindre. A ce but doit s'appliquer l'enthousiasme du citoyen. On parle beaucoup en ce moment des « nouveaux philosophes ». Le Mouvement des démocrates fait appel aux nouveaux citoyens.

**Prix d'Honneur 1977**

**ANNIE ERNAUX**

**Ce qu'ils disent ou rien**

**GALLIMARD**

(Suite de la première page.)

Depuis dix ans, les Français rêvent tous de vivre dans un village, alors que cela n'était pas vrai à ce point il y a vingt ans. De ce point de vue, les écologistes ne font que suivre, ils ne sont qu'une variante d'un mouvement qui est à peu près général dans ce pays. Et les gens, quand ils pensent à ça, pensent à retrouver le village qu'ils imaginent avoir été celui de leurs grands-parents.

● N'est-ce pas du passéisme ?

— Ah oui ! c'est une réaction passéiste. Toutes les études historiques dont on dispose sur les villages n'ont aucun rapport avec ce que les urbains imaginent. Ils pensent que le village, c'était le bonheur. Or la vie villageoise était plutôt horrible au dix-neuvième siècle. On ne pouvait rien faire, on était les uns sur les autres, on crevait de faim, on était mal logé. Les choses les plus atroces s'y déroulaient.

Personnellement, pour être franc, je participe à l'idéalisation de la vie à la campagne au dix-neuvième siècle. Pour une raison particulière : je suis un fils de bourgeois, et, schématiquement, j'ai toujours regardé la campagne de la fenêtre de mon château. Donc, pour moi, la vie à la campagne a toujours en des agréments, sans aucun des désagréments qu'elle avait pour d'autres.

**Un « coût social » phénoménal**

● Et en tant que sociologue ?

— J'ai été contre la politique du C.N.J.A., contre l'idée que les meilleurs allaient devenir « compétitifs » et qu'ils allaient rendre l'agriculture française compétitive sur les marchés internationaux, et en particulier européens, au prix de l'exode rural de ceux qui n'étaient pas capables de suivre le progrès. Il a été très rapidement visible que la position d'un Bernard Lambert était plus lucide que la position d'un Michel Debatisse. En gros, Debatisse a dit : il y a un agriculteur qui s'en va en ville, il laisse ses terres à l'agriculteur qui reste ; c'est le meilleur qui reste, on lui donne des crédits et du conseil technique pour s'agrandir et pour produire au meilleur coût, afin de mettre l'agriculture française en état de compétition avec l'agriculture néerlandaise, par exemple. Lambert répondait : le système de progrès ne s'arrêtera jamais, et l'agriculteur sera prolétaire, parce que ce sera le Crédit agricole et le marché qui commanderont, et l'agriculteur passera son temps à rattraper le progrès en investissant. (2) Il avait une formule frappante : « Petit agriculteur

deviendra gros, pourvu que Crédit agricole lui prête vite. »

Depuis le début, je partage — à l'exception de Lambert, d'ailleurs — la même idée. On a fait acheter des tracteurs aux agriculteurs français, ce qui a eu pour conséquence de les mettre en déficit et par conséquent d'accroître l'exode rural. J'ai trouvé cela monstrueux, de mettre pratiquement les petits paysans dans une situation telle qu'ils étaient obligés d'acheter des tracteurs pour alimenter l'exode rural. Ce qui était d'un « coût social » élevé et aussi un gaspillage d'investissement absolument phénoménal, à la fois pour les agriculteurs qui restaient et pour les agriculteurs qui s'en allaient. Or on a vécu pendant vingt ans sur l'idée que l'exode rural est profitable à l'économie nationale. Cela est sans doute vrai puisque nous avons progressé en termes de comptabilité nationale. Pourtant, le prix en a été payé par les agriculteurs, seuls, ceux qui restaient et surtout ceux qui s'en allaient. J'ai toujours trouvé cela monstrueux.

● Est-ce que vous avez une solution de rechange ?

— Je suis convaincu que, si on y avait réfléchi sérieusement, la solution Modet aurait été infiniment plus raisonnable. C'est-à-dire maintenir une population agricole relativement plus nombreuse, et ne pas trop s'intéresser à ce qu'elle produisait. Parce qu'un agriculteur qui subsiste dans un système traditionnel ne coûte pas cher à la nation. Et de toute façon il produit. Quant à la production agricole, elle est largement suffisante dans l'état du marché international. Aucun économiste sérieux n'a essayé d'étudier si la solution préconisée par le Modet des 1968 était économiquement viable. Pourtant on en avait parlé à la commission Vedel.

● Il est quand même assez étonnant qu'un « sociologue bourgeois » représente à son compte les positions du Modet.

— Non ! Les positions du Modet ne sont absolument pas « marxistes ». Ce sont des positions politiques de défense d'une catégorie sociale. Et, paradoxalement, je continue à penser que cette défense d'une catégorie sociale était probablement économiquement moins coûteuse pour la nation que l'exode rural accéléré que nous avons connu. La logique politique est souvent plus rationnelle que la « rationalité » économique. Il n'y a aucun doute : on a fait payer un prix moral, psychologique et social extraordinaire à la paysannerie, et un prix économique exagéré à la nation.

● Dans un passage de votre livre Sociétés paysannes, vous dites qu'un cours des dix dernières années le modèle d'orga-

nisation paysanne s'est reproduit en dépit d'une série d'écarts importants. N'avez-vous pas le sentiment qu'il arrive à se reproduire quand même à l'heure actuelle, sous une forme plus originale, qui est celle de l'organisation coopérative ou syndicale, qu'il y a une tendance à réformer sans cesse des cellules qui permettent aux agriculteurs de voter, de s'organiser ?

**Pieds et poings liés**

— Ah non ! Absolument pas. Les organisations agricoles, tous les réseaux divers qui se sont mis sur pied, qui se développent et qui fleurissent, sont très précisément les moyens par lesquels la société industrielle détruit la paysannerie. La caractéristique propre de la paysannerie, c'est sa relative indépendance, qui la maintient en marge du système économique et politique national. Or toutes ces institutions, au contraire, encadrent les agriculteurs et les laissent pleins et poings liés entre les mains des mécanismes de décision nationale.

● Qu'est-ce qui vous a paru le plus déterminant dans l'évolution : le machinisme, les engrais ?

— Je suis convaincu que ce qui a été déterminant dans cette mutation a été le « boom » économique général de l'après-guerre. Les agriculteurs, les paysans, à ce moment-là, ont été pris dans le mouvement global de croissance économique qui a traversé la France. Il ne faut pas oublier que René Dumont était alors conseiller du plan Monnet. Il a préconisé la révolution fourragère, l'exode rural et la mécanisation. Par conséquent, je suis convaincu que la « révolution agricole » est un sous-produit de la révolution globale de la société française, un rattrapage technico-politique qu'a fait la France au cours des vingt dernières années. Les aspects juridique, politique, gouvernemental (lois d'orientation, règlements, etc.) ont été des épiphénomènes.

Il est surtout frappant que les agriculteurs aient été « invités » que les décisions politiques soient toujours arrivées après. Les relations Debatisse-Pisani me paraissent ainsi tout à fait exemplaires : Michel Debatisse a amené les idées, Edgar Pisani les a fait passer au Parlement. Toutes ces innovations techniques, les agriculteurs les ont acceptées avec voracité ; bien plus, ce sont eux qui ont poussé à l'innovation. Ils ont eu une fringale de technique. D'autre part, toutes les « trappes » sociales du type CETA, CUMA, GABC, etc. (3), ce sont les agriculteurs qui les ont inventées. Jamais ces organismes ne

sont venus du haut. Même l'économie rurale a progressé à la remorque, sous la pression des agriculteurs progressistes plus que du fait de l'inventivité des chercheurs !

● Quel a été le rôle des problèmes fonciers dans cette évolution ?

— Les organisations agricoles du type C.N.J.A. considéraient, à la suite des économistes, la terre comme un instrument de production. Ils estimaient donc qu'elle devait être traitée exactement comme un instrument de production, qu'elle devait être rémunérée en fonction de sa capacité à produire. Or, la terre n'est pas simplement un instrument de production. C'est aussi une valeur-refuge dans le système libéral. Refuser de voir ces deux autres rôles de la terre, c'était en voler la réalité.

De surcroît, l'espace est, pour l'ensemble de la nation, une valeur très importante : par exemple, tous les problèmes de défense nationale se traitent en termes d'espace. On a complètement oublié, les vingt dernières années, la liaison directe qu'il y a entre problèmes agricoles et problèmes de défense nationale. Autrefois, la masse des paysans défendait le pays dans les tranchées. Maintenant, l'ensemble de l'espace du pays doit être occupé pour ne pas permettre, en cas de conflit international, que s'ouvre une tête de pont ennemi.

Bref, l'espace rural qui n'avait aucune valeur dans le système de croissance économique que nous avons connu de 1950 à 1970, a pris une grande importance. Et depuis 1970, pour des raisons qu'aucun économiste n'a élucidées, à ma connaissance, il est clair que l'espace prend une valeur proprement marchande. Jusqu'à présent les problèmes fonciers ont toujours été traités par les organisations agricoles qui n'ont voulu voir que la « terre, moyen de production agricole » et ont masqué ce phénomène fondamental. D'ailleurs, si le prix de la terre a crû si rapidement, alors que la productivité de l'agriculture et les prix agricoles croissent relativement plus lentement, c'est bien que les autres fonctions ont pris une importance nouvelle et primordiale.

Propos recueillis par ALAIN GIROUD.

Prochain article :

**LE « SYSTÈME » RÉGUPÉRATEUR**

(2) Voir le tome IV de l'Histoire de la France, par Gervais, Jollivet et Tardieu, 1977.  
(3) CETA (Centre d'études techniques agricoles) ; CUMA (Coopérative d'utilisation du matériel en commun) ; GABC (Groupement agricole d'exploitation en commun).

## Psychologie en miettes

SAIT-ON que le manque de liens affectifs a les mêmes conséquences chez l'animal que chez l'enfant ? Des expériences ont été faites qui l'ont confirmé. C'est ainsi que des jeunes singes privés de leur mère, et qui n'ont pas eu d'autre contact pour se bécoter qu'un mannequin de fil de fer, restent perturbés et incapables, devenus adultes, d'avoir une vie sexuelle et même d'avoir des relations personnelles avec d'autres singes. D'autres, élevés en contact avec un mannequin recouvert d'une peau de singe, restent aussi très perturbés, mais moins que ceux privés de ce contact de la peau, évoquant un corps maternel pour le bien-être et la protection.

Si tu n'es plus capable de rire de toi-même, il est temps que les autres se mettent à rire de toi. L'expérience de Rosenthal mériterait d'être répétée à chaque nouvelle génération d'étudiants en psychologie et en biologie. Ce professeur américain confia cinq souris grises à chacun de ses douze élèves, avec la consigne de leur apprendre à trouver leur chemin dans un labyrinthe. Il informa six élèves que leurs souris étaient douées d'un sens aigu de l'orientation — ce qui était faux — tandis qu'il affirmait aux six autres que leurs souris, pour des raisons génétiques, étaient dépourvues de tout sens de l'orien-

tation — ce qui était également faux. Il résulta de cette expérience que les souris prétendument douées se comportèrent de façon étonnamment intelligente, alors que les autres furent incapables de progresser.

Intrigué par ces faits, R. Rosenthal transposa cette expérience dans une école des quartiers pauvres de San-Francisco : après avoir fait semblant de tester l'intelligence de tous les élèves, il tira au sort le nom de deux élèves sur cent qu'il présenta aux enseignants comme particulièrement prometteurs sur le plan intellectuel. Les résultats de l'expérience furent stupéfiants : les élèves présentés comme brillants réussirent de réels progrès — tel ce petit Mexicain, considéré par son professeur comme un retardé, qui se révéla parfaitement doué. Mais il y a plus : quand un écolier du « lot des élèves inintelligents » effectuait de bons travaux, il était aussitôt remis à sa place de « cancre » par l'enseignant, qui n'admettait pas inconsciemment d'être dérangé dans le pronostic qu'on lui avait prêté.

L'homme est un animal perpétuellement à la recherche de significations, et il les trouve toujours.

ROLAND JACCARD.

**Autour de Jean Rostand**

Comme on lui demandait de quelle façon il aimait mourir, l'académicien répondait : « Avant ceux que j'aime. »

Comme on lui demandait quel serait pour lui le comble de la misère, le même académicien répondait : « Vivre sans lui. »

Son père avait fait dire à Bergson de Bergson : « Moi, c'est moralement que

j'ai mes élégances. Et aussi : « Mais on ne se bat pas dans l'esprit du succès. Non, non, c'est bien plus beau lorsque c'est inutile. »

Sa mère avait écrit : « Car vois-tu chaque jour je t'aime davantage. Aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain. »

Il est mort avant nous. Avant nous qui l'aimons. GERARD DENOY.

LA VISITE EN FRANCE DU

Nous n'avons et ne

A TRA



# Le Monde

LA VISITE EN FRANCE DU PREMIER SECRÉTAIRE DU PARTI OUVRIER UNIFIÉ POLONAIS

## « Nous n'avons et ne voulons avoir aucun détenu politique »

nous déclare M. Edward Gierak

« M. le premier secrétaire, la crise économique qui frappe l'Occident touche par ricochet les pays socialistes. Les secousses économiques du monde occidental n'auraient-elles pas modifié les objectifs que vous vous êtes assignés ? Constatons-les et voyons comment, dans le délai prévu, une deuxième Pologne ? »

— Effectivement, nous aussi nous ressentons indirectement les effets de la crise qui se manifeste en Occident, en particulier par la hausse des prix des produits importés et la réduction de nos exportations. En raison de la récession dans l'industrie et du chômage dans de nombreux pays. Cela provient des difficultés que nous nous efforçons de surmonter. Nous apportons des modifications à nos plans, mais il n'est pas question de renoncer à nos objectifs. En général, cela n'entre pas en ligne de compte. Les buts fondamentaux que nous avons fixés dans notre stratégie de développement en 1971 et que nous avons confirmés en décembre 1975 au VII<sup>e</sup> congrès de notre parti, demeurent actuels. Nous tendons donc à les réaliser.

— Je voudrais constater qu'à côté de la mobilisation au maximum de nos propres forces, de nos moyens, la coopération, dont la croissance est dynamique avec les autres pays du Conseil d'assistance économique mutuelle, nous est d'une grande aide à cet égard. L'économie des pays socialistes, dont les principes de développement et de fonctionnement sont tout à fait autres qu'en Occident, n'est pas sujette aux crises. Nos difficultés sont essentiellement d'un autre genre : d'une façon générale, ce sont des difficultés et des tensions résultant du rythme rapide de croissance et non de la récession ou de la stagnation de la production.

— Quand on parle de la « construction d'une seconde Pologne », il ne s'agit évidemment que d'une expression imagée, qui se rapporte principalement à nos plans de doubler les ressources en logements. Nous n'avons pas fixé de délai précis dans ce domaine, cela

exigera un temps et c'est un programme de longue haleine. Nous prévoyons uniquement que d'ici à 1985 nous réaliserons l'essentiel de ce programme, c'est-à-dire que nous garantirons un logement aussi confortable que possible à chaque famille. L'augmentation du nombre de nouvelles familles et aussi l'accroissement démographique sont très rapides, puisque dans l'année dernière près de sept millions de jeunes issus de la forte poussée démographique d'après-guerre ont atteint l'âge de la vie active. Nous leur avons garanti à tous un travail dans l'économie nationale en expansion. Nous voulons aussi, le plus rapidement possible, assurer un logement aux familles qu'ils fondent. C'est pourquoi la construction de logements est pour nous une tâche sociale prioritaire.

Vous considérez sans doute la crise actuelle en Occident comme une confirmation de la doctrine des pays socialistes selon laquelle les crises dans le capitalisme sont inévitables. Or cette crise est en même temps préjudiciable aux pays socialistes. Pour vous, qui dirigez un État ayant des relations étroites avec l'Occident, l'analyse du monde de l'année 1977 doit éveiller des sentiments contradictoires ?

— Ce n'est pas une question de sentiments. Je ne pense pas que la crise aiguë qui malheureusement, persiste réjouisse qui que ce soit. Vous parlez de ses incidences sur les échanges économiques entre l'Est et l'Ouest. Bien plus négatives sont ses répercussions sociales, en particulier le chômage et l'inflation. C'est que le progrès s'associe avant tout avec la conscience sociale et politique, et non avec les crises. L'histoire nous l'a prouvé et je le sais de par ma propre expérience, que la grande crise de l'entre-deux-guerres a eu des conséquences politiques tragiques. Ce ne sont pas les communistes qui l'ont « mise à profit », mais le fascisme. Il importe aux communistes de se soucier de la situation économique et politique des travailleurs, et non, comme on essaie de l'insinuer parfois, de spéculer sur les crises.

### Le prix de vente des produits de consommation

— Estimez-vous qu'il est nécessaire de réviser sur le marché intérieur les prix de vente au détail des marchandises par rapport à leur coût de production ? Par quels moyens comptez-vous y parvenir ?

— À plus longue échéance, c'est une nécessité économique. Nous n'envisageons aucune réforme globale ou, en général, plus importante du système des prix dans le proche avenir. Nous ne tenons pas d'ailleurs à calculer tous les prix en fonction des coûts de production. Je pense qu'avec l'intensification de la production agricole et l'accroissement de la conséquence inévitable des coûts de production, les prix d'un certain nombre de produits alimentaires de première nécessité devront être subventionnés par l'État pendant une assez longue période.

— En cinq ans, la consommation de viande et de produits

### Une agriculture « à structure arriérée »

— Les tentatives de collectivisation agricole faites vers 1949 n'ont pas réussi. La majorité des paysans sont des exploitants individuels. Toutefois, la mécanisation de l'agriculture n'est pas assez développée et la production est toujours insuffisante. Quelle sera la politique agricole polonaise à court et à moyen terme ?

— Par cette question vous touchez précisément certaines causes du problème posé dans votre précédente question. Effectivement, nous avons une agriculture insuffisamment mécanisée et à structure arriérée, car dans leur majorité les exploitations individuelles sont petites. En moyenne elles ont 4,8 ha.

— Quelle superficie vous paraît-elle adéquate ?

— Je ne serais pas mécontent si les fermes avaient 15, 20 ou 30 hectares. Dans notre politique nous tablons sur le renforcement et sur une plus grande productivité de tous les secteurs de l'agriculture, donc sur les exploitations d'État qui jouent un rôle pilote dans la modernisation de la production, sur diverses formes d'exploitations coopératives fondées sur le principe strictement observé de l'adhésion librement consentie, de même que sur le renforcement et une productivité accrue des exploitations individuelles. Nous soutenons surtout, notamment par d'importants crédits d'État, les moyennes exploitations qui se spécialisent dans la production végétale ou animale. Nous développons aussi, bien entendu, les grandes fermes d'élevage industriel.

— En juin 1976, la hausse des prix proposée au Parlement polonais a provoqué les événements que l'on sait. Comment appréciez-vous ces évé-

nements négatifs que vous savez d'une partie du personnel, ce qui résultait plutôt de l'incompréhension des intentions et du caractère de la réforme proposée.

— Mais ce fut tout de même un phénomène d'une ampleur exceptionnelle ?

— Vous savez que les véritables n'ont été que dans neuf usines et encore tous les ouvriers n'ont pas participé au mouvement. A Urems, par exemple, les deux tiers des travailleurs sont restés à leurs postes. Ces événements, indépendamment des émotions qu'ils ont suscitées, avaient un caractère

### « Nous n'avons et ne voulons avoir aucun détenu politique »

— Les mémoires actuels du dialogue entre le pouvoir et la population sont-ils suffisants et satisfaisants ? Existe-t-il un seul au-delà duquel la critique semble inadmissible ?

— N'y a aucun seul pour la critique fondée et socialement constructive. Il n'y a aucun seul non plus dans le développement du dialogue et je préférerais ici plutôt le mot conversation que dialogue — entre le pouvoir et la population.

— Quelle différence faites-vous donc entre la conversation et le dialogue ?

— La conversation, c'est un contact direct avec la population, par lequel on s'efforce de tous les problèmes de la vie quotidienne. Je reçois en outre des signaux directs de tout le pays. Des dizaines de milliers de lettres me parviennent, cent cinquante mille l'an dernier. Certaines sont érites avec des larmes. Chaque semaine, on me communique les plus intéressantes ou les plus suggestives et je lis ce qu'on doit lire.

— La démocratie socialiste est une formation relativement jeune, en perpétuelle évolution, qui perfectionne ses formes, institutions et

### Les dangers de la course aux armements

— Comment appréciez-vous, les résultats et les suites de l'acte final d'Helsinki ?

— J'ai apprécié hautement. À la conférence d'Helsinki, au sein de la Pologne, j'ai appelé au sein de la Grande Charte de la paix en Europe. J'estime que son importance pour l'Europe va, avec le temps, non seulement diminuer mais croître. Nous considérons l'élaboration et la signature de cet acte comme un événement historique, comme un grand succès de tous ses signataires.

— Je pense qu'en général nous pouvons apprécier positivement la mise en œuvre de l'acte. Sur la base de ses principes et dispositions et dans l'esprit de cet acte, un net progrès a été réalisé dans les relations bilatérales et les problèmes ont été réglés entre les États. Un des exemples de ces effets positifs, c'est le progrès qui s'accomplit dans les relations qui se développent en Pologne et en République fédérale d'Allemagne. C'est ce qu'a confirmé ma visite de l'an dernier en R.F.A. et que confirmera sans doute la visite que rendra prochainement en Pologne le chancelier fédéral, M. Helmut Schmidt. On pourrait citer d'autres exemples de ce genre.

— La première phase de la rencontre de Belgrade des représentants des États signataires de l'acte final d'Helsinki a été une façon positive. Je suis convaincu que toute cette rencontre aura un déroulement constructif et des résultats positifs.

— Il y a évidemment, des problèmes difficiles. Ce qui nous préoccupe gravement, c'est l'absence de progrès notable dans la détente militaire, c'est la poursuite de la course aux armements, ce sont les nouveaux dangers qui, en conséquence, apparaissent, et notamment la prolifération des armes nucléaires et l'introduction de nouvelles armes de destruction massive. Nous assistons aussi à un regain d'activité de diverses forces hostiles à la détente.

— Toutefois, personnellement, je suis optimiste. Je crois en la poursuite de la détente qui, l'unique voie admissible et indispensable à tous les pays, surtout d'Europe. Nous accueillons avec satisfaction tout ce qui favorise la poursuite de la détente, tout document de haute importance signé par les dirigeants de la France et de l'Union soviétique. Nous espérons que les négociations en cours marqueront un progrès réel dans le dialogue soviéto-américain, tellement important pour la situation internationale dans son ensemble.

— La détente, à notre avis, est une nécessité objective du monde contemporain, découlant du rapport réel des forces et du besoin de développer les relations entre pays à systèmes différents, en accord avec les principes de la coexistence pacifique. Nous estimons qu'on ne peut pas et qu'on ne doit pas s'écarter de la voie de la détente. Au contraire, nous sommes convaincus que ce processus sociallement positif est irréversible.

— Depuis votre visite à Paris, en 1972, la coopération polono-française a-t-elle progressé comme vous vous y attendiez ?

— La coopération polono-française a progressé de façon constante. Elle est placée sous le signe de l'unité des six districts francophones, dont trois demeurent rattachés au canton de Berne. Les dirigeants autonomistes ont réaffirmé leur détermination de poursuivre la lutte jusqu'à la libération de l'ensemble du Jura. Dans une résolution adoptée à main levée, les représentants ont réclamé l'ouverture de négociations en vue de permettre la réunification du Jura par les votes légaux. — (Corresp.)

— LA PEINE DE MORT a été requise samedi 10 septembre contre M. Nguzi Karl I Bond, ancien ministre zairais des affaires étrangères, accusé de haute trahison, qui comparait devant la Cour de sûreté de l'État à Kinshasa. Le tribunal rendra son verdict mardi. L'ancien ministre a plaidé non coupable. Une équipe de la télévision belge s'est vu refuser l'autorisation de rester au Zaïre pendant le procès.

ce sujet, j'apprécie également la possibilité d'un échange d'opinions assez fréquent avec le président de la République sur diverses questions internationales, dans l'intérêt de la continuation et du développement de la politique de détente en Europe.

— Je vois dans ma nouvelle visite en France avant tout la possibilité de continuer notre dialogue sur ces deux plans importants : le ressourcement de la coopération et de l'amitié polono-française ainsi que l'intensification de l'action commune des deux pays en faveur de la détente.

— Et puis, évidemment, je suis content de revoir votre grand pays et votre belle capitale, de pouvoir rencontrer à nouveau les Français. À propos de votre précédente question, je puis dire que la Pologne et la France donnent ensemble un des exemples les plus éloquentes de la mise en œuvre constructive et aussi juste que possible de l'acte final d'Helsinki. C'est, dans les conditions actuelles, la meilleure façon de continuer les longues et belles traditions de l'amitié polono-française.

Propos recueillis par  
BERNARD FÉRON  
et MAURICE LUCBERT.

## La Pologne et la France veulent élargir la coopération entre leurs petites et moyennes entreprises

Le refroidissement de l'économie polonaise marque les relations entre Varsovie et Paris. En raison du coup de frein sur les investissements en Pologne, le temps des grandes entreprises conclues par des entreprises françaises apparaît — du moins pour l'instant — révolu. Ainsi, la visite de M. Gierak ne donnera lieu à la signature d'aucun projet important ; mais elle fournira l'occasion d'une réflexion sur l'avenir des échanges entre les deux pays.

Les Polonais ont notamment renoncé à la réalisation d'une raffinerie de pétrole à Gdansk, qui intéressait la société Technip pour un montant de 3 milliards de francs. La rentabilité de ce projet n'est pas apparue évidente, alors même que se posaient des problèmes de crédit et d'écoulement des produits raffinés. Au total, les contrats de ventes d'équipement français ont atteint 2,1 milliards de francs en 1976 — la seule construction de l'usine d'engrais de Pologne représente 1,8 milliard de francs et seulement 350 millions depuis le début de 1977.

La France a été, l'an dernier, le premier vendeur occidental de biens d'équipement à l'Allemagne fédérale, mais la Pologne — à la fin août — un crédit de 5 milliards de francs pour la réalisation d'une usine de gazéification du charbon. Globalement, la France a été, en 1976, le sixième fournisseur de la Pologne (5,8 % du total des importations polonaises), derrière l'U.R.S.S. (25,5 %), la R.F.A. (8,7 %), la R.D.A. (7,8 %), les États-Unis (6 %) et la Tchécoslovaquie (5,9 %). Elle a été aussi son sixième client (3,3 % du total des exportations de la Pologne), après l'U.R.S.S. (30,3 %), la R.D.A. (8,9 %), la Tchécoslovaquie (7,8 %), la R.F.A. (6,3 %) et la Hongrie (3,5 %).

Alors que les échanges avec la Pologne représentent à peine 1 % de son commerce extérieur, la France subit, comme ses concurrents, les effets de la remise en ordre de l'économie polonaise, qui se traduit par une réduction de l'excédent enregistré à l'égard de Varsovie : 270 millions

M. B.

## A TRAVERS LE MONDE

### Chili

● L'ÉTAT DE SIEGE NE SERA PAS ASSOUPLI, pas plus que le couvre-feu instauré après le coup d'État du 11 septembre 1973, a annoncé le général Pinochet, à l'occasion du quatrième anniversaire du putsch militaire. — (A.F.P.)

● ENVIRON SIX MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ, le dimanche 11 septembre, à Stockholm, contre le régime chilien. Evoquant la situation dans ce pays, quatre ans après le coup d'État militaire, le ministre suédois des affaires étrangères, M. Karin Söder, a déclaré, dans un communiqué publié le 10 septembre : « La constitution que nous avons votée, au lendemain de ce putsch militaire brutal, est restée présente dans nos consciences. Il est tragique de constater que nous ne sommes pas parvenus à nous en débarrasser. Les faits, au cours de ces quatre années de dictature militaire, nous expriment

aujourd'hui avec la même vigueur notre aspiration pour la solidarité avec ses victimes. » (Corresp.)

● États-Unis

● M. ROBERT BYRD, leader de la majorité démocrate au Sénat, s'est ouvertement prononcé samedi 10 septembre en faveur d'une démission rapide de M. Bert Lance, directeur du bureau de la gestion et du budget de l'administration Carter, auquel on reproche diverses indisciplines financières. M. Carter a d'autre part annoncé qu'il traiterait de l'affaire Lance, mercredi 14 septembre, au cours d'une conférence de presse. — (A.F.P.)

● Suisse

● LA TRENTIÈME FÊTE DU PEUPLE JURASSIEN, qui a réuni des dizaines de milliers de personnes dimanche 11 septembre, à Delémont, a été

Bernard GAVOTY de l'institut

Alfred CORTOT

On peut dire de lui ce qu'on écrit de Chopin : il y a le piano avant Cortot et le piano après lui

Buchet/Chastel

مكتبة الأصل



سكنا من الاول

HEBDOMADAIRE D'INFORMATION / N° 260 / 12 SEPTEMBRE 77 / 5 F

# Le point

## ELECTIONS 78

PREMIERE  
ESTIMATION  
IFOP

CIRCONSCRIPTION  
PAR  
CIRCONSCRIPTION

EGALEMENT AU SOMMAIRE

**ESPIONNAGE : LES COUPS D'ISRAËL (2<sup>e</sup> PARTIE)**

LE POINT EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DIPLO

GRAPHIE  
« unique au monde »  
M. J. M. M. M.

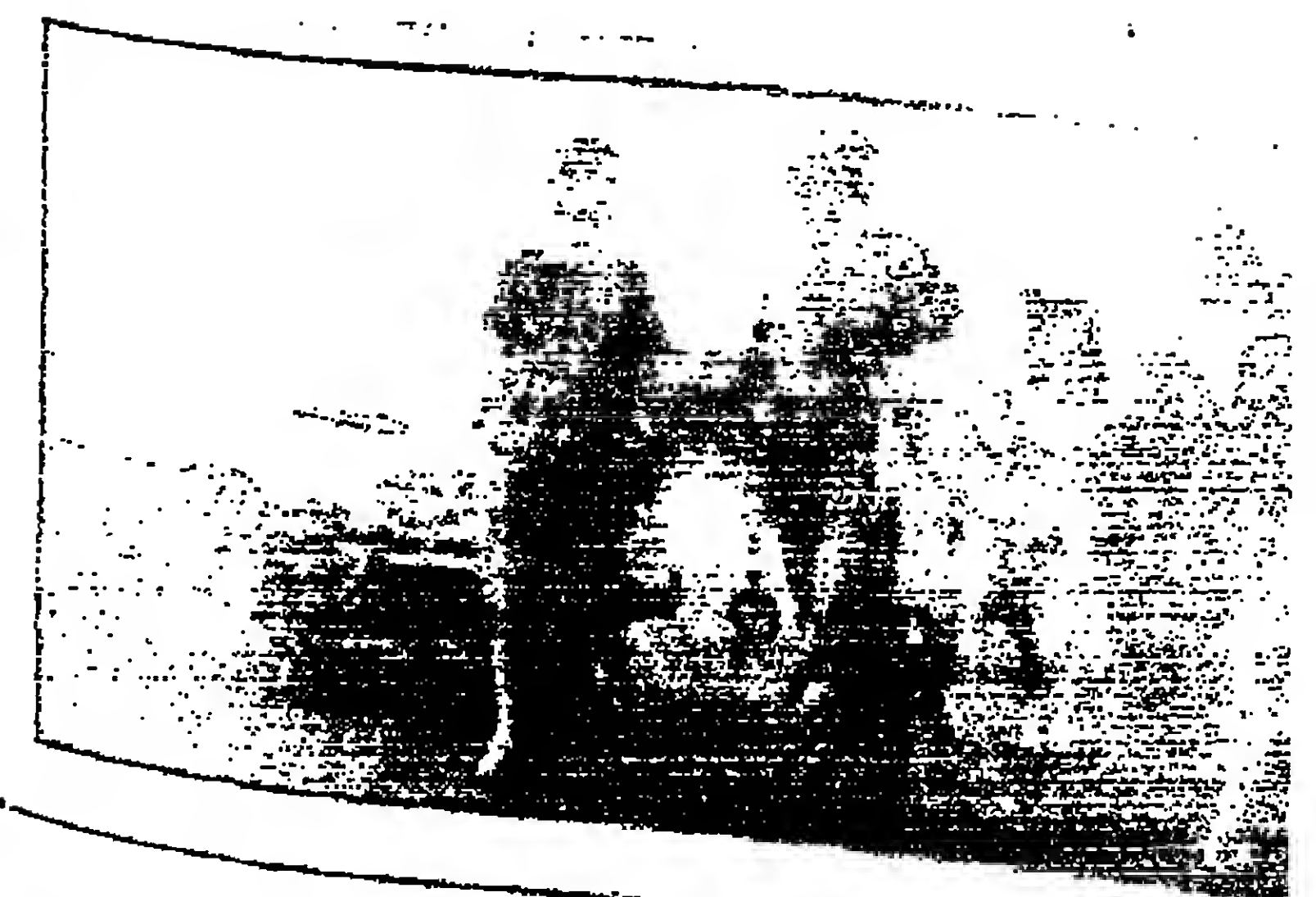
Une diplomate française

EP

CAP

AIR  
VIL

Une nouve





## DIPLOMATIE

### BIBLIOGRAPHIE

#### « Un métier unique au monde » de Kurt Waldheim

Le livre de M. Waldheim, *Un métier unique au monde*, fruit de plusieurs dizaines d'heures d'entretien avec Eric Rouleau, journaliste au Monde, constitue un excellent dossier sur l'importance croissante du rôle des Nations unies comme sur les limites étroites dans lesquelles ce rôle s'exerce. La clarté et la concision de ce dossier, la conviction qui l'anime, témoignent de l'ardeur et de la foi avec lesquelles M. Waldheim exerce ses fonctions à la tête de l'organisation mondiale.

Il est facile, certes, de douter l'ONU « le machin », selon le général de Gaulle, qui n'employait d'ailleurs cette expression que le temps de la guerre d'Algérie. Mais, rappelle M. Waldheim, l'ONU n'est que le miroir du monde, de ses contradictions. Il est injuste des lors de râliser ses faiblesses qui sont le seul résultat du refus des Etats membres de se conformer soit à l'arbitrage du *directoire des Grands*, au sein du Conseil de sécurité, soit au *sergent de la majorité autonome*, au sein de l'Assemblée. Le nationalisme, en effet, « phénomène majeur de notre époque (...) prend des formes négatives lorsqu'il s'écarte de la communauté mondiale pour atteindre des objectifs de courrière égoïste ».

Selon M. Waldheim, les trois tâches principales de l'ONU sont les suivantes : le maintien de la paix et de la sécurité, le développement pacifique dans le monde, l'effort en vue de planifier le devenir de l'homme dans une perspective de coopération globale.

Pour M. Waldheim il faut instaurer un nouvel ordre économique mondial qui mette fin au scandale résultant de ce que 70 % de la population de la terre subsistent avec 30 % seulement du revenu mondial. Vingt-quatre pays sont au bord de la famine. En 1976, 13 milliards de dollars à peine ont été consacrés au développement alors que plus de 500 milliards l'étaient aux dépenses militaires. Cette situation apparaît insupportable. Il est anachronique aux tendances conservatrices, qui fut dans son pays, avant d'être élu à l'ONU, le candidat des électeurs de droite à la présidence de la République.

Les contacts permanents de M. Waldheim avec les dirigeants

de tous les pays du monde l'ont conduit à comprendre ce que le plupart des Occidentaux ont le plus grand mal à percevoir, à savoir que les pays en développement entendent bénéficier d'un traitement égal à celui des autres, « supportent de plus en plus mal l'occidentalisme » à leur égard, à leurs yeux, d'incompréhension et de préjugés.

#### Une diplomatie tranquille

C'est une diplomatie tranquille et obstinée, faite de négociations bilatérales et multilatérales permanentes, que M. Waldheim pourrait qualifier. Les exemples qu'il donne à propos du problème chypriote et du conflit israélo-arabe, constituent la matière de chapitres passionnants, mais malheureusement trop brefs. Ceux-ci n'en apportent pas moins avec d'intéressantes précisions, dont certaines sont des révélations, la démonstration à la fois du caractère indispensable et des limites de la contribution de l'ONU à la recherche d'une solution pacifique des conflits.

Tant d'efforts, des résultats si modestes... On comprend que M. Waldheim considère son poste à la fois comme l'un des plus passionnants et l'un des plus frustrants du monde. « On y compte, dit-il, les sommets d'espérance de l'humanité, mais on y trouve aussi les déceptions de sa faiblesse ».

On trouvera sans doute outrancier les éloges dont le secrétaire général de l'ONU gratifie systématiquement, dans cet ouvrage, les dirigeants des Etats avec lesquels il est appelé à négocier. Mais peut-il faire autrement à la tête d'une organisation intergouvernementale dont le seul moyen d'action est la persuasion ? Peut-on, pour la même raison, s'étonner du peu de temps et des propos décevants qu'il consacre à des problèmes aussi capitaux que la défense des droits de l'homme et du désarmement ? Pour progresser dans ce domaine, sans doute n'a-t-il pas tort d'estimer qu'il faut d'abord réduire la peur, par le règlement pacifique des conflits, et l'injustice par la recherche d'un nouvel ordre économique mondial.

JEAN SCWABEL.

\* Editions Stock, 233 pages, 42 F.

#### L'U.R.S.S. DÉNONCE LA FABRICATION DE FUSÉES AU ZAÏRE PAR LA R.F.A.

Moscou A.P.P. — Commentant la construction en cours d'une importante base de lancement dans une partie du territoire zaïrois récemment cédée à la firme ouest-allemande Otrag, l'agence Tass a accusé, samedi 10 septembre, la République fédérale d'Allemagne de « s'orienter ouvertement vers le développement de la fabrication de fusées les plus diverses, y compris de puissantes fusées portées ». Sous le prétexte d'expansion de l'espace, ajoute-t-elle, la base du Zaïre peut être utilisée pour la création et la mise au point, par des spécialistes ouest-allemands, de fusées balistiques de combat de différentes catégories, y compris de fusées capables de porter des charges nucléaires.

L'agence soviétique affirme, d'autre part, que les fusées basées au Zaïre « peuvent être dirigées sur des objets situés tant sur le territoire africain que sur d'autres continents ». Elle fait état de la « existence » de l'Europe et de la « préoccupation » croissante des autres continents devant la progression de l'Allemagne de l'Ouest sur la voie d'une nouvelle militarisation.

MATELAS • SOMMIERS • ENSEMBLES

### EPEDA

multisple

présente toutes ses literies chez

### CAPELOU

DISTRIBUTEUR

LIVRAISON TRÈS RAPIDE

EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI

Seule adresse de vente :

37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE  
PARIS XI • Métro Parmentier  
Tél. 357.46.35

#### Pays-Bas

En marge du procès d'Assen

#### LA POLICE A DÉCLANCHÉ UNE OPÉRATION VIGOUREUSE DANS LES QUARTIERS MOLUQUOIS

(De notre correspondant.)

Amsterdam. — Le calme est revenu, ce mardi 12 septembre, dans les quartiers mouloukois d'Assen et de Bovensmilde, dans le nord du pays, après les violents incidents qui ont opposé, samedi, la police à de jeunes activistes mouloukois.

La recherche de caches d'armes, la police néerlandaise, aidée de pelotons de gardes mobiles et de militaires, avait bonifié les quartiers mouloukois d'Assen et du village proche de Bovensmilde, où les passages d'un train et les enfants d'une école avaient été pris en otage au mois de juin dernier.

#### « Si les « flics » n'étaient pas intervenus... »

L'action policière de samedi a été menée avec une dureté inconnue jusqu'ici aux Pays-Bas. De nombreux coups de feu ont été tirés, et les dégâts sont importants dans le quartier : vitres brisées, portes enfoncées, etc. Le bilan est cependant réduit : après une trentaine d'interpellations, quatre mouloukois sont toujours détenus dans les locaux de la police, seize procès-verbaux pour détention d'armes illégales ont été dressés, deux mitrailleurs, sept pistolets, un revolver, deux cent cinquante cartouches et des cocktails Molotov ont été saisis.

Le plan d'une nouvelle prise d'otages a également été déjoué.

Le gouvernement néerlandais a fait savoir qu'il entendait maintenir le dialogue avec la population mouloukoise. Mais celle-ci semble avoir été traumatisée par l'action de la police. Quant aux habitants néerlandais d'Assen, ils en sont très satisfaits. « Si les « flics » n'étaient pas intervenus, nous y serions allés nous-mêmes », dit-on ce lundi dans les rues d'Assen.

MARTIN VAN TRAA.

#### Suède

#### A BARSEBACK

#### La manifestation antinucléaire a réuni quinze mille personnes

De notre correspondant

Stockholm. — Près de quinze mille personnes ont participé, samedi 10 septembre, à Barseback, dans le sud de la Suède, à la deuxième « marche antinucléaire nordique », organisée principalement par les mouvements écologistes de Scandinavie et de Finlande. Jamais une manifestation de ce genre n'avait rassemblé autant de monde en Europe du Nord. Plus de quatre mille Danois avaient franchi le détroit pour venir manifester devant les deux réacteurs de Barseback. Ils se sentent, en effet, concernés au plus haut point puisque l'usine se trouve partiellement en face de Copenhague, à moins d'une demi-heure de ferry-boat.

L'annonce de l'arrivée de petits groupes écologistes allemands et français avait inquiété la direction de Sydskraft, la compagnie propriétaire de la centrale, qui avait tenu à avertir la police. Mais le défilé s'est déroulé dans le plus grand calme.

La politique énergétique demeure en Suède un problème épineux pour les trois partis de la coalition gouvernementale. Le Parti du centre, antinucléaire, a bien du mal à faire accepter son point de vue à ses partenaires libéraux et conservateurs. Sur quelques chantiers, les travaux de construction sont freinés, mais les décisions délicates sont continuellement repoussées. Et cette « fuite en avant » contribue à faire planer un doute qui n'est peut-être pas de nature à favoriser les investissements industriels.

Toutefois, les besoins de la Suède en électricité, en 1985, ne

semblent pas aussi importants qu'on le pensait encore il y a deux ans : des statistiques récentes montrent qu'ils seraient de 133 milliards de kilowatts-heures contre les 159 prévus antérieurement, ce qui voudrait dire que huit réacteurs, au lieu de treize, suffiraient. Mais, dans l'industrie, on fait remarquer que « la réaction explique partiellement ces chiffres, qui ne sont pas tout à fait fiables ».

Le gouvernement souhaite faire appliquer strictement la loi votée en avril 1977 sur les conditions de la mise en service des réacteurs nucléaires. Aux termes de ce texte, l'autorisation est donnée si les constructeurs peuvent présenter un contrat satisfaisant, portant sur le retraitement de l'uranium usagé, ou sur son stockage s'il n'est pas retraité. En ce qui concerne le réacteur de Barseback, ce contrat devait être présenté avant le 1<sup>er</sup> octobre, mais les négociations avec la Cogema et la Hague n'ayant toujours pas abouti, il est probable qu'une dispense sera accordée pour quelques mois. Les sociaux-démocrates estiment qu'un accord sur ce point avec la France n'est pas urgent et que la Suède peut conserver ses combustibles irradiés dans des bassins, pendant une quinzaine d'années.

ALAIN DEBOVE.

LE RÉVEIL  
DES GIRONDINS

On n'a peut-être jamais aussi bien mangé à Bordeaux, Gault, et Millau en font la preuve après avoir testé 63 restaurants, bistros et brasseries de la capitale girondine. Ils vous conduisent aussi dans le Morvan pour un week-end dans un autre siècle, à Londres pour y découvrir les dernières bonnes adresses, à Honfleur pour flâner et aux Gers dans une ville d'exception. Le Nouveau Guide Gault-Millau de septembre chez votre marchand de journaux.

LA S.N.C.F. COMMUNIQUE :

Électrification 25.000 V. Gargan - Aulnay-sous-Bois.

La mise sous-tension des installations de traction électrique sur le parcours Gargan - Aulnay-sous-Bois aura lieu le 14 septembre 77, il y a DANGER DE MORT à tous les trains, soit directement soit par l'intermédiaire d'un objet quelconque.

## MIDAIR

### Une nouvelle façon de voyager.

UNE nouvelle compagnie aérienne, c'est un événement. La création de MIDAIR en est un. Mais pas parce que MIDAIR s'ajoute désormais aux autres compagnies : plutôt parce que MIDAIR ne leur ressemble pas.

#### Les avions

Aller où l'on veut, quand on veut, 24 heures sur 24, à bord d'avions performants, aussi sûrs et confortables que ceux des lignes régulières, ça existe. Grâce à MIDAIR, ces avions cessent d'être l'apanage d'une minorité. Avec MIDAIR, vous voyagez à bord de luxueux jetprop, dont la pressurisation vous permet de vous détendre loin au-dessus des turbulences. Avec un équipage de deux pilotes et d'une hôtesse, aussi qualifiée que sur les gros porteurs, au service de 5 à 8 passagers privilégiés.

Ces appareils, ces équipages peuvent être à vous, grâce à MIDAIR.

#### Les prix

— Tout de même, tout ça doit coûter très cher ! direz-vous.

MIDAIR répond non. Vous payez une cotisation annuelle, tout à fait raisonnable, qui donne droit en plus à une personne de votre entourage de profiter elle aussi des mêmes avantages que vous. Vous pouvez avoir des invités, par exemple des clients, des collaborateurs, ou vos enfants. Ensuite, vous payez uniquement la distance parcourue par chaque personne, exactement comme sur un vol régulier, au tarif première classe. Rien de plus.

\* SWEARDGEN FAIRCHILD MERLIN III A ET METRO II



Rien de plus... mais ce sont tous les avantages précieux et prestigieux du jet privé qui vous sont offerts. Y avez-vous songé ?

#### Les avantages

— Vous proposez votre horaire d'arrivée, 24 heures sur 24. MIDAIR organise votre départ en conséquence. Vous vous posez directement tout près de là où vous allez. Rien qu'en France, il y a 300 aérodromes qui peuvent vous accueillir, dont une centaine par tout temps et à toute heure du jour et de la nuit : c'est dix fois plus que d'aéroports régulièrement desservis par les grandes compagnies aériennes.

— Vous vous posez rarement à plus d'une trentaine de kilomètres de votre lieu de rendez-vous. À l'arrivée, MIDAIR, où que vous habitez, met à votre porte, en direct et sans souci, les grands aéroports internationaux et assure votre correspondance avec les vols intercontinentaux.

— Paris-Tokyo, c'est facile : c'est direct. Mais Paris-Périgueux ? Mais Paris-Baden-Baden ? Rotterdam-Bergerac ? MIDAIR, c'est le porte-à-porte. La France, l'Europe en travers, en moins d'une journée aller et retour, au jour et à l'heure qui vous conviennent.

— Plus de précipitation, de délai exorbitant pour vous rendre à l'aéroport, de peur de rater l'avion.

Avec MIDAIR, on vous attend pour décoller, votre voiture vient se ranger à quelques mètres de l'appareil.

— Plus d'avions complets. Plus de liste d'attente.

MIDAIR sera toujours en mesure de vous transporter.

— Plus de bagages égarés (ça arrive), au contraire c'est en route qu'importe que vous emportiez avec vous des échantillons, des maquettes, un tableau de valeur sous le bras, ou encore votre sac de golf, votre paire de skis.

— Vous pouvez emmener votre chien avec vous. Finies les affreuses soutes, nos compagnons ont droit, aussi, à la qualité de la vie.

— Vous travaillez dans l'avion comme à votre bureau, entouré de vos collaborateurs. Ou bien vous prenez un repas à bord, qui ne manquera jamais de vous être agréable.

— Vous êtes chez vous. Tout au plus, si vous n'occupez pas tout l'avion, y rencontrerez-vous un autre habitué de MIDAIR qui allait dans la même direction. Et comme vous détendez, comme vous êtes entouré des soins attentifs et souriants d'une hôtesse qui n'a jamais plus de 8 passagers à s'occuper.

— Tout cela, MIDAIR vous l'offre pour un prix compétitif qui vous surprendra. Vous séduira. Vous aurez découvert une nouvelle façon de voyager dont vous ne pourriez plus vous passer.

Vous voulez en savoir plus sur MIDAIR ? Alors retournez-nous le coupon-réponse ci-joint : vous recevrez une documentation complète et les conditions d'adhésion.

J'aimerais recevoir votre documentation complète.

NOM ..... FONCTION .....

PRÉNOM ..... ADRESSE .....

SOCIÉTÉ ..... TÉL. ....

Envoyez ce coupon à : MIDAIR, Tour Gan cedex 13, 92082 Paris La Défense.

Tél. 774.50.17



**MIDAIR**

Une nouvelle façon de voyager.

حکومت الامم المتحدة

LAËL (2<sup>e</sup> PARTIE)

DE JOURNAUX



## La police demande de nouvelles précisions aux ravisseurs de M. Schleyer

de l'otage, a demandé aux autorités, dans un message publié par le quotidien à grand tirage - Bild Zeitung -, de sauver la vie de son mari en remplissant les conditions posées par le commando.

leur sécurité personnelle ; 80 % des « sondés » demeurent cependant partisans de ne pas céder aux exigences des ravisseurs, contre 37 %.

L'opinion publique, dans l'ensemble, reste cependant calme. Les obsèques des trois policiers tués, samedi dernier, n'ont donné lieu qu'à un léger incident à Stuttgart.

[illegible]

Il n'est jusqu'au petit parti communiste (marxiste-léniniste) ouest-allemand, le D.K.P., réuni en congrès à la fin de la semaine à Offenbach, qui n'ait condamné « une action contraire aux intérêts de la classe ouvrière et des travailleurs ».

**BERNARD BRIGOUTEIX.**

**BERNARD BRIGOULEIX.**

que ce qui lui déplait, puis glissant vers un procès plus général. Ainsi, selon la *Süddeutsche Zeitung*, dont on attendait davantage de sérieux, le Monde négligerait « depuis des années la couverture de l'actualité de la République fédérale... ». Et

un journaliste de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* prétend avoir lu dans ces pages que nous avions présenté la R.F.A. comme « un Etat policier »...

Il est bon — et rare — que les médias s'interrogent sur leur travail : ils doivent chercher sans cesse à cerner mieux le réel. Il est, en revanche, désolant qu'ils isolent, dans les colonnes du voisin, le point de vue « déplaisant », déformant les jugements émis, manient l'amalgame avec grossièreté. Cela est désolant, mais ne devrait pas étonner.

Les pouvoirs établis et leurs relais intellectuels, bloqués qu'ils sont, secrètent des dissidents. Peu importe que l'évidente pathologie de certains soit le parfait négatif de la pathologie officielle ! Ils sont, à l'Ouest comme à l'Est, des criminels de droit commun qu'il faut mettre hors d'état de nuire, même si les moyens dont ils usent sont incompréhensibles ! Et gare à ceux qui, tout en condamnant leurs méthodes, se demandent si leur déviance n'est pas le terrifiant reflet de la trahison, par les pays libres, de leurs idéaux proclamés !

En R.F.A., la presse s'insurge, confondant à souhait et à dessein l'opinion d'un homme et celle d'un journal, ne retenant

(1) Max Clos, *le Figaro* du 10 septembre.

POUR LA SECONDE FOIS EN UNE SEMAINE

### De notre correspondant

Pékin. Pour la seconde fois en moins d'une semaine, M. Teng Hsiao-ping vient d'exprimer en termes dénués d'équivoque la désapprobation que causait la démission de l'ambassadeur américain en Chine. Le vice-président recevait, samedi 10 septembre, une délégation du Comité japonais d'assistance économique. Il avait déclaré que la récente visite à Pékin du secrétaire d'Etat américain, M. Vance, avait constitué une « grande victoire » pour les relations entre les Etats-Unis et la Chine. Il avait employé pratiquement la même expression, quelques jours plus tard, à la réunion de l'agence américaine Associated Press (le *Monde* du 8 septembre). Par ailleurs, les journaux américains ont rapporté que aux Américains de « jouer deux cartes en même temps » (s'entendait Pékin et Taipei), ajoutant que la République populaire ne pouvait tolérer une telle approche du problème de Chine. Les appels des diplomates diplomatiques sino-américains.

M. Teng, ainsi que M. Kissinger en avait fait l'expérience, est d'une extrême sensibilité à la position qu'il vient de reconquérir dans la hiérarchie et sa qualité de principal sinon seul expert de politique étrangère, à l'égard de son pays. Il est en outre, à s'exprimer avec une particulière netteté. Le fait cependant qu'il deux reprises en deux jours, ait jugé nécessaire de porter ainsi publiquement un jugement aussi sévère sur le comportement de l'administration Carter apporte quelques

Pékin est irrité par les hésitations de l'administration américaine sur le chapitre de la normalisation des relations entre les deux pays. Les tensions ont été manifestées dès le printemps, lorsque apparurent entre Chinois et Américains de sérieuses divergences d'interprétation sur la question de la visite en 1972 par M. Nixon. Au début de juillet, Pékin insistait encore nécessairement la R.P.C. à une normalisation des relations avec les Etats-Unis (*Le Monde* du 6 juillet). Les diplomates Chinois n'ignorent rien, en fait, des tendances hostiles à une rupture des relations qui existent dans le cercle Tchang qui dirige le département de la Chine et dont l'un des principaux conseillers du président M. Breznevski, passeur du prétexte de la « ligne rouge » d'urgence

que M. Vance a accordée samedi dernier à Tientsin, à Washington, M. Shen, a été aussitôt relevée à Pékin et n'a pu qu'acquiescer aux doutes qu'on y éprouve quant aux intentions du président américain et à son goût du « double jeu ».

Les dirigeants chinois, dans ces conditions, apprécient très peu le fait de faire l'objet d'une opération de « rééquilibrage » qui tendrait à accroître l'idée d'un « progrès », lequel résulterait d'un assoupissement de la position chinoise, à seule fin de ne pas laisser à l'Occident l'initiative sur un terrain où son prédécesseur n'a pu que marquer le pas. C'est ce qui a clairement dit, dans un discours prononcé à l'Assemblée générale japonaise, *M. Tani* : « Nous ne pouvons permettre aux Etats-Unis de tromper le monde. »

Il est possible que le vice-président américain ait été plus ferme dans ses propos que son retour au pouvoir a parfois été interprété comme annonciateur d'une diplomatie moins rigide et plus ouverte à de nouveaux principes. Mais mal connaître un homme chez qui la plupart de ses interlocuteurs étrangers ont rencontré un négociateur habile, mais d'une confiance limitée, et d'un patriotisme « n'emphatically chauvin » qu'au moment où M. Tani manifesta son irritation envers une importante mission commerciale chinoise, équivaut aux Etats-Unis pour y être aussitôt regné par M. Vance et par le vice-président Mondale.

ALAIN JACOB

● **M. Henry Jackson**, ancien candidat démocrate à la présidence des Etats-Unis et l'un des sénateurs républicains, a prononcé dimanche 10 septembre en faveur de la vente d'équipements militaires américains à la Chine. Le sénateur de l'état de Washington a déclaré, au cours d'une interview télévisée, qu'il était opposé à la fourniture à Pékin de la technologie nécessaire à la fabrication d'équipements militaires, mais pas au matériel nucléaire. La prise de position de M. Jackson a coïncidé avec la publication dans le *New York Times* d'une note interne du département d'Etat qui préconise l'assouplissement du contrôle des exportations en Chine de produits finis des industries américaines (armement) et de l'électronique.

## Le rétablissement de la Généralité de Catalogne

C'est, en effet, à un tel système qu'aboutirait l'accord de principe récemment conclu entre MM. Suarez et Tarradellas, et dont la presse espagnole a révélé, dimanche, les détails.

Selon ce projet, la Généralité ne compterait, jusqu'à l'adoption d'un statut d'autonomie définitif, que deux organes : la présidence et le *Consell* ou gouvernement. M. Tarradellas serait réintégré dans ses fonctions par un décret-loi de Madrid, mais il serait aussi chargé de désigner les membres du *Consell*. C'est là une prérogative que les dirigeants politiques jugent incompatible avec les règles de la démocratie parlementaire. Ils réclament la reconnaissance de l'assemblée des élus catalans — représentant la légitimité des urnes — face à la légitimité historique incarnée par M. Tarradellas.

du *Consell* des représentants des *diputacions* (conseils généraux) des quatre provinces catalanes, élus sous le régime antérieur. La composition de cet organe devrait en tout cas donner lieu à un débat très serré. Certes, M. Tarradellas s'est en-

16 juin, à respecter le verdict des urnes. Mais les leaders catalans ne veulent pas totalement contenter Cesse. « *Cesse, l'homme blanc, le matif, et noir le soir* », nous a dit l'un d'eux, « nous exigeait de lui un engagement écrit. Leur méfiance à l'égard de M. Suarez n'est pas moindre ; ils dénoncent un chantage au coup d'Etat ; ils exaltent bien ou mal, mais, soudainement-ils, le gouvernement de Madrid se trouve devant ses intérêts : « *Nous ne demandons au gouvernement de Madrid que ce qui lui est possible de nous accorder dans la légalité, nous a dit M. Riera* ». M. Suarez a d'ailleurs réussi à établir à un accord avec nous pour arriver ensuite, avec de meilleures chances de succès, le prochain jour, à un accord avec le gouvernement en raison, notamment, de l'intérence de la gauche non parlementaire. »

**PHILIPPE LABREYEU**

● RECTIFICATIF. — Par suite d'une coquille, il a été écrit dans *le Monde* du 10 septembre que le parti de M. Suarez, l'Union du centre démocratique, n'avait que quarante-sept sièges à la Chambre des députés. Il fallait lire : 47 % des sièges.

● **Le président du Parlement européen, M. Emilio Colombo, a estimé samedi 10 septembre à Recoara-Terme (Italie), que les élections européennes au suffrage universel ne pourront pas vraisemblablement se dérouler, comme prévu, au printemps de l'année prochaine.** — (A.F.P.)

## Canada

(De notre correspondant.)

Montréal. — Avant de se rendre à Ottawa, M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice et des Anciens Combattants, a visité la capitale québécoise. Le ministre a été reçu par le maire de la ville, M. Jean Drapeau, et par le député fédéral M. Daniel Johnson, alors premier ministre du Québec. Il a également rencontré M. René Lévesque, premier ministre actuel, qui avait lieu au moment de son départ pour Paris. M. Peyrefitte a également signé, avec son homologue québécois, un accord prévoyant l'alignement des procédures judiciaires relatives aux délits commis par les ressortissants français ou les ressortissants du Québec ou des ressortissants du Canada.

Le voyage du ministre français a donné lieu à des communications contradictoires où perceait une certaine nervosité de la part du gouvernement d'Ottawa. Le gouvernement fédéral a commencé par déclarer que le ministre français s'était rendu au Canada, à son invitation, avant de concéder, dans une étape ultérieure de cette petite guerre des amours-propres, que le Québec avait, lui aussi, invité le ministre de l'Ontario, convoie le Québec de la justice, le ministre de l'Ontario. M. Frenette nous a précisé que le Québec était à l'origine du voyage et que le premier ministre fédéral, M. Trudeau, lors de son passage en France, au printemps dernier, l'avait invité à

La vision de M. Peyronette n'a pu débiter que des constatations, les insuffisances de la coopération franco-québécoise. Attentif à souligner les « énormes progrès » réalisés depuis 1967, dans le domaine des communications linguistiques notamment, le ministre de la Justice reconnaît que « l'on n'avance pas depuis quelque temps », et il y a bien, dit-il, « une certaine déception ». Mais il ne croit pas que celle-ci soit due à une moindre volonté politique, mais, comme aucun mécanisme n'a été mis en place pour assurer la mise en œuvre de recommandations chargées d'assurer cette coopération se sont peu à peu laissées empierrer dans un phénomène de bureaucratie qui existe dans tous les pays.

## Malaisie

## LE PENDU DE PENANG

La loi est appliquée en Malaisie. Publié voici deux ans, un décret stipule qu'aucune condamnation d'âge ne peut jouer lorsque la faute a trait à la sécurité. De fait...

La Far Eastern Economist Review de Hongkong rapporte dans son numéro du 9 septembre, que, le 25 août, un jeune Malaisien, qui avait, en février, lors de son arrestation, treize ans et onze mois, a été condamné à mort par la Haute-Cour de Penang pour avoir été trouvé porteur d'un pistolet et de cartouches. Il lui restait...

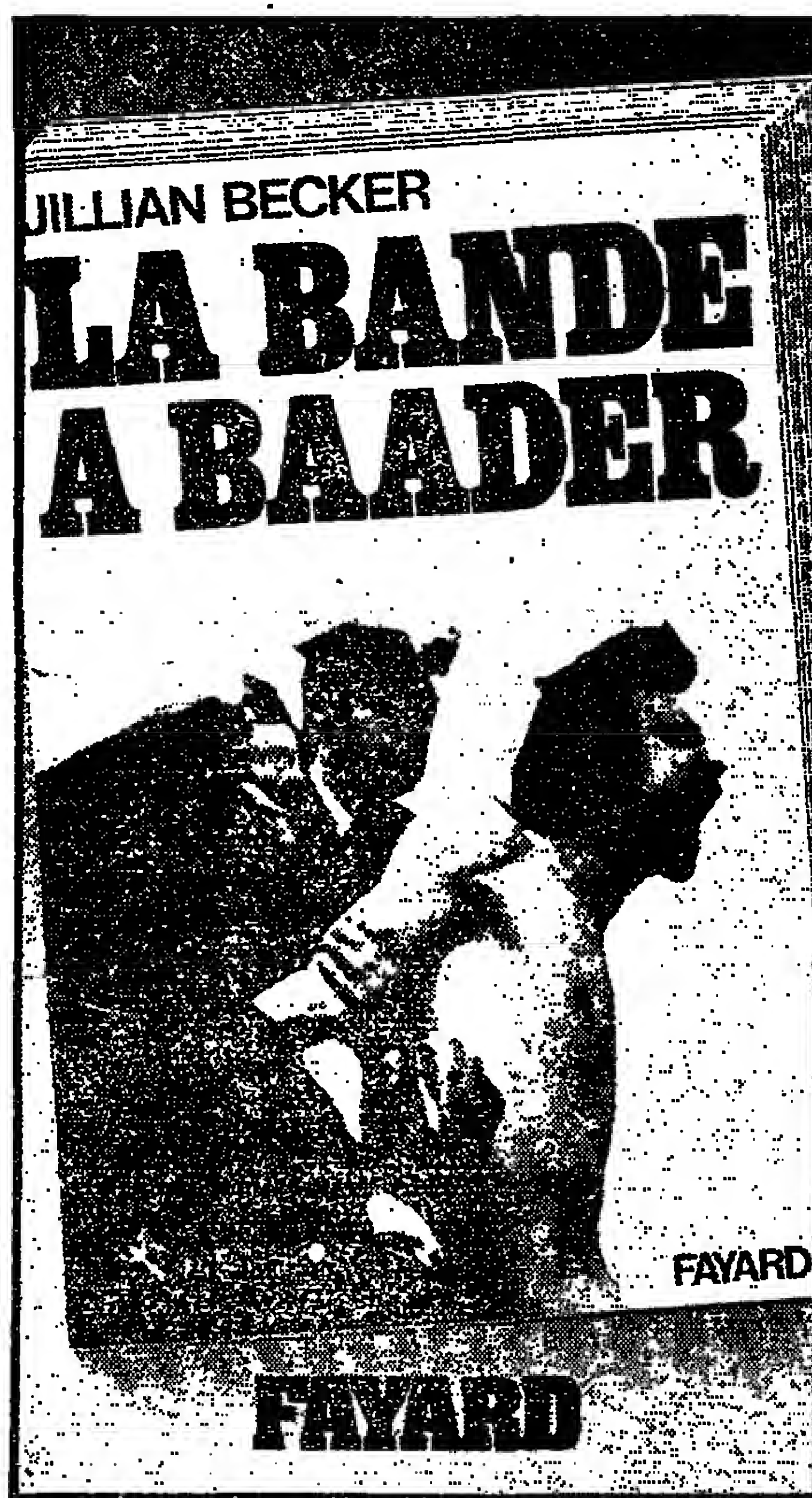
La défense avait mené un dur combat, insistant notamment sur les conditions dans lesquelles (selon l'accusé) l'assassin s'était procuré la possession de l'arme et de ses vingt cartouches : un gangster lui en avait confié la garde, dans un sac de plastique, le coupant de route, et s'il l'aurait. Un informateur (d'âge de quinze ans, que la police n'a même pas à l'audience) a déclaré la perquisition de ce jeune homme qui, deux jours plus tard, avait été trouvé un matin dans un bistrot, le sac à la main.

Le pouvoir malaisien entend faire des exemples, et notamment prévenir l'utilisation de journaux et de revues révolutionnaires clandestins.

## Népal

● **LE ROI BIRENDRA** a nommé lundi 12 septembre, M. Kir Nidhi Bista, premier ministre en remplacement de M. Tul Gir, dont la démission avait été acceptée vendredi.

[Avant de remplacer le chef de gouvernement, le sr. Jendras prendra un peu de repos, les représentants des institutions en place en vertu de la réforme constitutionnelle de 1971. M. Bista pourrait être chargé de la présidence de la République, la politique étrangère du pays sera enclavé est dominée par ses relations avec ses deux grands voisins, l'Inde et la Chine. Bien que les raisons de la défusion de la Chine soient différentes, il n'aurait pas paru, en ces mêmes semaines, à faire valoir, après du New-Delhi, les revendications négatives portant notamment sur la liberté de transit, le sr. Jendras pourrait être celui qui fut déjà premier ministre en 1963 à 1970, et de 1971 à 1973, pourrait être l'artisan d'une politique plus rigide à l'égard de l'Inde et davantage tournée vers la Chine.]





**Soutage, la surprise devant la rentrée. Education: la grande réforme. Marguerite Yourcenar parle.**

# L'EXPRESS



# Gauche Le Choix

# Chez votre marchand de journaux

هكذا من الأصل



## PROCHE-ORIENT

UN ENTRETIEN AVEC LE CHEF DE L'OPPOSITION DU SOUDAN

### Une réconciliation nationale implique la « restauration des libertés essentielles »

NOUS DÉCLARE M. SADEK EL MAHDI

Le président soudanais, le général Gaafar El Nemeiry, a procédé, le samedi 10 septembre, à un important remaniement ministériel. Il assume désormais les fonctions de premier ministre, de ministre de l'économie et des finances. Celui qui passait pour être l'« architecte » de la politique « pro-occidentale » du régime depuis la sanglante élimination des communistes en juillet 1971, M. Mansour Khaled, cède le portefeuille des affaires étrangères à M. Rached El Taher, qui

abandonne la présidence du gouvernement. Ces changements sont vraisemblablement en rapport avec le projet du général Nemeiry de se « réconcilier » avec le front de l'opposition de droite. Tous ceux qui s'étaient rendus coupables de crimes politiques ou de crimes contre l'Etat ont été amnistiés, les procès ont été annulés, la libération des détenus politiques, de ceux des « forces spéciales », trois mille au total — vient de s'achever.

La voie est ainsi dégagée pour l'ouverture de négociations entre le chef de l'Etat soudanais et le leader de l'opposition, M. Saadek El Mahdi, président du Front national (qui regroupe tous les partis à l'exception des communistes) en vue d'une « réconciliation nationale ». « Cet objectif ne pourra être atteint qu'avec la restauration des libertés essentielles », nous a déclaré M. Mahdi au cours d'un long entretien qu'il nous a accordé à Londres, où il vit encore en exil.

Le processus de normalisation a été amorcé le 7 juillet dernier à l'issue d'une rencontre secrète qui s'est déroulée à Port-Soudan entre le président Nemeiry et M. Mahdi, alors que ce dernier était sous le coup d'une condamnation à mort : il avait organisé la tentative de coup d'Etat du 2 juillet 1976, qui s'était soldée par un millier de morts. Six mois plus tard, le colonel Mameoun Awad Abou Zeid, membre du Conseil de la révolution, alors ministre de l'intérieur, vint à Londres pour examiner avec M. Mahdi les possibilités d'une réconciliation. Les échanges, par le truchement de divers intermédiaires, aboutirent à l'insolite rendez-vous de Port-Soudan. Issu d'une grande tribu qui s'illustra depuis le dix-neuvième siècle par ses luttes contre l'hégémonie britannique et les velléités de domination de l'Egypte, chef spirituel de la puissante secte des Ansars, allié à diverses formations traditionnelles, des natio-

naux-unionistes aux frères musulmans, M. Saadek El Mahdi avait cependant de bonnes raisons de penser que les risques d'un guet-apens étaient minimes. « Le général Nemeiry, poursuit-il, ne résistera à aucun accord. Notre entretien se prolongea de 22 heures le 6 juillet jusqu'à 10 heures le 7 heures, après quoi je repris l'option pour Londres. Nous sommes tombés d'accord qu'une amnistie générale et l'arrêt de toute action subversive de notre part devaient précéder l'élaboration d'un accord politique. »

La trêve ainsi conclue correspondait aux intérêts des deux parties. La crise économique et sociale que connaît le Soudan, le chômage, l'émigration massive d'ouvriers spécialisés, de membres de professions libérales, d'enseignants vers les pays pétroliers, une cascade de complots et d'attentats, incitent le général Nemeiry à renoncer à l'arme de la répression qui s'était dangereuse-

SI UN RÈGLEMENT DE PAIX N'INTERVIENT PAS

### L'Arabie Saoudite menace de limiter sa production pétrolière

L'Arabie Saoudite a menacé, samedi 10 septembre, de limiter sa production pétrolière si aucun progrès n'était réalisé sur la voie de la paix au Proche-Orient. Évoquant les membres d'une délégation parlementaire japonaise, le cheikh Ahmed Zaki Yamani, ministre saoudien du pétrole, a laissé entendre que ce pays envisageait d'imposer un plafond de 8,5 millions de barils par jour à sa production pétrolière, à moins que des mesures ne soient prises pour mettre fin à l'impasse au Proche-Orient. « Il existe, a-t-il dit, deux conditions préalables à une augmentation de la production destinée à faire face aux demandes croissantes des pays industriels : l'instauration de la paix au Proche-Orient, fondée sur l'acceptation par Israël du retour à ses frontières de 1967, et l'acquisition par l'Arabie Saoudite de la technologie susceptible d'assurer la transition vers l'ère post-pétrolière. »

A Jérusalem, d'autre part, le gouvernement israélien a approuvé, dimanche, les grandes lignes des projets de paix que le ministre des Affaires étrangères, M. Dayan, doit soumettre au secrétaire d'Etat américain et qui prévoient la restitution aux Arabes de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. M. Dayan avait déclaré samedi qu'Israël était prêt à intégrer les trois cents mille réfugiés « apatrides » du territoire de Gaza, auxquels il donnera « la possibilité de choisir entre les citoyennetés israélienne et jordanienne ». Le problème palestinien, a-t-il dit, ne pourra être résolu que « si les réfugiés dont le nombre est estimé à 1 600 000, étaient intégrés dans les pays dans lesquels ils se trouvent. Ce n'est qu'une fois achevée cette intégration par les pays arabes qu'Israël négociera avec les Palestiniens de la Cisjordanie, dont une partie seulement sont des réfugiés. » (U.P.I., Reuter, A.F.P.)

Trois conditions

Grand, filiforme, d'allure altière dans sa robe traditionnelle aux manches évasées, un collier de perles met en valeur les traits réguliers du visage, l'aspect de celui que l'on désigne communément comme étant le « leader de l'extrême droite » tranche avec les idées modernistes qu'il défend. Agé de quarante-deux ans, licencié en sciences économiques de l'université d'Oxford, M. Mahdi a sensiblement évolué depuis son passage au pouvoir en 1968-1969. Le premier ministre de l'époque se distinguait par un anticommunisme virulent, un « conservatisme éclairé » qui lui avaient aliéné des forces qui se situaient à gauche comme à droite. Bien qu'il se soit refusé à divulguer le contenu du document en sept points qu'il a remis au général Nemeiry pour servir de base à leurs négociations, des informations de sources sûres font état de quatre conditions posées par l'opposition : l'annulation de l'état d'urgence, le retrait du Soudan des troupes égyptiennes, la « réconciliation nationale » avec le Khartoum, avec les grandes puissances et les Etats africains, en particulier avec l'Ethiopie. M. Mahdi ne nie pas que le régime du lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, chef d'Etat éthiopien, jouit d'un « état de droit », mais il affirme avec force : « Il n'est pas dans notre intérêt de soutenir les séparatistes de l'Érythrée contre Addis-Abeba, qui a les moyens de susciter, en guise de représailles, des troubles dans le sud du Soudan. La sécession érythréenne serait préjudiciable à l'ensemble des pays africains, dont les fron-

Syrie

### La campagne contre la corruption a déjà abouti à l'arrestation de plusieurs personnalités

De notre correspondant

Beirut. — La campagne contre la « corruption » et l'« enrichissement illicite », ordonnée par le président Assad en Syrie, est en train de prendre une ampleur telle que la crise du Proche-Orient et le problème de l'inflation semblent relégués au second plan. A Damas, comme partout ailleurs en Syrie, cette campagne se constitue avec l'épidémie de choléra, qui aurait fait jusqu'à présent une soixantaine de victimes, le principal sujet de préoccupation de la population. L'enquête est menée par une commission spéciale présidée par un dirigeant du parti Baas au pouvoir, M. Ahmad Diab. Parallèlement opèrent deux commissions écrites, l'une au sein du Baas, l'autre au sein de l'armée. Seize arrestations ont été annoncées, le 2 septembre, dont celles de plusieurs directeurs généraux d'offices publics, et une saisie conservatoire a été opérée sur leurs biens. Déjà, des noms circulent. Parmi ceux-ci, bien que le président de la commission ait démenti que des commerçants soient impliqués, ceux de deux riches hommes d'affaires, MM. Osman Al Aidi et Saïb Nahas, qui auraient été incarcérés (1). Le chef du gouvernement, M. Kheifazi, a interdit à tous les fonctionnaires ayant rang de directeur de quitter le pays sans autorisation préalable. Ceux-ci devront présenter des comptes détaillés pour tous les voyages qu'ils ont effectués en 1977. Les hauts fonctionnaires et les personnes occupant ou ayant occupé des postes de responsabilité, no-

La coopération avec les communistes

Abondant le problème du conflit israélo-arabe, M. Mahdi estime que l'Europe et l'U.R.S.S. devraient jouer un rôle plus actif pour favoriser un règlement. « Les Etats-Unis ont dit qu'ils n'en ont 50 % des cartes dans ce domaine n'est pas raisonnable, dit-il. C'est le contraire qui est vrai : les Etats-Unis ont la puissance la moins bien placée pour contraindre l'Etat juif au règlement. » Le chef de l'opposition soudanaise estime qu'une pleine et durable réconciliation israélo-arabe serait possible que certaines conditions « la restauration de la crédibilité militaire des belligérants arabes, avec éventuellement le soutien de l'U.R.S.S. », l'annulation de la résolution 242 dans un sens favorable aux droits nationaux du peuple palestinien, l'abolition de la « loi du retour » et de la discrimination exercée à l'égard des Arabes en Israël. Sur le plan intérieur, M. Mahdi prône la réforme des institutions afin de les démocratiser, le rétablissement des libertés politiques et civiles, la transformation du parti unique actuellement établi à Khartoum en « un véritable rassemblement national, librement consenti, qui n'exclurait même pas les communistes si ces derniers devaient renoncer, comme les eurocommunistes, à des positions idéologiques mises à part, nos positions respectives ne sont pas très éloignées. Nous avons choisi, nous aussi, la voie socialiste en matière économique et nous sommes convaincus que, dans ce domaine, nous avons beaucoup à apprendre du modèle soviétique. »

Le chef de l'opposition insiste

« Le chef de l'opposition insiste sur le fait que la situation du Soudan est en pleine évolution », il lui est difficile de prévoir la nature de l'accord qu'il finaliserait par conclure avec le général Nemeiry. Cependant, certains observateurs qualifiés à Khartoum doutent qu'un compromis soit, à l'heure actuelle, possible, comme cela le fut, aux yeux des peuples africains. »

LUCIEN GEORGE.

(1) Selon l'A.F.P., une dizaine d'officiers supérieurs membres de l'entourage du commandant Rifaat El Assad, frère du président syrien Hafez El Assad, auraient été arrêtés en relation avec cette affaire. Il s'agit d'officiers qui bénéficiaient de la confiance du commandant Assad. Ce dernier est le chef des « forces spéciales » et des « forces armées » de l'armée syrienne, garde précieuse du régime de Damas.

## AFRIQUE

Tunisie

### Libres opinions

#### A l'épreuve de la démocratie

par JEAN ROUS

Si les meilleurs amis français de la Tunisie critiquent la répression politique dans ce pays, ce n'est point parce qu'ils le méritent sur le même plan que ces pays africains où un totalitarisme de droite ou de gauche anéantit toute justice et toute liberté. C'est, au contraire, parce qu'ils estiment que la Tunisie est mûre pour un régime de démocratie pluraliste organisé selon la spécificité tunisienne. En ce sens, le dernier procès politique contre Ben Salah et ses amis manifeste quelque hésitation entre la sévérité et la relative clémence. Mais un procès politique ne remplace pas le dialogue. Depuis quarante ans, en dépit des hauts et des bas d'un circuit tourmenté, le président Bourguiba et le mouvement destourien préparent la Tunisie au gouvernement du peuple ; mais actuellement, avant le saut décisif et inévitable, nous assistons à des tergiversations et à des hésitations regrettables qui se traduisent par le recours aux facilités et aux erreurs de la répression politique. Cette maturité de la Tunisie pour une démocratie pluraliste s'explique par trois mouvements complémentaires et parfois contradictoires de l'histoire tunisienne.

Tout d'abord, une évolution tout à fait originale dans la lutte anti-impérialiste qui s'est traduite par la stratégie bourguibiste que Domenech a appelée la « décolonisation intelligente ». Ce mouvement était par lui-même formateur de l'esprit démocratique. Il reconnaissait l'existence de l'autre, et postulait que la décolonisation ne devait pas être seulement nationale, mais démocratique et sociale. En second lieu, après l'indépendance, ce furent les grandes réformes de structure (nationalisations, planification), la réforme de l'enseignement aux effets considérables, même si elle aboutit à des contradictions, la laïcité et la modernisation de l'Etat, les chantiers de développement, les villages d'enfants, la libération des mœurs et, tout particulièrement, de la femme (abolition de la polygamie), sans précédent dans les pays arabes, l'essor des maisons de jeunes et les grands festivals culturels, etc. Certaines expériences, même trop précipitées, comme la coopération généralisée, sont à l'honneur de la Tunisie, même si elles ont motivé un recul et une sorte de NEP, qui a eu aussi ses aspects positifs et négatifs.

En troisième lieu, l'existence d'une opposition diversifiée, quelque encore clandestine, est un des signes de cette maturité tunisienne. En effet, les deux principaux mouvements de cette opposition sont, si l'on peut dire, des rejets de l'arbre destourien : l'un, libéral, avec le groupe animé par Mestiri, Caid Essebsi, Assis Ben Amar, l'autre, socialiste de gauche et populiste, animé par Ben Salah. Toutes les difficultés actuelles proviennent de ce que cette opposition n'est pas encore légalisée, or elle devrait l'être, puisque ces deux mouvements n'ont pu être tolérés dans le cadre du parti unique, et en ont même été exclus.

En vérité, le problème qui se pose est bien celui du parti unique. Or celui-ci, qui était nécessaire pendant les vingt premières années de l'indépendance, pour la construction du régime, ne se justifie plus dès lors que s'affirme, dans tout le pays, la diversité démocratique. Il y a un an, le groupe des libéraux a proposé nettement le choix du pluralisme, sans d'ailleurs être inquiété, en lançant un Manifeste pour les vingt ans de l'indépendance. En juin 1976, le président Bourguiba, retour de France, reconnaissait les erreurs bureaucratiques et annonçait une nouvelle ère plus démocratique. Mais, après enquête auprès de ses membres, le parti unique l'a de nouveau emporté. Il aurait dû alors, pour se justifier, tolérer avec libéralisme toutes les tendances.

Divers symptômes montrent que le choix démocratique est inéluctable. Une Ligue des droits de l'homme a été autorisée. Ça veut-on qu'elle fasse, sinon revendiquer toutes les libertés, y compris celle d'organisation. Cependant, si la conférence pour la défense des libertés a été regrettablement interdite, elle n'en a pas moins adressé au monde son Manifeste d'un esprit très destourien. On dit que le parti au pouvoir serait très partagé, et cela résulte même de certaines discussions ministérielles qui se prononcent pour l'ouverture libérale. Tant mieux. Toutefois, la décision finale repose sur l'autorité du président Bourguiba reconnue par tous au-delà des partis. Ses hésitations étaient motivées par la peur de l'anarchie qu'il décèle dans certaines traditions historiques de la Tunisie. Mais, depuis, il y a eu les institutions nées de l'indépendance et, surtout, la formation inouïe par le mouvement destourien et son puissant syndicalisme. La Tunisie a tout à gagner, en prestige et en efficacité, à instaurer une démocratie pluraliste, organisée sérieusement selon sa spécificité propre, après consultation des intéressés — y compris ceux qui sont à l'extérieur ou à l'intérieur — et discussions publiques du Parlement et de toutes les organisations nationales.

En Afrique, les exemples du Sénégal, du Maroc, de l'Egypte, qui, quelle que soit leur politique intérieure, voire leurs erreurs, ont accepté l'existence d'une opposition légale, montrent que cette expérience ouvre une nouvelle perspective à un continent en proie aux oppressions et aux interventions de toutes sortes. Or, la Tunisie, par sa tradition d'organisation et de rigueur, est encore mieux préparée que certains de ces pays, à l'exercice de la démocratie. C'est pourquoi, il peut être contesté difficilement que nous sommes arrivés à l'heure du choix. Et on sait que l'histoire ne pardonne pas plus les relâches qu'elle ne repasse les plats.

En ce qui me concerne, comme vieil ami de ce pays, si riche de qualités, je tiens à exprimer l'espoir que le président Bourguiba rendra un nouveau et grand service à la cause de la Tunisie, de la démocratie et de l'Afrique.

#### LE « SOMMET » DE L'O.U.A. SUR LE SAHARA OCCIDENTAL EST AJOURNÉ

M. Bongo, chef de l'Etat gabonais et président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, a annoncé, samedi 9 septembre, que la Zambie ne pourrait pas accueillir le « sommet » extraordinaire de l'O.U.A. sur le Sahara occidental, en raison de l'aggravation des combats le long des frontières entre la Zambie et la Rhodésie. Dans un message, le président Kaunda lui a

fait savoir que la Zambie ne pourrait pas garantir la sécurité des délégations. Il s'agit également, a-t-il ajouté, qu'à ce jour deux Etats seulement ont versé leur contribution financière pour l'Organisation de cette rencontre. De plus, le quorum requis n'a pas été atteint. M. Bongo a annoncé que le secrétaire général de l'O.U.A. poursuivait des consultations afin de trouver un Etat acceptant d'accueillir la conférence. — (A.F.P.)

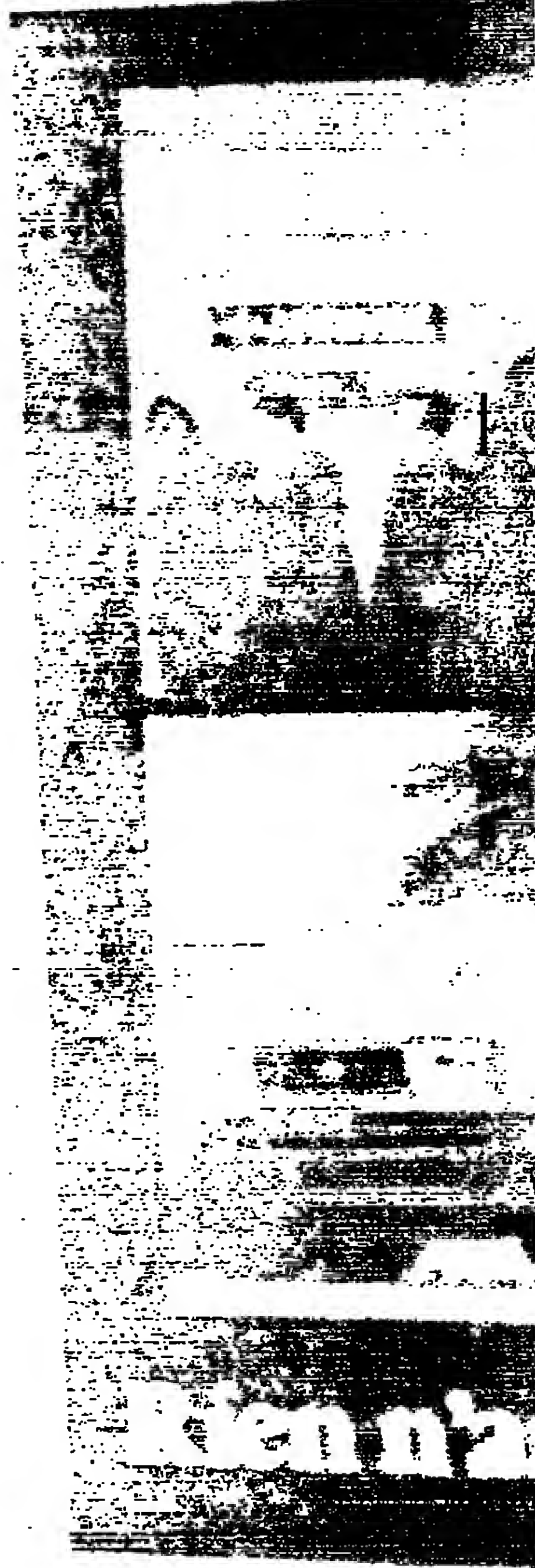
Le principe d'un « sommet » consacré au différend qui oppose le Front Polisario, soutenu par l'Algérie, l'un côté, au Maroc et à la Mauritanie, de l'autre, avait été retenu par le secrétaire des chefs d'Etat réuni à l'île Maurice en 1976, décision, confirmée par le « sommet » de Libreville en juillet 1977, qui a fixé un lieu, Casablanca, et une date, la première quinzaine d'octobre. Des divergences ont rapidement éclaté lorsque M. Elhadi M'Bomona, secrétaire général de l'O.U.A. entreprit de préparer cette réunion. Le gouvernement marocain refuse la présence du Front Polisario. Il n'accepte pas que la conférence soit financée par les seuls pays favorables à ce mouvement et exige que soit garanti le quorum des chefs d'Etat. — (A.F.P.)

הענין לארץ ישראל באספיק סבוכות  
בכחיה עליה חובה יותר בדבר התוכנית.  
בזה אנו.  
246.01.91 - 770.43.39 - 766.03.13 : חברים  
בברית שנה טובה  
L'intégration dans la vie israélienne est plus facile quand on fait son alyà en groupe.  
Pour tous renseignements concernant les programmes  
Téléphoner au 766.03.13 - 770.43.39 - 246.01.91  
BONNES FÊTES DE NOUVELLE ANNÉE



Tunisie

Politique du rapprochement  
avec la Libye



Tele



## Tunisie

### Libres opinions

#### A l'épreuve de la démocratie

## Tunisie

### M. Nourra se félicite du rapprochement avec la Libye

Tunis (U.P.I.). — Le premier ministre tunisien, M. Nourra, qui présidait, à la fin de la semaine dernière, une conférence des cadres du parti unique et des organisations nationales, a démenti les rumeurs qui laissent entendre qu'une situation économique et financière de plus en plus précaire pourrait amener, à bref délai, son départ. « Je proclame, de la manière la plus catégorique, a poursuivi M. Nourra, que le gouvernement n'est pas disposé à laisser les pêcheurs en eau trouble tenter de saper les efforts de la Nation entière de porter préjudice à la réputation de la Tunisie. Le gouvernement est maître de la situation. »

M. Nourra s'est ensuite félicité des bonnes relations de coopération qui se sont établies entre Tunis et Tripoli après une année de tension souvent très vive.

« La crise qui a assombri nos rapports avec la « Jamahiriya » (communauté libyenne) sous a pu être dénouée grâce à la sagesse du président Bouguiba, a-t-il dit. Nous sommes ainsi parvenus à une formule de règlement du litige relatif au plateau continental dans le golfe de Gabès. Aussi, suis-je convaincu qu'il n'y a plus aucune raison pour que, dans l'avenir, nos relations de coopération ne s'intensifient pas, car autant les intérêts de conjonction, autant les relations entre nos deux pays se rapprochent dans d'autres domaines, politique, social, notamment. »

« Happy end » ou nouveau rebondissement ? Depuis la fusion manquée de Djerba, en 1974, les relations tuniso-libyennes ont été marquées par tant de crises, toujours suivies de rapprochements et de déclarations d'amitié, qu'il est difficile de se prononcer. Il semble cependant que, cette fois, les deux « frères ennemis » souhaitent véritablement s'engager sur la voie de la coopération, même si celle-ci n'est pas dénuée d'arrière-pensées.

Cette évolution s'est précisée au début du mois d'août, lorsque le ministre de l'Agriculture, M. Hassan Belkhouja, a fait une visite officielle de cinq jours en République libyenne. Il était en revanche avec un important accord de coopération agricole.

« Il semble bien, écrivait en commentant la visite de M. Hassan Belkhouja le quotidien tunisien *l'Action*, que la Tunisie et la Libye s'orientent vers une nouvelle forme de coopération qui dépasse les relations de bon voisinage. »

Quelques jours plus tard, le journal libyen *Al Oubayd* et *El Syass* publiaient un article signé du rédacteur en chef, M. Abdelrahman Chalkam. S'adressant au Conseil de la révolution libyenne, l'auteur demandait à cet organisme de « rectifier son erreur et de se retourner résolument vers le Maghreb arabe ». « Dès sa naissance, écrivait-il, la révolution du 15 septembre s'est tournée vers le Maghreb arabe sans donner au Maghreb toute l'importance qu'il mérite, malgré les liens d'ordre culturel, économique et social qui nous unissent avec ce pays. »

Cet article a été abondamment cité par la presse tunisienne, mais aussi par les journaux algériens et marocains. Les échanges de visites à différents niveaux se sont multipliés à la fin du mois d'août entre Tunis et Tripoli. Deux ministres, MM. Abdelah Fahat (défense) et Fouad Mchass (jeunesse et sports) ont pris la tête de l'importante délégation tunisienne qui a assisté aux festivités célébrant le huitième anniversaire de la révolution libyenne du 15 septembre 1969. A peine venaient-ils de regagner Tunis le 3 septembre que l'on annonçait l'arrivée à Tripoli de M. Habib Achour, secrétaire général de l'Union générale des travailleurs tunisiens (U.G.T.T.) venu s'entretenir avec son homologue libyen des problèmes posés par le nouvel afflux de main-d'œuvre tunisienne.

### Une partie délicate

Tout pousse les deux anciens adversaires, qui avaient été bien près de se faire la guerre en mai dernier lorsque Tripoli avait installé une plate-forme de forage pétrolier dans une zone contestée du golfe de Gabès, à se réconcilier. Le colonel Kadhafi, amer et désabusé après l'attaque égyptienne de juillet dernier, pourrait bien chercher dans un rapprochement avec Tunis une compensation à ses déboires, quitte à renouer au moins momentanément avec une fusion contre laquelle M. Nourra a toujours lutté. Ce dernier, de son côté, affronte une situation économique et financière délicate. L'automne, après un ramadan marqué par une flambée des prix s'annonce difficile. La décision de la C.E.S.E. de limiter les importations de vêtements fabriqués outre-mer, porte un coup à l'industrie textile et pourrait se traduire par la mise au chômage de plusieurs milliers de personnes. A peine lancé, l'ambitieux cinquième plan, qui doit assurer le « décollage économique » du pays, pourrait être compromis.

M. Nourra joue néanmoins une partie délicate. Il n'est guère apprécié à Tripoli, qui le tient pour le principal responsable de l'échec de Djerba. A l'intérieur, il doit faire face à l'offensive du clan prolibyen mené par l'ancien ministre des Affaires étrangères, M. Masrouki, qui revendique la paternité de l'évolution en cours et vient d'annoncer son prochain retour en Tunisie. *Le Monde* du 9 août, M. Masrouki s'est assuré un allié de poids en la personne de M. Habib Achour. En se réjouissant du dénouement d'une

crise « qui avait assombri les relations avec la Jamahiriya libyenne », le premier ministre a démenti qu'il entendait rester maître du jeu. Il l'a confirmé en rappelant, sans le nommer, que « la plus haute instance du parti » avait désavoué les thèses de M. Masrouki et avait exclu ce dernier du P.S.D. M. Nourra sait cependant que le principal enjeu se situe sur le terrain économique, même si celle-ci n'est pas dénuée d'arrière-pensées.

DANIEL JUNQUA.

## LE CONFLIT DE L'OGADEN

### L'aviation éthiopienne a bombardé une ville en Somalie

Alors que le régime militaire éthiopien célèbre, ce lundi 12 septembre, en présence de nombreuses délégations des pays socialistes, le troisième anniversaire de la destitution de l'empereur Haile Selassie, les combats redoublent d'intensité dans la province de l'Ogaden. Selon Radio-Mogadiscio, trois chasseurs F-5 éthiopiens ont bombardé samedi 10 septembre la ville somalienne d'Har-gaï, qui sert de base arrière aux troupes somaliennes opérant en Ethiopie. Les trois appareils « radent » les abais après avoir lâché des bombes qui ont notamment endommagé un avion de transport soviétique Antonov.

### Purges à Addis-Abeba

Le Front de libération de la Somalie occidentale (F.L.S.O.) affirme d'autre part avoir chassé les derniers défenseurs éthiopiens de la ville de Jijiga, située dans le nord de l'Ogaden. Pour Addis-Abeba, au contraire, la troisième attaque somalienne contre Jijiga a été repoussée. Les deux capitales s'accrochent cependant pour reconnaître que les combats ont été très violents et ont fait de nombreuses victimes. Signe de cette aggravation des combats : un nouvel afflux de réfugiés éthiopiens à Djibouti, où ils seraient désormais près de cinq mille.

Les combats paraissent reprendre également sur le front nord entre les forces érythréennes et les troupes et milices éthiopiennes. Ces dernières ont entrepris

de rouvrir la route vers Asmara (capitale de la province). Les fronts érythréens, en revanche, ne sont pas parvenus à surmonter leurs divergences. Le Front populaire de libération (F.P.L.E.), qui regroupe une majorité de chrétiens, refuse toujours de fusionner avec le F.L.E., dominé par les musulmans, et avec le troisième « front », beaucoup plus marginal, créé voici un an par M. Osman Saheb Sabbe, ancien chef de la mission extérieure du F.P.L.E.

A Addis-Abeba, un important remaniement politico-militaire a notamment abouti, la semaine dernière, à l'élection du général Girma — qui passait pour américain — au poste de chef d'état-major. De nombreux administrateurs provinciaux et une douzaine d'ambassadeurs ont également été remplacés. A l'occasion des cérémonies du troisième anniversaire de la révolution éthiopienne, la presse soviétique nous signale, notre correspondant à Moscou, multiple les témoignages de solidarité avec Addis-Abeba. La *Pravda* insiste cependant sur les « manœuvres » des Etats-Unis et des autres pays occidentaux qui cherchent à « ébranler le régime de gauche » en encourageant ses adversaires nationalistes et séparatistes.

M. Robert Galley, ministre français de la coopération, est arrivé à Djibouti ce lundi matin 12 septembre pour une visite qui devrait durer trois jours. — (A.F.P.)

## Togo

### « Les pays africains doivent à tout prix éviter d'attiser leurs divergences idéologiques » nous déclare le général Eyadema

Dans l'interview qu'il nous a accordée, le général Eyadema du Togo, séjourne à Paris jusqu'au 15 septembre. Hôte à déjeuner de M. Giscard d'Estaing, jeudi 8 septembre, il rencontrera, mardi prochain, M. Raymond Barre. Le chef de l'Etat togolais, qui s'est déjà entretenu à deux reprises avec M. Robert Galley, ministre de la coopération, rencontrera également M. Yvon Bourges, ministre de la défense, le 13 septembre.

Le général Chassagnon Eyadema, président de la République exprime également son inquiétude devant l'aggravation des divergences idéologiques en Afrique.

« Les informations concernant la politique intérieure togolaise sont rares. Cependant, périodiquement, les étudiants togolais ont été d'une sévère répression qui sévissait dans leur pays. »

« Les étudiants sont d'ailleurs contestataires au Togo comme ailleurs. Ils multiplient les distributions de tracts hostiles. Nous ne pouvons admettre de telles attitudes subversives alors que l'on peut, tout à fait librement, s'exprimer dans le cadre démocratique de notre parti, le Rassemblement du peuple togolais. J'ajoute que des étudiants voltaïques inscrits à l'université du Bénin, à Lomé, ont participé, il y a quelques mois, à toute cette agitation, ce qui est très grave de la part d'étrangers accueillis dans notre pays. J'ai cependant permis d'achever leur année universitaire, mais je n'en veux plus l'année prochaine. Est-ce cela que vous appelez une sévère répression ? »

« Certes, monsieur le Président, mais on parle aussi d'excès somnambules. — Je n'ai jamais fait exécuter

personne. Aucun procès politique n'a eu lieu au Togo. Le 24 avril 1967, un militaire a tenté de m'assassiner. Je l'ai chassé de l'armée, et, bien, qu'un tribunal militaire l'ait condamné, je l'ai personnellement fait remettre en liberté. »

« Le régime togolais est tout de même un régime militaire, avec ce que cela implique de rigueur. »

« A Lomé, le régime est en réalité un régime civil, puisque, excepté moi-même, tous les ministres sont des civils. Ce n'est d'ailleurs pas le rôle des officiers d'exercer des responsabilités civiles. Lorsqu'ils sont appelés à le faire, cela ne doit être qu'à titre exceptionnel et temporaire. »

« Dans ces conditions, avez-vous l'intention, comme les dirigeants militaires du Ghana ou de la Haute-Volta, de préparer la voie à une normalisation complète de la vie politique ? »

« J'ai proposé de le faire à plusieurs reprises. A chaque fois, des démonstrations spontanées ont eu lieu, me demandant de demeurer à la tête de l'Etat. »

« On vous prête l'intention de demander une rectification de la frontière occidentale du Togo au détriment du Ghana. Est-ce exact ? »

« Nous ne voulons pas remettre en cause le principe de l'intangibilité des frontières tel qu'il est proclamé par la charte de l'Organisation de l'unité africaine. En revanche, pourquoi n'aurions-nous pas la possibilité de faire jouer le droit à l'autodétermination prévu par cette même charte ? »

« Vous envisagez donc une rectification ? »

« Nous demandons le respect de nos frontières naturelles. »

« Que pensez-vous de la lutte menée depuis plus de quinze années par les Erythréens ? »

« Il faut que le droit à l'autodétermination, comme le droit aux frontières naturelles, joue pour tous les peuples, y compris, bien sûr, le peuple érythréen. »

« La détermination de la situation en Erythrée, et plus généralement des frontières de la Corne orientale de l'Afrique, vous inquiète-t-elle ? »

« Ce qui m'inquiète, c'est la gravité des conflits idéologiques qui déchirent le continent africain. Peut-être la faiblesse majeure de l'O.U.A. consiste-t-elle à continuer de mettre l'accent sur les questions politiques. Les intérêts idéologiques divisent les Africains, alors que les intérêts économiques les rapprochent. Il faut éviter à tout prix d'attiser nos divergences idéologiques et, au contraire, mettre l'accent sur nos complémentarités économiques. C'est pourquoi le Togo place des espoirs importants dans la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO, qui, après la récente adhésion de l'archipel du Cap-Vert, regroupe seize Etats. Il faut, dans toute la mesure du possible, travailler à l'élargissement de tels regroupements économiques régionaux. »

Propos recueillis par PHILIPPE DECRANE.

## Rhodésie

### M. IAN SMITH CONSULTE PRETORIA AU SUJET DU PLAN ANGLO-AMERICAIN

M. Ian Smith, premier ministre rhodésien, était attendu lundi 12 septembre à Pretoria, où il devait avoir un nouvel entretien avec M. John Vorster, son homologue sud-africain. Les entretiens entre les deux hommes d'Etat devaient porter essentiellement sur la réponse du gouvernement Smith à l'offre de règlement constitutionnel qui lui a été faite le 1er septembre dernier par M. David Owen, secrétaire britannique au Foreign Office, et par M. Andrew Young, ambassadeur américain auprès des Nations unies. Selon le correspondant à Salisbury du *Guardian*, M. Smith, soumis à de fortes pressions de la part des Anglais et de l'Afrique du Sud, accepterait finalement certains points du projet de règlement.

D'autre part, à Lusaka, M. Kenneth Kamukama, président de la Zambie, a accusé dimanche 11 septembre l'armée rhodésienne d'avoir lancé des bombes au napalm dans le district de Peira, sur la rive du Zambèze, le 31 août dernier. Le président a annoncé que son pays possédait lui aussi de telles bombes et était en mesure de les lancer sur la colonie britannique rebelle. — (A.F.P., Reuters.)



## Rien n'arrête l'homme No.1 Hertz.

En louant une voiture Hertz, vous êtes d'emblée un homme No.1.

Et un homme No.1 n'attend pas. Alors, quand vous voulez une voiture Hertz, vous l'avez instantanément : une Ford Fiesta, une Simca, une Granada, ou bien encore une autre bonne voiture. Entièrement nettoyée et contrôlée. Cela fait partie du service Hertz. Un service efficace, rapide et toujours plein d'idées. Notre dernière innovation : le Hertz No.1 Club.

Un membre du Hertz No.1 Club n'a pas à attendre que son contrat de location soit prêt, nous l'avons déjà rempli à l'avance pour lui. Avant de partir, téléphonez à l'un des numéros inscrits en bas de page, à votre agence Hertz la plus proche ou bien encore à votre agent de voyages. Indiquez votre numéro d'inscription au Hertz No.1 Club et les

détails de votre réservation. Votre voiture vous attend, prête à « décoller ». Il vous suffit de montrer votre permis de conduire, votre carte de crédit. Vous signez. Et hop ! vous prenez le volant.

Alors pour louer une voiture, venez chez nous. Vous deviendrez un homme No.1. Et, comme 2 millions d'hommes d'affaires à travers le monde, pourquoi ne pas adhérer au Hertz No.1 Club.

Ni recommandation spéciale. Ni cotisation. Un simple formulaire à retirer auprès des agences ou comptoirs Hertz. Ou encore plus simple, à votre prochaine location Hertz, demandez votre inscription. Elle se fera automatiquement.

Pour vos règlements, utilisez l'une des principales cartes de crédit. Ou mieux, la carte de crédit Hertz : nous ne comptons pas d'intrépides.

\* en Allemagne, Hertz VIP Club.

**Hertz No.1 Club**  
**Téléphonez, signez et prenez le volant.**

PARIS (01) 788.51.51

LYON (78) 27.28.86

NICE (93) 83.07.01

محركات الأمل



**M. Marchais :** nous n'allons pas à la discussion avec « le couteau sur la table »

Des délégations du P.S., du Mouvement des radicaux de gauche, du P.S.U. de l'Union progressiste, de l'Union des gaullistes de progrès, et de la C.G.T., se sont rendues à la fête

là de faire alliance avec la droite, et quand on sait aussi que Giscard d'Estaing — comme je le rappellerai tout à l'heure — n'a pas perdu espoir de trouver une solution de rechange pour le grand capital en cas de défaite de la droite, eh bien ! on comprend que les travailleurs s'interrogent, on comprend qu'ils soient vigilants.

» Il y va, je le répète, de l'issue de leur combat. (—)

» Oui, nous en appelons à l'in-

tervention des travailleurs. C'est grâce à leur intervention qu'a été signé le programme commun en 1972. C'est grâce à elle qu'a été conclu l'accord national sur les municipales l'an dernier. Qui s'en plaint aujourd'hui? La droite. Eh bien! c'est le signe que c'est la bonne voie et qu'il faut poursuivre en ce sens. L'union, une bonne union qui porte ses fruits pour les travailleurs, c'est l'affaire des travailleurs eux-mêmes, c'est votre affaire.»

terrain nous ne sommes pas prêts. La prostitution, pour nous communistes, c'est épouvantable. Nous y réfléchissons ; nous assemblons des données. »

17 heures... De l'autre côté de la scène centrale (le stand du comité central), l'espace Midl, l'un des plus réussis. Les gradins des arènes — composition logique de tubulaires bleues

Une nuit douce tombera sur ces jeunes qui se promènent sac de couchage à la main et badge sur la poitrine (« Je suis communiste, pourquoi pas vous ? » : « J'ai versé au fonds

Lot, place de l'Inde, avenue du  
Cambrésis... dans une Imbrica-  
tion savante de stands animés  
par les fédérations départemen-  
tales et par les sections, de  
« tables rondes » où la politique

profite à eux, de veiller à ce que les espoirs qu'ils mettent dans le changement démocratique ne soient pas déçus et qu'ils ne se retrouvent pas demain aux prises avec une politique à la Callaghan.

« Dans les conditions actuelles, nous ne pourrions cependant pas dire si nous y parviendrions. Car, si l'on s'en tenait aux propositions du parti socialiste, on ne pourrait pas mettre en œuvre la politique nouvelle que vous attendez.

« Comment le parti socialiste aborde-t-il, en effet, la discussion ? Il maintient dans le flou une position qui n'est pas définitive. Il pose des questions essentielles. Sur une série de questions, il est en recul par rapport au programme commun de 1972. Il affirme à l'occasion qu'il admet « non, non et non » à nos propositions, que ceci ou cela « n'est pas négociable ». Un secrétaire du parti socialiste, Louis Mermeux,

doivent — je cite — « imposer leur volonté » aux communistes. Au congrès de Nantes, les dirigeants socialistes avaient d'ailleurs ouvertement affiché leur aspiration à être un parti « dominant » et à diriger seuls le pays.

**le P.C. d'autrefois.**

(encore qu'il soit loin de représenter tous les ouvriers et tous les communistes) cria de juste côté M. Mitterrand, et si, par malheur, ils arrivaient tous deux au pouvoir, M. Marchais exercerait une pression constante sur M. Mitterrand pour l'amener là où il veut le conduire.

» M. Marchais a une série de tonalités impérieuses, dominatrices, je dirai même stalinienne. On a retrouvé, ce dimanche, à La Courneuve, le P.C. d'autrefois.

la question sur la prostitution.

« Nous n'avons pas pensé qu'elle rentrerait dans le problème de la femme. Ce n'est pas un anathème, mais cela ne rentre pas directement dans nos préoccupations.

« C'est quand même un problème de femmes !

« C'est un problème de société. »

Mme Gisèle Moreau, députée de Paris, prend alors le micro : « Écoutez, franchement, sur ce

esthétique les banquiers et les chômeurs » et « Un petit pas mitigé, cela signifie rester dans la crise. Il faut un vrai changement. »

Au même instant, Myriam Makobe, voix profonde, est sur le grand plateau ; dans un coin, un groupe de rock (le groupe Cyclope) libère force déchaînée, au grand contentement de deux à trois cents « freaks » ; à 100 mètres, l'harmonie-batterie municipale de Saint-Pol-sur-Mer

meurs bolchoï entrent en scène, la marche des jeunes chômeurs s'ébranle à La Courneuve mettant le cap sur Strasbourg. Avant un feu d'artifice désormais traditionnel, la fête de l'Humanité, s'il en était encore besoin, avait fait la preuve de son pouvoir d'attraction. « C'est le moment, nous a dit un militant, où les communistes de toute la France se trouvent réunis, côte à côte. »

**LAURENT GREILSAMER.**

Le co  
crée des œuvres d'  
**d'Enveloppes O**  
commémorati



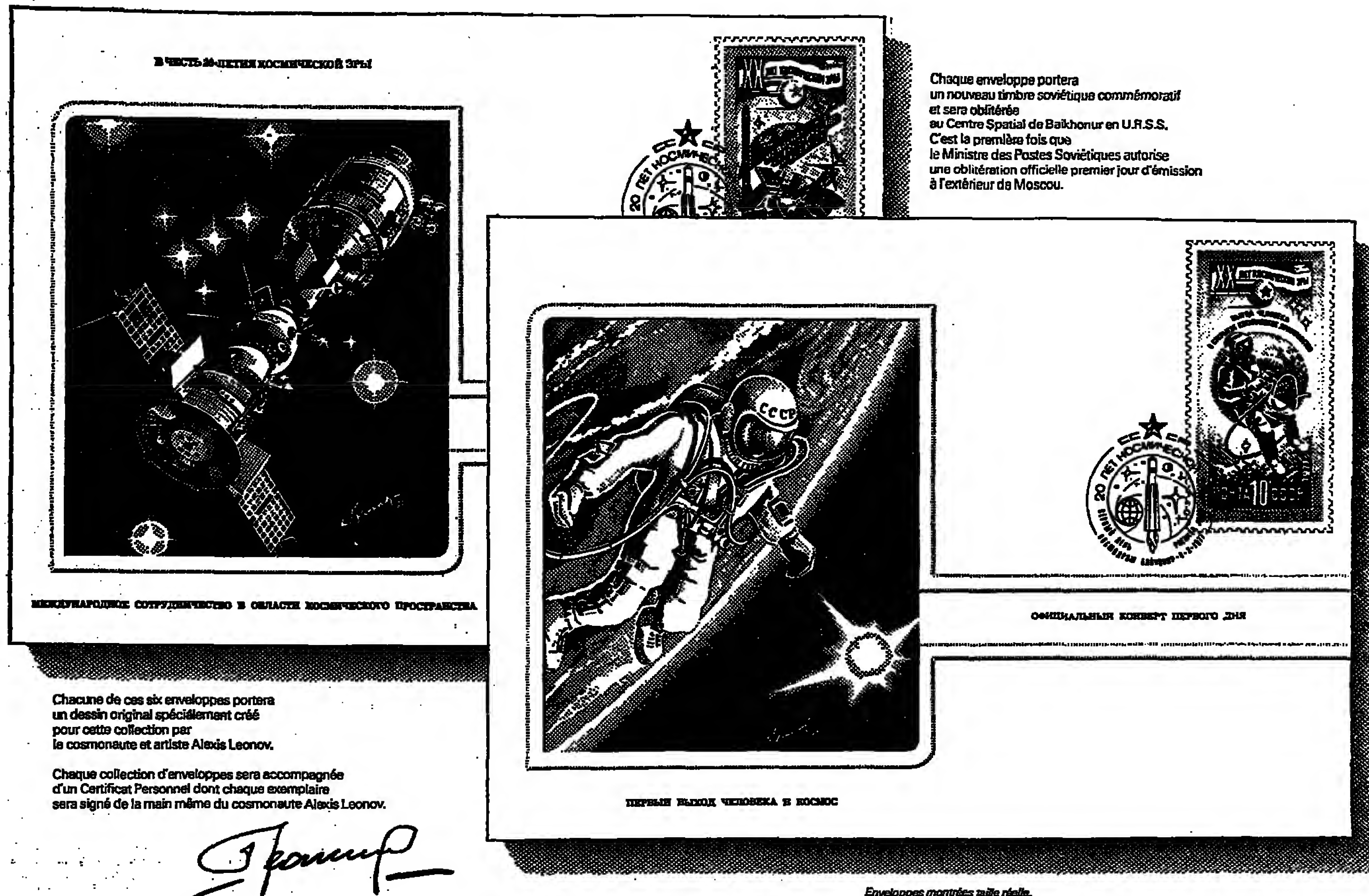
Édition 31 mars 1977.  
Accessible au quinquantenaire.  
Date de clôture de la soumission :  
le 3 octobre 1977.

[illegible][illegible]



COMMUNIQUÉ IMPORTANT AUX COLLECTIONNEURS

## Le cosmonaute-artiste Alexis Leonov crée des œuvres originales pour illustrer une collection historique d'Enveloppes Officielles Premier Jour de l'U.R.S.S. commémorant le 20ème anniversaire de l'Ere Spatiale



Chaque enveloppe portera un nouveau timbre soviétique commémoratif et sera oblitérée au Centre Spatial de Baïkonour en U.R.S.S. C'est la première fois que le Ministre des Postes Soviétiques autorise une oblitération officielle premier jour d'émission à l'extérieur de Moscou.

Enveloppes montrées telle réelle.

Chacune de ces six enveloppes portera un dessin original spécialement créé pour cette collection par le cosmonaute et artiste Alexis Leonov.  
Chaque collection d'enveloppes sera accompagnée d'un Certificat Personnel dont chaque exemplaire sera signé de la main même du cosmonaute Alexis Leonov.

*Franklin*

**Édition à tirage limité  
Accessible uniquement par souscription  
Date de clôture de la souscription :  
le 3 octobre 1977, minuit**

Le cosmonaute Alexis Leonov est l'une des personnalités les plus remarquables de notre temps, célèbre dans le monde entier à un double titre. Il a été le premier homme à marcher dans l'espace, puis le commandant-pilote soviétique de la mission historique Apollo-Soyouz, réunissant avec succès deux vaisseaux spatiaux en cours de vol.

Alexis Leonov est moins connu sous l'aspect d'un artiste accompli, spécialisé dans le sujet qui lui tient le plus à cœur : l'exploration spatiale. Comme tel, il a accepté de créer six œuvres d'art originales illustrant les grands moments de l'aventure spatiale des deux dernières décennies. Elles illustreront les *Enveloppes Officielles Premier Jour de l'U.R.S.S.* uniquement disponibles auprès de Philatélie Franklin.

Cette collection ne pourra en aucun cas être acquise dans les expositions philatéliques ou chez les marchands de timbres. De plus, elle sera émise dans une édition unique à tirage strictement limité, avec une date limite de souscription fixée pour le monde entier au 3 octobre 1977, veille du 20ème anniversaire de l'Ere Spatiale.

**Accessible grâce à un accord exclusif  
avec le Gouvernement Soviétique**

Cette collection d'*Enveloppes Officielles Soviétiques Premier Jour de l'U.R.S.S.* a pu être réalisée grâce à un contrat exceptionnel signé avec le Ministre des Postes de l'U.R.S.S. Pour les collectionneurs, pour les passionnés d'exploration spatiale et pour tous ceux qui s'intéressent aux grands événements de notre temps, il s'agit là d'une pièce commémorative de la plus haute importance qui éveille en chacun l'impérieux désir de la posséder. Elle se distingue tout spécialement pour différentes raisons.

Chaque Enveloppe Premier Jour sera illustrée d'un dessin différent, créé spécialement par le cosmonaute Alexis Leonov. Ces dessins, en couleur, sont des œuvres d'art retraçant dans leurs moindres détails quelques-uns des exploits spatiaux les plus audacieux des vingt der-

nières années, vus par un homme qui a joué un rôle personnel et capital dans leur succès.

Chaque enveloppe portera un nouveau timbre commémoratif de l'U.R.S.S. en harmonie avec le thème du dessin. Les six timbres seront tous différents. Chacun d'eux commémorera un événement majeur de l'Ere Spatiale y compris le premier voyage de l'homme dans l'espace et le lancement de la première station orbitale du monde.

Le lieu officiel d'émission premier jour, la base de lancement de Baïkonour en U.R.S.S., figurera sur chacune des six enveloppes de cette collection. Et le nouveau timbre soviétique de chaque enveloppe sera oblitéré le 4 octobre 1977, date exacte du 20ème anniversaire du premier satellite.

L'oblitération sera unique : en effet, c'est la première fois dans l'histoire que l'U.R.S.S. autorise, à l'extérieur de Moscou, une oblitération officielle premier jour d'émission.

Chaque enveloppe sera accompagnée de son propre Certificat d'Authenticité portant la signature du Directeur Général Adjoint des Services Postaux Soviétiques et attestant à jamais le statut officiel de cette collection.

La collection complète comprendra aussi un Certificat Personnel supplémentaire, dont chaque exemplaire sera signé de la main du cosmonaute et artiste Alexis Leonov, à l'intention de chaque souscripteur. Ce document, en lui seul, constitue une pièce de collection unique.

**Pour chaque souscripteur :  
un album à l'épreuve du temps**

Pour préserver et présenter cette collection un élégant album de collection sera adressé à chaque souscripteur sans supplément de prix. Cet album sera créé spécialement pour que les six enveloppes et le Certificat Personnel puissent être examinés et exposés sans en être retirés.

Chaque collection d'enveloppes sera également accompagnée d'une documentation émanant des plus hautes autorités et décrivant les vols spatiaux commémorés. Elle s'enrichira enfin d'une vignette timbre-souvenir célébrant le lancement, il y a vingt ans, de Spoutnik I, le premier satellite du monde. Le prix d'émission de cet album complet de six Enveloppes Premier Jour est seulement de 270 F TTC, comprenant la vignette timbre-souvenir et le Certificat Personnel signé de la main de Leonov.

**Date limite des souscriptions : 3 octobre 1977**

Les *Enveloppes Officielles Premier Jour de l'U.R.S.S.* commémorant le 20ème anniversaire de l'Ere Spatiale ne sont accessibles que dans certains pays et par souscription, avec une date de clôture mondiale fixée au 3 octobre 1977, veille de cet anniversaire historique. Pour être acceptés, les titres de souscription, après avoir été complétés, doivent être obligatoirement postés avant le 3 octobre 1977, minuit, le cachet de la poste faisant foi. Toute souscription postée ultérieurement devra à regret être refusée, et retournée à l'expéditeur avec le règlement qu'il y aura joint. Il existe en outre une limite d'une collection d'Enveloppes Premier Jour par souscripteur. L'édition intégrale sera ainsi à jamais limitée au nombre exact de souscriptions postées avant la date de clôture mondiale fixée au 3 octobre 1977, minuit.

TITRE PERSONNEL DE SOUSCRIPTION — © LMF 1977

**Date limite des souscriptions : le 3 octobre 1977**

Je vous prie d'accepter ma souscription pour la Collection d'*Enveloppes Officielles Premier Jour de l'U.R.S.S.* commémorant le 20ème anniversaire de l'Ere Spatiale au prix de 270 F TTC.

La collection se compose de six enveloppes premier jour officiellement oblitérées et portant des œuvres originales du cosmonaute et artiste Alexis Leonov, de la vignette timbre-souvenir et du Certificat Personnel individuellement signé de la main du cosmonaute-artiste Alexis Leonov.

J'ai bien noté que je recevrai en même temps l'élégant album destiné à protéger ma collection.

Je vous prie de trouver ci-joint mon titre de paiement de 270 F TTC.

M. \_\_\_\_\_ MARSOULES SVP

Mme \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_ MARSOULES SVP

Code Postal [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

Ville \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Offre uniquement valable en France métropolitaine, en Corse et dans la Principauté de Monaco.

Toutes les souscriptions sont sujettes à l'acceptation de Philatélie Franklin. Délai de livraison de 8 à 10 semaines.

PHILATÉLIE FRANKLIN (une division Le Médailleur Franklin)  
38, rue de Lisbonne 75008 Paris.

Limite : une seule collection par souscripteur. — LM/RC

مكتبة ابن الأثير







ACTUALISATION  
LES DOSSIERS

DU PROGRAMME COMMUN DE LA GAUCHE

DE LA RENCONTRE « AU SOMMET »

POINTS LITIGIEUX	M.R.G.	P.S.	P.C.
<b>PREMIÈRE PARTIE : Vivre mieux, changer la vie</b>			
SMIC	Le SMIC à 2200 F en avril 1978 pour 40 heures hebdomadaires.	Le gouvernement proposera, en avril 1978, lors d'une négociation avec les syndicats, que le SMIC soit porté à 2200 F pour 40 heures hebdomadaires.	Le SMIC devrait être fixé, dès aujourd'hui, à 2200 F pour 40 heures hebdomadaires.
ÉVENTAIL DES SALAIRES	Le gauche aura la volonté de réduire l'éventail, mais aucun chiffre ne doit être lancé.	Le « resserrement de l'éventail » doit porter sur l'ensemble des revenus et non sur les seuls salaires. En ce qui concerne les salariés, leur pouvoir d'achat net devrait, indépendamment de leur situation familiale, évoluer autour d'un rapport de 1 à 7.	Engager une politique de réduction de l'éventail des salaires par une hausse rapide des rémunérations les plus basses afin que, au terme de la législature, l'écart maximal évolue autour d'un rapport de 1 à 5. Augmentation différenciée de 4 %, en moyenne, des premiers mois d'application du programme, pour les salaires compris entre 2200 F et 8800 F.
PRESTATIONS SOCIALES	Ne pas chiffrer.	Relèvement de 25 % des allocations familiales. Les prestations familiales doivent être indexées, sans abattement et versées dès le premier enfant.	Revalorisation de 50 % des allocations familiales. Le reste de la proposition est en accord avec le P.S.
RETRAITES	60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, mais au niveau des droits acquis.		60 ans pour les hommes, 55 ans pour les femmes, avec pension complète.
IMMIGRÉS	Refus des propositions socialiste et communiste.	Droit de vote pour les scrutins locaux. Refus de la proposition communiste.	Versement des prestations familiales directement aux familles, dans le pays natal. Association des immigrés à la gestion des collectivités locales selon des modalités qu'elles détermineront. Représentation des immigrés au sein des comités économiques et sociaux.
EMPLOI	Hostilité à l'obligation du reclassement préalable en cas de licenciement pour cause économique.	Hostilité aux propositions communistes, mais accord avec le P.C.F. pour imposer le reclassement préalable.	Possibilité pour les comités d'entreprise de suspendre toute décision de licenciement. Interdiction d'exporter des capitaux s'il en résulte un démantèlement de l'outil de production nationale.
POLITIQUE FONCIÈRE	Même proposition que le P.S., mais avec une réserve sur la taxe foncière progressive. Refus de la proposition du P.S. sur les terrains préemptés.	Adaptation de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique, avec utilisation de la valeur vénale déclarée. Taux foncière progressive sur les terrains bâtis et non bâtis, et taxe sur les plus-values déterminées à partir des valeurs vénales déclarées. Affectation des terrains appartenant aux collectivités publiques au service des besoins publics. Les terrains préemptés ne pourront être que concédés et non revendus.	Adaptation de la procédure d'expropriation pour cause d'utilité publique avec utilisation des prix de référence. Taux foncière sur les terrains bâtis et non bâtis, déterminée à partir des prix de référence et taxe sur les plus-values foncières au-delà des prix de référence. Refus de la proposition du P.S. sur les terrains préemptés.
LOGEMENT	Priorité non chiffrée aux H.L.M.	Priorité non chiffrée aux H.L.M.	Les trois quarts des 700 000 logements qui doivent être construits chaque année, en moyenne, devront relever du secteur H.L.M. Engagement d'entreprendre, dès 1978, 100 000 H.L.M.
EDUCATION NATIONALE	Un grand service public, national et laïque.	Un grand service public, unique et laïque. Si la « nationalisation » ne signifie pas monopole, l'absence du mot « unique » pourrait être interprétée comme rendant possible la mise en place ultérieure de deux services publics, dont un seulement serait laïque.	Un grand service public, national et laïque. Gratuité des frais scolaires dès la rentrée de 1978.
DROITS DE LA FEMME	Congé de maternité allongé à 20 semaines.	16 semaines.	18 semaines.
<b>DEUXIÈME PARTIE : démocratiser l'économie</b>			
DROIT SYNDICAL	Refus des propositions du P.C.	Refus des propositions du P.C.	Une heure d'information mensuelle laissée à la disposition des syndicats et rémunérée. Création de conseils d'atelier ou de service, élus.
GESTION DU SECTEUR PUBLIC ET NATIONALISÉ	Responsable de l'orientation, de la direction et de la gestion, le conseil d'administration ou le conseil de surveillance des entreprises nationales sera constitué de représentants élus des travailleurs (composant au moins le tiers du conseil), de représentants des usagers (syndicats, associations sociales, familiales, de consommateurs ou de défense de l'environnement, élus locaux et régionaux, coopératives, utilisateurs industriels), et de représentants désignés par le gouvernement. Le conseil d'administration ou le conseil de surveillance élira son président sur des listes d'aptitudes proposées par le gouvernement.		Responsable de l'orientation, de la direction et de la gestion, le conseil d'administration des entreprises nationales constitué de représentants élus des travailleurs (composant au moins le tiers du conseil) sur listes présentées par les syndicats représentatifs, de représentants des usagers (syndicats, associations sociales, familiales, de consommateurs ou de défense de l'environnement, élus locaux ou régionaux, coopératives, grandes entreprises nationales) et de représentants désignés par le gouvernement. Ces derniers ne pourront être majoritaires. Le conseil élira son président et désignera la direction générale de l'entreprise.
EXTENSION DU SECTEUR PUBLIC	Nationalisations des principales banques de dépôt seulement. Une exception est notamment prévue pour les banques de dépôt régionales. Suppression de la clause permettant aux salariés de demander la nationalisation de leur entreprise. Indemnisation des actionnaires par des obligations et des titres non amortissables, intéressés aux bénéfices de l'entreprise mais n'ouvrant pas droit de vote.	Maintien des nationalisations. Les filiales à 100 % sont elles aussi nationalisées. En ce qui concerne la sidérurgie, transformation en participation, pouvant être majoritaire, des prêts consentis par l'État. La sidérurgie devrait entrer dans le secteur public dans une seconde étape postérieure à la législature au cours de laquelle sera appliqué le programme commun. Nouvelle rédaction de la clause permettant aux salariés de demander la nationalisation de leur entreprise. Indemnisation des actionnaires identique à celle du M.R.G.	Extension des nationalisations à Peugeot-Citroën, la C.F.P.-Total et à la sidérurgie (Denain-Nord-Est-Longwy ; Marine-Wendel ; Empain-Schneider et Chiers-Châtillon). Nationalisation des sociétés dans lesquelles les groupes nationalisés possèdent, au total, plus de 51 % des parts. Indemnisation des actionnaires par des obligations.
FISCALITE	Création d'un impôt sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs par famille, à un taux de 0,5 à 2 %. L'impôt sur le capital des sociétés et autres personnes morales sera assis sur l'actif net (taux de 1 %).	Un nouvel impôt annuel, progressif et à faible taux sera institué sur le capital des sociétés et les grosses fortunes (au-dessus de 2 millions de francs).	Impôt sur les fortunes supérieures à 1 million de francs par personne (ou 3 millions par famille) à un taux de 1,5 % à 8 % (au cours des premières négociations, le P.C.F. avait accepté de ramener le taux de 0,5 % à 8 %). L'impôt sur le capital des sociétés sera assis sur la valeur des immobilisations, stocks et titres de participation, avec un abattement à la base de 2 millions (taux de 1 % à 2,5 % selon l'importance du rapport du capital à la valeur ajoutée).
POLITIQUE AGRICOLE	Formules de location-vente des SAFER aux jeunes agriculteurs. Refus des offices fonciers.	Extension des SAFER en offices fonciers disposant d'un droit de préemption sur les terres agricoles, pour en assurer la location de préférence à la vente aux agriculteurs.	« Démocratiser » les SAFER. Refus des offices fonciers.
<b>TROISIÈME PARTIE : démocratiser les institutions</b>			
LIBERTÉS	Les tribunaux de l'aide judiciaire pourront être saisis de toute atteinte à l'une quelconque des libertés affirmées par la charte prévue par la gauche. Ils pourront prendre toutes mesures, faire toutes injonctions, ordonner toutes astreintes à l'encontre de toutes personnes ou toutes autorités qu'elles soient.	Réserve sur la formulation du M.R.G. comme sur la proposition du P.C.F.	Les juridictions seront en règle générale collégiales. Le principe du double degré de juridiction sera respecté dans tous les cas.
INSTITUTIONS	Scrutin proportionnel limité aux élections législatives, sénatoriales et éventuellement dans les communes de plus de 20 000 habitants aux municipales. Refus des autres propositions du P.C.F.	Représentation proportionnelle pour les élections à l'Assemblée nationale, au Sénat, aux assemblées régionales et pour les conseils municipaux des grandes villes. Refus des autres propositions du P.C.F.	Représentation proportionnelle à toutes les élections, y compris aux cantonales. Election aux assemblées régionales dès la première année d'application du programme commun. Démocratisation du Conseil économique et social. Suppression du contrôle a priori du ministère des finances.
<b>QUATRIÈME PARTIE : contribuer à la paix</b>			
DEFENSE	Le désarmement général universel et contrôlé est l'objectif du gouvernement. Action pour l'organisation d'une négociation internationale en vue de ce désarmement. En attendant, armement nucléaire maintenu en état. La décision finale appartenant aux Français. M. Mitterrand a suggéré un recours à la procédure référendaire. Refus de la politique « tous azimuts ».		La France devra s'associer aux conférences sur le désarmement. Maintien de l'armement nucléaire et adoption de dispositions permettant de le rendre indépendant. Politique de défense « tous azimuts » et refus d'intégrer la défense dans tout bloc, quel qu'il soit. Refus de recours à la procédure référendaire.
PROCHE-ORIENT	Ne pas exclure la constitution d'une patrie palestinienne en Cisjordanie, fédérée avec le royaume de Jordanie.	Formulation réservée.	Reconnaissance du droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie et à créer un État national indépendant.
<b>Structures du gouvernement</b>			
	Création d'un ministère de l'économie et du plan par refonte du ministère de l'économie et des finances.	Réserve générale du P.S., qui ne souhaite pas traiter de ces aspects.	Division du ministère de l'économie et des finances et du ministère de l'intérieur afin de créer, d'une part, un ministère du plan, et, d'autre part, un ministère des collectivités locales et de la réforme administrative.

صك: امن الاصل



## POLITIQUE

### Face au R.P.R., les autres partis de la majorité souhaitent le renfort de M. Barre

En prenant position en faveur d'un front des partis non gaullistes de la majorité, M. Jean Lecanuet, ancien premier ministre, qualifié dimanche de « diviseur, fidèle à lui-même » a mis en

évidence le souci qu'ont ces partis de faire face ensemble au R.P.R. Leurs dirigeants souhaitent que M. Raymond Barre les aide dans cette démarche. Au micro d'Antenne 2, M. Jean Lecanuet a émis le souhait que le premier ministre joue le

rôle de « coordinateur » de la majorité, mais centristes et giscardiens voudraient, en réalité, que le premier ministre se consacre plus spécialement à l'animation du camp non gaulliste. Il n'est pas certain que M. Barre réponde à leurs vœux.

On en parle pratiquement depuis août 1976. C'est une question qui est posée avec plus d'acuité encore depuis les élections municipales qui ont mis en lumière les désaccords de la majorité : quand M. Barre va-t-il se mettre à la politique ? Quand acquerra-t-il ce poids, cette « dimension » qui seraient si utiles, non seulement aux giscardiens, aux centristes et aux radicaux, mais aussi au président de la République, dans leurs efforts pour tenir tête à M. Chirac ? Si utiles que, moins de six mois avant les élections législatives, les uns et les autres commencent à s'émouvoir.

Avant l'été, les dirigeants du C.D.S. et du parti républicain se relayaient pour annoncer avec conviction et insistance que le chef du gouvernement allait passer à l'action politique, qu'il parlerait, des « initiatives », qu'il parerait. Ces prédictions équivalaient en fait à autant d'injonctions adressées indirectement à M. Barre. Elles étaient, de plus, tout à fait dans la ligne de ce que souhaitait l'Elysée, M. Giscard d'Estaing ayant à plusieurs reprises (et en particulier lors de son discours de Carpentras le 8 juillet), indiqué que le premier ministre prendrait, le moment venu, la direction des opérations.

En ce mois de septembre, c'est sur le thème des « objectifs d'action », autrement dit d'un semblant de programme, que les responsables des partis non gaullistes tentent d'obtenir un engagement de M. Barre et attendent son entrée en lice. Depuis quelques semaines, en effet, M. Lecanuet, ni M. Barrot, ni M. Solon, ne manquent une occasion de faire état des projets du premier ministre en matière de « propositions concrètes » ; même M. Servan-Schreiber en tient compte dans ses propos. Toutefois, comme avant l'été, l'insistance même avec laquelle ces responsables évoquent le projet témoigne d'une certaine inquiétude. C'est que, du côté de l'Elysée, M. Giscard d'Estaing, d'une part, que l'on ne voit pas pressé, d'autre part, que l'on hésite encore sur la nécessité d'un tel engagement.

Le peu d'empressement du premier ministre à se jeter dans la mêlée est évident. Tactique ou incapacité ? Toujours est-il qu'à tous les appels qui lui ont été lancés, jusqu'à ce jour, il a répondu par des paroles encourageantes et des promesses. Mais il n'est pas passé aux actes. Cette prudence n'a peut-être pas que des aspects négatifs. La détente qui prévaut actuellement au sein de la majorité serait-elle ce qu'elle est et M. Barre avait pris, dès le printemps dernier (comme certains le souhaitent), la responsabilité d'un regroupement des non-R.P.R. autour de lui ?

Quant aux hésitations sur le contenu du programme, elles revêtent une importance plus grande qu'on ne pourrait penser : l'avenir des rapports entre les partis de la majorité et la concrétisation d'une stratégie bien précise en dépendent.

#### Avec ou sans « arêtes » ?

En effet, on l'a vu en juin quand il fut pour la première fois question d'organiser un « front » des non gaullistes, on l'a vu à nouveau la semaine dernière lorsque M. Servan-Schreiber a évoqué les tractations « secrètes » entre radicaux, centristes et giscardiens : la supériorité du R.P.R. demeure quasiment insupportable à ses partenaires et la volonté de ceux-ci de la contraindre est toujours vivace. Ce sont là des données permanentes qui guident la démarche du parti républicain comme celle du C.D.S. Ce sont aussi des données permanentes de la stratégie de M. Giscard d'Estaing. La détermination officielle, la signature du manifeste, les rencontres régulières ne sauraient masquer ce fait. Or si toutes les tentatives pour freiner la marche de M. Chirac ont échoué, s'il est vrai que, bon gré mal gré, les non-gaullistes sont contraints d'admettre que le président du R.P.R. mène le jeu, il leur reste cependant un espoir de se distinguer, de sortir de l'ombre de leur imposant allié, et cet espoir réside dans le programme de M. Barre. Que le premier ministre rende

publics des « objectifs d'action » acceptables par toutes les formations de la majorité, il aura fait œuvre utile mais, non déterminante. Même si ces objectifs sont mobilisateurs et ambitieux, le fait que le R.P.R. puisse les faire siens et même gagner quelque crédit à les promouvoir à sa manière ôterait à l'opération une grande part de son intérêt, du moins aux yeux des giscardiens et des centristes.

Que M. Barre, en revanche, inclue dans son programme ce que certains nomment des « arêtes » pour le R.P.R., c'est-à-dire des projets ne pouvant pas être pris en compte par le parti gaulliste — par exemple l'institution de la représentation proportionnelle dans le système électoral ou l'annonce d'un progrès important dans la construction européenne et il renverra nécessairement un clivage, une mobilisation « sélective ». Ne s'engageront alors derrière lui que les parts non-gaullistes, le R.P.R. étant amené, dans ce cas, à jouer seul ses propres atouts au risque d'apparaître comme un facteur de division.

C'est là ce que souhaitent véritablement M. Giscard d'Estaing et les dirigeants centristes et giscardiens : ainsi pensent-ils, l'image d'une coalition libérale et réformatrice pourrait-elle se dessiner plus clairement pour l'opinion ; ainsi l'existence d'une force politique entre les gaullistes et les socialistes acquerrait-elle un peu plus de réalité. Ainsi réapparaîtrait en fait la thèse du « Front démocratique » constitué au sein de la majorité ; thèse présentée la semaine dernière de façon quelque peu abrupte et inattendue si ce n'est inopportune pour ses partenaires par M. Servan-Schreiber, mais thèse bien réelle dont tout laisse penser qu'elle a été élaborée à l'Elysée.

Seulement voilà : M. Barre hésite. Ses récentes interventions, aussi bien centristes que giscardiens ont, certes, obtenu l'assurance qu'il était décidé à présenter aux Français des « objectifs », une sorte de programme de législature. En revanche, il n'est nullement acquis la certitude que

le premier ministre élaborerait un programme à « arêtes » et choisirait ce faisant de ne mener à la bataille qu'une partie de la majorité pour contraindre le R.P.R. à se démarquer.

Au C.D.S. et au parti républicain, à l'Elysée aussi, semble-t-il, on s'interroge sur les raisons de cette hésitation. On dit que le premier ministre observe avec attention les évolutions de sa coalition et de celle de M. Chirac au fil des sondages. On admet que ses motivations et son intérêt ne sont pas forcément identiques à ceux de MM. Giscard d'Estaing, Lecanuet ou Solon. On peut imaginer que le premier ministre réponde à ce coup de plus puissant des partis qui le soutiennent, qu'il ménage ses rapports d'après 1978 avec M. Chirac, qu'il ne se sent pas non plus le moral d'un chef de file appelé à donner la réplique au maire de Paris. Ou, tout simplement, qu'il doute de l'efficacité d'une telle stratégie. M. Barre est en effet persuadé que c'est en conduisant l'économie, qu'il fait de la politique et que son image dans l'opinion à plus à gagner s'il s'en tient à cette démarche que s'il se livre aux controverses en cours.

Quelles que soient les intentions du chef du gouvernement et la décision qu'il prendra au bout du compte, on constate que la cohésion « retrouvée » de la majorité depuis l'été n'est, en réalité, que masquée des clivages qui demeurent les mêmes, des failles sans doute définitives aussi bien entre les formations gaullistes et non gaullistes qu'entre le chef de l'Etat et M. Chirac. Ces concurrences ne sont pas près de s'éteindre.

Pour le moment, et dans la perspective des élections législatives, la compétition entre les partis s'exprime dans la volonté de collusion des « autres » face au R.P.R. Pour les responsables giscardiens et centristes cette alliance est même une nécessité s'ils veulent survivre à 1978. C'est cette nécessité qui les conduit à attendre de M. Barre qu'il les aide un peu.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

#### AU CONSEIL POLITIQUE DU C.D.S.

### M. JEAN LECANUET : ni front antigauilliste ni confusion de tous les partis

Après le R.P.R., le parti républicain, le C.N.I.P. et le M.D.S.F., le Centre des démocrates sociaux a adopté, samedi 10 septembre, le manifeste de la majorité. Cette adoption n'a pas soulevé de difficultés particulières ; les mêmes réserves que celles qui avaient pu être entendues dans les autres partis ont été émises sur le caractère peu audacieux et imprécis du document.

Les membres du conseil politique ont aussi évoqué, au cours d'un débat de politique générale, la récente initiative de M. Servan-Schreiber en faveur d'un front des formations non gaullistes de la majorité. Les propos du président du parti radical ont été diversement jugés, mais, au niveau des dirigeants, on a pu noter une nette volonté d'apaisement. La première réaction des centristes aux « révélations » du député de Meurthe-et-Moselle avait été très modérée, puis M. Barrot avait haussé le ton, dénonçant le caractère « maladroît et démesuré » des déclarations de M. Servan-Schreiber. Samedi, M. Barrot a mis les adjoints qu'il avait employés au compte d'un « agacement passager », et il a fait état de la nécessité d'un complémentarité des intérêts centristes, giscardiens et radicaux. De son côté, M. Lecanuet a rejeté toute idée de front antigauilliste, mais il a confirmé la nécessité pour les formations non R.P.R. de s'entendre pour ne présenter qu'un seul candidat en cas d'élection primaire au sein de la majorité. Même si cette démarche est fondée, au dire des centristes, sur le seul souci d'éviter la dispersion, elle n'en établit pas moins l'existence, sinon d'un « front », du moins d'une volonté d'entente face à M. Chirac. — N.-J. B.

Dans le discours qu'il a prononcé samedi 10 juillet devant le conseil politique du C.D.S., M. Jean Lecanuet a notamment déclaré : « Au cours de l'été, nous sommes passés de la discordie à l'union (...). Il nous faut maintenant l'union mais aussi passer à l'expression de la différence. Autant la discordie est néfaste et absurde, et regrettable l'union, autant la contradiction est dangereuse. Il faut s'interdire les fronts à l'intérieur de la majorité contre un rassemblement, le R.P.R., mais il ne faut pas tomber non plus dans la confusion, l'amalgamé. Ce sera l'objectif de notre congrès de Lyon de dire ce que nous sommes (...) une force amicale mais parfois compétitive et rivale à l'intérieur de la majorité. »

#### Pas de dispersion

Dans la motion adoptée par le conseil politique, on lit notamment : « Le C.D.S. appuie la détermination de Raymond Barre qui, en dépit des pressions démagogiques de tous bords, poursuit sans relâche une politique de rassemblement, capable d'assurer progressivement le retour au plein emploi. (...) »

Il appartient maintenant au premier ministre de présenter des objectifs d'action capables de mobiliser les Français et de donner au pays un nouveau départ vers

la justice, le progrès dans la liberté et l'Europe unie. »

Au cours de la conférence de presse qui a suivi la séance du conseil politique, M. Lecanuet a répondu à de nombreuses questions relatives aux récentes déclarations de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et à l'éventuelle constitution d'un front des formations non gaullistes. Il s'est interdit à la fois d'approuver l'idée d'un tel front et de critiquer le président du parti radical. Il a noté : « Pour nous, la règle est de déterminer quel est, dans telle circonscription, le candidat de la majorité capable de l'emporter. L'expérience montre que, dans certaines circonscriptions, la candidature unique n'est pas la meilleure solution, mais je préfère aborder les problèmes en termes d'efficacité plutôt qu'en termes d'affrontement. Nous savons, c'est vrai, que lorsqu'il y a pluralité de candidatures de la majorité, il ne faut pas qu'il y ait plusieurs non-R.P.R. Sinon, c'est la dispersion. Dès nos échanges de vues — cela n'a rien de secret — avec le parti républicain et les radicaux, mais il n'y a pas la volonté de dresser un camp contre l'autre. »

#### « Agacement passager »

M. Jacques Barrot, secrétaire général du C.D.S., est revenu sur le jugement qu'il avait porté sur l'initiative de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber. Dans une interview à l'Agence centrale de presse, il avait qualifié les propos du président du parti radical de « circonstanciels, maladroits, inopportuns » (Le Monde du 10 septembre). M. Barrot a indiqué que les termes qu'il avait employés avaient été inspirés par un « agacement passager » qui ne remettrait pas en cause le souci qu'ont les centristes de tenir compte des « complémentarités » qui les lient au parti républicain et aux radicaux.

#### Les élections législatives

### M. JANNIN PRÉFET DE L'ISÈRE CANDIDAT

DANS LES COTES-DU-NORD ? Dans son numéro de septembre, le mensuel « Armor magazine » indique que M. René Jannin, actuel préfet de l'Isère, « serait le principal candidat de la majorité » dans la cinquième circonscription des Côtes-du-Nord (Jannin) dont le député sortant, M. Pierre Bourdellès (r.f.), ne se représente pas. M. Bourdellès avait été élu au second tour des élections législatives de mai 1973 avec 31 663 voix contre 27 382 à M. Jean Le Lagadec (P.C.). L'annonce de la candidature de M. Jannin, qui a été prêt des Côtes-du-Nord, de décembre 1967 à avril 1974, est considérée comme sans fondement par son entourage.

## Et, si demain vous perdiez vos droits ?

La défense des Droits de l'Homme est une tâche quotidienne, vous n'avez pas à abandonner aux autres la défense de vos droits individuels. Ne soyez pas passifs. Deux milliards d'hommes ont déjà perdu leurs droits. Pour vous aider, le Parti Républicain a réédité la Déclaration des Droits de l'Homme, expression de notre idéal et de justice.

- ☐ Je désire recevoir l'affichette de la Déclaration des Droits de l'Homme.
- ☐ Je souhaite adhérer au Parti Républicain.
- ☐ Je souhaite soutenir l'action du Parti Républicain par un don. (chèque bancaire à l'ordre du Parti Républicain).

Bon à découper, à retourner au Parti Républicain, 41, rue de la Bienfaisance, 75008 Paris.

## Participez à la campagne du Parti Républicain pour les Droits de l'Homme.

PARTI RÉPUBLICAIN

#### A Narbonne

### M. Hintermann : le socialisme français doit adopter une « stratégie Soares »

De notre correspondant

Narbonne. — Les Journées nationales de la Fédération des socialistes démocrates — devenue, à cette occasion, le socialisme démocratique — ont eu lieu du vendredi 9 au dimanche 11 septembre à Narbonne. Ce mouvement, que dirige M. Eric Hintermann, ancien membre du comité directeur du F.S. et ancien secrétaire du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, est opposé à l'alliance socialo-communiste et, ne se reconnaissant pas dans la majorité, souhaite incarner depuis sa création, en 1975, une véritable voie pouvant éviter la division de la France en deux blocs.

Les journées de Narbonne ont été essentiellement consacrées à l'élaboration d'un avant-projet de programme dont disposeront les candidats du P.S.D. lors des élections législatives. Les travaux du vendredi ont été marqués par un débat sur l'Europe, animé notamment par MM. Eric Hintermann et Christian Dulcy, ancien secrétaire du groupe socialiste au Parlement européen. Le samedi a été consacré aux réunions des commissions et, en soirée, à la réception des congressistes par le maire de Narbonne, M. Hubert Mouly.

Dans le discours qu'il a prononcé dimanche, M. Hintermann a annoncé que le P.S.D. présenterait entre deux cent cinquante et quatre cents candidats aux

élections législatives, « afin que soit offert un moyen de s'exprimer aux Français opposés à la division du pays en deux blocs et qui ne se sentent pas représentés dans l'actuelle majorité ni dans l'alliance socialo-communiste ».

Il a notamment déclaré : « Quelle espérance apporte aux Français une majorité conservatrice sans projet pour changer le système et qui en est réduite à parer au plus pressé, à colmater les brèches, à éviter le naufrage ? (...) Quelle espérance offre aux Français une alliance entre le parti communiste et le P.S. qui va de crise en crise, fondée sur des arrangements vieux de cinq ans et qui n'arrivent pas à actualiser ? Le P.C. et le P.S. démontrent chaque jour qu'ils seraient bien incapables de gouverner le pays, tant leurs désaccords sont profondes. (...) Le socialisme français doit tirer les conclusions d'une alliance qui se révèle être une impasse. (...) Il doit adopter une stratégie Soares d'un socialisme sans lien avec le parti communiste. »

Le programme du P.S.D. sera soumis aux sections et aux fédérations avant d'être ratifié par le comité directeur et le prochain congrès prévu en janvier 1978.

### M. MICHEL BAROUIN GRAND MAÎTRE DU GRAND-ORIENT

M. Michel Barouin a été élu, le 18 septembre, grand maître du Grand Orient de France, par 17 voix contre 13 à M. Jacques Mitterrand, ancien grand maître, membre du parti socialiste (sans lien de parenté avec M. François Mitterrand).

M. Michel Barouin, quarante-six ans, est président de la Grande Loge nationale des fonctionnaires. Conseiller général du canton d'Estissac (Aube), membre du parti radical, ancien membre du cabinet de M. Edgar Faure, il se situe, comme les deux précédents grands maîtres, MM. Serge Behar et Jean-Pierre Prouteau, dans la tendance du Grand Orient proche de la majorité. Il est président du congrès des loges parisiennes.

#### EDITIONS ROBLLOT

Dernières parutions :

### • JACQUES MITTERRAND LA POLITIQUE DES FRANCS-MAÇONS

(Nouvelle édition augmentée) ..... 33 F

• Jean ROBINIÈRES JOURNAL D'UN MORALISTE D'OCCASION ..... 39,50 F

• Gabriel BONNET DRAME CATHARE ET DESTINÉES OCCITANES ..... 29 F

Catalogue sur demande

Distribution générale : Librairie des Éditions ROBLLOT, 22, rue des Ecoles, 75005 Paris (C.C.P. Le Source 318850 G). France : CHAIX, 1, rue de Fleury, 75004 Paris. Étranger : GROUPE INTERNATIONAL MACHETTE.



## M. Jacques Chirac : il est vain de rêver à une conciliation générale

plus vigoureuse et plus combative, doublée d'une attaque vigoureuse contre le programme commun, a été longuement applaudie, tout comme l'a été également l'appel à un élargissement de la majorité.

Après, M. Alain Pôher, président du Sénat, président de l'Association des maires de France et proche du mouvement centriste, avait insisté sur l'importance de la démocratie locale et dénoncé les interventions déplacées du pouvoir central et des « bureaux parisiens ». Ces thèmes ont été repris par les nombreux élus locaux dans le débat, qui ont tous souhaité davantage de pouvoir aux élus locaux et plus d'autorité au niveau de l'Etat. Tous aussi ont dénoncé l'action des élus municipaux de la gauche et plus spécialement des communistes.

**ANDRÉ PASSERON.**


tion finale, adoptée à l'unanimité, demande une meilleure répartition des compétences entre les collectivités locales et l'Etat, l'allègement de la tutelle, un statut de l'élu local et du personnel communal. Dans le domaine financier, elle réclame « le trans-

fert d'une fraction d'impôts d'Etat » (impôt sur le revenu ou T.V.A.), des dotations et des prêts globaux. Repoussant toute structure nouvelle, la motion souhaite un développement des syndicats intercommunaux à vocations multiples.



Complet 3 pièces  
en pure laine vierge V

# 440



vote dont deux ont été légèrement modifiés lors du découpage de 1875).

Michel Briand y avait obtenu 3 632 voix contre 1 963 à M. Jean Charagant sur 5 635 suffrages exprimés, 5 907 votants et 15 102 inscrits. Le candidat de la majorité, cette fois M. Deforges, gagne 151 point en pourcentage par rapport à 1973

(36,22 % contre 34,71 %).

Au premier tour, en 1973, Michel Briand avait devancé ses adversaires avec 2 581 voix, contre 826 à M. Jean Charageat, 741 à M. Pupponi (P.S.), 311 à M. Arrighi (Cent. dém.), 278 à M. Pringot (P.S.U.), 235 à M. Le Montet (div. maj.) et 163 à M. Perez (rad.). Il y avait en 5 141 suffrages exprimés sur 5 258 votants et 15 110 inscrits.

... et une municipale  
EURE: Bernay (1<sup>er</sup> tour).  
Inscr., 6 080; vot., 3 531; suffr.  
expr., 3 478.  
Liste de la majorité: MM. Mi-  
chel Foucher, 1 798 voix, élu;  
Robert Moret, 1 725. Liste P.S.

MM. Jean-Pierre Rau, 1207 ;  
Henri Marié, 1015. Liste P.C. :  
M. Guy Blin, 845 ; Mme Claude  
Maillet, 531. Il y a ballottage pour

[Il s'agissait de pourvoir les sièges de deux conseillers municipaux dont l'élection, acquiescée en mars dernier, avait été invalidée en raison d'ano-

malles constatées sur les listes d'émargement. Ces deux conseillers avaient été élus sur la liste que conduisait le maire sortant, M. Gustave Héon, sénateur inscrit au groupe de la Gauche démocratique, président du conseil général de

l'Eure. Cette liste de la majorité avait enlevé 26 des 27 sièges à pourvoir avec 2532 voix en moyenne contre 2189 à la liste d'union de la gauche, dont le chef de file, M. Claude Michel, P.S., député, avait été le seul élu. Il y avait en 6141 inscrits et 4 957 suffrages exprimés.]

## DU COSTUME

# LE SERVICE MILITAIRE

**OU, QUAND, COMMENT  
AUTREMENT... JAMAIS?  
LIRE**



# les dossiers de **l'étudiant** N°2

en vente partout 10 f.

OU, SUR COMMANDE, A L'ETUDIANT 7, RUE THOREL 75002 PARIS. TEL. 236 94 41

**Printemps Haussmann/Nation  
Party 2/Vélizy 2/Créteil  
Italie-Galaxie/Brummell Rosny 2**

Printemps Haussmann/Nation  
 Party 2/Vélizy 2/Créteil  
 Italie-Galaxie/Brummell Rosny 2

# Brummell

Complet 3 pièces  
en pure laine vierge Woolmark.

# 440F

**WOOLMARK:  
LE MEILLEUR DE LA LAINE**

**QUINZAINE DU COSTUME JUSQU'AU 24 SEPTEMBRE.**

مَكْنَزُ الْأَهْلِ



# EN ILE-DE-FRANCE

## Soucis de rentrée

### Les morosités de Montrouge Charonne dit adieu à son village

Le boulanger, l'épicier et la vendeuse du magasin de vêtements pour enfants sont unanimes : « Ce n'est pas cette année que nous ferons fortune à Montrouge, les habitants sont rentrés fauchés de leurs vacances ».

Montrouge (Hauts-de-Seine) commence avec cette muraille de bâtiments gris et ces enseignes au néon qui éblouissent derrière la statue du maréchal Leclerc, porte d'Orléans. Ici, c'est depuis longtemps la banlieue, et les plus anciennes entreprises installées dans la ville, les imprimeries, ne sont pas loin de fêter leurs cent ans. Montrouge, c'est aussi le royaume des classes moyennes, le trou dans la « ceinture rouge » de la capitale : les habitants viennent au cours du mois de mars de renouveler le mandat de M. Henri Ginoux (CNI), député et maire de la ville.

« Nous avons examiné la situation au retour des vacances, elle n'est pas brillante », affirme-t-on à la section du parti communiste. « Nous faisons du porte-à-porte pour vendre l'humanité et cela nous permet de rencontrer les habitants et de connaître leurs difficultés », affirme M. Paul Amar, candidat d'union de la gauche aux dernières élections municipales. « Depuis le début de l'année, plusieurs dizaines d'emplois du secteur secondaire ont disparu à Montrouge. Jusqu'à présent, des emplois du secteur tertiaire venant compenser cette déperdition, mais depuis quelques mois l'installation des bureaux s'est ralentie. En outre, avec la rentrée, les menaces de licenciement apparaissent dans plusieurs usines et la situation des Montrougiens devient de plus en plus difficile ».

Les militants communistes citent le cas de « plusieurs ouvriers qui ont accusé leurs vacances faute d'argent » et sont aujourd'hui menacés de licenciement, de « la camarade qui vient de perdre son travail sans espoir d'en retrouver un autre » ou de « la famille S. qui loge dans un taudis avec deux bébés ».

Le mari est au chômage depuis un an, il n'a pas le moyen de payer leur facture d'électricité. Le P.C. a réussi à empêcher une saisie avant les vacances, mais le problème va se poser à nouveau à la rentrée.

Ici comme ailleurs, ce qui domine l'actualité politique, c'est la querelle au sein de la gauche. Pour affronter cette situation difficile, le parti socialiste demeure réformiste, affirme M. Amar, nous l'avons constaté auprès de nos camarades socialistes. La seule garantie que le programme commun sera appliqué, c'est l'existence d'un parti communiste fort. A Montrouge, nous représentons 25 % des électeurs, aux prochaines élections, nous espérons en représenter 30 %.

Du côté de l'hôtel de ville, on est plus optimiste quant à la situation actuelle et on rappelle les réalisations de la municipalité : quatre crèches, sept écoles maternelles, un lycée, quatre C.E.S., une école d'apprentissage, une bibliothèque, un foyer pour personnes âgées, plusieurs squares.

« Sans doute », reconnaît M. Georges Dales, premier adjoint au maire, des succès ont été obtenus au cours des années passées, mais la perte des emplois secondaires a été largement compensée par l'arrivée d'emplois tertiaires. Depuis 1971, deux mille emplois nouveaux ont été créés à Montrouge. « Seule ombre à ce tableau : Montrouge est une ville ancienne, dense, et il est difficile de trouver des terrains libres. Soixante-quinze logements sociaux seront néanmoins mis en chantier au cours des prochains mois ».

Montrouge, ville mécontente ? Montrouge, ville sans souci ? La vérité doit se trouver quelque part entre le « rien ne va plus » des uns et le « tout va bien » des autres. Le véritable Montrouge, celui que l'on croise dans les rues, celui qu'on rencontre dans les magasins, l'assistant social de la ville le qualifie, en ces jours de rentrée, de « ville tendue ».

« Les Montrougiens sont moins heureux qu'avant », affirme-t-on au service social, où l'on attend à travailler plus car les années précédentes, car depuis deux ans les dossiers de chômeurs se sont multipliés. Lorsque les enfants seront rentrés à l'école et que les factures commenceront à tomber, ils viendront nous voir ».

Montrouge est morose, de cette morosité que donnent les soucis d'argent et la crainte de l'avenir, un mécontentement feint, une inquiétude discrète, plane sur la ville. Les Montrougiens — comme ceux d'autres villes — savent désormais que les temps sont plus difficiles.

MARIE CHRISTINE ROBERT.

La troisième et dernière enquête d'utilité publique concernant le plan d'aménagement de la ZAC de l'ancien village de Charonne est ouverte jusqu'au 7 octobre à la mairie du vingtième arrondissement, où les documents peuvent être consultés (1). Un commissaire-enquêteur sera sur place les 5, 6 et 7 octobre. Que reste-t-il aujourd'hui du dernier village de Paris ? Le plan qui le concerne lui conservera-t-il son caractère ?

« C'EST un beau petit quartier », dit un vieux monsieur coiffé d'une casquette. « Je suis né ici, je me suis marié ici. Avant, il y avait tout rue Saint-Blaise, un vrai commerce de campagne. Le bougnat venait vous livrer. C'était un ami. Maintenant, il n'en reste plus une vache après les autres. Le boucher de cheval est fermé, le petit papeterie ferme en septembre et le charcutier à la fin de l'année ».

Je suis la seule à rester, dit Mme Madeleine, la droguiste établie rue Saint-Blaise depuis mars 1931. Et avec tous ces étrangers dans le quartier, j'ai peur pour moi, quand la nuit tombera. Aujourd'hui, c'était très gentil, comme le jour, comme le soir, comme la campagne. Mais, depuis qu'ils ont construit ces tours de trente étages rue Vitruve. Remarquez que le quartier a besoin d'être réajusté. Il y a dix ans, il y avait des gens qui n'avaient même pas l'électricité. La grande jeune fille Ribette s'éclairait encore au pétrole. C'est dit, je crois qu'il faut rénover d'une façon intelligente. Ils vont mettre le confort, et ceux qui le veulent pourront rester. Mais par

rapport aux anciens loyers — de 60 à 100 francs par mois — il y aura certainement du changement ».

Un peintre a installé son chevalet sur le trottoir. Il peint la rue étroite et sinuose qui monte vers l'église. La colline de Charonne est aussi haute que la butte Montmartre. On croise des personnes âgées, mais des jeunes aussi. Une fille hennue qui habite le village « J'aime bien, dit-elle, ces maisons un peu rétro ». Une mère de vingt ans avec son petit garçon passe-tout-fois par ici parce que c'est joli. « Malheureusement, dit une dame, qui, elle aussi, fait souvent le détour, ce quartier, on nous le change ».

Une chose est certaine : on revient de loin. Le premier projet, prévoyant de raser la rue Saint-Blaise pour faire place à des constructions neuves, la voirie était remodelée pour les besoins de la circulation, et un « bouquet » de deux tours d'une centaine de mètres de haut (R + 30) devait s'élever aux abords du boulevard Davout. En 1972, le ministre des affaires culturelles mit le holà et demanda le remaniement du plan. Aujourd'hui, la rue Saint-Blaise est sauvée de la place Saint-Blaise à la place des Grés. Cette partie la plus pittoresque est en effet si pittoresque qu'elle a été classée à l'Église Saint-Germain de Charonne, et le site inscrit de la rue Vitruve. Les façades sur rue seront conservées et restaurées. La pire a donc été évitée. Mais on n'a pas opté pour le meilleur.

La ZAC de rénovation — c'est-à-dire le béton — commence tout de suite après la place des Grés. Dans ce périmètre de 15 hectares délimité par la rue Vitruve, le boulevard Davout, la rue de la Croix-Saint-Simon et la voie de la S.N.C.F., lequel a été confié à la SAEMAR (Société

anonyme d'économie mixte d'aménagement et de rénovation du secteur Saint-Blaise), sont prévus 4 333 logements, dont 2 030 H.L.M., et des équipements collectifs (gymnase, piscine, maison des jeunes, école maternelle). Le programme des tours d'habitation a été réduit. Trois seulement sur les douze prévus ont été construits, huit autres seront réalisés. Pour « ménager des échelles de transition », leur hauteur a été abaissée. Elle avoisinera, malgré tout, les 40 mètres. Un mail de 2 300 mètres carrés sera planté rue des Orfèvres. Une partie des rues du Clos et Courat seront rendues aux piétons.

Mais revenons au village de Charonne. Deux sociétés, dont la majorité des capitaux sont détenus par la Ville de Paris, la SAERP (Société d'aménagement et d'équipement de la région parisienne) et la SAEMAR, se partagent la restauration des quatre îlots Saint-Blaise, et c'est regrettable. Pourquoi n'avoir pas confié la réhabilitation de ce petit périmètre de 3 hectares, qui fait un quartier de densité, à la SAERP ? « La Ville de Paris a sans doute voulu répartir les risques », dit-on à la SAEMAR. Bien sûr, les deux sociétés se sont concertées, mais on ne peut dire qu'elles travaillent de main dans la main. La SAERP est responsable de la tranche la plus importante, soit quatre cents appartements à moderniser. Le lot de la SAEMAR en comprend une centaine.

Rue Saint-Blaise, les façades seront donc restaurées, et la voie transformée en promenade jusqu'à la place des Grés. Quatre mille mètres carrés d'espaces verts seront récupérés et ouverts au public. Des circulations intérieures nouvelles seront aménagées. Rien donc de très classique.

La rénovation n'interviendra qu'en cours d'îlot, sur 1,5 hectare,

où deux cent quarante constructions neuves seront réalisées. Elles serviront au logement des particuliers et des activités qui existent actuellement, soit une cinquantaine de petites industries et d'artisans. Les hauteurs maximales seront limitées à 18 mètres. Un ensemble de 740 logements (500 anciens plus 200 neufs) sera donc disponible en fin d'opération. Sur ce total, il est prévu 170 logements H.L.M. et 570 locatifs et le même nombre en accession à la propriété. Ceux-ci seront réalisés dans une phase ultérieure, et le prix au mètre carré sera vraisemblablement élevé.

Dans quel esprit la restauration va-t-elle être traitée ? « Nous allons procéder en souplesse, déclare-t-on à la SAEMAR, et laisser de côté le bulldozer pour faire du travail de dentellier. La réhabilitation sera dictée par un souci de salubrité et de simplicité. On se bannira à installer le confort et la sécurité. C'est plus que nécessaire : 61 % des logements n'ont pas de salle de bain, 41 % n'ont pas l'eau chaude et 41 % pas de W.C. intérieurs. Pas de restauration de style, donc, ni de pontons apparents. Charonne ne sera pas un petit Marais. À quelques exceptions près, il faut bien l'avouer, les maisons sont d'une qualité tout à fait moyenne. Elles n'ont de valeur que parce qu'elles forment un tout. Ici, c'est le tissu urbain, les places irrégulières, les entrées sous voûtes, les cours profondes et leurs quelques arbres, les trottoirs qui sont intéressants. On le voit sur le cadastre, le parcellaire, comme celui de la rue Saint-Denis, n'a pas changé depuis le Moyen Âge ».

L'important est de maintenir le maximum de locataires en place », fait observer la SAERP. « Tout dépendra de l'importance réelle des travaux, dit pour sa part la SAEMAR. Et chacun sait que l'ancien réserve toujours des surprises. Quel qu'il soit, il y a dans l'îlot une possibilité d'accueillir en H.L.M. ceux qui le désirent ».

Pour la tranche de quatre cents logements qui lui incombe, la SAERP a fait une demande d'aide programmée qui sera présentée au Conseil de Paris à la rentrée. Quarante-huit pour cent des ménages concernés ont en effet un revenu net mensuel inférieur à 30 000 francs. Après examen des travaux, la demande de crédits s'élève en moyenne à 20 000 francs par logement. Le dernier point important : l'aide de l'État ne sera accordée au propriétaire que s'il accepte de conventionner son foyer. Une garantie que l'aspect social de l'opération sera respecté.

Lenteurs

« Ce dont nous avons le plus à nous plaindre, déclarent les responsables de l'Association de sauvegarde du village de Charonne, c'est la lenteur de l'administration. Depuis quinze ans qu'on parle de cette affaire, les gens du quartier vivent dans l'incertitude, et ils en ont assez. Dans la zone de rénovation, les travaux ne suivent pas assez rapidement les appropriations, tant pour les logements que pour les équipements publics. La trêve du boulevard Davout n'est toujours pas terminée. Le permis de construire a été accordé pour la piscine de la rue Vitruve, mais le chantier n'a pas encore démarré. Rien n'a été engagé non plus pour la bibliothèque ».

Pour le village de Charonne, où en est-on ? Les deux plans de restauration sont approuvés. Tout dépend maintenant du financement. « La décision devrait intervenir au plus tard en octobre », dit-on à la SAERP, et bien que nous pourrions commencer un immeuble au moins à la fin de l'année », dit son côté, la SAEMAR est l'Office public H.L.M. qui restaurera à eux deux une centaine de logements, envisageant de donner le premier coup de pioche dans un an, et le chantier pourrait être terminé dans trois ans.

Dans les années 80-85, le village de Charonne, remis à neuf, sera coté par l'îlot Saint-Blaise, un quartier du XX<sup>e</sup> siècle. L'horizon est déjà gâché. De la terrasse de l'église on voit s'élever les trois tours de la rue Vitruve, que bientôt huit autres viendront rejoindre. Dans le village, on est optimiste. Certes, elle devrait passer de 6 000 à 16 000 habitants sur l'ensemble de la ZAC, — et l'atmosphère changera. Mais on pense que le village bien restauré, apportera quelque chose de différent : un élément de vie, de gaieté, un autre type de commerce, un bout de promenade ; bref, davantage de chaleur humaine. Malgré tout, hélas ! le béton cernera de bien près les lucarnes.

FLORENCE BRETON.

(1) 6, place Gambetta (20<sup>e</sup>), de 10 à 17 heures, sauf dimanches et jours fériés, et de 10 à 15 heures, les 4 et 7 octobre.

## Opinions et réactions

### Des usines ferment

Paris devient un « désert industriel » et « est livré de plus en plus aux promoteurs et aux affaires », estime l'U.D. S.F.R.X. de Paris.

Le secrétaire général du syndicat, M. J.-P. Bobichon, a précisé au cours d'une conférence de presse que de 1972 à 1975 le nombre des établissements installés dans la capitale a diminué de plus de 2 000, passant de 97 378 à 95 361. On compte aujourd'hui 120 000 emplois dans l'industrie, 1 830 000 salariés résidents à Paris, plus de la moitié travaillent dans le commerce, 30 % dans les services publics et 30 % dans l'industrie.

C'est dans les deuxième, huitième, neuvième, quatorzième et seizième arrondissements que l'on trouve 50 % des emplois offerts à Paris. Les dix premiers arrondissements concentrent 145 700 habitants alors que les dix autres en hébergent le double.

### La « note » des 10 000 logements

Après la présentation devant la commission extra-municipale de l'urbanisme de la ZAC de l'ancien village de Charonne, le rapport de M. Alain Gillot, architecte, sur la construction de dix mille logements sociaux dans la capitale (le Monde du 7 septembre), le groupe communiste de l'îlot de la Ville déclare, dans un communiqué : « Une lecture attentive de ce document fait apparaître clairement que, en dehors de la discussion théorique de certaines conceptions en matière d'urbanisme et de construction, aucun crédit n'est prévu pour réaliser les logements pro-

posés par M. Chirac, et qu'il n'est plus question de construire des logements sociaux à Paris ». Le financement d'un programme de construction et de réhabilitation de logements sociaux à Paris sera, en fait, discuté au mois de novembre par le conseil de Paris et son premier adjoint, M. Christian de La Malène (R.P.R.), présenteront au Conseil de Paris le budget de la ville pour l'année 1978.

La grande méconnue

Le conseil régional d'Ile-de-France a publié le premier numéro d'un bulletin d'informations régionales.

Dans un éditorial, M. Michel Giraud, président du conseil régional, précise que la publication se veut « politique », mais que les élus de la majorité ne s'exprimeront pas, le groupe communiste et le groupe communiste ayant refusé d'y participer.

M. Alain Griotteray, rapporteur général du budget de la région, écrit, pour sa part : « Il faudra encore longtemps pour modifier les mentalités avant que les habitants ne prennent conscience d'appartenir à un ensemble géographique formé par huit départements, dont Paris, mais aussi à une agglomération administrative capable de les aider dans leur vie quotidienne, par une action en faveur de certains types d'installations collectives particulièrement nécessaires ».

33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris.

Les Halles, le faux

Nous voici revenus aux Halles. Pas d'importance comment. Par la biale d'un faux ; d'un faux bâtiment, avec de fausses fenêtres, et une fausse toiture, et de fausses portes, et peut-être de faux habitants — comme cela est déjà le cas, face au Centre Pompidou. Ainsi le faux est devenu une habitude. L'histoire — dont l'architecture reste le témoin le plus vigilant et le plus durable — nous enseigne que le faux en architecture est le signe magistral de la décadence.

Une décadence que nous ne voulons pas assumer, car momentanément les équivoques sont entretenues avec assiduité, tout étant tenté afin de nous éloigner d'un constat qui pourrait attester de cette décadence. L'article de Georges Dayan et Jack Lang qui demande la révision du programme de réhabilitation de l'espace des Halles — espace, lieu et territoire éminemment « publics » — et l'analyse d'un quartier qui n'est plus ce

### La grande méconnue

Le conseil régional d'Ile-de-France a publié le premier numéro d'un bulletin d'informations régionales.

Dans un éditorial, M. Michel Giraud, président du conseil régional, précise que la publication se veut « politique », mais que les élus de la majorité ne s'exprimeront pas, le groupe communiste et le groupe communiste ayant refusé d'y participer.

M. Alain Griotteray, rapporteur général du budget de la région, écrit, pour sa part : « Il faudra encore longtemps pour modifier les mentalités avant que les habitants ne prennent conscience d'appartenir à un ensemble géographique formé par huit départements, dont Paris, mais aussi à une agglomération administrative capable de les aider dans leur vie quotidienne, par une action en faveur de certains types d'installations collectives particulièrement nécessaires ».

33, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris.

Les Halles, le faux

Nous voici revenus aux Halles. Pas d'importance comment. Par la biale d'un faux ; d'un faux bâtiment, avec de fausses fenêtres, et une fausse toiture, et de fausses portes, et peut-être de faux habitants — comme cela est déjà le cas, face au Centre Pompidou. Ainsi le faux est devenu une habitude. L'histoire — dont l'architecture reste le témoin le plus vigilant et le plus durable — nous enseigne que le faux en architecture est le signe magistral de la décadence.

Une décadence que nous ne voulons pas assumer, car momentanément les équivoques sont entretenues avec assiduité, tout étant tenté afin de nous éloigner d'un constat qui pourrait attester de cette décadence. L'article de Georges Dayan et Jack Lang qui demande la révision du programme de réhabilitation de l'espace des Halles — espace, lieu et territoire éminemment « publics » — et l'analyse d'un quartier qui n'est plus ce

qu'il a été (le Monde du 19 juillet et du 27 août 1977) réalisées par l'équipe dirigée par André Chastel montrent bien, si besoin est, combien le pouvoir laisse... causer pendant qu'il favorise, par la clandestinité des faits et la fourbe et subtile complicité administrative du mois d'août, la réalisation de décisions irréversibles.

Ainsi tout est en place. La station du métro express qui ouvrira à la fin de 1977 et qui dans peu d'années va permettre le transit d'un million de personnes à 30 mètres sous terre ; un nouveau temple de la consommation en cours d'achèvement qui, miracle de la sémanique, s'approprie l'antique expression de « forum » sans que la signification construite lui corresponde ; un bâtiment de 27 mètres de haut, 58 mètres de long — climatisé par des Halles — déjà construit ; des logements dans des bâtiments en briques dont le dossier de de-

mande de permis de construire est en cours d'instruction ; un bâtiment — dont on ne connaît toujours pas le futur utilisateur — mais dont on n'ignore pas l'architecte ; et, bien entendu... le jardin, tantôt espace vert, tantôt espace ludique, tantôt jardin à la française, tantôt lieu de repos et de détente.

Mais pourquoi donc, depuis tant d'années, tant de fourberie, tant de mensonges, tant d'illusions, tant de faux ? Une fois que cet espace privilégié par le temps sera livré aux utilisateurs, il faudra bien que les responsables soient là... Là où ils auront commis le massacre, là où ils auront bâti le faux, là où ils auront cédé au compromis, là où ils auront rentabilisé la bêtise... Qu'ils soient là pour que la lecture de la vérité puisse être faite publiquement. D'ici à cette date, déjà proche, pourront-ils dormir tranquilles ?

IONEL SCHEIN, urbaniste-architecte.

**LES 100 VINS DE LA RENTRÉE**

Vins mal faits, années médiocres, prix exorbitants... Remettez sa cave est un casse-tête. Gault et Millau ont résolu votre problème. Vous trouverez dans Le Nouveau Guide Gault-Millau de septembre leurs 100 meilleurs vins, testés dans la France entière, de 4,50 F à 20 F. Des petits vins français qui s'achètent parfois être de grands vins.

**LES 100 VINS DE LA RENTRÉE**

Vins mal faits, années médiocres, prix exorbitants... Remettez sa cave est un casse-tête. Gault et Millau ont résolu votre problème. Vous trouverez dans Le Nouveau Guide Gault-Millau de septembre leurs 100 meilleurs vins, testés dans la France entière, de 4,50 F à 20 F. Des petits vins français qui s'achètent parfois être de grands vins.

**天 理 parlez-donc JAPONAIS**

Cours de sol. Tous niveaux. Professeurs japonais. Ando-Visuel. Début des cours octobre. Ins. imméd. Cours de JAPONAIS DE TENRI enseignement privé S, rue Victor-Considérant, Paris 14<sup>e</sup>, T. 633.11.85

**CONTRE LE VOL ALARME 2000**

le spécialiste de la protection volumétrique autonome une technique d'avant-garde - un matériel éprouvé

**Nouveau le DI80 ME** radar hyperfréquence avec mise en surveillance télécommandée par fil

Toute tentative de sabotage de la liaison bullet-radar ne modifie en rien l'efficacité de l'alarme

Adaptable à tous les locaux • Rayon de protection réglable de 2 à 30 m • Il traverse meubles et cloisons • Inextinguible • Autonomie totale d'alimentation (2 ans en veille) • Plus de 15 000 appareils ALARME 2000 en fonctionnement, appartements, maisons, usines, bureaux, services publics, administrations.

Pour connaître les possibilités du DI80 ME et ses systèmes annexes d'alarme : sirènes supplémentaires, éclairage, transmetteur téléphonique, etc. remplissez et retournez le bon ci-dessous à ALARME 2000 143, rue Guérin 75016 Paris

**GARANTIE 2 ANS**

ALARME 2000 - 7 agences régionales - 50 conseils en protection à votre service Agence à Bruxelles pour le Bénélux

Je désire sans engagement de ma part recevoir une information personnelle sur le DI80 ME

NOM ..... RUE ..... Code Postal ..... VILLE .....

**CLOTURE DES JEUX MARDI APRÈS-MIDI**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

**LOTO**



réa  
idieu à son village

ÉQUIPEMENT

# L'APPLICATION DE LA LOI SUR LA PROTECTION DE LA NATURE

## Les conséquences sur l'environnement des projets d'aménagement devront être évaluées avant l'ouverture des chantiers

Les études d'impact déjà pratiquées aux États-Unis depuis cinq ans constituent le moyen le plus efficace de prévenir les dommages écologiques, puisque les constructeurs et les ingénieurs sont obligés de mesurer et de corriger par avance les nuisances de leurs projets. Théoriquement, elles mettent fin à cette course-poursuite à laquelle se livrent les aménageurs et les protecteurs de la nature et que ceux-ci perdent régulièrement, puisqu'ils sont placés devant des « coups partis », devant le fait accompli.

Cette innovation capitale a été inscrite dans l'article 2 de la loi de protection de la nature qui, après cinq ans de laborieuse préparation, a été votée à l'unanimité le 10 juillet 1976. On attendait le décret d'application dont les trois ministères qui se sont

Au cours de la réunion de travail qu'il organise chaque mois avec les représentants des grandes associations d'écologistes, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a présenté, lundi 12 septembre, les dix décrets d'application de la loi sur la protection de la nature. Parmi ceux-ci le plus impor-

tant et le plus controversé est le décret d'application de l'article 2. Ce texte, qui doit être définitivement approuvé par le Conseil d'Etat d'ici quelques jours, oblige tous ceux qui entreprennent des travaux et aménagements de quelque importance à présenter au préalable une « étude d'impact », c'est-à-dire une analyse détaillée

des conséquences qu'aurait sur l'environnement la réalisation de leur projet et les précautions à prendre pour les éviter. Le décret, qui devrait être publié vers la mi-octobre, sera applicable deux mois plus tard, vers le 15 décembre. On estime qu'il « touchera » environ deux mille chantiers par an.

travaux de remembrement, les défrichements pour urbanisation, les lignes à haute tension, les centrales hydroélectriques et installations nucléaires, les mines et stockages souterrains de gaz, de pétrole ou de produits chimiques, les châteaux d'eau aériens, les grands campings et caravans, les stations d'épuration, les immeubles, lotissements et ZAC prévus dans une commune dépourvue de plan d'occupation des sols resteraient soumis à l'étude d'impact préalable.

Même pour certaines des opérations exemptées d'étude d'impact les maîtres d'ouvrages seraient obligés de fournir une notice énumérant les conséquences du projet sur le milieu. Cette notice doit figurer dans les dossiers concernant les ports de plaisance, remontées mécaniques, pistes de ski, zones à moyenne et à basse tension, petites centrales, défrichements ruraux, campings et caravans de taille modeste, stations d'épuration, pure-avalanche et pare-feu.

Notices et études d'impact sont jointes aux dossiers soumis à l'enquête publique et donc accessibles au public à ce moment-là. Quand l'enquête ne fait pas l'objet d'une enquête publique, l'étude d'impact est communiquée par le préfet à ceux qui la demandent, mais seulement après que le projet a été autorisé par l'administration et que cette décision a été publiée dans la presse. Mais les ministères sont seuls juges de la publicité à donner aux études d'impact concernant leurs projets.

## Comment et à quel prix ?

L'ensemble de ces dispositions appelle un certain nombre de remarques :

1) Le projet de décret indique d'une manière assez générale ce que devra contenir l'étude d'impact mais ne fournit pas une « check-list » précise. On a voulu éviter, semble-t-il, que les études ne deviennent une pièce administrative supplémentaire avec des cases à remplir d'une simple croix. Les aménageurs devront prendre leurs responsabilités. Mais comment les ingénieurs dresseront-ils par exemple l'état zéro d'un site, c'est-à-dire l'inventaire de ses richesses naturelles ? C'est un énorme travail, à peine entrepris par des écologistes dans certaines régions comme l'Alsace et la vallée du Rhône.

Le ministère de l'environnement s'est doté d'un « atelier central d'environnement » qui groupe une quinzaine d'ingénieurs et d'agronomes. Ceux-ci s'efforcent de trouver une méthode pour réaliser les études d'impact. Ils sont disposés à venir en aide aux fonctionnaires et aux entrepreneurs privés pour leur expliquer comment appliquer le nouveau décret. On compte aussi sur les neuf ateliers régionaux du paysage et les seize délégués régionaux de l'environnement qui sont les antennes du ministère sur le terrain. Mais ces moyens paraissent dérisoires au regard des deux mille dossiers d'impact que l'on attend chaque année. Or le budget du ministère de l'environnement ne prévoit aucune création d'emploi en 1978.

Faute de directive précise, de « check-list » et de méthodologie, il faut s'attendre à voir fleurir au moins pendant quelques années quantité d'études très approximatives.

Non par mauvaise volonté mais parce que les maîtres d'ouvrage redoutent des frais supplémentaires : coût de l'étude elle-même (en réalité de 2 à 5 % seulement des études générales), coût des mesures correctives ou palliatives à prévoir en cas de nuisance.

2) Interprétant la loi « stricte sensu », le futur décret ne prévoit d'étude d'impact que sur le milieu naturel. Pourtant une autoroute, par exemple, peut n'avoir qu'une faible incidence sur le site traversé mais bouleverser la vie d'un canton rural en coupant les communications en permettant l'afflux des citadins, en faisant « flamber » les prix des terrains, etc. Il faudra s'en remettre à la bonne volonté des maîtres d'ouvrage pour évaluer tout cela. Certains s'y préparent.

Ainsi la direction de l'équipement du Finistère a chargé un bureau d'étude d'analyser les conséquences d'une simple déviation de route départementale, non seulement sur le paysage et l'écologie du secteur mais aussi sur son agriculture et sa géographie humaine. D'autres services d'Etat dans la région Nord-Picardie ont préparé un plan type d'étude d'impact comprenant un chapitre démographie et urbanisme. L'homme n'est-il pas l'un des éléments de l'environnement — et parfois même le premier comme en milieu urbain ? La loi de protection de la nature l'a oublié. Il faudra bien « sur la tas » réparer cette peu justifiable omission.

3) Les projets de lignes électriques à moyenne tension (20 000 et 50 000 volts) ne seront accompagnés que d'une notice d'impact sommaire quant aux travaux forestiers (coupes rases, routes d'exploitation). Ils échappent à toute obligation. Certes, les plus importantes forêts sont soumises à des plans de gestion et les forestiers s'affirment comme les premiers des écologistes. On ne peut s'empêcher de penser néanmoins que les électriciens et les forestiers se sont en l'occu-

rence mieux « défendus » que d'autres professionnels. Est-ce justifié ?

4) En vertu du principe de non-rétroactivité des lois, le texte examiné par le Conseil d'Etat ne s'applique pas aux projets ayant fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique avant la date d'entrée en vigueur du décret. Ainsi, la ligne du train à grande vitesse Paris-Lyon, plusieurs centrales nucléaires, des barrages, des autoroutes et d'autres grands aménagements, dont parfois les travaux n'ont même pas commencé, vont se réaliser sans qu'on s'en soit sérieusement évalué leurs nuisances futures. L'exemple le plus frappant est celui du surrégénérateur de Creys-Malville, prototype controversé que l'on installe dans une région particulièrement peuplée.

Publicité insuffisante

5) Le projet de décret n'indique pas qui jugera de la validité des études d'impact. Ce sont donc les administrations, les préfets, les conseillers d'Etat qui, selon les procédures normales, les examineront avec le reste du dossier. Le texte prévoit cependant que le ministère de l'environnement — déjà consulté pour tous les projets dont le devis dépasse 20 millions de francs — pourra examiner telle ou telle étude d'impact et donner son avis. Là encore, le manque de personnel rend cette disposition bien théorique. Il appartiendrait donc aux associations et aux écologistes de détecter les études « bidons ». Le pourront-ils ?

6) La publicité donnée aux études d'impact paraît à cet égard tout à fait insuffisante. Certes, en cas de projet soumis à l'enquête publique, les études figureront au dossier déposé au maître. Mais les commissaires enquêteurs attendront-ils pour donner leur avis les contre-expertises éventuellement menées par les écologistes ? De toute manière, les objections et oppositions formulées jusqu'ici sur les registres d'enquête n'ont que très rarement abouti à faire modifier substantiellement un projet. Les enquêtes publiques même récemment rénovées, même accompagnées d'études d'impact, restent des formalités administratives, non des instruments de participation.

Pour les travaux non soumis à enquête publique, on en reste à la politique du fait accompli. En effet, selon le projet de décret, le public n'aura connaissance des études et notices d'impact qu'après que l'administration aura donné son feu vert au projet. Et, de toute façon, il n'a aucune possibilité de manifester son sentiment. On est très loin des « hearings », ces auditions publiques et contradictoires qui permettent aux citoyens américains et britanniques de donner leur avis sur les projets concernant le cadre de vie.

Cette procédure a pourtant paru si intéressante que, sur proposition du ministre de l'environnement de l'époque, M. André Fosset, le gouvernement avait chargé, il y a dix-huit mois, un conseiller d'Etat, M. Louis Fougère, d'étudier son « acclimatation » chez nous. Les propositions de M. Fougère sont entre les mains de M. d'Ornano depuis le 1<sup>er</sup> juillet. Pourquoi ne pas avoir profité de la mise au point du décret sur les études d'impact pour introduire les « hearings » en France ?

Les études d'impact ont pourtant été inventées pour fournir les informations permettant de résoudre les conflits entre aménagement et environnement. Si les citoyens concernés ne sont pas vraiment associés à cette procédure, comment la contestation écologique s'alimenterait-elle ?

Ni le ministère de l'environnement qui a rédigé la loi de protection de la nature, ni les parlementaires qui l'ont votée en confiant à l'administration le soin de régler les « détails »

sement parce qu'elle prévoyait l'étude d'impact. Selon le décret qui est en cours d'amen tous les travaux et aménagements entrepris par une collectivité publique ainsi que tous ceux qui nécessitent une autorisation administrative doivent être précédés d'une étude d'im-

pect. Cela concerne donc les routes, autoroutes, aéroports, canaux, centrales électriques, barrages, lignes à haute tension, usines, lotissements, nouveaux quartiers, travaux de remembrement, etc.

Le dossier d'impact doit d'abord décrire l'« état zéro » du site et ensuite analyser l'influence du projet sur le paysage, les animaux, la végétation, le milieu naturel, les équilibres biologiques, le voisinage, l'hygiène et la salubrité publique. Il doit indiquer, en outre, pour quelle raison telle variante du projet a été retenue plutôt que telle autre... On demande enfin d'énumérer les mesures prévues pour supprimer, réduire, compenser, les conséquences dommageables de l'ouvrage et de fournir le devis de ces travaux préventifs.

L'étude d'impact est réalisée et payée par le maître d'ouvrage, c'est-à-dire le constructeur.

MARC AMBROISE-RENDU.

# Pour vous montrer un vrai Livre d'Art l'éditeur relieur Jean de Bonnot vous prête avec joie le premier volume de l'Œuvre complète de Victor Hugo dans l'Édition de l'Apogée

## Vous verrez alors comment est fait un vrai Livre d'Art

avec le premier volume de « l'Intégrale de Victor Hugo », illustrée par 52 artistes de son époque (2 027 illustrations, 30 000 pages environ).

Je voudrais vous faire toucher du doigt l'énorme différence qu'il y a entre certains livres « tapés à l'encre » et une véritable édition d'art, réalisée artisanalement avec amour et conscience. On aime ou on n'aime pas les belles choses. C'est affaire de goût et de culture. Quant à moi, je me refuse à faire du faux, du clinquant, du bon marché, de la vulgarité en déguisant de cuir ou en « vernissant » le papier, du papier bouffant vulgaire qui « bouffe » surtout de l'espace et fait passer un livre de 250 pages pour un livre de 500 pages. Vous le savez, un amateur lucide préfère avoir moins de livres et les choisir de qualité. Pour cela, il sait qu'il doit payer le prix mais, à la fin, c'est lui le gagnant. Comptez les pages des livres tapageurs et faites vos comptes. Mais encore, les beaux livres donnent des idées durables et prennent de la valeur avec l'âge alors que les faux-sémi-luxes vieillissent très mal. Et je le prouve en m'engageant formellement à vous restituer tous mes livres Victor Hugo en bon état et complets à n'importe quel moment et au même prix.

**GARANTIE**  
Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix ni donner à l'acheteur aucun droit de retour. Les livres reliés par Jean de Bonnot ne sont pas des livres ordinaires. Ils sont des œuvres d'art. Ils sont destinés à durer. Ils sont destinés à être lus et à être regardés. Ils sont destinés à être transmis. Ils sont destinés à être aimés. Ils sont destinés à être gardés. Ils sont destinés à être offerts. Ils sont destinés à être reçus. Ils sont destinés à être utilisés. Ils sont destinés à être appréciés. Ils sont destinés à être admirés. Ils sont destinés à être aimés. Ils sont destinés à être gardés. Ils sont destinés à être offerts. Ils sont destinés à être reçus. Ils sont destinés à être utilisés. Ils sont destinés à être appréciés. Ils sont destinés à être admirés.



- Les Romans :**  
Notre-Dame de Paris - Han d'Islande - Bug Jargal - Le Dernier jour d'un Condamné - Les Misérables - Les Travailleurs de la Mer - L'Homme qui rit - Quatre-Vingt-Treize - Claude Gueux.
- Les Poèmes :**  
Odes et Ballades - Les Orientales - Les Feuilles d'Automne - Les Chants du Crépuscule - Les Voix Intérieures - Les Rayons et les Ombres - Les Châtiments - Les Contemplations - Autrefois-Aujourd'hui - La Légende des Siècles.
- Le Théâtre, Actes et Paroles, Histoire, Philosophie, Essais,**  
forment l'Œuvre Complète de Victor Hugo.

- ★ Mes reliures sont « pleine peau » de mouton. Cela veut dire que les deux plats et non seulement le dos sont entièrement habillés de cuir d'une seule pièce.
- ★ L'or utilisé pour la frappe « à chaud » des dos « ronds » et des tranches supérieures est de l'or véritable, tiré à 22 carats. Le fer utilisé pour décorer les plats est un fer authentique d'époque et non une copie. Après utilisation, il sera déposé au Musée du Livre d'Art.
- ★ Afin d'éviter plisures et houpes, les coins des peaux sont repliés manuellement à l'os de bœuf et non à la machine.
- ★ Les tranches, signet et pages de garde traditionnels sont présents dans chaque volume de la collection.
- ★ La miniature en « trompe-l'œil » reproduite sur le dos de chaque volume, représente Victor Hugo à l'âge de 30 ans, à l'époque où paraissait la première édition de Notre-Dame de Paris.

Mon papier est un beau vergé « chiffon » fabriqué à la forme ronde comme autrefois et exempt de produits chimiques de blanchiment. Il est authentifié par un filigrane « brodé » au passage de la pâte liquide et non « frappé » après coup. La mise en page est dans le style des « Années 1870 ». Elle comporte bandes et illustrations, mais aucun « cul de lampe », la page devant se terminer nue. Les 2 027 illustrations de l'époque, exécutées par 52 différents maîtres graveurs, sont prises directement sur des gravures originales et non sur des reproductions. Les « cahiers » représentant plus de 500 pages par volume sont solidement cousus avec un fil naturel de fibre textile, à la fois souple et résistant.

## Prêtez-moi ce livre S.V.P.

Je suis curieux de recevoir, à l'essai pour huit jours, le premier tome des Œuvres Complètes de Victor Hugo, sans aucun engagement d'achat de ma part. Si ce précieux ouvrage relié pleine peau et doré à l'or fin 22 carats ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage et à vos frais. Si je désire le conserver, je vous réglerai son prix spécial de lancement, soit 63,90 F seulement (+ 5,80 F de frais d'envoi). Vous m'enverrez dans ce cas, les 39 volumes suivants de cette splendide collection au rythme d'un volume par mois et au même prix. Il est bien entendu que je pourrai à tout moment interrompre l'achat de cette collection. La liste des œuvres de Victor Hugo sera jointe au tome 1.

Nom et Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse complète : \_\_\_\_\_  
Date : \_\_\_\_\_ Signature : (pour les mineurs signature des parents) \_\_\_\_\_  
Bon à envoyer à JEAN DE BONNOT 7, faubourg Saint-Honoré, 75392 Paris Cédex 08.

صك: امتن الاصل



## RÉGIONS

### Corse

#### Les autonomistes interrogent la gauche sur ses intentions

De notre correspondant

Ajaccio. — Dans une conférence de presse réunie le dimanche 11 septembre à Ajaccio, M. Xavier Belgodère, secrétaire général de l'Union du peuple corse (U.P.C.), et M. Louis Alfonsi, porte-parole, ont déposé l'enseignement que tire le mouvement autonomiste de la journée du 9 septembre. Ils ont fait observer que « l'échec des manifestations officielles ne saurait éteindre le souvenir de la journée du 9 septembre 1976. Ils ont fait observer que le peuple corse s'est clairement exprimé sur le chemin duquel, depuis l'échec de Furiani — le 14 août — on a cherché à l'engager ». Ce chemin, c'est celui de l'amalgamation entre les autonomistes, « qui mènent un combat démocratique et légal », et les nationalistes clandestins du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.), qui mènent des actions suicidaires « pour obtenir l'indépendance ».

Conséquence de cette journée d'opportunité politique : l'U.P.C. vient de prendre deux décisions, qu'elle qualifie d'importantes, en vue des élections législatives. En premier lieu, l'envoi d'une lettre à M. François Mitterrand, Georges Marchais et Robert Fabre demandant, « pour éclairer l'opinion corse », si les

partis de gauche pensent « adopter ensemble pour la Corse un projet unique en vue de sauver notre peuple de la disparition qui le menace » et, si oui, s'ils comptent « inscrire ce projet, le 14 septembre, dans le programme commun actualisé ». Enfin, en cas de victoire de la gauche en 1978, le calendrier d'application.

Sur la Corse, les partis de gauche ont des projets divergents. Les socialistes ont déposé une proposition de loi portant « statut particulier de l'île, les communistes vont en déposer une pour l'ensemble des régions, « prévoyant un statut général à des statuts particuliers », comme l'a déclaré M. Paul Laurent à Ajaccio le 25 juillet dernier. Les radicaux de gauche, enfin, préparent un projet de loi-cadre permettant à chaque région d'adopter des dispositions particulières.

Il n'est pourtant pas évident que de la réponse des trois leaders de la gauche dépendra l'avenir de l'autonomie corse. « Ce n'est pas la question », a déclaré M. Laurent à Ajaccio le 25 juillet dernier. Les radicaux de gauche, enfin, préparent un projet de loi-cadre permettant à chaque région d'adopter des dispositions particulières.

Il n'est pourtant pas évident que de la réponse des trois leaders de la gauche dépendra l'avenir de l'autonomie corse. « Ce n'est pas la question », a déclaré M. Laurent à Ajaccio le 25 juillet dernier. Les radicaux de gauche, enfin, préparent un projet de loi-cadre permettant à chaque région d'adopter des dispositions particulières.

PAUL SILVANI.

### CORRESPONDANCE

#### Les difficultés des établissements Mattei à Bastia

Après l'article publié dans le Monde du 3 septembre sur les difficultés de l'usine Mattei-Cap Corse, à Bastia, M. Jacques Borghetti, P.-D. G. de cet établissement, nous demande d'apporter les précisions suivantes :

1) La société Mattei, sur l'incinération des papiers publics, tant régionaux que nationaux, a consenti à la Sica Uvissor la faculté de gérer et d'exploiter son fonds de commerce avec tous les éléments y attachés, avec la latitude d'en acquiescer le prix à terme au moyen de divers concours que les pouvoirs publics avaient promis de mobiliser à cette fin ;

2) Depuis cette date, soit le 10 août 1976, jusqu'à ce jour, la Sica Uvissor a compris notamment les membres du personnel de la société Mattei, à seule gère les fonds de commerce de la société Mattei ;

3) Il s'est avéré que, en définitive, les concours expressément promis des pouvoirs publics ne pouvaient être dérogés ; le conseil d'administration de la Sica Uvissor a donc dû renoncer à poursuivre son exploitation ;

4) La société Mattei, écartée de la gestion depuis plus d'un an, ne l'a donc, en aucun cas, « dé-

sertée » comme l'indique votre correspondant.

5) L'usine de la société Mattei est occupée par son personnel depuis le 23 juillet 1977 ;

6) Les pouvoirs publics ont alors demandé à M. Borghetti de proposer une solution de sauvetage pour des raisons tant sociales qu'économiques et d'obtenir le concours des pouvoirs publics intéressés, s'obligeant pour ce qui les concerne à faciliter par des mesures diverses d'intervention cette formule de sauvetage ;

7) Le passif de la société Mattei n'est pas de 2 milliards 200 millions anciens mais de 16 millions de francs nouveaux ;

8) La création de la société Mattei sur la société COVIREP, dont les dirigeants et les comptes répondent péniblement de leurs agissements, n'est pas de 16 millions de francs anciens, mais bien de 12 millions de francs nouveaux ;

9) M. Borghetti confirme qu'il entend pas procéder au dépôt du bilan de la société Mattei, mais, bien au contraire, œuvrer, avec le concours des pouvoirs publics et des créanciers, à dégrader l'outil économique et social que représente le fonds de commerce de la société Mattei.

### LA MODERNISATION DU CANAL DU MIDI

#### L'État et les régions se partageront les charges

explique M. Fourcade

Répondant à une question écrite de M. Edouard Schloesing, député réformateur de Lot-et-Garonne, le ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, M. Jean-Pierre Fourcade, précise dans le Journal officiel du 10 septembre quelles sont les intentions du gouvernement concernant la modernisation du canal du Midi. Cette modernisation est réclamée depuis plusieurs années par les régions intéressées.

« Les trois régions d'Aquitaine, de Midi-Pyrénées et de Languedoc-Roussillon, directement concernées par la modernisation du canal du Midi entre Toulouse et Sète, y compris l'embranchement de Port-la-Nouvelle, ont fait connaître récemment qu'elles envisageaient favorablement une participation financière de 40 % aux travaux, l'État ne conservant à sa charge que les 60 % restants. Elles ont également exprimé le souhait que le programme de travaux des trois premières années (1977, 1978, 1979) permette de réaliser des sections fonctionnelles du point de vue du trafic et, en outre, concerne aussi bien l'extrémité ouest, côté Toulouse, que l'extrémité est, côté Sète et Port-la-Nouvelle, du canal.

Après étude du problème, le programme des trois premières années pourrait être le suivant :

La première année serait consacrée à la section Toulouse-Bazas, hors la traversée de Toulouse (11 millions de francs), la section Sète-Agde (15 millions de francs) et le canal de jonction jusqu'au port de Sète (16 millions de francs). Le

total des travaux s'élèverait à 22 millions de francs financés à concurrence de 12.000.000 francs par l'État et 8.000.000 francs par les régions.

La seconde année, les travaux concerneraient la traversée de Toulouse (13.500.000 francs) et la section Agde-Béziers (9.500.000 francs). Le total s'élèverait à 23 millions de francs à financer à concurrence de 13.800.000 francs par l'État et de 9.200.000 francs par les régions.

La troisième année, les travaux comprendraient l'achèvement du canal de la Robine (15 millions de francs) et la section Bazas-Villefranche (10 millions de francs). Le total des travaux s'élèverait à 25 millions de francs, dont 15 millions de francs pour l'État et 10 millions de francs pour les régions.

C'est donc en tout un programme de 70 millions de francs sur trois ans qui serait engagé, dont 42 millions de francs, soit 60 %, seraient financés par l'État et 28 millions de francs, soit 40 %, par les régions. Ces travaux pourraient commencer dès que les trois conseils régionaux intéressés auront donné leur accord sur ce programme triennal.

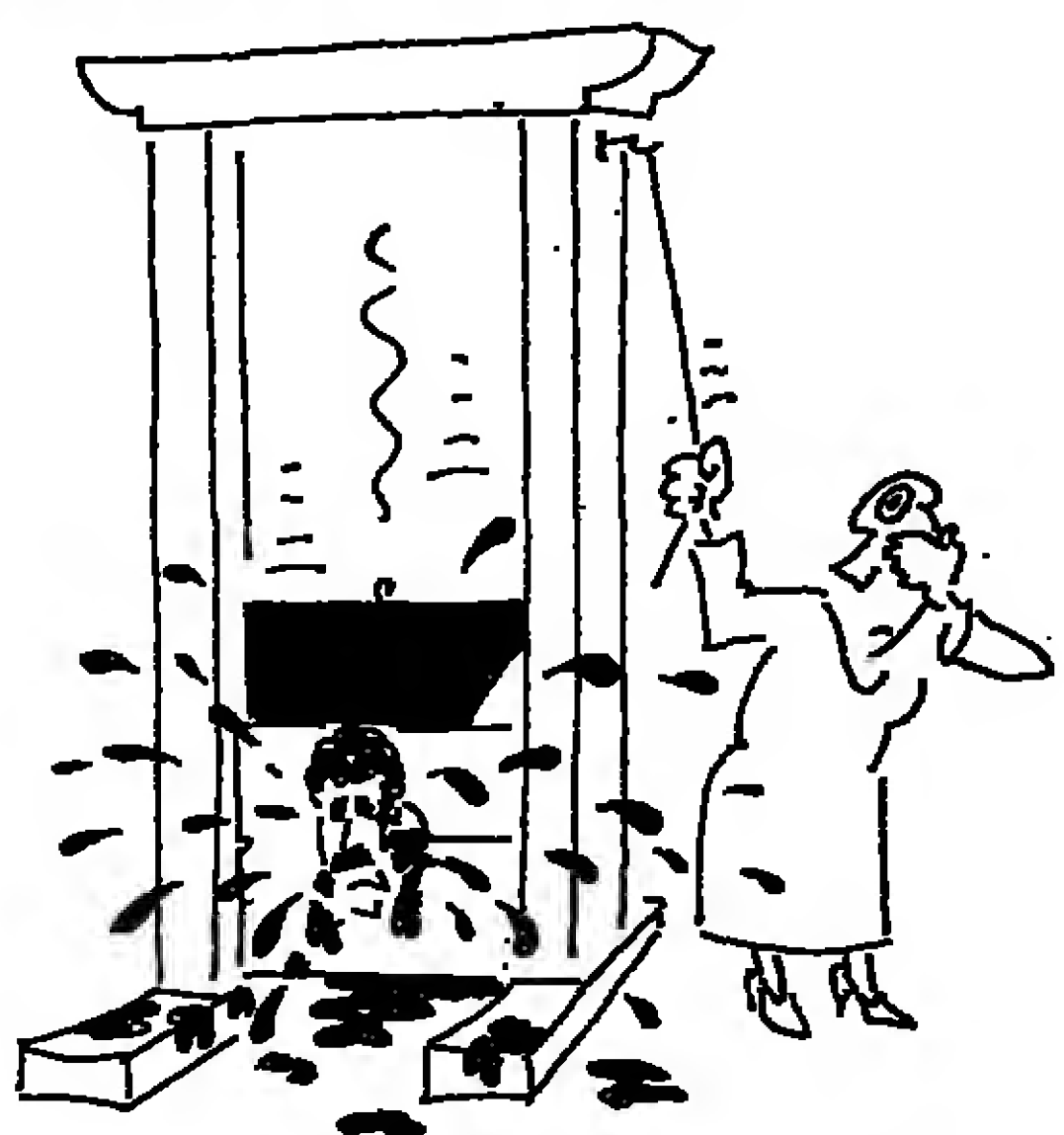
## JUSTICE

### APRÈS L'EXÉCUTION DE HAMIDA DJANDOUBI

#### M. d'Ornano souhaite un débat sur la peine de mort au Parlement

Après l'exécution de Hamida Djandoubi, samedi 10 septembre à la prison des Baumettes, M. Michel d'Ornano, ministre de la culture et de l'environnement, a déclaré à R.T.L. : « Il y a le problème philosophique de la peine de mort. Je pense qu'il serait bon que dans notre pays nous en débattions très largement. À partir du moment où la loi est ce qu'elle est, cette loi doit être appliquée. » M. d'Ornano a estimé que même si le débat soulevait le cortège de passions et de préjugés inévitables, « il est bon que le Parlement en débâte et que l'éclairage soit le plus fort possible. C'est une question philosophique extrêmement importante pour notre époque ».

Pour sa part, l'Association française contre la peine de mort (114, rue de Valenciennes, Paris), observe : « En ce cas particulier, il semble que compréhension et compassion auraient pu constituer des éléments de grâce, la condam-



(Dessin de KONE.)

### CIVILISATION

Aucun chef de l'État de la IV<sup>e</sup> ou de la V<sup>e</sup> République n'avait, jusqu'à 1974, réellement fait connaître son opinion sur la peine de mort. M. Giscard d'Estaing l'a fait cette année-là. Aucun n'avait, si ce n'est par un avis ou une aversion, formulé une exception. Le contraste n'en est que plus grand entre le principe proclamé d'humanité et la rigueur des applications : entre les répliques de l'homme privé et les décisions de l'homme public. Aussi a-t-il été dans le camp des abolitionnistes un espoir qui s'est révélé vain. Après trois ans de mandat, M. Giscard d'Estaing a d'ores et déjà fait exécuter autant d'hommes que son prédécesseur en cinq années.

Voilà-t-on la continuation du fameux « oui, mais... » ? Pour l'abolition, mais... ? Naturellement le « mais » finit par l'emporter sur le « oui » et les exceptions sur l'« aversion ». A trois morts contre quatre grâces, aujourd'hui, le camp des partisans de la mort tient, si l'on ose dire, la corde dans ce combat plus que douteux.

On voudrait croire que la conscience a seule sa part dans cette lutte sinistre et que tout électoralisme en est absent. On voudrait être sûr que la seule coïncidence explique la parution dans un hebdomadaire, deux jours avant l'exécution de Hamida Djandoubi, d'un sondage favorable à la peine de mort. Si c'est vraiment une coïncidence, elle répète curieusement une publication identique en 1972, juste avant l'exécution des deux meurtriers de Clémence, Claude Buffet et Roger Bontems.

L'électoratisme n'a pas sa place dans une réflexion sur la peine de mort, le ministre de la culture et de l'environnement ne vient-il pas de le rappeler ? Rien n'est plus vrai.

La présence de la peine de mort dans les codes et, naturellement, son application, sont affaire de civilisation. En 1977, un pays dans lequel la loi permet la mort, et même l'ordonne, d'où que vienne l'ordre, n'est pas un pays civilisé. — Ph. B.

### LE RÉCIT DE M<sup>e</sup> POLLAK

Après l'exécution de Hamida Djandoubi, son défenseur, M<sup>e</sup> Emile Pollak, a décrit la scène à laquelle il venait d'assister, en soulignant deux faits : le condamné — qui était amputé d'une jambe — a dû remettre sa prothèse pour monter à l'échafaud (« les gardes lui ont fixé sa jambe artificielle et il est allé à la mort dans ces conditions-là ») ; la « dernière cigarette » lui a d'autre part été refusée. A ce propos, M<sup>e</sup> Pollak a déclaré : « Il a fumé une cigarette, puis une deuxième : il aurait aimé tirer encore quelques bouffées d'une Gitanes, son tabac préféré. Mais un homme qui se trouvait là à je ne sais quel titre — je crois qu'il s'agissait d'un haut fonctionnaire de police — a répondu : « Ah ! non, cela suffit. Nous avons été conciliants. Il fallait y penser avant. » L'avocat a alors ajouté :

« Que veut dire cet « avant » ? Imaginez la scène : pour avoir le droit de fumer une Gitanes au moment de sa mort, il fallait y penser avant. »

En conclusion, M<sup>e</sup> Pollak a précisé que le spectacle d'une exécution n'était pas seulement pénible pour l'avocat : « Il doit être très pénible aussi pour les gardiens de prison qui, la plupart du temps, ont vécu à leur manière avec le condamné. » Puis M<sup>e</sup> Pollak a estimé : « C'est, je pense, la dernière exécution capitale. Il n'est pas pensable que la peine de mort ne soit pas supprimée. »

Pour sa part, M<sup>e</sup> Jean Goudreau, autre défenseur du condamné, a ainsi relaté les « préparatifs » de l'exécution :

« Il y a un silence particulièrement angoissant, et pourtant il y a, près de trente personnes autour du condamné. Tout cela dure près de quarante minutes. C'est évidemment trop long et insupportable. » M<sup>e</sup> Goudreau a, par ailleurs, déclaré qu'Hamida Djandoubi n'aurait jamais dû être exécuté en raison de son infirmité. Le rapport des experts avait été présenté au procès et avait été bien sommaire. Nous avions demandé une étude plus approfondie sur les conséquences d'une amputation sur le psychisme de ces gens. »

### AUX ENTRETIENS DE NANTERRE

#### Multinationales et statut de l'avocat

Les entretiens de Nanterre, organisés pour la quatrième année par l'Association nationale des avocats de France (A.N.A.F.), du 10 septembre, se sont achevés le samedi 10 septembre dans l'après-midi.

Durant les travaux, les professeurs Georges Brière de l'Isle et Pierre Reynaud se sont attachés, le vendredi 10 septembre, à faire le point, l'un sur les problèmes posés par la nouvelle codification du droit des assurances (la quarante-huitième depuis la Libération), et l'autre sur l'application du code de procédure civile entré en vigueur il y a près de deux ans.

Les aspects juridiques des entreprises multinationales ont également retenu l'attention des participants. Dans son rapport, le professeur Jean Schapiro a proposé une définition de l'entreprise multinationale considérée comme « une firme privée, qui contrôle en divers pays des actifs (industriels, commerciaux ou financiers) et qui coordonne l'emploi à l'échelle internationale ». Le rapporteur a déploré l'absence de tout statut véritable de l'entreprise multinationale. Cette absence de statut prive d'une grande part de leur efficacité les mesures prises sur le plan interne ou à l'échelon international pour soumettre les groupes supra-nationaux à certaines contraintes.

En outre, pour le professeur Schapiro, la capacité que possèdent les firmes multinationales de « délocaliser des lois du marché » (Galbraith) oblige l'État à se doter d'instruments juridiques lui permettant de contrôler les relations internes entre sociétés mères et sociétés filiales.

Les séances de la troisième journée du colloque ont été consacrées au droit de la consommation, à la responsabilité du constructeur immobilier et au droit des assurances et à la personnalité.

Pour ce qui concerne la responsabilité du constructeur immobilier, les juristes des entretiens de Nanterre se sont prononcés en faveur d'une individualisation de la responsabilité. Ils ont estimé en effet que la présomption de res-

ponsabilité collective in solidum des divers exécutants de la construction aboutit à une dilution et à une dispersion préjudiciables en cas de litige.

En marge des travaux, ont été examinés divers sujets d'actualité. La confédération syndicale des avocats, qui groupe l'Association nationale des avocats de France et le Rassemblement des nouveaux avocats de France, a fait connaître sa position sur deux projets gouvernementaux.

Le premier est la suppression des frais de greffe, taxes et droits fiscaux en matière de procédure civile (le Monde du 3 septembre). Sur ce point, la Confédération se déclare « satisfait », mais attend de connaître les modalités du projet gouvernemental pour « apprécier la véritable portée de cette contribution normale, enfin consentie par l'État, à l'amélioration du service public de la justice ».

#### La fiscalité des professions libérales

Le second projet commenté par la Confédération a trait aux dispositions budgétaires prévues dans la prochaine loi de finances et concernant la fiscalité des professions libérales. Les mesures envisagées par le gouvernement consistent à appliquer, notamment aux avocats, une déduction de 20 % pour les revenus inférieurs à 120 000 francs par an, et de 10 % pour les revenus dépassant cette somme. Ces réductions sont cependant soumises à diverses conditions, dont l'une est que les recettes brutes (au sens fiscal du terme) ne dépassent pas 525 000 francs.

Le communiqué de l'organisation syndicale indique que « la Confédération syndicale des avocats, qui a été à l'origine du combat pour l'égalité fiscale, se félicite que son action ait conduit les pouvoirs publics sur la voie de la réparation de l'injustice dont les avocats étaient les victimes. Mais elle déplore que la réduction de 20 % ne puisse être appliquée sur la totalité du revenu net jusqu'à 350 000 francs comme pour les salariés et que cela aient maintenu une inégalité importante ».

### FAITS ET JUGEMENTS

#### L'assassinat de M<sup>e</sup> d'Anglejean-Ghatillon : une cinquième arrestation.

M. Charles Ching, organisateur présumé de l'assassinat de M. Pierre d'Anglejean-Ghatillon, directeur de la société d'Air il guide pour l'extrême-Orient, tout au long de la nuit du 26 au 27 août (le Monde du 31 août et du 9 septembre) a été inculpé, samedi 10 septembre à Papeete d'association de malfaiteurs et placé sous mandat de dépôt. Les enquêteurs soupçonnent M. Ching d'être le chef d'une organisation qui aurait à son actif, outre l'assassinat de M. d'Anglejean-Ghatillon, la lettre de menaces reçue le 5 septembre par M. Francis Sanford, vice-président du conseil de gouvernement de la Polynésie française, chef de file du Front pour l'autonomie interne (il était réclamé à M. Sanford l'équivalent de 375.000 francs français) ainsi que l'assassinat d'un agent contre la poste de Papeete dans la nuit du 12 au 13 août (le Monde du 16 août).

Quel homme est-ce, soupçonné d'avoir participé à la préparation de l'assassinat et de l'attentat avaient été arrêtés le 6 septembre.

M. Ching a déjà un passé politique et judiciaire. Condamné pour un vol de munitions commises en 1972 dans un dépôt militaire, il avait été emprisonné à Marseille et gracié en 1975. En septembre 1976, M. Ching, défenseur des thèses indépendantistes avait subi un échec aux élections législatives partielles qui avaient vu la victoire de M. Sanford. Il avait été battu, en mai dernier, aux élections territoriales, remportées par l'alliance des partis menée par M. Sanford.

#### Le ravisseur de M. Simon on voulait-il au « groupe » ?

« Ce n'est pas à vous que j'en veux, mais c'est à votre groupe », avait déclaré à M. Roland Simon, par ailleurs, détenu qu'Hamida Djandoubi n'aurait jamais dû être exécuté en raison de son infirmité. Le rapport des experts avait été présenté au procès et avait été bien sommaire. Nous avions demandé une étude plus approfondie sur les conséquences d'une amputation sur le psychisme de ces gens. »

La seconde audition de M. Simon, samedi 10 septembre, n'a pas apporté d'éléments nouveaux. M. Simon affirme avoir reçu quelques heures avant son enlèvement un coup de téléphone lui faisant croire qu'une de ses voitures avait eu un accident au col de la Luère, à une dizaine de kilomètres à l'ouest de Lyon.

#### Un pharmacien tue un cambrioleur.

M. Gérard Jacquot, pharmacien à Avenas (Côte-d'Or), a mortellement blessé, dans la nuit du vendredi 9 au samedi 10 septembre, l'un des deux jeunes cambrioleurs qui s'étaient introduits dans son officine et y avaient dévalisé des produits pharmaceutiques inscrits au tableau B. Inculpé de blessures volontaires ayant entraîné la mort, sans intention de la donner, M. Jacquot a été laissé en liberté par le juge d'instruction de Dijon. M. Jacquot a été laissé en liberté par le juge d'instruction de Dijon. M. Jacquot a été laissé en liberté par le juge d'instruction de Dijon.

#### Les meurtres de l'Ardèche : deux incarcérations.

MM. Allal, beau-frère de M. Pierre Conty, cultivateur, et Benoît Mouillot, âgé de vingt-deux ans, domicilié à Treynat, près de la Rochebelle, ont tous deux été placés sous mandat de dépôt, samedi 10 septembre. Inculpés de recel de malfaiteurs et de biens volés, les deux hommes sont respectivement écroués aux prisons de Privas (Ardèche) et de Valence (Drôme). Mlle Marie-Thérèse Merliot, âgée de trente ans, compagne de M. Conty, a pour sa part été placée sous contrôle judiciaire, « au secret, dans son intérêt », précise-t-on.

On indiquait d'autre part ce lundi 12 septembre au parquet de Privas que le troisième malfaiteur dans l'affaire des deux assassins de l'Ardèche se prénomme Stéf. Les enquêteurs du S.R.P.J. de Montpellier se livrent actuellement à de multiples vérifications pour s'assurer de l'identité complète de cette personne.

On précisait également au parquet que c'est après avoir entendu M. Allal que les enquêteurs avaient à nouveau perquisitionné au domicile de M. Conty (le Monde du 11-12 septembre). C'est ainsi qu'ils ont découvert plus de 8 000 francs en pièces de 10, 5 et 1 franc. Dans un autre lieu — qui n'a pas été précisé — les enquêteurs ont retrouvé un pistolet-mitrailleur 7,62 long, modèle 38 (le Monde du 9 septembre), dont les assassins avaient fait usage en tirant sur des gendarmes de la brigade de Joyeux, le 24 août dernier. La vie du gendarme Dany Luczac, hospitalisé à Montpellier, est toujours en danger.

# formation

1000 cadres à l'ISSEC pour l'année 1976-1977

Ingénieurs, diplômés, fonctionnaires de tous les grades du service public, cadres de l'industrie et du commerce, cadres de l'ISSEC pour l'année 1976-1977.

10 ans, par l'ISSEC, c'est la grande école de gestion, les programmes de perfectionnement, les crédits, de quoi parlez-vous.

Des programmes intensifs sans absence prolongée hors de l'entreprise

PERSONNEL

FORMATION

MARKETING

COMPTABILITÉ ET CONTRÔLE DE GESTION

FINANCE

PRODUCTION

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

ORGANISATION

RELATIONS HUMAINES

INFORMATIQUE

GESTION DE LA P.M.E.

L'ENTREPRISE ET L'ENVIRONNEMENT



# ISSEC

## formation continue des cadres

### 1100 cadres à l'ISSEC pour l'année 1976-1977

1100 cadres, ingénieurs, dirigeants d'entreprise de toutes dimensions et de tous les secteurs de l'économie ont participé ou suivent encore actuellement les programmes de l'ISSEC pour l'année 1976-1977.

Créé il y a 10 ans, par l'ESSEC, et étroitement associé à cette grande école de gestion, l'ISSEC propose des programmes de perfectionnement organisés par modules — ou « crédits » — de quatre mois, à raison d'une journée par quinzaine.

L'ISSEC est membre du GERME (CNOF - CRC - ECE - ISSEC)

### Des programmes intensifs sans absence prolongée hors de l'entreprise

• Les cours de chaque crédit de perfectionnement, enseignés tous les quinze jours sont donnés par journées complètes et ont lieu, pour les programmes d'automne 1977 à partir du 4 octobre dans les nouveaux locaux de l'ISSEC.

35, bd Sébastopol - 75001 PARIS.

Au cœur de la capitale entre le Centre Beaubourg et le Forum des Halles.

#### PERSONNEL

1. Techniques de base de la fonction personnel - 2. Structures et communications - 3. Relations de travail - 4. Droit du travail - 5. Direction du personnel par l'encadrement.

#### FORMATION

1. Méthodes en formation permanente - 2. Pratiques et formation de formateurs - 3. Organisation et gestion de la formation.

#### MARKETING

1. Marketing fondamental - 2. Chef de produit - 3. Marketing des produits industriels - 4. Méthodes d'analyse en marketing - 5. Etudes et recherches en marketing - 6. Marketing et marchés étrangers - 7. Direction des ventes - 8. Communications publicitaires - 9. Distribution et merchandising - 10. Politiques de marketing - 11. Anglais en marketing et négociation.

#### COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION

1. Comptabilité générale de gestion - 2. Comptabilité analytique et comptabilité budgétaire - 3. Contrôle de gestion - 4. Pratiques et informations comptables - 5. Fiscalité des entreprises.

#### FINANCE

1. Techniques de gestion financière - 2. Analyses financières et évaluation des sociétés - 3. Financement des entreprises - 4. Finances internationales - 5. Décisions et politiques financières - 6. Anglais en économie et finance.

#### PRODUCTION

1. Eléments fondamentaux de la gestion de production - 2. Techniques de planification et contrôle - 3. Conception d'un système de production - 4. Production et gestion de personnel.

#### SECRETARIAT GENERAL

1. Fonctions spécifiques du secrétariat général - 2. Droit général des affaires - 3. Droit des sociétés.

#### ORGANISATION

1. Techniques d'organisation - 2. Structures d'organisation - 3. Objectifs, contrôle et motivation - 4. Mise en place d'un système d'organisation.

#### RELATIONS HUMAINES

1. Expression orale - 2. Conduite de réunion et travail en groupe.

#### INFORMATIQUE

1. Méthodes quantitatives pour la gestion - 2. Eléments de base d'informatique.

#### GESTION DE LA P.M.E.

1. Diriger une P.M.E. - 2. Création d'entreprise et vocation d'entrepreneur.

#### L'ENTREPRISE ET L'ENVIRONNEMENT

1. Maîtrise de l'environnement : évolutions économiques - 2. Introduction à la gestion de l'entreprise - 3. Stratégies de l'entreprise.

## ISSEC automne 1977

(début des cours : 4 octobre 1977)

au cœur de Paris  
entre le  
Centre Beaubourg  
et le  
Forum des Halles

des programmes  
nombreux et complets

un rythme équilibré des cours  
tant pour l'individu  
que pour l'entreprise

marketing, comptabilité,  
finance, contrôle, organisation,  
production, personnel,  
langues vivantes

## ISSEC

### Les diplômes de spécialité ISSEC

L'ISSEC délivre un titre de spécialité dans les huit fonctions suivantes de l'entreprise :

PERSONNEL, FORMATION, MARKETING,  
CONTROLE DE GESTION, FINANCE, PRODUCTION,  
SECRETARIAT GENERAL, ORGANISATION

Les diplômes ISSEC, homologués par l'Etat depuis 1976, sont des diplômes de perfectionnement supérieur, du niveau d'une grande école de gestion dans la discipline considérée. Les demandes d'accès aux différents diplômes sont réservées aux sessionnaires de l'ISSEC ayant subi avec succès au minimum quatre crédits de perfectionnement, qui totalisent, avec la préparation du mémoire, près de cinq cents heures de travail, et ce, dans un délai maximum de trois ans. Toute demande d'accès à un diplôme est accompagnée d'un projet de mémoire détaillé. Lorsque ce plan a été approuvé, un professeur du groupe ESSEC est chargé de suivre, en qualité de conseiller, les travaux de recherche du candidat.

### La formation ISSEC : deux formules

Les crédits ISSEC peuvent être suivis selon deux formules :  
• Soit à raison d'un ou plusieurs crédits par session : chaque crédit représente neuf journées de huit heures étalées sur quatre mois ; cette formule est particulièrement adaptée aux cadres en activité ; elle évite les absences prolongées et permet l'application immédiate et progressive, dans l'entreprise, des formations reçues. Deux sessions par an, en Octobre et en Mars.  
• Soit à raison d'un crédit par mois : dans ce cas, les crédits représentent dix-huit demi-journées bloquées sur un mois ; il est donc possible de suivre une option complète en quatre mois : — l'une ou l'autre formule peuvent être aisément adaptées aux besoins des demandeurs d'emploi.

Centres associés à Limoges, Nîmes, Orléans.

Centre de Langues ESSEC/ISSEC à Paris  
Langues enseignées : Anglais, Allemand, Espagnol, Arabe, Russe, Brésilien

Demandez les programmes détaillés de L'ISSEC.

INSTITUT SUPERIEUR DES SCIENCES ECONOMIQUES  
ET COMMERCIALES

Etablissement Privé d'enseignement supérieur

35, bd Sébastopol - 75001 PARIS - Tél. 233.21.88

### Demande d'information : session automne 1977

M., Mme \_\_\_\_\_

Société \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Tél. \_\_\_\_\_

- ☐ Je désire recevoir le programme de perfectionnement de l'ISSEC  
☐ Je désire un rendez-vous au centre d'orientation de l'ISSEC  
☐ Je désire un rendez-vous au centre de langues ESSEC/ISSEC

A renvoyer à

ISSEC

35, boulevard Sébastopol - 75001 PARIS

Tél. 233.21.88

M1

مكتبة الأمل



سكراي الاول

## RADIO-TÉLÉVISION

VU

### Les femmes, sans contradiction

« L'homme en question », pardon, le femme en question, dimanche, sur FR3, c'était Mme Benoitte Groult, écrivain, féministe. En question, c'est beaucoup dit. En apothéose, serait plus exact. Autour d'elle, les compliments, les congratulations montaient avec à peine, ici ou là, une petite pointe, un laus pas. L'un déclarait ardeur à la compagnie des hommes, limités par leur métier de médecin, d'avocat... celle des femmes, ouvertes, apparentant sur le vide d'une existence inactive. L'autre trouvait plaisant que l'auteur d'Ainsi soit-elle ait eu besoin d'un mari pour lui ouvrir les portes de la Bretagne, sa patrie d'adoption, ou de la littérature, je ne sais plus.

Simple requinerie, bien sûr. Comment ne pas soutenir la cause des femmes ? Personne n'a osé. Aucun de nos myosynés patentés — la production les a, parait-il, sollicités — n'a voulu reprendre du service. Ils ont tous refusé un rôle devenu

injouable, trop désuet, véritablement rétro. Ce n'est pas à eux, évidemment, qu'il aurait fallu s'adresser. Ce n'est pas, non plus, à M. José-Louis de Villalonga, homme du monde, un monde où — ce genre de problème — ne se pose pas, s'il est pris soin de préciser — que d'élégance ! que de tact ! — en prenant ses distances avant de se précipiter, de s'écarter à l'écran.

Ni à Mme Régine Destorques, elle-même sujette à caution, forcément : elle publie des livres érotiques à la gloire ou à la honte, comme on voudra, de la femme-objet.

Non, c'est à une femme en colère, à une femme préoccupée qu'il aurait fallu s'adresser. Depuis la lutte pour l'avortement, elle combat et s'en mêle en France ? A quoi s'est employé le M.L.F. ? Sur quel front s'est-on battu ? C'est-à-dire obtenu ? Un lugeant un peu sévère dans une affaire de viol. Un camp sans solide offert aux seules mères de

famille et refusé aux pères ! Beau résultat !

Puisque, aussi bien, ce sont les Américains qui ont donné le départ de ce mouvement de libération, comment ne pas se sentir concernés par le terrible retour de bâton auquel on assiste, vingt ans plus tard, aux Etats-Unis : l'échec probable de savoir quelle action Mme Groult comptait mener en faveur des Afro-Américains à la puberté (exclusion du cinéma), histoire de leur interdire le plaisir. C'est atroce, certes, et il est normal de s'en indigner, de lenter d'y mettre fin. Mais en ce qui nous concerne, nous, les Français, il y a peut-être plus urgent. Sur tous les plans. De la feuille de paie à la fiche électorale, les inégalités demeurent inchangées.

CLAUDE SARRAUTE.

LA DÉMISSION DE M. LOUIS DANDREL

### Mme Jacqueline Baudrier : la réforme de France-Musique n'est pas remise en cause

Mme Jacqueline Baudrier, président de Radio-France, a accepté samedi 10 septembre la démission de M. Louis Dandrel, directeur en chef des programmes musicaux, responsable de « France-Musique ». Les producteurs de la chaîne auraient envisagé une démission collective. Il se peut que la réponse de Mme Baudrier à la lettre de démission de M. Dandrel constitue, néanmoins, un élément d'apaisement. Le président de Radio-France nous a en effet déclaré, samedi au téléphone, que la réforme de France-Musique, « voulue par M. Pierre Vozniak », (directeur des programmes et services musicaux) « ne serait pas remise en cause » mais qu'« un programme doit évoluer ».

« Louis Dandrel a beaucoup apporté à notre radio, avec

ardeur et enthousiasme », a ajouté Mme Baudrier.

Principal point de litige entre M. Dandrel et Vozniak (le Monde date 11-12 septembre), les ateliers d'écriture ne devraient pas être supprimés, mais leur organisation et leur rôle repensés. Enfin, l'opération de musique contemporaine prévue à Londres, Stockholm et Amsterdam aurait été annulée par M. Pierre Vozniak dès que celui-ci en aurait été informé, car il désirait promouvoir, plutôt que des créations étrangères, des musiciens français contemporains.

M. Dandrel parti, M. Vozniak devrait, selon l'expression de Mme Baudrier, « prendre en main directement les rênes de France-Musique ».

### DANS LA PRESSE QUOTIDIENNE

LE FIGARO : des structures boiteuses.

« Depuis deux ans, France-Musique n'est plus la discothèque feutrée de l'Europe classique et romantique. Le vent est entré et a fait hurler. L'avenir dira sans doute que l'effet en fut salutaire. Bien que Dandrel eût, lui aussi, souffert de ses « maillots » qui se rajoutaient et, à certains égards, sabotaient sa réforme. Quant au contrôle de la qualité, il n'a jamais pu être réalisé, de l'avis même de Louis Dandrel, qui se disait happé par des tâches administratives. D'autre part, les conditions de travail imposées rendaient difficile la réalisation de certaines émissions.

« C'est la suppression partielle par Pierre Vozniak d'une série d'émissions de musique contemporaine qui a provoqué le départ précipité de Louis Dandrel : c'est, en fait, l'abandon d'un processus de détermination des structures musicales qui ont eu autant de part que des conceptions opposées sur les missions musicales de la radio. »

(JACQUES DOUCELIN.)

L'HUMANITE : une reprise en main.

« Les mouvements récents des producteurs de radio, largement suivis de France-Musique, ne sont pas pour rien dans ce qui est un changement de politique qu'un conflit de personnes ou une querelle esthétique.

« Il s'agit, pour la direction de la radio, d'opérer une reprise en main à l'approche des élections législatives.

« Depuis la mise en œuvre de la réforme, l'audience de France-Musique était en augmentation sensible. Qu'importe la satisfaction des auditeurs ? A une radio de qualité, la présidence de Radio-France préfère une radio sûre. »

(JEAN-MICHEL CORDIER.)

### TRENTE-SEPT OSCARS POUR « ROOTS »

Les Emmys (oscars de la télévision américaine) ont été distribués le 11 septembre. La série « Roots » (« Racines »), réalisée à partir du roman d'Alex Haley et relative aux origines d'une famille d'esclaves noirs américains, a obtenu, à elle seule, trente-sept récompenses. Parmi les trois cent seize émissions en compétition, « Eleanor et Franklin », série romancée sur la vie de la famille Roosevelt (diffusée par FR3), a également été distinguée, ainsi que Peter Falk pour « Colombo » et Angie Dickinson pour « Sergeant Anderson ».

LE MATIN : les sondages n'ont pas raison.

« Entre la conception « pluridisciplinaire » de la musique avancée par Louis Dandrel et l'action de propagandiste prestigieuse entreprise par Pierre Vozniak (...), il y avait, semble-t-il, un hiatus insurmontable. Du moins dans l'organisation actuelle de la politique française, où l'on habille Pierre qu'on déshabille Paul, et où les écoles d'esthétique et de pensée, au lieu de s'enrichir dans une confrontation productive, sont appelées à se combattre, à se détruire.

« Pour une fois, les sondages n'ont pas eu raison. Il est vrai qu'ils s'opposaient à la raison d'Etat : les adversaires du pluralisme culturel ont leurs entrées dans les ministères.

« Ce départ est la conséquence d'une politique systématique de harcèlement et de normalisation de la part de la direction des programmes musicaux et de son directeur, Pierre Vozniak, dirigé contre la politique d'ouverture et de création pour laquelle Louis Dandrel et son équipe s'étaient battus depuis deux ans.

« Ce départ n'engage pas que le directeur de France-Musique. Il sonne le glas de deux années d'invention et de recherches à France-Musique. Il est probable que Louis Dandrel entrainera avec lui, un sillage tout entier, dont la personnalité et l'esprit d'ouverture sont incompatibles avec le conformisme de la radio officielle. »

(FABIEN-ROLAND LEVY.)

**Le Monde**  
RÉALISE CHAQUE SEMAINE  
UNE SÉLECTION  
HEBDOMADAIRE  
réservée aux lecteurs  
résident à l'étranger  
Exemplaire spécimen sur demande.

— Avant-première —

### Poésie des « gens du Nord » sur TF 1

Les émissions de Claude Fléouter et de Robert Menhoulin, « Mondes sans frontières », ont pour prétexte la musique. Mais, en nous faisant rencontrer des orchestres d'amateurs et des bordes locales, c'est l'âme et le génie d'un peuple qu'il nous révèle. « La marche des gens du Nord » (coproduction TF 1, « le Monde », Seuil audiovisuel), ne manque pas à la règle. Elle a été réalisée par Claude Fléouter avec la collaboration de Dany Limon.

Ce Nord, c'est celui de la Grande-Bretagne : le Yorkshire, le Lancashire et l'Essex. Des régions, après qui connurent leur heure de gloire sous la reine Victoria, au temps du « roi Cotton » et du « roi Charbon », mais qui ont été les premières touchées par la crise des années 30, et par la dernière, celle des années 70.

Les « gens du Nord » sont métalliers, mineurs, ouvriers du textile de père en fils. Ils sont aussi poètes, musiciens, amateurs de bonnes histoires et de bière forte. Dans tout cela, aucune tentation, petite-bourgeoise, par d'ouvrierisme. On est prolétaire et fier de l'être. Belle race au demeurant, dans laquelle, au gré des fautes des pubs, on reconnaît les influences celtes, ibères ou saxonnes.

Il y a bien un professeur de « bon anglais » qui enseigne le « bon accent », c'est de l'ascension sociale. Mais, les « gens du Nord », qui pratiquent encore un dialecte difficilement intelligible aux autres dans les ministères.

Ils préfèrent passer leurs loisirs à entraîner leurs levriers de course ou à câbler au violon ou au « small pipe » — une sorte de demi-commeuse — la grande sage des mineurs du temps jadis. Et, comme ils ne sont jamais à court d'inspiration, ils célèbrent aussi — déjà — le miracle du pétrole de la mer du Nord...

Parfois, ils chassent à courre, comme cet ancien mineur qui, inventeur d'une nouvelle machine à extraire le charbon, est devenu milliardaire et qui raconte son histoire avec simplicité, tandis que l'équipage et les chiens attendent impatiemment.

Mais les drames du passé sont restés vivaces dans la mémoire collective : les coups de grisou et, surtout, la « grande marche de Jarrow » qui mena, en 1930, des centaines de gueules noires sans travail au cœur de Londres.

Des panoramas de champs ou de rues noyées de brouillard — l'équipe a tourné en décembre au milieu de mille difficultés techniques — une plate-forme de forage dorée par le pôle soleil d'hiver, des personnages hauts en couleur, mais sincères et chaleureux, une traduction française — pour une fois vivante et précise — donnent de ces « gens du Nord » une image aussi exacte que poétique.

NICOLE BERNHEIM.

LUNDI 12 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30. FILM : LE GRAND DUEL, de G. Seuff (1972), avec L. Van Cleef, P. O'Brien, D. Darsel, H. Frank, J. Hahn.

Un avertisseur cherche à protéger un homme, victime de la justice arbitraire d'un clan et pourvu par des chasseurs de primes.

Un western spaghetti classique, avec des scènes de violence.

22 h. Magazine : Pour le cinéma, de F. Ros-sif et R. Chazal.

23 h. International aux tennis à Forest-Hills.

23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

  
Un film qui va vous faire chausser vos Kickers.

20 h. 30. Jeu : La tête et les jambes ; 21 h. 55.

Documentaire : Portrait de l'Univers : l'écologie, de J. Lallier ; 23 h. Documentaire : Bande à part, de M. Gosset et M. Lefèvre. Réalisation L. Deramont/Jéudi, c'est ma maman qui fait l'école !

A Menoncourt, village torré, des mères de famille ont créé une école maternelle.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30. FILM (cinéma public) : L'AMOUR EN QUATRIÈME VITESSE, de G. Sidney (1964). Avec E. Presley, Ann-Maxwell, C. Danova, W. Demarest, N. Blair.

A Las Vegas, un couple automobile désargenté cherche le moyen d'acheter un moteur spécial pour participer au Grand Prix. Il est aidé par une jeune fille amoureuse de lui.

21 h. 50. Journal.

FRANCE - CULTURE

20 h. Dramatique : « Le Père Perdrix », d'après C.-L. Philippe, Réalisation B. Savel, avec F. Chastanet, J. Brunel, G. Casadeau ; 21 h. Concert ; 22 h. 30. Entretien avec F. Mauriac (rediffusion) ; 23 h. Tout cela est fragment, par H. Chastanet, avec S. Riva, M. Lonsdale, P. Delay ; 23 h. 50. Poésie : Christopher Middleton.

FRANCE - MUSIQUE

20 h. Le délire des doigts ; 20 h. 30. Le quatuor Bermany interprète des œuvres de Mozart, Haydn, Boccherini ; 22 h. 30. France-Musique la nuit (Sonate en si bémol maj, R. 570, de Mozart, par G. Leclercq ; 23 h. New-York, New-York ; 0 h. 5. Les fouteurs de paroles ; 0 h. 10. Relais.

MARDI 13 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30. Magazine : Midi première ; 13 h. 15. Journal ; 13 h. 45. Rester donc avec nous... à 14 h. 45. Série : La cloche tibétaine (rediff.) ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 35. Pour les jeunes ; 18 h. 40. L'île aux enfants ; 19 h. 5. Feuilleton : Recherche dans l'intérêt des familles ; 19 h. 45. Une minute pour les femmes ; 19 h. 45. Eh bien, raconte ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Chronique : Au-delà de l'horizon (Jules Verne, un grand voyageur) ; par A. Bombard et J. Floran ; 21 h. 35. Série documentaire : Monde sans frontières (l'Angleterre ou la marche des gens du Nord), prod. et réal. Cl. Fléouter.

22 h. 25. Tennis : Finale du tournoi de Forest-Hills.

23 h. Journal.

CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Magazine régional ; 13 h. 50. Feuilleton : L'île aux enfants ; 14 h. 45. Série : Kojak (rediff.) ; 15 h. 55. Aujourd'hui magazine ; 18 h. Fenêtre sur... Les volées de l'étrange (Topor), de J. Sternberg, réal. M. Honorin ; 18 h. 35. Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19 h. 45. Souvenirs : La joie de vivre (Annie Girardot) ; 20 h. Journal.

20 h. 30. Les dossiers de l'écran. FILM : LA SOURIS QUI RUGISSAIT, de J. Arnold (1959), avec P. Sellers, J. Seberg, D. Kossoff, W. Hartnell, T. Ballou.

Un minuscule et archaïque duché européen sombre dans une crise économique par la faute des titulaires californiens. Un commando rétro de cortés de mailles débarque à New-York. Pour gagner la guerre, son chef s'empare de la bombe « Q ».

22 h. Débat : Si tout le monde avait la bombe.

23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 45. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Scènes de la vie de province.

vince : Le dessinateur humoristique Mose, de J.-L. Mage et R. Brocas (FR 3 - Limoges) ; 20 h. Les jeux.

20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures) : NOTRE-DAME DE PARIS, de J. Delannoy (1966), avec G. Lollobrigida, A. Quinn, J. Danet, A. Cuny, P. Clay, R. Hirsch (rediff.).

Sous le règne de Louis XI, à Paris, l'amour et le dévouement du seigneur de cloches de Notre-Dame, sonde, bossu, monstrueux, pour une bohémienne victime du désir des hommes.

22 h. 25. Journal.

FRANCE - CULTURE

7 h. 2. Poésie : Christopher Middleton (reprises à 14 h. 15. Les chemins de la connaissance : « Mort et Transfiguration » de W. Reich (rediffusion) ; 8 h. 30. « 101 » (rediffusion) ; 8 h. 30. Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7. Les matinales de l'actualité ; 10 h. 45. Stranger, mon ami ; 11 h. 2. Centenaire de la photographie : centenaire d'A. Cartier, par S. Gervy ; 12 h. 5. Ainsi va le monde. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. Livre parcouru : 14 h. 5. Un livre des voix : « Schwarzenmours ou l'esprit de parti », de R. Levy ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Musique : 15 h. 15. Culture : 16 h. 15. Culture : Jacques Thibaud et Pablo Casals, par S. de Nussan ; 18 h. 30. Nouvelles de L. Pirandello : « La Robe longue » (rediffusion) ; 19 h. 25. Sciences : A la découverte de l'Institut Pasteur ;

20 h. Dialogues : Comment l'ordre règne au vingtième siècle, avec A. H. 30 ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : « Mort et Transfiguration » de W. Reich (rediffusion) ; 8 h. 30. « 101 » (rediffusion) ; 8 h. 30. Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7. Les matinales de l'actualité ; 10 h. 45. Stranger, mon ami ; 11 h. 2. Centenaire de la photographie : centenaire d'A. Cartier, par S. Gervy ; 12 h. 5. Ainsi va le monde. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ;

13 h. 30. Livre parcouru : 14 h. 5. Un livre des voix : « Schwarzenmours ou l'esprit de parti », de R. Levy ; 14 h. 45. Les après-midi de France-Musique : 15 h. 15. Culture : 16 h. 15. Culture : Jacques Thibaud et Pablo Casals, par S. de Nussan ; 18 h. 30. Nouvelles de L. Pirandello : « La Robe longue » (rediffusion) ; 19 h. 25. Sciences : A la découverte de l'Institut Pasteur ;

20 h. Dialogues : Comment l'ordre règne au vingtième siècle, avec A. H. 30 ; 7 h. 5. Matinales ; 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : « Mort et Transfiguration » de W. Reich (rediffusion) ; 8 h. 30. « 101 » (rediffusion) ; 8 h. 30. Sagesse d'ailleurs, sagesse des autres ; 9 h. 7. Les matinales de l'actualité ; 10 h. 45. Stranger, mon ami ; 11 h. 2. Centenaire de la photographie : centenaire d'A. Cartier, par S. Gervy ; 12 h. 5. Ainsi va le monde. Parti pris ; 12 h. 45. Panorama ;

20 h. 30. En direct de la Sainte-Chapelle : Festival estival de Paris (Caral, Monteverdi, par J. Bouma et G. Malcoini) ; 0 h. 5. Feuilleton : « Les fouteurs de paroles ».

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 12. Carrefours ; 10 h. 15. La règle du jeu (reprises vers 10 h. 30) ; vers 10 h. 30. Cours d'interprétation : 11 h. 15. Violon classique baroque ; 12 h. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo postale (S24-15-25) ; 14 h. Musique ancienne : « Crémus », extraits (Kaiser) ; « Boris Godounov », extraits (J. Matheson) ; 15 h. 15. Tansman, Glinka, Stravinsky ; 17 h. Studio 101 ; 18 h. 2. Magazine Ecoute ; 19 h. Jazz time ; 19 h. 45. Le délire des doigts, par R. Koeing ; Originaux et autres inconnus de Gould Granger, Toudovsky, Grannod ;

20 h. 30. En direct de la Sainte-Chapelle : Festival estival de Paris (Caral, Monteverdi, par J. Bouma et G. Malcoini) ; 0 h. 5. Feuilleton : « Les fouteurs de paroles ».

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 12. Carrefours ; 10 h. 15. La règle du jeu (reprises vers 10 h. 30) ; vers 10 h. 30. Cours d'interprétation : 11 h. 15. Violon classique baroque ; 12 h. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo postale (S24-15-25) ; 14 h. Musique ancienne : « Crémus », extraits (Kaiser) ; « Boris Godounov », extraits (J. Matheson) ; 15 h. 15. Tansman, Glinka, Stravinsky ; 17 h. Studio 101 ; 18 h. 2. Magazine Ecoute ; 19 h. Jazz time ; 19 h. 45. Le délire des doigts, par R. Koeing ; Originaux et autres inconnus de Gould Granger, Toudovsky, Grannod ;

20 h. 30. En direct de la Sainte-Chapelle : Festival estival de Paris (Caral, Monteverdi, par J. Bouma et G. Malcoini) ; 0 h. 5. Feuilleton : « Les fouteurs de paroles ».

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 12. Carrefours ; 10 h. 15. La règle du jeu (reprises vers 10 h. 30) ; vers 10 h. 30. Cours d'interprétation : 11 h. 15. Violon classique baroque ; 12 h. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo postale (S24-15-25) ; 14 h. Musique ancienne : « Crémus », extraits (Kaiser) ; « Boris Godounov », extraits (J. Matheson) ; 15 h. 15. Tansman, Glinka, Stravinsky ; 17 h. Studio 101 ; 18 h. 2. Magazine Ecoute ; 19 h. Jazz time ; 19 h. 45. Le délire des doigts, par R. Koeing ; Originaux et autres inconnus de Gould Granger, Toudovsky, Grannod ;

20 h. 30. En direct de la Sainte-Chapelle : Festival estival de Paris (Caral, Monteverdi, par J. Bouma et G. Malcoini) ; 0 h. 5. Feuilleton : « Les fouteurs de paroles ».

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 12. Carrefours ; 10 h. 15. La règle du jeu (reprises vers 10 h. 30) ; vers 10 h. 30. Cours d'interprétation : 11 h. 15. Violon classique baroque ; 12 h. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo postale (S24-15-25) ; 14 h. Musique ancienne : « Crémus », extraits (Kaiser) ; « Boris Godounov », extraits (J. Matheson) ; 15 h. 15. Tansman, Glinka, Stravinsky ; 17 h. Studio 101 ; 18 h. 2. Magazine Ecoute ; 19 h. Jazz time ; 19 h. 45. Le délire des doigts, par R. Koeing ; Originaux et autres inconnus de Gould Granger, Toudovsky, Grannod ;

20 h. 30. En direct de la Sainte-Chapelle : Festival estival de Paris (Caral, Monteverdi, par J. Bouma et G. Malcoini) ; 0 h. 5. Feuilleton : « Les fouteurs de paroles ».

FRANCE - MUSIQUE

7 h. 3. Quotidien musique ; 9 h. 12. Carrefours ; 10 h. 15. La règle du jeu (reprises vers 10 h. 30) ; vers 10 h. 30. Cours d'interprétation : 11 h. 15. Violon classique baroque ; 12 h. La chanson ; 12 h. 40. Jazz classique ; 13 h. 15. Stéréo postale (S24-15-25) ; 14 h. Musique ancienne : « Crémus », extraits (Kaiser) ; « Boris Godounov », extraits (J. Matheson) ; 15 h. 15. Tansman, Glinka, Stravinsky ; 17 h. Studio 101 ; 18 h. 2. Magazine Ecoute ; 19 h. Jazz time ; 19 h. 45. Le délire des doigts, par R. Koeing ; Originaux et autres inconnus de Gould Granger, Toudovsky, Grannod ;

20 h. 30. En direct de la Sainte-Chapelle : Festival estival de Paris (Caral, Monteverdi, par J. Bouma et G. Malcoini) ; 0 h. 5. Feuilleton : « Les fouteurs de paroles ».

LUNDI 12 SEPTEMBRE, NUMERO SPECIAL DU NOUVEL OBSERVATEUR  
"L'AVENIR EST VOTRE AFFAIRE" et aussi :

"Cette Allemagne que vous vouliez radicalement mauvaise"  
un entretien avec Günter GRASS

"Quand De Gaulle défiait l'Amérique..."  
les confidences du Général à Hervé ALPHAND

"L'heure de vérité"  
l'éditorial de Jean DANIEL

LE NOUVEL  
**observateur**  
UN NUMERO A NE PAS MANQUER



## SCIENCES

LANCÉ PAR UNE FUSÉE AMÉRICAINE DEPUIS CAP-KENNEDY

### Le satellite O.T.S. devrait ouvrir à l'Europe le marché des télécommunications spatiales

Centre spatial Kennedy (Floride). — Le lancement du premier satellite européen de télécommunications doit avoir lieu, si les conditions atmosphériques restent favorables et si aucun incident de dernière minute ne vient le retarder, dans la nuit du mardi 13 au mercredi 14 septembre, à 23 h. 31 (heure française). Une fusée Delta, de la NASA, placera sur orbite géostationnaire, au-dessus de l'équateur, le satellite O.T.S. (Orbital Test Satellite), prototype des futurs satellites de télécommunications.

Cette opération aurait dû avoir lieu en juin dernier, mais un incident survenu à la fusée porteuse, au moment de son montage, a retardé le lancement de trois mois. Bien que les lance-

ments de satellites soient chose courante, celui d'O.T.S. est un événement important : une mise en orbite réussie et un bon fonctionnement pendant les trois ans de durée de vie du satellite montreraient que l'Europe est au niveau technique des États-Unis pour la construction de satellites destinés à relayer les conversations téléphoniques et les signaux de télévision entre des pays ou des continents éloignés. Comme il s'agit là d'une des principales utilisations de l'espace et de la seule pour laquelle il puisse exister un marché concurrentiel, il est important que l'Europe fasse la preuve qu'elle peut techniquement entrer dans ce marché, comme la preuve en a déjà, en partie, été apportée par le bon fonctionnement depuis quelques années du satellite franco-allemand « Symphonie ».

#### De notre envoyé spécial

O.T.S. est un prototype : cela se reflète dans sa structure et dans son appareillage. Son rôle est de tester les équipements qui trouveront plus tard leur place sur des satellites très différents, aux missions plus restreintes.

Le satellite est construit par le consortium Mesh, groupement de plusieurs sociétés européennes qui construisent aussi d'autres satellites de communications pour l'Europe. Il pèse 885 kilos, mais il n'en pèsera plus que 444 en orbite après la mise à feu de son moteur d'apogée. Il a la forme d'un prisme hexagonal sur lequel se sont accolées deux grandes « ailes », qui sont des panneaux solaires. Replés au moment du lancement, les panneaux seront déployés après la mise en orbite, donnant alors à O.T.S. une envergure de 9 m. 20. Les cellules solaires fourniront au satellite une puissance électrique de 800 watts au début de sa mission. Cette puissance décroîtra au cours du temps, mais approchera encore 600 watts trois ans plus tard.

#### En trois parties

Le corps prismatique est en trois parties. La plus volumineuse est le module de service, qui contient tous les équipements nécessaires au fonctionnement du satellite. À commencer par le moteur d'apogée à poudre qui

#### Deux missions principales

O.T.S. a deux missions. Il est, d'une part, un prototype des futurs satellites européens de télécommunications ; il doit permettre, d'autre part, d'explorer des domaines nouveaux.

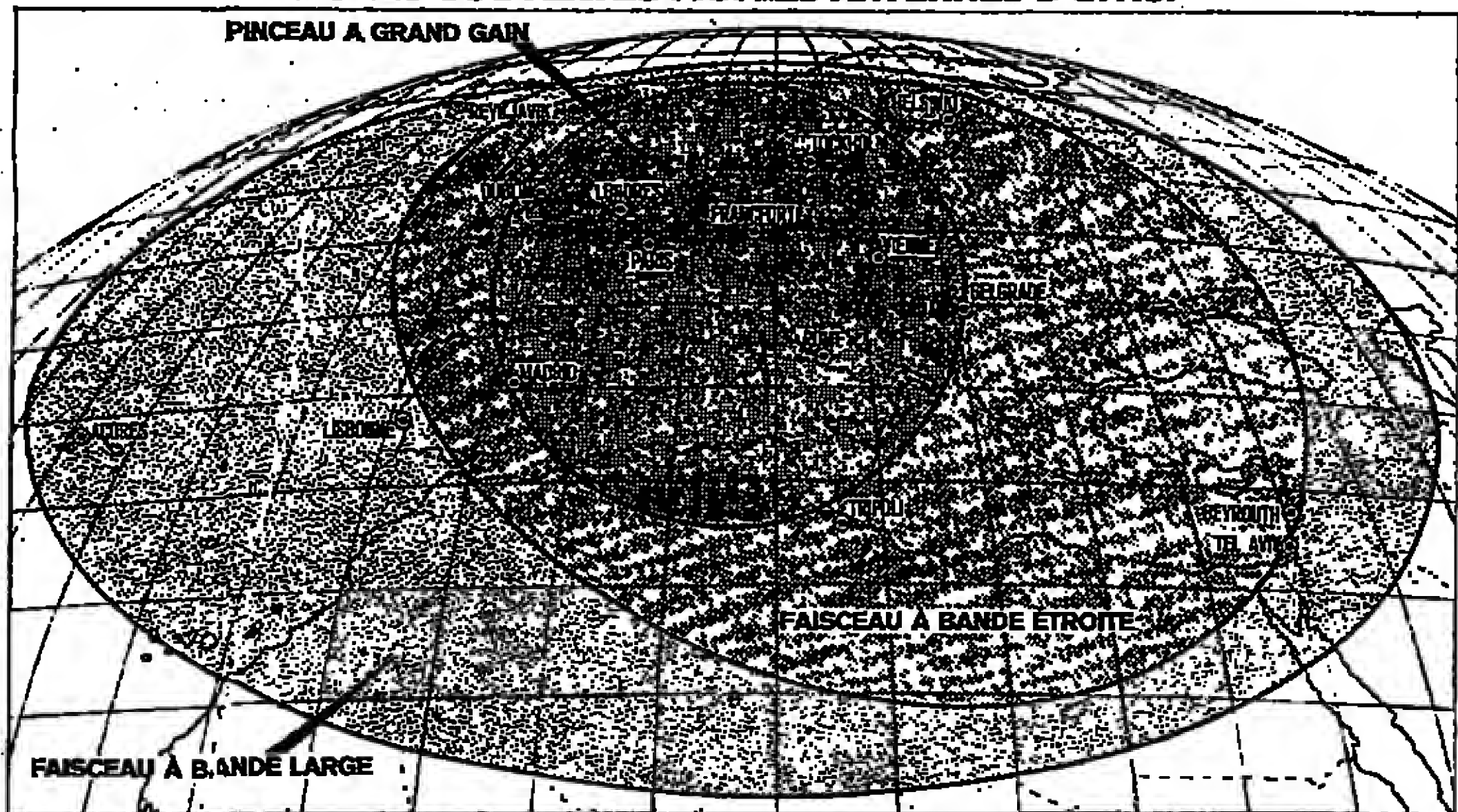
La première mission, la plus importante, consiste en des essais de transmission de communications téléphoniques et de transmissions de télévision entre plusieurs pays d'Europe. Quatre grandes stations au sol ont été construites dans ce but. Elles sont situées à Fuzino, dans les Abruzzes (Italie) ; à Uisingen, près de Francfort (République fédérale d'Allemagne) ; à Goochill-Downs, en Cornouailles (Grande-Bretagne) et en France, à Bercenay-en-Othe, près de Troyes. Cette mission utilise l'un des ensembles de répéteurs O.T.S. et quatre des

ment qui permet à O.T.S. de remplir sa première mission.

Mais O.T.S. a une seconde mission qui utilise un tout autre appareillage et les deux dernières antennes. Il s'agit de faire des essais de transmissions sur diverses fréquences pour tester des techniques qui pourraient être très utiles dans l'avenir. Ainsi y aura-t-il des essais de transmissions de signaux télévisés codés sous forme numérique, ce qui permettrait d'utiliser dans l'avenir des équipements identiques pour transmettre les communications téléphoniques et les émissions de télévision.

Une autre expérience utilisera O.T.S. pour transmettre non des communications téléphoniques mais des données d'ordinateur. La Communauté européenne vient de financer le projet Stella, une petite station d'émission sera construite au CERN, à Genève, qui enverra vers O.T.S. les résultats des mesures faites sur le grand accélérateur de particules de 400 gigaélectronvolts. Les stations réceptrices seront mises en place à Saclay, en France, au laboratoire Rutherford, en Grande-Bretagne et à Desy, près de Hambourg. Les physiciens de ces trois laboratoires pourront ainsi exploiter en direct les résultats des expériences qu'ils font au CERN, ce qui évitera bon nombre

#### ZONES COUVERTES PAR LES ANTENNES D'O.T.S.



La carte représente les zones couvertes par les diverses antennes d'O.T.S. Pour la mission de simulation des futurs satellites de télécommunications, où il doit relayer simultanément de nombreuses conversations téléphoniques, O.T.S. doit émettre et recevoir avec une grande largeur de bande le nombre de communications est directement lié à cette largeur. Dans le sens terre-satellite, les émissions pourront se faire avec une largeur de bande de 40 mégahertz ou de 120 mégahertz dans la zone la plus vaste. En

sens inverse, la largeur de bande ne sera que de 40 mégahertz dans cette zone, mais on pourra utiliser 120 mégahertz avec un gain plus grand dans le pinceau étroit qui est centré sur l'Europe occidentale.

Les expériences d'étude d'équipements techniques futurs utilisent une largeur de bande beaucoup plus faible (5 mégahertz). La zone couverte par les deux antennes du satellite destinées à ces expériences est intermédiaire entre les deux zones précédentes.

fera passer le satellite de l'orbite très allongée sur laquelle il est placé par sa fusée à une orbite circulaire de 35 900 kilomètres d'altitude sur laquelle il sera géostationnaire. L'engin décrira son orbite en un jour, en restant à la verticale d'un point de l'équateur, point situé au Gabon par 10 degrés de longitude est.

On trouve aussi dans le module de service des propulseurs à l'hydrazine qui jouent un double rôle. Ils permettent de donner au satellite la bonne orientation — les antennes doivent être dirigées vers la Terre — et de le maintenir en position. Aucune orbite n'est en effet rigoureusement géostationnaire ; il y a toujours une dérive qui survient le jour et la nuit, et il faut compenser de temps à autre. Les réserves d'hydrazine doivent permettre de faire ces corrections pendant cinq ans. D'autres systèmes, roues à inertie et amortisseurs de rotation, servent aussi à cette mise en position et évitent que le satellite n'oscille autour de la position qu'il doit prendre.

Enfin, le module de service contient les diverses batteries électriques qui permettent la télécommande du satellite et le système d'alimentation électrique à partir des panneaux solaires ; il y a, de plus, deux batteries rechargeables au cadmium-nickel. Le satellite est éclairé, en permanence, par le soleil, sauf en de brèves périodes à l'équinoxe, où il traverse le cône d'ombre de la Terre ; il lui faut donc une source d'électricité d'appoint.

antennes. Deux de ces antennes en réception et une en émission définissent dans l'espace un faisceau « à bande large » qui permet la transmission simultanée de quatre mille cinq cents voix téléphoniques et une chaîne de télévision couleur. Le faisceau couvre toute l'Europe, le nord de l'Afrique et le Proche-Orient.

Une quatrième antenne, la plus grande, permet au satellite d'émettre avec un gain (1) plus grand, ce qui permet de recevoir au sol les émissions avec des antennes plus petites, donc moins coûteuses que celles qui équipent les quatre stations terrestres. En contrepartie, le pinceau de cette quatrième antenne ne couvre qu'une zone plus restreinte, bien que ses limites (Madrid, Dublin, Stockholm, Belgique) englobent toute l'Europe occidentale, une bonne part de l'Europe de l'Est, l'Algérie et la Tunisie.

#### Des données d'ordinateur

Il est maintenant presque certain que l'Europe décidera dans les mois prochains de confier à l'Agence spatiale européenne la construction de deux satellites de télécommunications (E.C.S.) qui seront utilisés de façon commerciale par les diverses administrations concernées, les P.T.T. pour la France. D'autres satellites devraient suivre dans la prochaine décennie. La charge utile qu'emporteront les E.C.S. ne différera que par des détails de l'équipe-

de déplacements de personnes et donnera plus de souplesse aux expériences.

D'autres rôles sont prévus pour O.T.S. Une liaison expérimentale devrait être établie entre les calculateurs des divers centres de l'Agence spatiale européenne. Le satellite doit permettre la téléimpression entre Stockholm et Malmö d'un magazine suédois. Les Britanniques pensent l'utiliser pour communiquer avec certaines plates-formes de forage.

MAURICE ARVONNY.

(1) Le gain est le rapport entre la puissance émise et la puissance captée.

#### LES VRAIES VEDETTES DE PARIS

Les vraies vedettes de Paris, ce sont les modestes et les sang-graves qui vous aident à mieux vivre, un charpentier, des bouchers, des fromagers, des pâtisseries. C'est et cela vous les font découvrir et avec eux vous explorez en détail le quartier Montparnasse (70 restaurants au banc d'essai), les hôtels, les boîtes de nuit, les cafés-théâtres, les meilleures boutiques. Les Meilleures Guides de Paris, de septembre, chez votre marchand de journaux.

## RELIGION

REFUSANT LE STATUT AUTONOME PROPOSÉ PAR LES ÉVÊQUES

### Des ecclésiastiques demandent leur intégration au régime général de la Sécurité sociale

L'Arbresle. — Cent trente prêtres, religieux et religieuses ont assisté, les 10 et 11 septembre, à la réunion d'information sur l'intégration du clergé catholique à la Sécurité sociale, organisée par la communauté dominicaine du couvent Le Corbusier à L'Arbresle (Rhône) (1).

Au-delà d'une simple information, il s'agissait de réfuter les thèses officielles défendues par les évêques — à savoir le choix en faveur d'un « régime autonome » — et de débattre de la meilleure manière d'obtenir une réinstruction de l'Affaire.

Derrière les différents exposés faits par les experts — M. Francis Montès, administrateur de la Caisse d'assurance maladie de Paris, a retracé l'histoire de la Sécurité sociale, M. Pierre Basset, frère des écoles chrétiennes et militant C.F.D.T., a expliqué pourquoi, au sein de son institut, un collectif s'était créé pour lutter contre le projet épiscopal, tandis que le père Dominique Delpont, d'une remarquable thèse sur le sujet (2), traitait des aspects juridiques — se profilant les différents raisons qui ont amené un certain nombre de clercs, prêtres, religieux, religieux, et notamment ceux qui travaillent en milieu ouvrier, se prononcent contre le régime autonome proposé par les évêques et les supérieurs religieux (le Monde du 18 juin).

Ces raisons, affirmant les intérêts des travailleurs, ne découlent pas d'un goût de la contestation. Ni du refus d'assurer aux clercs une sécurité vis-à-vis de la maladie et de la vieillesse, ni d'un sentiment ouvrier ou d'une volonté politique. Alors, quelles sont-elles ?

D'abord, il y a la solidarité avec les travailleurs : un régime autonome ferait repasser des charges indues sur le régime général, au titre de la « compensation démographique » (3), et contribuerait au démantèlement de la Sécurité sociale. En évoquant ce qu'il appelle la « balkanisation » de la Sécurité sociale, M. Francis Montès a dénoncé ce qu'il appelle le « système d'assistance minimum », tandis que M. Pierre Basset a demandé : « Devons-nous continuer à accepter un régime de « système d'assistance minimum » ? »

En second lieu, il y a la volonté d'indépendance vis-à-vis de l'État. L'État a-t-il le droit de décider que constitue l'autonomie du régime proposé par les évêques, qui est jugé « à la fois discriminatoire pour les individus et comme une petite dévotion au régime proposé par les évêques ». En effet, les clercs déjà salariés individuellement — les prêtres catholiques, les religieux, les religieuses, et qui appartiennent de ce fait au régime général, devraient être considérés d'une manière ou d'une autre au nouveau « régime autonome des clercs », tandis que les évêques seraient dispensés de tout paiement de cotisations. Ce statut privilégié accordé à l'Église catholique explique la troisième considération :

● L'aspect ecclésiastique. L'abbé Georges Dole a bien montré comment la caution que les pouvoirs publics accordaient au projet épiscopal risque de leur attirer une objection d'ordre constitutionnel : le reproche d'aggraver la discrimination qui, depuis une loi de 1950 (4), affecte le statut des clercs catholiques par rapport aux ministres des autres cultes. Ceux-ci, pasteurs protestants, rabbins, ministres officiants des communautés israélites, sont affiliés à la Sécurité sociale du régime munitaire, constituée en association, et leurs Églises ou communautés culturelles, paient normalement.

## PRESSE

### LA NOUVELLE FORMULE DE « L'EXPRESS »

L'hebdomadaire L'Express paraît, ce jeudi 12 septembre, selon une formule sensiblement modifiée, imaginée par un graphiste américain, M. Milton Glaser. La page du titre, d'ailleurs, sera à partir de son enlèvement orange tandis que le titre est un « noir au blanc ». Elle est consacrée à François Mitterrand. La citation servira de légende à la photo, est supprimée.

Le contenu de L'Express est présenté en trois parties distinctes : magazine, informations et document. Dans la partie « Express Informations », on trouve notamment le premier article de M. Raymond A. intitulé « La fin de la grande illusion ». Un encart « culturel » détachable est inséré au milieu du magazine. Enfin, les pages publicitaires, qui étaient jusqu'ici groupées au début et à la fin de L'Express, sont réparties dans l'ensemble du numéro.

L'assiduité des participants pour étudier une question aussi complexe, technique et rébarbative était d'autant plus remarquable que les deux tiers sont déjà salariés — donc au régime général et non directement concernés par la nouvelle mesure. Si plusieurs supérieurs majeurs (hommes et femmes) d'ordres religieux avaient pris la peine de se déplacer, aucun évêque n'est venu à la réunion — sur les quinze invités, seuls deux ont répondu. — et malgré la demande qui lui avait été faite, le bureau de l'épiscopat n'a pas cru bon d'envoyer un représentant à L'Arbresle.

#### De notre envoyé spécial

ment, et sans avoir soulevé de difficulté, la part d'employeur de la cotisation de Sécurité sociale : ● En quatrième lieu, il y a le désir de voir l'Église jouer cartes sur table en ce qui concerne ses finances. Au dire de la hiérarchie elle-même, la solution qu'elle préconise permettrait aux « gens d'Église » d'avoir « une certaine maîtrise de leurs charges sociales ». Autrement dit, gérant elle-même ce régime autonome par le truchement de la Mutuelle Saint-Martin et autres institutions de protection, reconnues d'intérêt public par l'État, l'Église échapperait à une évaluation trop précise de sa « capacité contributive ». Elle déclare que le régime général serait beaucoup trop onéreux pour ses faibles ressources, mais elle oublie de préciser que, si elle est pauvre en « liquidités », elle gère un parc immobilier important. Et comme l'a rappelé M. Pierre Basset : « Au cours des dernières décennies, les instituts religieux et les diocèses ont constitué un « capital de prévoyance », à partir duquel aurait pu être négocié avec toutes les parties prenantes de la Sécurité sociale l'équivalent d'un « rachat de cotisation ».

#### Des syndicats de prêtres ?

● Mais c'est la dernière raison, l'espoir de voir évoluer le statut du clergé, qui est sans doute la plus déterminante. Georges Dole

(1) Il existe deux couvents à L'Arbresle : autonomes et diocésains, Sainte-Marie (Le Corbusier) et Saint-Dominique. (2) Les Ecclésiastiques et la Sécurité sociale en droit social comparé, de Georges Dole. Librairie générale de droit, Jurisprudence, Paris, 1976, 500 pages, 120 F. (3) Décret par la loi du 24 décembre 1974, cette loi a introduit une « compensation démographique » : les groupes plus âgés, en fait, à 80 % à la charge du régime général. L'État doit compenser ce déficit, avec une part des impôts de la collectivité, jusqu'à la fin de 1977. Mais après ? (4) La loi Vinet, votée en pleine nuit à la va-vite, exemptait le clergé catholique de financer sa caisse de retraite, et déclarait : « L'exercice du ministère du culte catholique n'est pas considéré comme une activité professionnelle au regard de la législation sociale, en tant qu'il se limite à une activité exclusivement religieuse. »

a montré, avec force exemples tirés de la jurisprudence, comment les évêques ont toujours refusé de considérer le prêtre comme « le préposé ou, à fortiori, le salarié de l'évêque ». Il paraît clair que les évêques redoutent que les prêtres salariés non seulement échappent à leur contrôle, mais revendiquent leurs droits de travailleurs, à voir se constituer en syndicat.

Après avoir fait remarquer que « la notion de travailleur salarié ne s'identifie pas nécessairement à l'existence d'un contrat de travail et qu'elle ne nie pas la particularité de leur fonction », l'abbé Georges Dole conclut : « L'Église entend-elle se prévaloir d'un statut privilégié ou accepterait-elle de jouer le jeu de la laïcité comme les autres confessions religieuses ? »

Après les débats, les décisions concrètes. Au lieu d'élaborer une motion qui leur soit propre, les participants à la réunion ont décidé d'adopter celle publiée en mars dernier par un certain nombre de prêtres du Groupe de recherche en pastorale ouvrière (GREPO), qui a déjà recueilli plusieurs milliers de signatures. Après avoir expliqué les motifs du rejet du projet épiscopal, ce texte réclame « une totale réinstruction de l'affaire, une étude sérieuse de l'entrée des clercs au régime général, en prenant en considération le point de vue des organisations ouvrières ».

En adoptant cette motion, ceux qui étaient à L'Arbresle l'ont assortie d'un préambule dans lequel ils soulignent : « Le danger qu'il y aurait à figer dans ses formes actuelles le statut des religieux, religieux et prêtres ».

Il ont créé un « collectif », enfin, composé d'une équipe de coordination de sept membres, qui est mandatée pour prendre des initiatives dans le sens de la motion votée. Une question demeure. Le projet n'est-il pas trop avancé, à la veille de la session parlementaire où il doit être voté, pour être remis en question, et sinon les autorités ecclésiastiques accepteraient-elles de faire machine arrière ? En tout état de cause, un point est acquis d'ores et déjà : l'enjeu de l'affaire est révélateur du grand jour ; et c'est bien plus important que la couverture sociale des clercs catholiques.

ALAIN WOODROW.

### S'ILS NE PEUVENT RIEN POUR VOS CHEVEUX ILS VOUS LE DIRONT AUSSI

#### L'EXPÉRIENCE

Les spécialistes EUROCAP du traitement capillaire ont examiné et traité des milliers de cuir chevelu au cours de leur carrière. Ils savent ce qu'un cheveu sain et un cheveu malade.

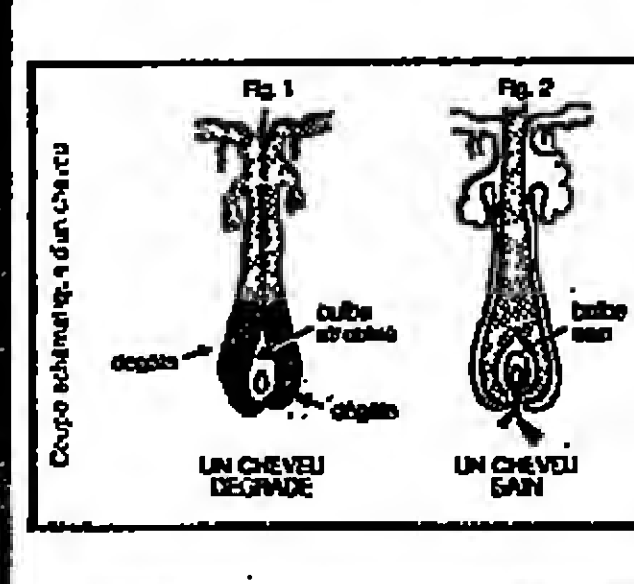
#### DES SYMPTÔMES

Si vous avez des pellicules, des démangeaisons, un cuir chevelu hyperémotif ou tendu, des cheveux très gras ou très secs, ce sont là des manifestations d'autodéfense du système capillaire. Mais ce sont toujours des signes certains d'une chevelure en mauvais état.

#### DES SOLUTIONS

Pour avoir une belle chevelure les cheveux doivent être en bonne santé. Le cosmétologue moderne se préoccupe de cette notion capitale : à la fois au point des produits hygiéniques traitant le cuir chevelu et favorisant ainsi la croissance naturelle du cheveu.

#### LA DIFFÉRENCE



#### L'AVIS D'UN SPÉCIALISTE

Rien ne peut expliquer la chute des cheveux de l'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP, si ce n'est leur sérieux et leur efficacité. Pour en être sûr, il suffit de prendre rendez-vous par téléphone ou d'écrire Un Spécialiste vous conseillera et vous informera sur l'état de vos cheveux, sur les pos-



sibilités d'amélioration, ainsi que sur la durée et le coût du traitement à suivre. Des traitements sont préparés pour les clients habitant en banlieue ou en province. L'INSTITUT CAPILLAIRE EUROCAP est ouvert sans interruption du lundi au vendredi, de 11 h. à 20 h., et le samedi, de 10 h. à 17 h.

**EUROCAP INSTITUTS CAPILLAIRES**  
4, rue de Castiglione  
Paris (1<sup>er</sup>) - Tél. 260-38-84  
LILLE : 14, rue Faidherbe. Tél. : 31-24-19.  
BORDEAUX : 34, place Gambetta. Tél. : 45-06-24.  
TOULOUSE : 1, rue de la Pomme. Tél. : 23-73-84.  
METZ : 24, rue Chappeau. Tél. : 15-00-11.  
NICE : Prom. des Angéles. Imm. Le Ruhl, t. 82-25-41.

cravateur  
S MANQUER

صك زامن الأمل



(PUBLICITÉ)



## SYMPOSIUM DE PROSPECTIVE SOCIALE APPLIQUÉE A L'ENTREPRISE

20 - 21 SEPTEMBRE  
PALAIS DE L'UNESCO

*L'innovation sociale  
est-elle possible  
dans une conjoncture  
économique difficile ?  
200 dirigeants  
d'entreprise tenteront  
de répondre  
à cette question*

Pendant deux jours, des praticiens d'entreprises, des économistes, des responsables politiques se réuniront et échangeront leurs points de vue et leurs expériences. Pour les dirigeants d'entreprise et les responsables de ressources humaines qui participeront à ce symposium, cette rencontre sera le moyen de connaître les données économiques et sociales de la conjoncture 1978 et l'analyse qu'en font les experts. Ils auront l'occasion de confronter et d'orienter leurs choix de gestion et leurs objectifs aux relations des personnalités de la vie politique et économique. Ils pourront les rencontrer et dialoguer avec eux et peut-être ainsi lever certaines incertitudes, faciliter l'indispensable synthèse, entre impératifs économiques et objectifs humains et sociaux. Ce symposium fait suite à une enquête menée auprès de dirigeants et de responsables de personnes d'entreprises. Le nombre des participants est limité. Renseignements et inscriptions peuvent être obtenus auprès de l'INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 2, rue de la Paix, 75002 PARIS. Tél. : 260-10-30.

### LE SYMPOSIUM DES 20-21 SEPTEMBRE : PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET GESTION SOCIALE DE L'ENTREPRISE

M. ....  
Fonction .....  
Entreprise : .....  
Adresse : .....  
Tél. : .....

- Souhaite participer au symposium des 20 et 21 septembre à l'UNESCO ☐  
● Souhaite recevoir le rapport de synthèse ☐

A retourner dans les plus brefs délais à :

INSTITUT DE GESTION SOCIALE  
Centre privé de formation continue  
déclaré conformément à la loi du 31 décembre 1976  
2, rue de la Paix, 75002 PARIS. — 260-10-30

MARDI 20 SEPTEMBRE

### CERTITUDES ET INCERTITUDES DU DIRIGEANT

Président de séances : Michel DURAFOUR, ancien Ministre

- 9 h 30 PRÉSENTATION DES TRAVAUX ET SYNTHÈSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE PRÉALABLE  
Rogé BURNEL, Président de l'Institut de Gestion Sociale, Membre du Conseil Economique et Social.  
10 h ANALYSE PROSPECTIVE DES RELATIONS SOCIALES DANS L'ENTREPRISE  
Dimitri WEISS, Professeur de Relations Industrielles à PARIS I.  
10 h 40 UN CHEF D'ENTREPRISE FACE AUX INCERTITUDES ÉCONOMIQUES ET AUX OBJECTIFS SOCIAUX  
Michel COLLAS, Directeur Général de Creusot-Loire.  
11 h 30 TENDANCES ET COMPORTEMENT DES HOMMES DANS LES ORGANISATIONS  
Michel CROZIER, Directeur du Centre de Sociologie des Organisations au C.N.R.S.

### LES DIRIGEANTS ET LA GESTION SOCIALE DE LEUR ENTREPRISE

- 14 h 30 L'INFLUENCE DU POLITIQUE  
Jean-Paul BACHY, Membre du Comité Directeur du P.S., Délégué National au Travail et à l'Emploi ;  
Philippe DECHARTRE, ancien Ministre, Délégué National à l'Action Ouvrière et Professionnelle du R.P.R.  
15 h 30 EXPÉRIENCES ET OUTILS DE GESTION SOCIALE  
Table ronde animée par :  
Jean-Pierre HULOT, Assistant du Président du Directoire de Roussel-Uclaf, avec la participation de Yves CHAIGNEAU, Directeur Général de l'ANACT, de Jean DUBOIS, Sociologue Industriel, et de responsables d'entreprises, notamment :  
LA TELEMECANIQUE, RADAR, I.B.M....  
17 h LA PRÉPARATION DE L'ENCADREMENT ET LA DÉCENTRALISATION DES RESPONSABILITÉS SOCIALES  
Michel LOGAN, Directeur Général de l'A.P.E.C.

MERCREDI 21 SEPTEMBRE

### FACE A LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE...

Président de séance : François BLOCH-LAINE, Inspecteur Général des Finances

- 9 h 30 L'ANALYSE THÉORIQUE ET LES ÉVOLUTIONS POSSIBLES  
Monnaie, investissement, inflation, rémunérations, crédit, emploi.  
Thierry de MONTBRIAL, Professeur à l'Ecole Polytechnique.  
10 h 15 LES MESURES ET LES OPTIONS AU NIVEAU DE L'ÉTAT  
Raymond SOUBIE, Conseiller Technique du Premier Ministre pour les Affaires Sociales.  
11 h 15 LES SOLIDARITÉS ET LES CONTRAINTES AU NIVEAU RÉGIONAL  
Jean-Joseph REGENT, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nantes.  
11 h 45 LES COMPORTEMENTS DES CHEFS D'ENTREPRISE  
Jean BOISSONNAT, Rédacteur en Chef de L'EXPANSION.  
13 h DÉJEUNER  
Présidé par Yvan CHARPENTIER, Président de la C.G.C.

### ... QUELLES RÉPONSES POUR L'ENTREPRISE ?

- 15 h A L'ÉVOLUTION DU RÔLE ET DE LA LÉGITIMITÉ DES CHEFS D'ENTREPRISE ET DES RESPONSABILITÉS DES RESSOURCES HUMAINES  
Louis-Gaston PELLOUX, Président National du Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprise.  
Xavier MALLET, Président-Directeur Général des Pompes Guinard.  
16 h AUX NOUVELLES OBLIGATIONS LÉGALES, NOTAMMENT DU BILAN SOCIAL  
Le point sur les décrets d'application de la loi.  
Pierre CABANES, Directeur des Relations du Travail au Ministère du Travail.  
17 h AU NOUVEAU CONTEXTE MONDIAL  
Pierre MAYER, Inspecteur des Finances, auteur du livre « LE MONDE ROMPU ».  
17 h 30 L'INNOVATION SOCIALE EST-ELLE POSSIBLE DANS LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE DES PROCHAINS MOIS ?  
Yvan CHOTARD, Vice-Président du C.N.P.F.  
Christian BEULLAC, Ministre du Travail, interviendra en fin d'après-midi.

## DÉFINIR ET METTRE EN PLACE UNE GESTION PRÉVISIONNELLE

Politiques - Techniques - Expériences

24 AU 28 OCTOBRE 1977

Séminaire spécialisé

Renseignements et inscriptions : INSTITUT DE GESTION SOCIALE, 2, rue de la Paix, 75002 Paris - Tél. 260-10-30

## IBM : UNE MULTINATIONALE RÉGIONALE

par Henry BAKIS

aux Presses Universitaires de Grenoble

- Quel est l'impact social d'I.B.M. ?  
— Y a-t-il un « homme I.B.M. » ?  
— L'esprit I.B.M. ne contribue-t-il pas à modeler un nouveau type d'individu, propre à toutes les multinationales. Est-ce souhaitable ? Cela ne se fera-t-il pas aux dépens de l'emploi chez les sous-traitants ?

### PRÉPARATION COMMERCIALE SUPÉRIEURE

## ADMISSION EN CLASSE PRÉPARATOIRE AUX GRANDES ÉCOLES DE COMMERCE

Les débouchés des Grandes Ecoles de Commerce et les classes de préparation.

Les débouchés offerts par les études commerciales et en particulier par les grandes écoles de gestion parisiennes (HEC, ESSEC, ESLSA) et les établissements de province sont nombreux et variés.

L'intérêt de la « Préparation Commerciale Supérieure » (PCS). Développée au sein d'une des plus grandes écoles de gestion, PCS est un centre de préparation aux grandes écoles commerciales, en prise directe avec l'environnement des affaires et la réalité étudiante. Une expérience pédagogique de plus de 28 ans permet d'accroître l'efficacité des préparations traditionnelles par une pédagogie rigoureuse, un suivi personnalisé, un entraînement intensif en mathématiques et en langues.

Procédures d'admission et renseignements pratiques :  
PCS admet les bacheliers des séries B.C.D.

Le nombre des places étant limité, les dossiers de demande d'admission doivent être envoyés au plus tôt.

L'admission définitive sera prononcée au vu des résultats du

Bac, après un examen des dossiers et, selon les cas, un contrôle des connaissances. Le Centre d'information et la direction sont à la disposition des élèves et de leurs parents.

PCS - ESLSA - 1, rue Bougainville - 75007 - 551-32-59. Etablissement privé d'enseignement supérieur reconnu par l'Etat.

### DEMANDE D'ADMISSION EN ANNÉE PRÉPARATOIRE AUX GRANDES ÉCOLES

A faire parvenir à PCS : 1, rue Bougainville - 75007 PARIS.

Nom ..... Prénom ..... Bac présenté .....  
Adresse personnelle .....  
Etablissement fréquenté .....  
Désire recevoir un dossier d'admission en classe de préparation aux Grandes Ecoles de Commerce et recevoir une documentation sur PCS. ☐  
Date ..... Signature .....

Monde

RAPPORTS ANNUELS  
FINANCIÈRES INTERNATIONALES  
Banque mondiale :  
gestion orthodoxe

Le reto



**PROSPECTIVE SOCIALE  
A L'ENTREPRISE**  
21 SEPTEMBRE  
1 DE L'UNESCO

**INSTITUTIONS DU DIRIGEANT**  
20 SEPTEMBRE  
2 DE L'UNESCO

**INSTITUTIONS DU DIRIGEANT**  
20 SEPTEMBRE  
2 DE L'UNESCO

**INSTITUTIONS DU DIRIGEANT**  
20 SEPTEMBRE  
2 DE L'UNESCO

**INSTITUTIONS DU DIRIGEANT**  
20 SEPTEMBRE  
2 DE L'UNESCO

**INSTITUTIONS DU DIRIGEANT**  
20 SEPTEMBRE  
2 DE L'UNESCO

**INSTITUTIONS DU DIRIGEANT**  
20 SEPTEMBRE  
2 DE L'UNESCO

**INSTITUTIONS DU DIRIGEANT**  
20 SEPTEMBRE  
2 DE L'UNESCO

# Le Monde

## DE L'ECONOMIE

### LES RAPPORTS ANNUELS DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES

## Banque mondiale : une gestion orthodoxe | F. M. I. : au cœur de l'inflation

**S**i, à travers les interventions passionnées de son président M. Robert McNamara en faveur de l'aide aux pays les plus pauvres, la Banque mondiale, malgré son nom de banque, s'est forgée une réputation de généraliste, voire d'un certain progressisme, on connaît moins en tout cas en France, ses méthodes de gestion financière. Son rapport annuel permet cette année encore de mesurer à quel point cette institution est dans ce domaine soucieuse d'orthodoxie. Peut-être va-t-elle trop loin dans ce sens. C'est l'un des reproches qu'on pourrait être tenté de lui adresser. Un autre, plus grave mais aussi plus imprécis, consiste à dire que les dirigeants de la banque ne sont pas les derniers à s'interroger sur ce point.

L'exercice 1977, clos au 30 juin cette année, s'est encore traduit par une augmentation des activités du groupe constitué par la Banque mondiale et ses deux filiales, dont la plus importante est l'association internationale de développement (AID) spécialisée dans des prêts pratiquement gratuits à très long terme (40 ans), et l'autre est la Société financière internationale (SFI). Globalement, le montant des engagements s'est élevé à 7,2 milliards de dollars, en augmentation de près de 400 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent. Pour sa part, la Banque mondiale a accordé cette année un prêt pour un montant total d'environ 5,8 milliards de dollars à cinquante-quatre pays différents.

En valeur nominale (on insiste beaucoup à la BIRD sur le mot de « nominal »), cela représente une progression sensible par rapport à 1976 (600 millions de dollars en plus), mais en valeur réelle, cela est beaucoup moins impressionnant. Quand à l'AID, elle a dû, pour des raisons financières, réduire ses interventions. Il faut savoir que ses ressources disponibles sont fixées pour une période triennale. Les dotations apportées par les pays donateurs, en septembre 1977, s'élevaient à 4,5 milliards de dollars pour la période 1974-1977, soit 1,5 milliard de dollars par an. Mais depuis lors, la dépréciation du dollar sur les marchés des changes et la perte du pouvoir d'achat de toutes les devises, y compris naturellement la devise américaine, ont produit leur effet, si bien qu'en cours des premières années on a eu tendance à dépenser davantage. Il ne restait plus pour 1977 que 1 300 millions de dollars. Dans les semaines qui viennent, les pays industriels et les pays de l'OPEP, qui ont ensemble décidé de porter à 7,7 milliards de dollars la nouvelle dotation de l'AID pour la période 1978-1980, devraient ratifier leur pro-

A quinze jours de leur assemblée générale annuelle, qui se tiendra à Washington du 26 au 30 septembre, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale rendent publics leurs rapports respectifs. L'inflation et ses conséquences (dont l'une est de réduire encore les crédits destinés à contribuer au développement des pays du tiers-monde) forment une fois de plus la trame de fond des analyses qui sont présentées dans ces deux documents. Mais en ce qui concerne les pays en voie de développement, l'aspect financier de l'aide n'est pas le seul élément à prendre en considération. Pour sa part, la Banque asiatique de développement, comme on le verra en page 25, s'inquiète de l'échec des expériences tentées il y a quelques années pour introduire des technologies nouvelles dans l'agriculture.

**E**n lisant le nouveau rapport du Fonds monétaire, on ne s'étonne ni de la persistance ni de la virulence de tendances inflationnistes dans le monde après trois années pleines de récession ouverte ou larvée. Non pas que le mauvais fonctionnement du système monétaire international soit une cause privilégiée du phénomène, mais parce que ce système est devenu une extraordinaire machine pour créer, presque sans limite et sans régulateur, de nouvelles liquidités. Ce document, comme les précédents, comporte une grande lacune : on n'y trouvera pas le moindre compte rendu sur les négociations que mènent les experts du F.M.I. avec les différents pays emprunteurs. Pas un mot sur la lettre d'intention à laquelle a dû souscrire, en décembre dernier, le gouvernement britannique pour obtenir le crédit le plus important (3,9 milliards de dollars) sur 3,9 milliards de D.T.S. dont une partie seulement peut être utilisée pendant l'année en cours) que le Fonds ait encore accordé depuis sa création en 1944. Pas une ligne sur les sévères conditions qu'il voudrait imposer au Pérou pour lui consentir le prêt dont il a besoin. Ainsi risque d'échapper au lecteur le contraste par quoi on serait tenté de caractériser la politique du Fonds : d'un côté une extrême sévérité pour ce qui concerne le fonctionnement global du système (en dépit des « règles de conduite » laborieusement élaborées pour servir de critères à la « surveillance » que le Fonds sera censé exercer sur les régimes de change de ses membres) et, de l'autre côté, un comporte-

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 24.)

### LA DIFFICILE RELANCE EN R.F.A.

On serait tenté de voir un symbole dans la démission du ministre de l'économie du gouvernement fédéral allemand, M. Hans Friderichs, doublement libéral, une fois comme membre du parti qui porte ce nom et une autre fois comme partisan sans concession de l'économie de marché. Même si des motifs d'ordre politique n'ont pas nécessairement joué le rôle principal dans sa décision (après tout, son successeur désigné, le comte Lambsdorff, appartient lui aussi à l'aile droite du parti libéral), ce n'est certainement pas par hasard que M. Friderichs a choisi ce moment pour annoncer son intention de quitter ses fonctions officielles pour entrer à l'état-major de la Dresdner Bank, dont le président, M. Juegert Ponté, a été, le 30 juillet dernier, assassiné par des terroristes.

Mais tout semble indiquer aussi que la renonciation de M. Friderichs à participer au cabinet de Bonn a aussi pour origine un désaccord sur la politique économique à suivre. Au début de cette année, le ministre allemand de l'économie estimait beaucoup trop optimistes les prévisions faites par le gouvernement qui tablait sur une croissance de l'ordre de 4,5% à 5% du produit national brut. Les faits lui ont donné raison. Les dernières statistiques confirment l'incertitude que l'on pouvait avoir : au deuxième trimestre, l'économie allemande a connu une quasi-stagnation, et depuis lors tout indique que l'activité est restée à peu près nulle. Ce n'est un secret pour personne à Bonn que, lors des récentes discussions sur le programme de « relance », le ministre de l'économie s'est inquiété de l'aspect « interventionniste » de plusieurs mesures envisagées, pensant que l'effort proposé pour alléger les charges des entreprises était nettement insuffisant.

Il serait tout aussi tentant de conclure des difficultés que traverse l'économie ouest-allemande (arrêt de la croissance, taux de chômage élevé) à l'effet du « modèle » proposé par la R.F.A. L'économie sociale de marché — ne se montrait, tout compte fait, guère plus efficace que, par exemple, la version suédoise du capitalisme à laquelle, sur plusieurs points importants, elle s'oppose. Mais, en réalité, les choses ne sont pas si simples. Il y a longtemps que l'Allemagne fédérale s'est éloignée de l'orthodoxie qu'on continuait de lui prêter généreusement. Autant par désignation devant la montée des dépenses publiques (notamment de caractère social) que par conviction — néo-keynésienne —, la coalition au pouvoir, formée par les sociaux-démocrates et les libéraux, a, au cours des dernières années, laissé se constituer un énorme déficit budgétaire qu'elle n'a commencé à réduire qu'en 1975. Les experts de l'O.C.D.E. ne sont pas loin de lui reprocher d'avoir trop brusquement, l'année dernière, renversé la vapeur.

Si l'incapacité de la R.F.A. à sortir rapidement de la récession remet quelque chose en question, c'est aussi le nouveau dogme selon lequel un déficit prolongé et systématique est par lui-même et en toutes circonstances un facteur d'expansion.

P. F.

(Lire la suite page 24.)

## Le retour à la méthode

Du 29 août au 3 septembre s'est tenu à Tokyo le cinquième Congrès mondial des économistes. Quels sont, en cette période de crise générale non seulement de l'activité mais aussi de la pensée économique, les grands thèmes qui préoccupent les théoriciens ? M. Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat au travail mais aussi professeur d'économie à l'Ecole polytechnique, répond, de retour de la capitale japonaise, à cette question.

**L**es économistes sont comme les autres hommes : quand ils se regroupent, c'est souvent pour se rassurer entre eux. Il faut dire que, en 1977, plus peut-être qu'à d'autres époques, ils en ont bien besoin. Les économistes ont eu, dans les vingt-cinq années de l'après-guerre, un grand prestige, dû à la rapidité et au caractère exceptionnel de la croissance économique dans la plupart des pays du monde. Et puis, la crise monétaire de 1971, la crise du pétrole de 1973, sont venues rompre cette harmonie et les contraindre à se poser des problèmes qu'ils n'avaient pas encore eu à traiter auparavant.

Ce n'est donc pas un hasard si, lors de son précédent congrès, il y a trois ans, à Budapest, l'Association éco-

par LIONEL STOLERU

mique internationale avait choisi comme thème pour le congrès de Tokyo de 1977 : « La croissance économique et les ressources ». L'Association économique internationale, fondée en 1950 dans le cadre de l'UNESCO, rassemble, en effet, des associations nationales regroupant les économistes au niveau de chaque pays, et, à l'heure actuelle, quarante-six pays sont ainsi représentés. Son congrès triennal, sans être ainsi le plus important, par le nombre de participants, des grands congrès internationaux d'économie, est celui qui a sans doute le plus un caractère véritablement international. Et c'est ainsi que, sur le nombre total de participants, environ mille deux cents, soixante-sept pays étaient représentés, avec évidemment un grand nombre de Japonais, environ six cents. Le congrès de Tokyo se tenait, cette année, sous la prési-

japonais ; ce qui explique la très forte assistance des économistes japonais.

Il est très difficile de faire la synthèse d'un aussi grand nombre de travaux présentés, mais, qu'il s'agisse de commissions sur la croissance future aux quelles j'ai participé, des séances plénières et de leurs discussions, ou des impressions lors des échanges de vues en dehors des séances, il m'a semblé que, par rapport aux tendances récentes, il était intéressant de noter deux aspects particuliers et une évolution générale.

### Deux aspects particuliers

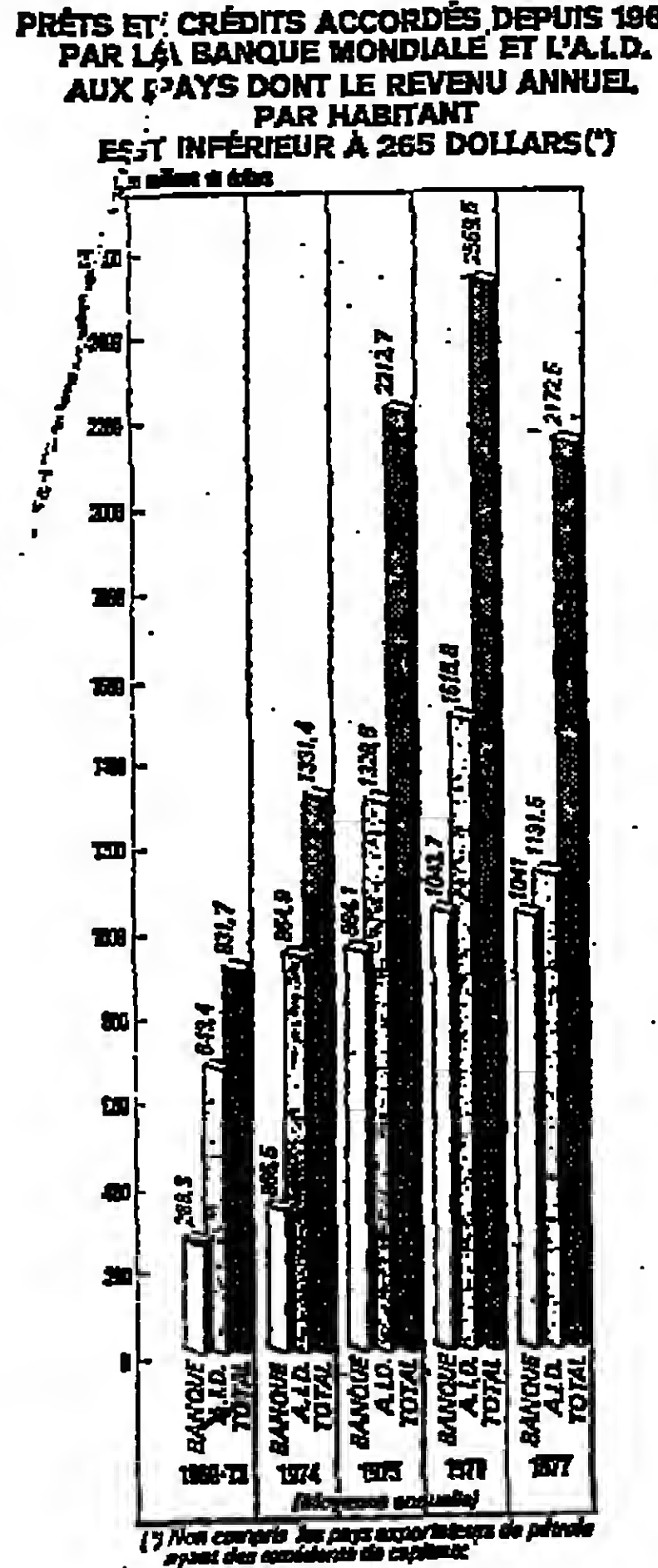
Le premier aspect particulier est le changement advenu par rapport au Club de Rome : la croissance zéro n'est plus considérée ni comme souhaitable ni comme fatale, et l'on raisonne beaucoup plus en termes de bon usage des ressources rares qu'en termes de limitation de la croissance par manque de ressources. Dans ce contexte, la nécessité d'un nouvel ordre économique mondial est soulignée avec une insistance répétée par les économistes des pays développés comme des pays en développement. Même le point de vue marxiste s'exprime (notamment par M. Miseszankowski, Pologne) au cours d'une session spécialisée est plus proche des limites politiques que des limites naturelles à l'expansion du capitalisme : selon lui, « ces barrières conduiront le capitalisme à épuiser ses capacités de développement au XXI<sup>e</sup> siècle ».

Le deuxième aspect est l'indécision des économistes quant à la durée et à la nature du ralentissement actuel de la croissance. Par-delà une certaine tentation à se décharger de ces problèmes sur les responsables politiques, il est clair que beaucoup d'économistes ont tendance à considérer la période 1973-1977 comme un accident de parcours, un accident de parcours que les économistes ne peuvent se contenter d'attendre une reprise spontanée de la croissance. Toutes les discussions sur les facteurs de la croissance ont tourné autour de ce thème : l'économie mondiale est-elle encore gouvernée en ce moment par l'offre de travail et de

capital disponible ou est-elle plafonnée par un manque de demande ?

Par-delà ces deux aspects particuliers, une évolution générale m'a paru très sensible : un besoin de retour à la méthode d'analyse scientifique des faits. Cette évolution est évidente lorsqu'il s'agit de mieux comprendre le passé : quel est le lien entre la productivité et l'emploi, quelle est la nature du progrès technique, quel est le rôle du commerce international ? Toutes ces questions ont besoin d'être posées d'une manière plus scientifique, car les idées générales ont été démenties par les faits récents. D'où en particulier toute une série de communications sur le rôle de la géographie, les besoins en capitaux, les politiques énergétiques, le rôle de l'innovation, les problèmes de nutrition. Cette évolution est encore plus caractéristique lorsqu'il s'agit de l'étude des problèmes du futur : dans un monde devenu complexe, où l'on s'aperçoit de plus en plus d'interdépendances, la modélisation redevient un outil normal de recherche économique. Un exemple particulièrement éclairant en a été donné par Edmond Malinvaud en montrant que le coût de la croissance n'a de signification véritable que si l'on peut répondre à deux questions :

- 1) Peut-on évaluer la croissance en tenant compte de certaines détériorations qu'elle entraîne ?
  - 2) Peut-on proposer des alternatives, c'est-à-dire réorienter la croissance ?
- Et de montrer qu'une analyse scientifique à partir de modèles, même sommaires, de telles croissances alternatives est indispensable pour progresser dans ce domaine, méthodologie également approuvée dans la discussion par le professeur Tsuru. Il ne serait pas étonnant de voir ainsi les économistes redevenir cartésiens pendant quelque temps pour tenter de se raccrocher à quelques grandes orientations sur l'utilisation rationnelle des ressources et la gestion rationnelle d'un système économique. Cela ne signifie pas qu'ils aient des équations à la place du cœur et qu'ils ignorent les aspects non chiffrables : comme le souligne M. Malinvaud, « en face de ressources physiques qui resteront limitées, une meilleure satisfaction des individus ne passe pas aujourd'hui par la seule augmentation de leur consommation, mais sans doute aussi par l'émergence d'une morale sociale qui modère la croissance des besoins individuels et crée une nouvelle solidarité entre les hommes ».



سكزامن الأصل



## INSTITUTIONS INTERNATIONALES

## F.M.I. : au cœur de l'inflation

(Suite de la page 23.)

Pour les années 1967-1969, les réserves des pays membres s'élevaient à 6 milliards de dollars, elles augmentèrent de 68 milliards de 1970 à 1972, la première (et dernière) émission de D.T.S. ne représentant que 9 milliards dans ce total. Cette rapide augmentation a été, comme le note encore le rapport, accompagnée de « changements fondamentaux », à propos desquels on peut s'interroger sur le bien-fondé des « analyses antérieures ». C'est la première fois que le F.M.I. remet en question d'une façon aussi nette le dogme selon lequel la « création » des liquidités internationales relevait de sa responsabilité.

Aujourd'hui, le problème des liquidités se pose dans des termes tout à fait différents, parce que beaucoup de pays « ont pris l'habitude d'emprunter des monnaies étrangères » (c'est-à-dire des dollars) auprès de banques privées, et que leurs gouvernements ont choisi d'utiliser une partie du produit de ces emprunts pour ajouter à leurs réserves. Ce que le rapport ne dit pas clairement, c'est que les avoirs en dollars ainsi accumulés s'analysent toujours comme autant d'engagements du système bancaire américain. Mais, une fois la convertibilité supprimée, il n'y avait plus aucun frein à la multiplication des

dollars, ce que le rapport, dans une phrase ambiguë, reconnaît presque.

La conséquence est que « les pays qui ont accès au marché international des capitaux... disposent d'un approvisionnement élastique de réserves ». Du coup, la notion même de réserves devient floue, dans toute la mesure où « le système, globalement, engendre des réserves par l'intermédiaire de banques et des autres institutions financières ». Cette élasticité « représente une différence de degré qui revient à un changement de nature ».

On peut se demander si, en dépit de son « élasticité », le nouveau système n'a pas pour conséquence inévitable de créer un état permanent de « manque », car le retour à l'équilibre n'est plus qu'un impératif lointain. Il est alors dans la nature des choses que les sommes que l'on peut effectivement emprunter aujourd'hui soient plus faibles que celles que l'on voudrait se procurer par ce moyen « pour être à l'aise ».

Dans quelle mesure les événements de ces dernières années ont-ils ou non éloigné encore un peu plus le monde de l'équilibre ? La question revient à se demander, si on la traduit en termes de techniques de la monnaie internationale, dans quelle mesure le processus d'ajustement des balances de paiements entre elles a été entravé.

C'est une question qu'aborde une fois de plus les auteurs du rapport. Ils apportent un élément relativement nouveau qu'ils tirent de l'examen du tableau ci-dessous.

Quelle valeur scientifique doit-on attacher aux chiffres hypothétiques qui sont censés mesurer la projection du déficit (ou excédent) moyen des années 1967-1972 dans le monde d'aujourd'hui ? On peut avoir quelque doute sur la méthode employée, si l'on s'avise du fait que le déficit n'est pas tant affaire de niveau d'activité que de la qualité de gestion. De leurs calculs, les économistes du Fonds tirent toutefois cette idée que, tout compte fait, l'ampleur du déficit des pays pauvres est du même ordre de grandeur que celui correspondant aux tendances à moyen terme qui se dégagent pendant la période antérieure au relèvement du prix du pétrole. D'où cette autre idée que l'excédent des pays de l'O.P.E.P. analysé comme représentant désormais le montant de l'« épargne internationale », n'est pas d'un ordre de grandeur « traditionnellement élevé » et qu'il n'est pas non plus « de nature à empêcher un niveau d'emploi suffisant dans l'économie mondiale ».

En conséquence, le F.M.I. est enclin à penser que l'existence d'un fort déficit des paiements courants pour les pays en voie de développement non producteurs de pétrole « n'est plus une source de préoccupation sérieuse ». Des problèmes peuvent surgir pour quelques cas particuliers, mais globalement les craintes soulevées naguère par la mesure de l'endettement « se révèlent injustifiées ». Le financement en 1977 d'un déficit global du même ordre de grandeur que celui de 1976 « ne soulève aucun problème général ». Dans l'ensemble, « un meilleur fonctionnement du processus d'ajustement dans les années à venir est réalisable si un certain nombre de conditions sont réunies ».

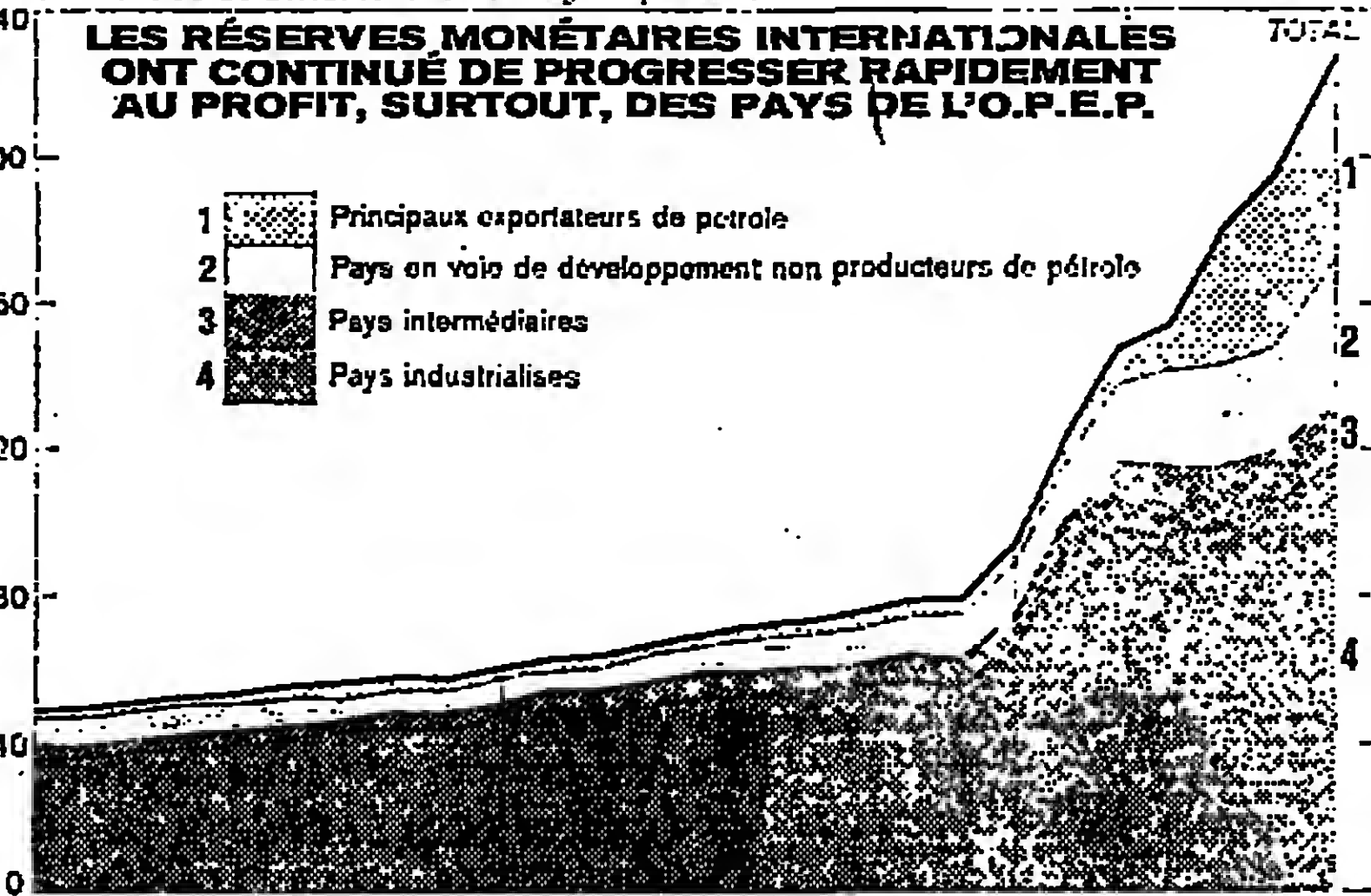
La principale est une « coopération serrée » de la communauté internationale. Le protectionnisme apparaît aux experts comme le plus grave danger à l'horizon. Du côté des pays excédentaires de l'O.P.E.P., les experts du F.M.I. notent « une tendance à diversifier leurs placements qui deviennent moins rigides ». Les dépôts en banques (sur le marché de l'eurodollar) et les achats de bons du Trésor à court terme ne représentent guère plus qu'un quart du total en 1976 au lieu des deux tiers en 1974.

Avec d'innombrables précautions, ils s'élèvent contre la « notion simpliste » selon laquelle, dans le monde industrialisé, chaque pays doit prendre sa « juste part » du déficit pétrolier global. Cette thèse (dont on s'est servi pour rendre responsables l'Allemagne et le Japon du déficit des autres pays) ne tient pas compte des « différences de structures » (les experts auraient été plus avisés de parler de différences de politiques). Même si « la contribution des changes flottants à la réduction des déséquilibres apparaît limitée, la plus grande flexibilité constatée dans ce domaine a été cependant un élément utile pour atténuer les effets de la divergence des taux d'inflation ». D'autres pensent que cette divergence est une conséquence du flottement généralisé.

La sixième augmentation des quotas (contributions des Etats membres) du F.M.I. est en cours d'exécution. Elle devrait porter le total des ressources théoriques — les monnaies des pays débiteurs et les devises non convertibles ne sont pas utilisables — de 29,2 à 39 milliards de D.T.S. Le principe d'une septième révision en hausse des quotas a été adopté par le « comité intermédiaire » (vingt ministres des finances représentant les quelque cent dix pays membres dont les moins importants sont regroupés) réuni à Washington les 28 et 29 avril 1977. Le directeur général devra présenter ses propositions au conseil des gouverneurs d'ici au 9 février 1978.

P. F.

en milliards de D.T.S. (Droits de tirage spéciaux) 1 D.T.S. = 118 dollar environ



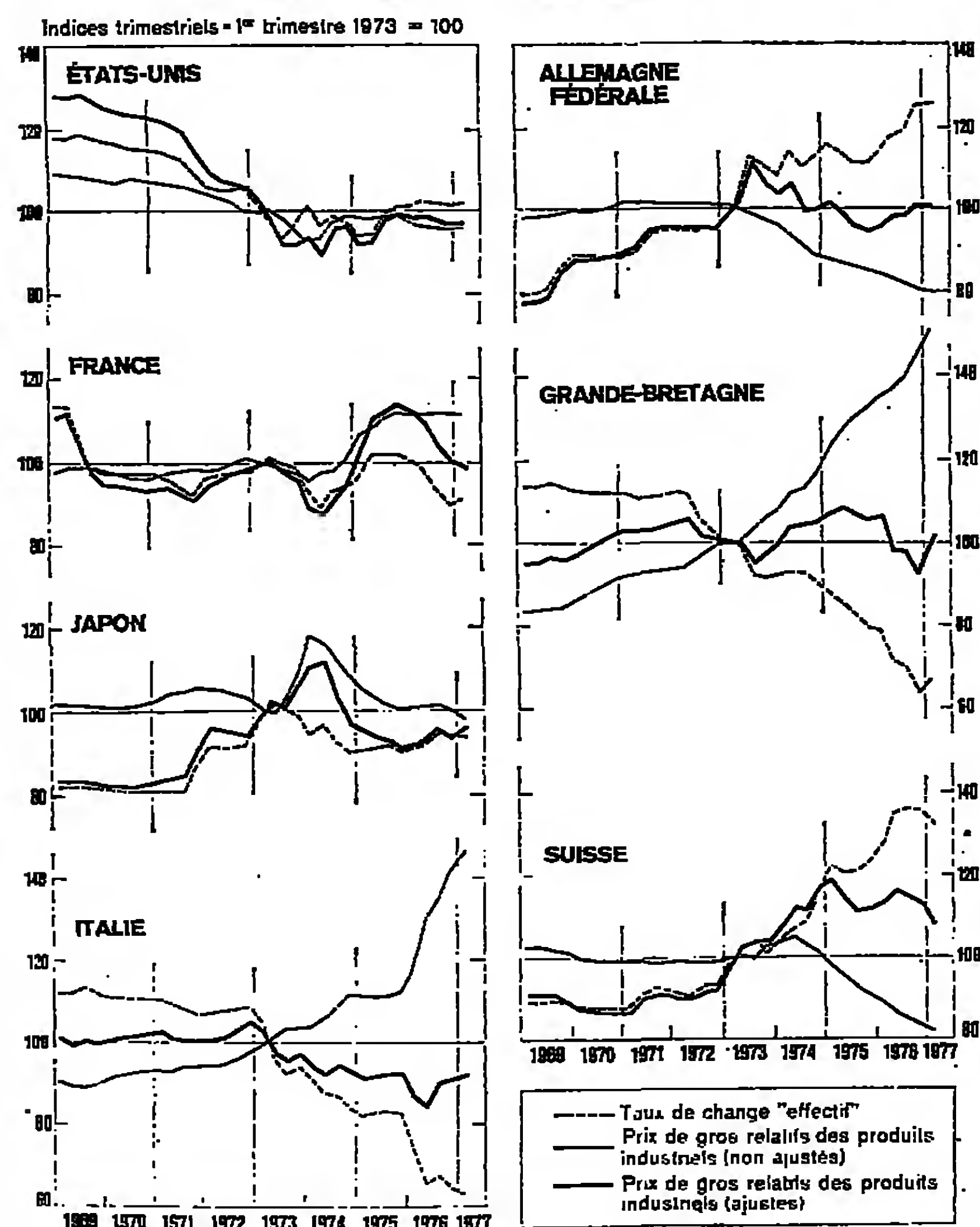
La dislocation du système monétaire international, au début de cette décennie, a eu pour conséquence une véritable explosion de liquidités. En 1977, les avoirs en devises (principalement des dollars) ont continué à progresser très rapidement. De la fin 1969 au début de 1977, ils ont été multipliés par cinq. Depuis 1974, c'est, comme on pouvait s'y attendre, les pays exportateurs de pétrole qui voient leurs réserves augmenter le plus rapidement. Notons cependant que la part relative des réserves de changes possédées par les pays industrialisés est, virtuellement plus importante que celle qui semble ressortir de ce graphique établi par le Fonds monétaire. Ce dernier continue en effet d'évaluer les avoirs en or sur la base d'un prix fictif de 25 D.T.S. l'once (équivalent à environ 38 dollars). La quasi-totalité de l'or monétaire appartient aux pays industrialisés.

## STRUCTURE GLOBALE DES BALANCES DE PAIEMENTS COURANTS (EN MILLIARDS DE DOLLARS)

GROUPE de pays	Moyenne 67/72	1973	1974	1975	1976	1977 (Projection)	Moyenne 67/72 recalculée (1)
Principaux pays exportateurs de pétrole	0,7	6	67	35	41	37	3
Pays industrialisés	10,2	12	18	19	1	1	31
Autres pays importateurs de pétrole	— 1,7	1	14	15	14	12	6
Moyenne développée	— 8,1	— 11	— 36	— 36	— 26	— 25	— 28

(1) Le calcul consiste à établir à quel chiffre correspondrait le résultat moyen des années 1967 à 1972 si on tenait compte de la progression des prix et de l'activité économique intervenues depuis lors.

## LES VARIATIONS DE TAUX DE CHANGE ONT À PEU PRÈS ANNULÉ LES DIVERGENCES DANS L'ÉVOLUTION DES PRIX



Depuis mars 1973, c'est-à-dire depuis la généralisation des taux de changes flottants, les variations constatées dans le cours des monnaies ont eu tendance à compenser les différences de taux d'inflation enregistrées d'un pays à l'autre. C'est du moins ce que semblent montrer les graphiques ci-dessus, tirés du rapport du F.M.I. On s'aperçoit que la courbe qui représente l'évolution des prix de gros relatifs, après ajustement par le taux de change, se retrouve en 1977 à peu près au même niveau où elle se trouvait en mars 1973. Cela semblerait indiquer que depuis quatre ans il n'y a guère eu de changement dans la compétitivité des principales économies. Deux exceptions toutefois : en Suisse, les prix sont aujourd'hui plus élevés qu'ils ne l'étaient il y a quatre ans et demi, alors qu'en Italie ils sont nettement plus bas. On devrait en conclure que les exportateurs suisses ont en moyenne souffert de la revalorisation de leur monnaie, alors qu'au contraire les exportateurs italiens sont, grâce à la dépréciation de la lire, en meilleure posture sur le marché international.

## TIERS-MONDE

## Banque mondiale : une gestion orthodoxe

(Suite de la page 23.)

La nouvelle répartition est le résultat d'analyses qui ont fait justice de l'idée selon laquelle il suffisait, pour amorcer le développement, de créer une infrastructure adéquate, puis de servir de point d'appui à l'essor de l'activité économique. Aujourd'hui, l'état-major de la Banque estime, sans pour autant abandonner les projets traditionnels, qu'il peut être utile de promouvoir le développement de zones rurales limitées dans leur extension géographique, mais qui doivent servir d'exemple au milieu environnant.

Cette nouvelle méthode sera-t-elle plus fructueuse que l'ancienne ? Tout en étant persuadé de son efficacité, les économistes de la Banque restent toutefois prudentes, comme l'atteste le passage suivant tiré de leur rapport : « Il est deux conclusions qui s'imposent. Premièrement, il est possible de concevoir des projets qui aident à augmenter leur production et à accroître leurs revenus. Mais, deuxièmement, le développement rural n'est pas une tâche facile ».

Il est dans la nature des projets financés par la Banque, dont l'exécution s'étale sur plusieurs années (sept à dix ans, souvent), que les engagements pris au cours d'un exercice ne donnent lieu qu'à de faibles décaissements au cours des premières années. Comme les engagements sont en constante augmentation, le montant des décaissements annuels leur est constamment inférieur.

C'est ainsi qu'au cours de l'exercice sous revue, les décaissements se sont élevés à 2,8 milliards de dollars seulement. C'est au vu de ces chiffres que l'on peut comprendre le problème de la trésorerie. Comme pour tout organisme faisant des prêts à moyen et long terme, la Banque mondiale a théoriquement le choix entre plusieurs politiques oscillant entre l'extrême prudence et l'imprévoyance. La prudence poussée jusqu'à ses ultimes conséquences consiste à couvrir jusqu'à 100 % ses engagements : on ne met en route l'exécution des projets qu'à partir du moment où l'on dispose de tout l'argent nécessaire dans sa caisse. L'autre attitude consiste à ne se procurer les fonds qu'au moment où on en a effectivement besoin, quitte à courir le risque de voir les taux d'intérêt monter lorsqu'on se décide enfin à emprunter les sommes qu'on s'est engagé à prêter à un taux convenu d'avance.

Entre ces deux comportements, la Banque mondiale penche nettement du côté que commande la sagesse. Au cours de l'exercice qui vient de se terminer, elle aura encore emprunté sur le marché 4,7 milliards de dollars. En empruntant, elle se décide enfin à emprunter les sommes qu'on s'est engagé à prêter à un taux convenu d'avance.

Les placements à court terme aux-

quels elle procède en attendant l'utilisation des fonds, lui rapportent normalement moins de 5 % au cours du dernier exercice. Ajoutons que la gestion de sa trésorerie exclut toute spéculation sur les changes. Elle émet des obligations sur les grands marchés financiers ouverts aux emprunteurs étrangers : aux États-Unis, en Allemagne fédérale et en Suisse. Les dollars qu'elle emprunte ont été placés par elle à court terme à New-York (mais pas sur le marché de l'eurodollar) ; les DM de même ont été placés en Allemagne et les francs suisses en Suisse.

Certains pays membres reprochent à la Banque mondiale d'être systématiquement ses bénéficiaires, qui se sont élevés en 1977 à 208 millions contre 220 millions en 1976. Ce à quoi elle répond que l'existence d'une trésorerie confortable, outre qu'elle lui assure une certaine indépendance, lui permet de s'adresser aux marchés financiers dans les meilleures conditions possibles. C'est pour cette raison que les obligations qu'elle émet portent toujours le taux d'intérêt le plus bas du moment, celui qui est consenti par le marché à ses meilleurs débiteurs (la Banque emprunte au même taux que l'Etat américain ou l'Etat allemand).

Quant au taux dont sont assortis les prêts que la Banque accorde elle-même aux Etats et aux institutions qui lui en font la demande pour financer tel ou tel projet, ils sont assortis d'un taux d'intérêt légèrement supérieur à celui auquel elle se procure les fonds correspondants. Ce taux varie selon une certaine formule ajustable trimestriellement. Au début de cette année le taux était de 8,5 %. Il a été ensuite ramené à 8,2 %.

La Banque mondiale pourrait, elle, toutes considérations financières mises à part, étendre ses activités ? Ses experts en doutent. Ils font remarquer que les prêts qu'elle consent viennent en le plus souvent en complément de subventions budgétaires allouées par le pays bénéficiaire. Or, tous les pays, et peu s'en faut, essayent de contenir leurs dépenses. A cela s'ajoute le caractère limité des ressources humaines et matérielles mobilisables sur place, sans parler de la contrainte imposée par les effectifs limités de la Banque mondiale et de ses filiales.

PAUL FABRA.

vous êtes BACHELIER

vous souhaitez vous orienter vers la

GESTION D'ENTREPRISE

ipag Institut de préparation à l'Administration et à la Gestion

Etablissement privé d'enseignement technologique supérieur reconnu par l'Etat (association loi 1901).

vous proposez une

FORMATION EN 3 ANS alternant

Stages en Entreprise et à l'Etranger - Etudes à l'Institut avec expérimentation active des techniques de gestion grâce à un corps professoral issu de l'entreprise et un matériel didactique moderne (terminal d'ordinateur, magnétoscope, laboratoires de langues).

LES INSCRIPTIONS SONT PRISES JUSQU'AU 25 SEPTEMBRE 77

Information ou inscription à l'IPAG 184, Bd St Germain 75006 Paris Téléphone 222.08.55

## SOUDAGE ET DÉCOUPAGE

LA PLUS GRANDE FOIRE SPÉCIALISÉE DANS LE MONDE POUR LA TECHNIQUE DE SOUDAGE

Le point de rencontre tous les 4 ans des collègues spécialistes venant de l'intérieur comme de l'extérieur. Plus de 400 exposants en provenance de 20 pays y montreront une offre supérieure de tous les procédés de soudage, de découpage, de brasage et de collage, des méthodes de mesure et d'essai, des appareils de soudage, des baquettes d'apport, des auxiliaires et des exemples de construction.

DVS

FOIRE INTERNATIONALE SPÉCIALISÉE ESSEN 21 - 28 SEPTEMBRE 1977

## ORGANISATEUR:

Deutscher Verband für Schweisstechnik e.V.  
D-4000 Düsseldorf et  
Ausstellungs- und  
Messegesellschaft mbH  
Essen (AMGE)  
D-4300 Essen 1

## RENSEIGNEMENTS:

Messe Essen  
Norbertstr. 56  
D-4300 Essen 1  
Tel.: 0201/77 30 54  
Telex: 85796-7

AMGE



## SÉCURITÉ SOCIALE

## Contrairement aux prévisions : moins d'actes médicaux

La Sécurité sociale en excédent en 1977 et la menace d'un retour au déficit en 1978 : ces prévisions, qui ont été calculées par les services du ministère de la santé et de la sécurité sociale, ont tout à la fois heureusement étonné et inquiété bon nombre de Français tout en suscitant beaucoup d'incrédulité. Des chiffres qui viennent d'être lancés, trois leçons principales peuvent être tirées : l'extrême sensibilité des dépenses sociales à la conjoncture, l'amorce d'une meilleure maîtrise des frais de maladie et l'aggravation certaine de la situation financière de l'assurance-vieillesse.

L'ÉTONNANTE évolution des dépenses et recettes du régime général (un constat pour les années 1976 et 1977) : des prévisions pour 1977 et 1978 s'expliquent en partie par l'influence de la conjoncture tant économique que politique. Deux exemples significatifs peuvent être donnés. En 1976, les spécialistes de la prévision évaluaient le déficit de 1976 en solde annuel à 9 milliards (le Monde du 14 octobre 1976) plus tard il fut estimé à 12 milliards : on constate aujourd'hui que le « trou » a été seulement de 1.167 milliard. Pour l'année 1977, on est passé successivement d'un déficit de 9,5 milliards à 4 milliards, puis à 0,4, et maintenant à un excédent prévisible de 2,5 milliards de francs ramené à 1 milliard si l'on tient compte du coût de l'accroissement de l'allocation de retraite scolaire. Étant-il la manipulation, voire de falsification comme cela a été dit ?

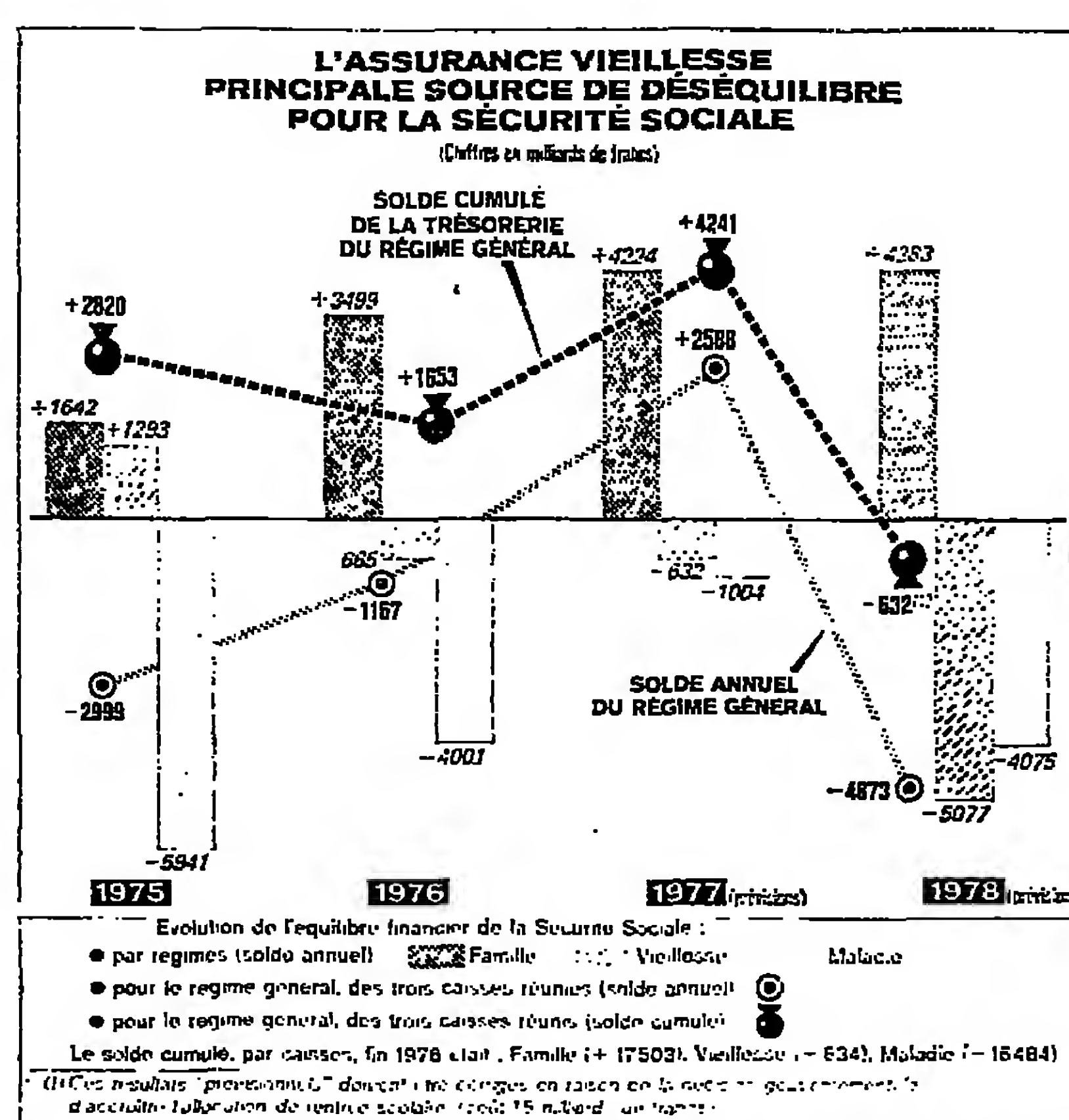
C'est oublier l'addition de deux facteurs qui ont influencé les rentrées d'argent : tout d'abord la double augmentation du taux des cotisations en 1976, ensuite l'accroissement des salaires qui, en dépit d'une relative stagnation du pouvoir d'achat, a été plus important que prévu dans les documents officiels élaborés par les statisticiens, il y a un an, au moment du lancement du plan Barre. Or il faut savoir qu'une différence d'un point dans les prévisions sur les salaires modifie le budget de 1 milliard de francs environ et qu'une erreur admissible de prévision des dépenses ou recettes de l'ordre de 10 % modifie aussi le même budget de 2,5 milliards environ.

Mais d'autres facteurs ont joué en 1976 et en 1977. On a constaté une détermination des dépenses maladie. Il s'agit là d'un phénomène important qui lui aussi s'explique de différentes façons. Le constat est d'abord : non seulement les dépenses s'accroissent moins vite (le Monde du 3 septembre 1976), mais le nombre des actes médicaux se stabilise, voire diminue. Cette évolution s'est amorcée en 1976 : le nombre de consultations a augmenté de 2,2 % en 1976 au lieu de 10,1 % en 1975 ; celui des visites (- 3,3 % au lieu de + 7,1 %) et le total des indemnités journalières a diminué (- 3,2 % au lieu de + 4,4 %). Selon le CREDOC, dans une étude récente, portant sur plusieurs années, « la croissance du volume des consommations entre 1975 et 1976 a été moins rapide qu'entre 1974 et 1975 pour tous les types de consommation et on note même un ralentissement par rapport à la période des cinq années 1971-1976 (1) ». Et selon les toutes fraîches statistiques sur le premier semestre 1977, cette détermination s'est confirmée et même transformée en diminution puisque le nombre des visites, des journées d'hospitalisation et des indemnités journalières a baissé passant respectivement de l'indice 100 en 1976 à 94,4, 95,8 et 95,5. S'agit-il d'un renversement de tendance ou seulement d'un « accident » conjoncturel ? Il est difficile de retenir une seule explication.

Au ministère de la santé, on n'exclut pas l'influence de la crise et du chômage sur la consommation médicale, mais on précise aussi que la récession peut avoir des effets inverses en raison des traumatismes et angoisses que peut

susciter par exemple la menace puis la réalisation d'un licenciement. Mais on fait état surtout du comportement de l'assuré et de l'action du ministère, sans oublier les effets du climat, en l'occurrence la douceur de l'hiver 1976-1977. Et de citer l'effet bénéfique de la campagne sur les abus de médicaments et sur la meilleure gestion des hôpitaux, le triage des 1976, puis l'arrêt (sans exception) cette année, de la création de lits d'hôpitaux en application des directives « contraignantes » du ministère aux préfets ; la réévaluation du prix des médicaments bon marché qui, au temps du blocage des prix, devenaient parfois introuvables, étant remplacés par des spécialités coûteuses (on nous a cité le cas d'un médicament « bon marché » dont la quantité mise en vente est passée de 70 000 à 1 million après la hausse des étiquettes). Toutes ces évolutions permettent-elles d'affirmer que la maîtrise des dépenses médicales et hospitalières est amorcée ? Au ministère de la santé, on se contente de remarquer prudemment qu'un « palier » a été atteint sans que l'effort du dossier des soins : en maladie, le signal d'alarme semble passer du « feu rouge » au « feu orange » et le ministère n'entend pas relâcher sa vigilance. On revient tout le monde reconnaît qu'il n'est certain que des prévisions sur les dépenses maladie s'ajoute, hélas, des certitudes sur l'évolution des dépenses de l'assurance-vieillesse. Aucun doute, le « feu rouge » est allumé. Pour la première fois en 1976, ce régime a été en déficit (- 688 millions) et le déséquilibre devait aller en s'accroissant (- 5 077 millions en 1978). Il s'agit là d'un phénomène durable (structurel) et non pas conjoncturel. L'accroissement du nombre des personnes âgées et la détérioration du rapport cotisant-retraité, ainsi que les améliorations apportées depuis 1971 aux retraites (le Monde du 6 février 1977), tout sans contester aggraver les charges de l'assurance-vieillesse.

Sans mesure nouvelle, le déficit de l'assurance-vieillesse va s'accroître d'ici à 1980. Il n'y a sans doute pas urgence pour 1978 : les prévisions pour les trois régimes de la sécurité sociale démontrent la fragilité et une relance de la croissance avec une augmentation des travailleurs et des salaires, liée à une maîtrise des dépenses maladie, peuvent



se traduire par une « disparition » du déficit tel qu'il est prévu, toutes les cotisations confondues.

Mais à terme, le sort financier de l'assurance-vieillesse devra être réglé : les observateurs les plus réalistes estiment que le relèvement d'un quart de point des cotisations serait nécessaire dès 1978, impossible en période électorale ? Les mêmes observateurs ajoutent qu'à moins de recourir à la formule traditionnelle et contestable qui consiste à puiser dans les caisses d'allocation familiales excédentaires (2), l'accroissement des recettes, c'est-à-dire

des cotisations d'assurance-vieillesse, devra de toute façon être envisagé fin 1978 ou en 1979.

JEAN-PIERRE DUMONT.

(1) Selon cette étude « La consommation médicale en 1976 des personnes protégées par le régime général » (n° 4562 - mai 1977) le taux d'accroissement de la consommation par personne pour les consultations par exemple, a été de + 1,7 % en 1976, + 8,5 % en 1975 et + 4,2 % pour la période 1971-1976. (2) Le régime d'allocation familiale possède, en écriture comptable, un excédent cumulé de 17 milliards de francs fin 1976. En 1978, la législation constante, il pourrait atteindre 26 milliards.

## TIERS-MONDE

## Après l'échec des « révolutions vertes »

Bangkok. — Sur la carte de l'Asie non communiste, les expériences de « révolution verte » entreprises au cours des dix dernières années se résument aujourd'hui à quelques îlots plus ou moins prospères éparpillés dans un océan de misère paysanne. Bien des rêves d'abondance suscités dans la région par l'introduction de technologies nouvelles se sont dissipés.

TOUTE modification significative et durable de cette situation pré-suppose de profonds changements structurels, voire institutionnels. Les pouvoirs conservateurs en place dans la majorité de ces pays peuvent-ils les réaliser sans se condamner *facto* à disparaître ? Peuvent-ils encore temporiser devant la montée des frustrations d'un milliard d'êtres humains ? Pour sortir de ce chaos, le temps presse, et l'on voit avec inquiétude les problèmes ne soient réglés par d'autres révolutions moins pacifiques.

Ces constatations, ces interrogations pessimistes, sont tirées en substance d'un

rapport de cinquante pages (1) effectué à la demande de la Banque asiatique de développement (BAD). Plus qu'un nouveau cri d'alarme, ce document est une mise en garde adressée aux dirigeants des pays concernés et à ceux des pays développés afin qu'ils révisent leurs politiques d'aide. Le rapport, qui devrait être rendu public vers la fin de cette année, a été résumé dans un bulletin trimestriel de la BAD (2). Il dresse un bilan sévère des carences et des échecs survenus dans l'application de la « révolution verte » entre 1967 et 1977.

C'est un constat d'abord sur un ensemble de douze pays (3) qui regroupent plus du tiers de la population du globe et dans lesquels tout porte à croire que l'accroissement démographique restera très rapide au cours de la prochaine décennie.

Le rapport propose néanmoins une série de solutions plus ou moins nouvelles en vue de freiner la paupérisation du plus grand nombre et de procéder à une plus équitable répartition des richesses. Sa parution risque de coïncider avec l'annonce de l'une des plus mauvaises récoltes de riz qu'ait connues le Sud-Est asiatique depuis des années. Le Vietnam, la Laos, la Thaïlande et la Birmanie, notamment, ont été affectés par une sécheresse persistante.

Dans le Sud et le Sud-Est asiatique, la production alimentaire n'est pas parvenue à soutenir le rythme effréné de la croissance démographique. Dans certains des pays étudiés, la production céréalière *per capita* a baissé depuis 1967-1968. Les fluctuations climatiques, la conjoncture économique internationale défavorable et parfois des exportations excessives liées au besoin de devises ont encore aggravé la situation. En moyenne, estime le rapport, pour 60 %, le budget des ménages est consacré à l'alimentation. Pourtant, « dans la plupart des pays (...), la capacité nutritionnelle est inférieure au niveau requis pour jouir d'une santé normale ».

Quant aux salaires réels, ils ont stagné ou même baissé depuis dix ans. L'augmentation rapide de la masse des travailleurs sans terre a joué de façon négative sur la consommation médicale. L'inflation a encore érodé le pouvoir d'achat. Conséquence généralisée : des millions de chômeurs ruraux en quête d'emploi sont allés grossir les rangs des chômeurs urbains et les ceintures de bidonvilles.

Depuis dix ans, constatent les experts, la pauvreté rurale s'est étendue. Dans les pays du Sud asiatique, « pour 70 %, la population reçoit moins de 20 % du revenu national ».

L'apport des technologies nouvelles et des semences à haut rendement (mais qui nécessitent une forte quantité d'intrants) n'a pas durablement donné à la production le coup de fouet attendu. Les rendements riscolent restent « inférieurs à ceux de l'Asie de l'Est, du Japon, de la Corée du Sud et de Taïwan ».

Au Pakistan, où une irrigation appropriée a favorisé l'application des techniques nouvelles, la production a augmenté de 8 % par an. En Birmanie, elle n'a guère dépassé 1 % par an et le fait notablement d'une mauvaise utilisation des eaux. La Malaisie, les Philippines et le Sri-Lanka ont enregistré des progrès. Mais ces pays restent tributaires de fortes importations céréalières qui continuent à grever leurs budgets.

## Insuffisance des réformes

S'il faut en croire les projections chiffrées du rapport, la prochaine décennie s'annonce sous des auspices encore plus sombres. Déjà, en 1982, la Banque mondiale estimait que « 415 millions de personnes (soit 40 % de la population de ces pays) vivaient au-dessous de la ligne de pauvreté absolue » dont 315 millions dans les zones rurales.

Seules la Corée du Sud, Taïwan et la Malaisie étaient au-dessus de cette ligne de misère.

Comment en est-on arrivé là ? Peut-on espérer briser ce sous-développement, alors que les nations riches, affectées par une crise économique prolongée, multiplient les mesures protectionnistes ?

Pour les rédacteurs de l'enquête, cette décennie aura d'abord été celle de l'absence d'une volonté politique (ou d'une capacité) de la part des dirigeants et des élites nationales à réaliser jusqu'au bout les changements structurels indispensables pour sortir la paysannerie de l'ornière. « Il est rare, notent-ils en termes mesurés, que des efforts soient entrepris pour s'assurer que les objectifs de la politique nationale coïncident réellement avec ceux fixés par le développement rural ».

De grands projets réformateurs ont été annoncés ici ou là. Mais, le plus souvent, ils sont restés limités, handicapés dès le départ par une absence de planification et d'encadrement, par

l'impréparation des mentalités aux changements, par l'immobilisme, le clientélisme, la bureaucratie et la corruption.

Les réformes agraires ont souffert des mêmes maux et le rapport souligne que l'absence d'encadrement a été le plus grand échec de la révolution verte (le Bangladesh) « plus de la moitié des propriétés ont une superficie de 1 hectare ou moins ».

À cet égard de maux, quelle remède apporter ? Les experts proposent un ensemble de mesures dont la première reste la conduite de réformes agraires effectives. Celles-ci devraient entraîner une adaptation — ou une réorientation — des institutions existantes aux possibilités du monde rural afin de favoriser la création d'emplois et le développement de la production. C'est apparemment la voie qu'ont choisie les pays « voisins » socialistes. Corrélativement les experts suggèrent une plus grande intervention de l'Etat dans la mobilisation des ressources et le financement public de grands travaux d'aménagement rural faisant appel à une main-d'œuvre nombreuse. Le rapport insiste sur la nécessité absolue d'une décentralisation régionale et propose la création, dans un premier temps, de petites unités de production « semi-sponsantées » moins lourdes à organiser et à

gérer que les coopératives. Une fois atteints ces objectifs, il sera nécessaire de susciter la création d'agro-industries locales créatrices d'emplois.

Soulignant que « la technologie ne saurait résoudre tous les problèmes », les experts se prononcent pour une « mécanisation sélective », adaptée aux impératifs locaux. Ils veulent privilégier le capital travail d'abord et « augmenter la productivité de la terre plutôt que celle du travailleur ».

Ces transformations devraient être accompagnées de mesures de garanties des prix agricoles et d'un système de crédits ruraux destiné à favoriser les petits propriétaires.

Cependant, à supposer que ce catalogue de mesures soit de nature à améliorer la situation, sa mise en œuvre dépendra au moins aux yeux de la majorité des gouvernements locaux que de la politique d'aide des pays riches qui vise le plus souvent à promouvoir leur propre vente.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

## Jean-René BERNARD : UN ÉCONOMISTE A MEXICO

JEAN-RENE BERNARD est un des hommes qui n'aura cessé, depuis son entrée dans le cabinet de Georges Pompidou en 1962, d'être mêlé de près à la conduite de sa politique économique. La France l'envoie comme ambassadeur au Mexique.

S'il n'appartient pas d'origine au Quai d'Orsay, J.-R. Bernard aura eu maintes fois l'occasion d'exercer ses qualités de diplomate. A l'Inde Malgache jusqu'en 1968, puis de 1968 à 1974, à l'Élysée, où il a suivi Georges Pompidou, il aura été sans doute le proche collaborateur pendant le plus grand nombre d'années. — Il a eu souvent à négocier de difficiles dossiers économiques avec les envoyés de gouvernements étrangers.

Depuis le 15 octobre 1967 jusqu'à sa nomination du 8 septembre dernier à son nouveau poste, il aura occupé les fonctions de secrétaire général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne, que les Initiés ne désignent (en l'occurrence, on les abuse) que par ses premières initiales, le S.G.C.I. C'est à travers cet organisme, dont les bureaux sont modestement installés qu'Brany, qu'est préparée et soutenue la politique de la France au sein des Communautés. Jean-René Bernard, qui, pendant dix ans, aura assisté à presque tous les conseils européens, est de ceux qui, à Bruxelles ou à Luxembourg, défendaient les intérêts nationaux dans un véritable esprit de coopération. Dans ses « Mémoires », Jean Monnet écrit : « Je trouvais en

Jean-René Bernard l'interlocuteur le plus compétent et le plus loyal, avec lequel j'étais des rapports de confiance durables. Par lui, Pompidou savait ce que je pensais et se réservait de tenir compte ou non de mes avis. »

C'est avec le même sentiment de servir une entreprise utile, mais difficile, qu'après la première chute du dollar (en décembre 1971) il a soutenu les efforts du président Pompidou en faveur de l'union économique et monétaire de l'Europe, tout en participant en première ligne aux négociations qui devaient conduire à l'adhésion de la Grande-Bretagne (ainsi que du Danemark et de l'Irlande) au Marché commun. Devenu spécialiste, par la force des choses, des questions agricoles, Jean-René Bernard s'est aussi intéressé de près à l'économie des hydrocarbures, notamment pendant les trois années où il a participé au premier conseil d'administration de l'ERAP. Cette expérience pourra lui être utile dans un pays en passe de devenir un des grands producteurs de pétrole de l'hémisphère occidental.

A Mexico, ville de grande culture, Jean-René Bernard ne pourra pas non plus ne pas emporter avec lui ce qui explique peut-être le mieux sa personnalité : son goût pour la littérature, qu'il pratique en écrivant des nouvelles où l'observation de la société et l'imagination se prêtent main-forte pour exprimer à sa manière les tragédies de l'existence.

P. F.

● C'est par erreur qu'il a été écrit dans l'article paru dans « le Monde de l'économie » du 6 septembre et consacré à « La crise des imprimeries de périodiques », que la vignette qu'il est, comme l'affirme le Syndicat du livre C.G.T., imprimée à l'étranger. En réalité, la vignette en question est produite par l'imprimerie du Timbre à Périgueux.

Dans le même article, une coquille a fait écrire que le Crédit national étudiait la possibilité d'un prêt « aux imprimeries en difficulté ». C'est évidemment « aux imprimeries » qu'il convenait de lire.

**VOIX ET EXPRESSION**  
parler avec assurance  
se faire écouter,  
maîtriser l'expression  
convaincre, décider.  
Tous renseignements :  
C.E.S.D.E.L. de 14 h. 30 à 18 h.  
24, rue Henri-Barbus, 75014 Paris  
Téléph. 325-18-10 - 325-15-43

**Le Monde**  
Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75271 PARIS - CEDEX 05  
C.E.P. 4297-23

**ABONNEMENTS**  
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE - D.O.M. - T.O.M.  
108 F 195 F 283 F 378 F  
TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
198 F 375 F 553 F 730 F

**ÉTRANGER**  
(par messagerie)  
I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS - SUISSE  
125 F 230 F 355 F 458 F  
II. — TUNISIE  
113 F 225 F 478 F 630 F

Par voie aérienne  
Tarif sur demande  
Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois virements) ou  
dront bien joindre ce chèque à  
leur demande.

Changements d'adresse  
difficultés ou prolongations (deux  
semaines ou plus) : nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.  
Veuillez avoir l'obligeance de  
réviser tous les noms propres en  
capital d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.  
Gérants du Timbre à Périgueux.  
Jacques Favre, directeur de la publication.  
Jacques Sauvageot.

Imprimerie  
de « Le Monde »  
5, rue des Italiens  
PARIS-IX  
1975

Reproduction interdite de tous articles,  
sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux  
et publications : n° 9747.

صك:امن الأصل



# LE SÉPARASIANISME

Claude Champaud

Pour n'être pas nouveau (« elle a de jolis yeux, pour des yeux de province »), la domination des régions par la capitale s'affirme ingénument et se dénonce plus ouvertement. Le jeu de mots du titre, trop souvent répété, compromet quelques peu la gravité du sujet, qui rendit célèbre J.-F. Gravier. Mais, depuis la parution retentissante de « Paris et le désert français », il y a trente ans, le poids de Paris et son coût, nous est-il précisé, ont encore augmenté.

Sans doute, serait-il fort déloyal, même pour les États-majors de la comptabilité nationale et de la DATAR, de dresser un bilan général et de faire un calcul d'optimisation territoriale : peut-être aussi les résultats font-ils un peu peur. Faute d'un tel essai, en tout cas, les quelques maléfices présentés ici se perdent un peu dans la masse.

Que faudrait-il faire ? Nous y arrivons, un peu tard peut-être, car il n'y a plus que treize pages pour relater une France, selon l'auteur, président du Comité économique de Bretagne et porte-parole du comitatisme CELIB (Comité d'études et de liaison des intérêts bretons), c'est seulement d'une véritable crise politique, et même de société, que peut venir le renversement.

★ Aragon, éditeur, Rennes 1977, 20 cm, 138 pages, 28 F.

# LES MONNAIES DANS L'ORDRE ET DANS LE DÉSORDRE

Jean Rivoire

Dans cet ouvrage, qui a pris pour base un rapport au Conseil économique et social, il ne s'agit pas de parler, du moins sur des chevaux, mais de juger la façon dont les multiples pouvoirs nationaux de battre monnaie pourraient s'entendre, au mieux de leurs échanges et transactions.

Le classique et rituel chemin de croix historique nous permet de suivre, avec mélancolie, les ruptures et destructions successives de l'entre-deux-guerres, puis toute la série des confrontations, de Bretton-Wood à la Jamaïque, en passant par le fameux abandon de Nixon en 1971. Le choix nous est alors complaisamment proposé entre le retour à un passé noir, la cristallisation dans un présent confus et la découverte de voies nouvelles.

De bonnes vues sur le conflit permanent entre changes fixes et fluctuants sont accompagnées de citations indignes à l'égard du « flottement impur », c'est-à-dire un peu tenu en main.

Et nous en arrivons aux inévitables D.T.S., désormais assis et l'on peut dire, sur un panier de monnaies de pays riches et même bédouins, l'exception du Japon. Pourquoi le panier à valeur constante, proposé

par M. Jacques Riboud (non nommé), est-il repoussé en raison de l'incertitude sur les indices de prix, alors que l'obstacle fondamental est l'opposition à toute indexation ?

De cette route cahoteuse, nous passons aux « exigences » à l'égard de la monnaie à créer, et enfin sur les pays en développement, sous le signe, malheureusement, du fétiche sacré de l'illusoire stabilisation des matières premières.

Dans ces joutes intermittentes, la France soutient, avec continuité, les D.T.S., c'est-à-dire s'oppose à la primauté du lion dollar ; mais c'est sur les épaules, si peu assurées qu'elles soient, de la Communauté européenne que doit reposer le soin de combattre le roi, en attendant la République.

★ Éditions de l'Épargne, Paris 1977, 18 cm, 113 pages, 21 F.

# ESPACE NATIONAL ET DÉSÉQUILIBRE MONÉTAIRE

Eric Arnoult

Bonne et claire présentation d'un sujet qui ne l'est pas toujours. Les échanges monétaires, il y a

et A. Burns, respectivement champion de l'école monétariste et président du Système de réserve fédéral américain.

La multiplicité que Friedman applique à la « base » (billets + pièces + réserves des banques) nous séduit et nous inquiète. Appelée au secours, sans aide excessif, l'expérience répond un peu à la façon de Delphes : en particulier, les liens de causalité donnent lieu à d'étranges quiproquos. Et les répercussions s'enrichissent, si loin qu'aucun choc, aucune perturbation, n'est jamais « finie », non plus que les vagues de la mer.

Faut-il ajouter que les moyens employés donnent à craindre une course-poursuite indéfinie ? S'il est bien question, en effet, de l'élasticité de la masse monétaire, jamais ne vient celle de la production du royaume de richesses. Ni la population active, ces hommes qui renaissent en dessous et réagissent à ceux qui consomment ne sont évoqués. Économiste, l'auteur se doit, et nous doit, de faire intervenir la résistance, ou du moins la réponse de l'environnement.

★ Presses universitaires de France, Paris 1977, 21,5 cm, 296 pages, 65 F.

par la densité du pittoresque. Citons cette attitude, si « raisonnable », d'un homme décidant la vente de ses Fissaro (en son temps) : « Ma femme me dit que, lorsqu'un de ses filles, il faut avoir un intérieur sérieux. » Pourvu de la supériorité d'instinct, nous soulevons avec indulgence aux 40 francs lâchés pour un Cézanne ou aux 30 (même en or) pour un Van Gogh.

Regrettant de ne pas voir de plus près de curieuses figures, comme ce fin Fénéon, nous débouchons sur le moment critique où « le marché de l'art peut être analysé en se fondant sur des vues objectives, tout comme la marche des sucres ». Objectives ? Subjectives ? Lynx ou moutons ? Chacun en jugera, mais René Huyghe a bien marqué que « le cœur n'écarte plus, mais attire ».

L'économie générale, chargée de lois, ne tient ici, à vrai dire, qu'une place réduite : certes, nous voyons bien présenter une pyramide de revenus, plus en rapport avec celle de Knocq qu'avec celle de Parlo ; certes, il est bien question de deux multinationales, comme aussi du faible volume d'affaires de l'art, en comparaison avec l'acier ou la

Fontainebleau, en passant par la conditions d'ingénieur et les divers échelons d'une usine.

Cet immense travail a pris sa source au Centre de productivité du conseil socio-économique des Pays-Bas, et utilisé des centaines de sondages et explorations. Depuis l'édition anglaise parue il y a quelques années, une profonde révision a été entreprise à l'expérience, et aussi pour donner à cette version une portée plus pratique.

Chaque chapitre est précédé d'un résumé introductif, mais la lecture est aussi nécessaire que fructueuse. Notons, parmi eux, l'influence des « budgets » dans la théorie des systèmes, l'information du management, l'avenir des « budgets » sur la recherche « budgétaire », sans oublier les recommandations pratiques.

Le jeu revient constamment dans les exposés, non pas au sens de la théorie des jeux, mais de l'homme pleinement « ludens » : il est même question d'« atmosphère sportive ». De ce fait, le management sera toujours un art, en dépit et au-dessus des contraintes scientifiques. Les chefs futurs adopteront l'attitude du « spectateur » à l'égard des événements de l'entreprise. Abolition préconisée des frontières entre la technologie, l'économie, la recherche opérationnelle et les sciences sociales. « Tout reste à faire. »

Mais, ajouterons-nous, ce jeu, qui vult pour les sérieux Néerlandais peut-il être adopté d'emblée pour les relations entre Français ? Bibliographie multilingue. Traduction de l'anglais par Malika Van den Hoet.

★ Éditions Hommes et Techniques, Surannes, 24 cm, 234 pages, 70 F.

# LA PENSÉE ÉCONOMIQUE D'EL MAKRIZI

Fathallah Qualalou

L'histoire des doctrines économiques s'est longtemps limitée à l'Europe occidentale, voire à la France et à la Grande-Bretagne. C'est une heureuse initiative qu'a prise le « monnaie économiste marocain », en analysant l'œuvre encore peu connue du penseur égyptien (1864-1942). Polygraphe, il tente, comme son maître, le grand Ibn Khaldoun, une vaste synthèse sociale, et nous intéresse particulièrement par ses considérations sur la misère et la famine, ainsi que par ses idées monétaristes. Placé, dans le temps, entre Oresme et Gresham ou Copernic, il ne paraît avoir ni connu le premier ni inspiré les deux autres, en annonçant l'élimination de la bonne monnaie par la mauvaise.

En fin d'ouvrage, quelques textes en arabe de ce curieux précurseur.

★ Bulletin économique et social du Maroc, Rabat 1977, 22 cm, 138 pages.

# LES NOTES DE LECTURE d'Alfred Sauvy

# L'ART ET L'ARGENT. LE MARCHÉ DE L'ART AU VINGTIÈME SIÈCLE

Georges Bernier

Un fâcheux a frappé, dit-on, après la première guerre, à la porte de la bourgeoisie en lui annonçant que le surréalisme allait détruire toutes ses bases, famille, morale, argent, ordre de la rue, et en ajoutant : « Qu'allez-vous faire ? » La voix duocit lui répondit : « J'en ferai un marché ! »

Les recherches scientifiques sur les relations, choquantes et savoureuses, entre ces deux pôles que sont l'argent et l'art remuent, sans erreur, à Raymond Mounir (le *Marché de la peinture*) et ont donné lieu à diverses thèses sociologiques ou économiques. Elles nous manquent quelque peu ici, ou du moins c'est à nous qu'il appartient d'établir un réseau continu, d'après les multiples traits décrits ici par un professionnel bien au fait. Nous montrons et plongeons, passant des sommets de Mies van der Rohe à des étages, sans suivre de ligne continue, mais saisis

viande, ou du faible nombre d'emplois par unité monétaire. Mais nous regrettons l'absence de vues économiques sur la rareté et la valeur d'usage, à propos des faux « authentiques », comme aussi l'influence du souffle de l'inflation ou, inversement, de la crise-rupture de 1974. Les indices donnés en fin de volume ne sont pas ceux de Max Ernst ou de Pollock, mais ceux... de la livre et du dollar !

★ Robert Laffont, Paris 1977, 24 cm, 38 pages, 55 F.

# LE CONTRÔLE BUDGÉTAIRE. LES RÈGLES DU JEU

Geert H. Hofstede

Rassurez-vous : il ne s'agit pas des austères budgets nationaux, mais en revanche, il est question d'un jeu, et même de jeux. Ce sont les entreprises qui sont en jeu, si nous osons dire, et le terme « budget » s'entend au sens très large de la vie de toute la ruée. Nul n'était mieux placé pour en juger que cet homme, passé de l'état d'ouvrier à celui de professeur de psychologie à l'université de Groningue et à l'INSEAD de

# Institut d'Administration des Entreprises

Université Paris-I - Panthéon-Sorbonne

# CERTIFICATS DE GESTION SPÉCIALISÉE

- 1. - GESTION DE LA FONCTION PERSONNEL :** Études approfondies dans le domaine des relations sociales. Date limite des inscriptions : 15 octobre 1977. Début d'octobre 1977.
- 2. - SYSTÈMES D'INFORMATION :** Apporte des connaissances pour poser et résoudre les problèmes de gestion de l'information dans les organisations. Date limite des inscriptions : 31 octobre 1977. Début en janvier 1978.
- 3. - GESTION DE LA FONCTION FINANCE :** Vise à actualiser et à perfectionner les connaissances des cadres financiers. Date limite des inscriptions : 31 octobre 1977. Début en janvier 1978.

**RENSEIGNEMENTS :** 162, rue Saint-Charles - 75015 PARIS 12<sup>e</sup> - 01-42-91-16 (postes 239, 401)

**ADRESSE :** 162, rue Saint-Charles - 75015 PARIS 12<sup>e</sup>

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS :** 162, rue Saint-Charles - 75015 PARIS 12<sup>e</sup> - 01-42-91-16 (postes 239, 401)

**FORMATION GESTION 3<sup>e</sup> CYCLE**

# ADJUDICATION POUR DES INSTALLATIONS DE PRODUCTION DES ENVELOPPES

La Centrale Industrielle pour la production du caoutchouc et des plastiques (C.I.P.C.M.P.), une entreprise roumaine d'État dans le cadre du Ministère de l'Industrie Chimique, envisage de construire deux installations pour la production des enveloppes localisées à Zalău et Turnu-Severin, respectivement à 450 et 350 kilomètres de Bucarest. Ces installations auront les capacités de production suivantes :

- 1) Installation de Turnu-Severin**
  - Off-the Road (Géant) Enveloppes ..... 20.000 pcs/an
  - Tractor Enveloppes (construction diagonale et radiale) .... 150.000 pcs/an
- 2) Installation de Zalău**
  - Camion Enveloppes (avec des insertions d'acier construction radiale) ..... 1.000.000 pcs/an

L'engineering détaillé des installations sera élaboré par l'Institut d'Engineering Technologique et Projection pour l'Industrie Chimique (I.I.T.P.I.C.), ayant le siège à Bucarest. L'Entreprise de Commerce Extérieur (ROMCHIM) agira comme un agent pour l'acquisition de toute fourniture de l'étranger.

Les biens et les services pour lesquels les firmes d'étranger sont invitées de les offrir contiennent sans être strictement limités les suivantes :

- a) Know-how, basic engineering et équipements pour la production des off-the-road, y inclus l'assistance technique pour la construction et la mise en fon-

tion de la section des enveloppes géant (off-the-road) à Turnu-Severin.

- b) Les machines de processus individuel et les équipements pour l'installation de Zalău et pour les enveloppes tractor et les sections de production commune de l'installation de Turnu-Severin.

Les fournisseurs intéressés pour offrir des biens et des services susmentionnés sont invités à notifier ROMCHIM, la catégorie ou les catégories qui peuvent être offertes et à transmettre les informations concernant leur expérience antérieure et la capacité de fournir les biens et les services.

Les informations doivent être reçues par ROMCHIM non pas tard de vingt-cinq jours de la date de cette annonce.

Toute la correspondance sera rédigée en anglais, français ou allemand et sera expédiée à ROMCHIM, boulevard Dacia, numéro 13, BUCAREST, ROUMANIE, Telex 10930, a. b. c. POB 4654. ROMCHIM se réserve le droit d'inspecter les installations des fournisseurs pour avoir la possibilité d'établir leur capacité et de refuser n'importe quel fournisseur sans aucune motivation.

document indispensable tant pour les praticiens du droit, que pour les dirigeants et cadres de toutes les entreprises.

**l'impayé**

RECOURS EN PREVENTION DEVANT LA LOI ET LA JURISPRUDENCE

**l'impayé**

par Antoine BROCCA



La mini-informatique : une révolution tranquille.

## Sems : 6 000 systèmes dans l'industrie, l'administration, les services...

C'est une révolution tranquille que la mini-informatique a accomplie dans les dix dernières années. A côté des ordinateurs à grande capacité des années 60, les "mini", au départ conçus pour des fonctions hautement spécialisées, ont progressivement développé une puissance et des possibilités de traitement qui leur ouvrent aujourd'hui l'accès à tous les domaines. Or leur conditions d'exploitation sont plus économiques, mieux décentralisées, et permettent une limitation des risques de tous ordres.

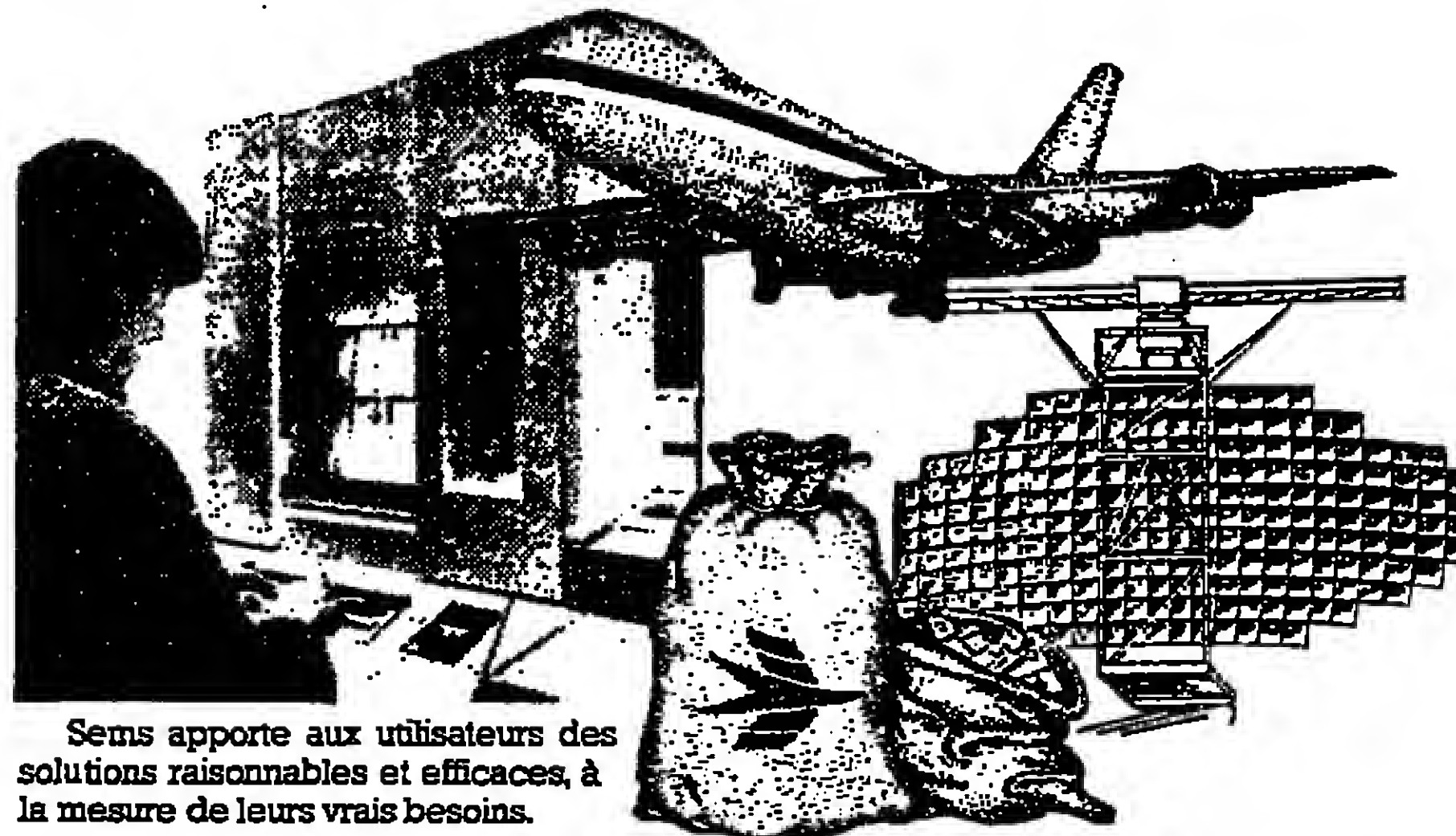
**Sems : une informatique à la mesure des vrais besoins.**

Sems, Société Européenne de Mini-Informatique et de Systèmes, poursuit le développement et l'enrichissement des gammes

MITRA et SOLAR avec des moyens accrus. Leur technologie avancée, leur facilité de mise en œuvre et d'emploi, leur souplesse d'utilisation, leurs performances et leurs coûts réduits en ont fait des instruments de travail aussi indispensables que le téléphone ou la machine à calculer.

Ils sont présents à tous les niveaux de responsabilité et d'exécution, aussi bien à l'atelier, sur les chantiers, dans l'espace, que dans les laboratoires de recherche, les hôpitaux, les entreprises industrielles ou de services, grandes ou petites, les administrations et organismes publics.

Gérant le quotidien, ils font désormais partie de la vie de tous les jours. Et ils sont déjà les outils discrets et efficaces du monde dans lequel nous vivons demain.



Sems apporte aux utilisateurs des solutions raisonnables et efficaces, à la mesure de leurs vrais besoins.

### La gestion et l'administration des entreprises et des organismes privés et publics

Avec les applications de gestion et d'administration actuellement en plein développement, la mini-informatique tient déjà les promesses de l'informatique de demain. Une informatique :

- à la portée de tous les utilisateurs, car facile à mettre en œuvre et surtout à manier, même par les non-informaticiens qui peuvent dialoguer avec l'ordinateur en direct et dans leur propre langage,
- décentralisée, au point d'être véritablement répartie à tous les niveaux de l'entreprise (siège social, dépôt, usine, agence, service administratif, poste de travail...), capable de prendre en charge les problèmes

de gestion locaux (gestion commerciale, gestion des matières, gestion des machines, suivi de production, gestion du personnel, gestion comptable et financière, administration de dossiers...).

- coordonnée dans le cadre des systèmes et des organisations étendues ou complexes.
- et ce, dans des conditions particulièrement intéressantes :
  - sécurité sur le plan de l'exploitation
  - intérêt du personnel au niveau du poste de travail,
  - répartition des risques,
  - réduction des coûts.

### La recherche

Quel que soit l'objet de son activité, le chercheur a besoin de travailler directement et dans son propre langage avec des moyens de calcul puissants et adaptés à sa démarche, et des moyens d'instrumentation scientifique sûrs et rapides.



Les mini-ordinateurs Sems répondent à cette double exigence grâce, notamment, à des logiciels spécialisés dans l'acquisition de mesures et la restitution quasi immédiate des informations correspondantes.

De nombreuses industries de pointe y ont recours (énergie, pétrochimie, construction, aéronautique, télécommunications...), soit dans la phase exploratoire de l'élaboration de "process", soit pour la mise au point de leurs "produits".

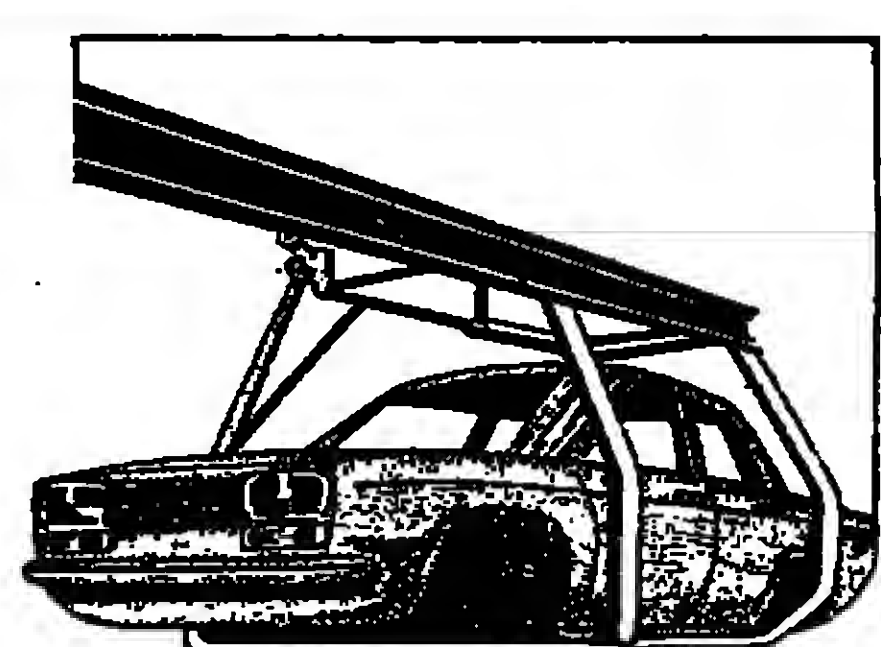
La souplesse et la modularité des mini-ordinateurs Sems sont également très appréciées dans les laboratoires de recherche médicale, pour la mise en œuvre de techniques aussi avancées que la scintigraphie, la gammagraphie, l'exploration fonctionnelle cardiovasculaire et pneumologique, etc.



### L'automatisation et les contrôles de procédés

Travaillant en temps réel et sur les lieux mêmes de l'opération concernée, des mini-ordinateurs Sems sont utilisés pour :

- l'acquisition et l'enregistrement d'états et de mesures, la transmission des informations de saisie et de commande et le traitement automatique des variables dans des usines sidérurgiques et métallurgiques, des installations pétrochimiques, des cimenteries, des raffineries de pétrole, des tours de contrôle du trafic aérien, etc.
- le contrôle des moyens de production ; et particulièrement des chaînes de montage dans l'industrie automobile et mécanique, et de conditionnement dans les industries agro-alimentaires.



- la commande numérique de machines outils, ou le contrôle de "robots",
- le contrôle matière et le contrôle de qualité, dans les secteurs les plus variés.

### Les télécommunications et la téléinformatique

Les mini-ordinateurs Sems trouvent dans le domaine des télécommunications un champ d'action privilégié. Leur architecture et leurs caractéristiques, les procédures de gestion, de communication de messages et de contrôle des données qu'ils offrent, les placent au cœur de tous les réseaux français et européens de télétransmission CYCLADES, COST II, TRANSPAC, EURONET.

Sems propose également des solutions pour les problèmes de transmission TELEX et connexion aux gros ordinateurs IBM, CII-HB, UNIVAC, CDC.

### Les applications militaires, spatiales et aéronautiques

CIMSA, filiale de Sems, est une des seules sociétés au monde où soit réalisée l'interchangeabilité fonctionnelle des matériels militaires et civils.

Les matériels et logiciels Sems trouvent leur prolongement dans des applications



très sophistiquées, nécessitant de très hauts degrés de fiabilité et de disponibilité, et l'utilisation d'ordinateurs capables de résister aux conditions d'environnement les plus sévères : ordinateurs du SPACELAB, systèmes militaires et navals réalisés pour les Armées Françaises et pour l'exportation.

CIMSA - 10/12 avenue de l'Europe - 78140 Velizy.

### Sems pour répondre à l'imprévu

Ainsi la mini-informatique est-elle un précieux outil d'aide à la décision : toutes les informations relatives à une question donnée sont immédiatement accessibles à celui qui en a besoin.

Dans le monde moderne, caractérisé par l'émergence de phénomènes occasionnels et imprévisibles, la mini-informatique Sems



concerne les organismes et entreprises conscients que leur prospérité, leur efficacité et, parfois, leur survie dépendent de leur capacité de réaction rapide à tous les événements.

Sems dispose, en mini-informatique, d'un potentiel industriel unique en Europe. Sa pénétration dans l'ensemble du tissu industriel, scientifique et économique, l'étendue de sa gamme de produits et l'importance de ses moyens techniques de technico-commerciaux, font d'elle un des leaders européens de la mini-informatique.

### Sems : plus de 600 millions de francs de chiffre d'affaires en 1977.

Née en 1976 du regroupement des activités mini-informatiques de CII et de Télé-mécanique, Sems (Société Européenne de Mini-Informatique et de Systèmes) est l'un des premiers constructeurs de mini-ordinateurs à vocation internationale.

Sems c'est :  
• 600 MF de chiffre d'affaires hors taxes en 1977 (dont 250 MF pour sa filiale militaire, spatiale et aéronautique : CIMSA).

- près de 6 000 systèmes mini-informatiques installés en France et à l'étranger.
- 45 % du parc français de mini-ordinateurs.
- 11 % du parc européen plus de 30 % de commandes à l'exportation en 1977.
- 2 700 personnes (dont 1 200 pour sa filiale militaire), avec 70 % d'ingénieurs et techniciens et l'appui en moyens industriels de CITEC (Toulouse).

- un réseau européen de vente et de services et des partenaires aux USA et au Canada lui permettant d'aborder efficacement ces marchés.

Sems fait partie du Groupe Informatique de THOMSON-CSF, et bénéficie à ce titre de l'environnement technique, industriel, commercial et financier de THOMSON, en France et dans le monde entier.

# SEMS

SOCIÉTÉ EUROPÉENNE DE MINI-INFORMATIQUE ET DE SYSTÈMES

36-38 rue de la Princesse - 76430 Louveciennes - Tél. 958.39.50 - Téléc. 895.272 F.



THOMSON-CSF

مركز المعلومات



# SPECTACLES

**THE BRIT**

**TROIS O**



# ARTS ET SPECTACLES

## Cinéma

### Mythologies américaines à Deauville

(Suite de la première page.)

Dans « The Last of the cowboys », premier film d'un nouveau réalisateur, John Leone, Henry Fonda, après avoir fui une clinique où il était en cure de désinhibition alcoolique, part pour une randonnée au volant de son camion d'Eleanor Roosevelt. « The Last of the cowboys » a des allures de comédie, et une fin mélancolique. Il mêle plusieurs thèmes typiques du cinéma américain, et comme Henry Fonda est une vieille connaissance, on sentit tenté de dire que rien ne change fondamentalement dans ce cinéma, qui reste le modèle du spectacle cinématographique. Chez John Leone, Henry Fonda meurt à son volant, et c'est, évidemment, un peu du passé qui s'en va ; pourtant, un jeune homme prend la relève. De nos jours, les grandes stars deviennent rares,

Hollywood n'est plus forcément dans Hollywood, mais il y a toujours une tradition qui se perpétue à travers les changements industriels et artistiques.

Deauville 77, ce n'était pas seulement des films-vedettes. C'était aussi des films de genres, de série, plus ou moins réussis, et parfois même, pas très bon ou franchement médiocres (« Ransom », de Richard Compton, par exemple), mais toujours révélateurs de mythes, d'idéologies, de morales propres à l'Amérique. « Nasty P. Angels », de Michael Lindsay-Hogg, transpose, dans un couvent de Bénédictines de Philadelphie, l'affaire du Watergate, c'est une idée qu'on n'aurait pas en France, car, dans un couvent semblable, on n'aurait pas exercé de sarcasmes à l'égard des mœurs religieuses, évoquées comme affabulation symbolique d'un scandale politique.

L'obsession et la peur d'une mutation écologique passent toujours à travers un courant fantastique : « The Savage bees », « Kingdom of the spiders », « Dogs », où Insectes et animaux menacent la vie, la civilisation des hommes. Si « Ruby », de Curtis Harrington, reprend, d'une façon d'ailleurs maladroite, le thème de la possession popularisée par « l'Exorciste », « Enter mécanique », d'Elliot Silverstein, fait croire au diable, ou mal, d'une manière beaucoup plus impressionnante et réaliste, en retournant contre la société américaine le bien de consommation par excellence, l'objet industriel qui fut longtemps le signe de la réussite sociale : l'automobile. Sans conducteur, sans plaque d'immatriculation, celle-ci devient un engin de destruction et de mort venu par l'enfer. Que la morale, en fin de compte, soit sauve, que l'optimisme américain reprenne le dessus par une victoire sur le mal, il n'en reste pas moins que l'inquiétude demeure latente à la fin du spectacle. King Kong est devenu un grand jouet mécanique qui ne fait pas peur aux enfants. Mais la révolte de l'automobile, manifestation du démon, a une signification beaucoup plus redoutable.

Ici qui n'est pas tellement surprenant après « Nos plus belles années » à ce même romantisme, en évitant subtilement les clichés qui, de « Voyage sans retour », de Tay Garnett, aux mélodrames sentimentaux de Douglas Sirk, ont créé tout un courant. C'est un style nouveau inspiré de ce courant-là. On en reparlera lorsque « Bobby Deerfield » sortira à Paris. Cette œuvre, belle, émouvante, bouleversante même, est située en Europe : nous y reconnaissons pourtant un de ces grands « paysages » cinématographiques américains qui expriment une manière de vivre.

#### Odyssée galactique

Dans « Annie Hall », Woody Allen dit des choses plus profondes et plus acérées à propos du sexe, de l'amour, de la vie et de la mort. Comme tous les grands comiques, il est un moraliste, et ses films ne doivent rien aux canons hollywoodiens qui restent encore si puissants dans la production américaine moderne. Et, justement, on peut dire qu'Hollywood se déplace lui-même avec « la Guerre des étoiles », de George Lucas, nouveau — et immense — succès commercial d'une industrie qui lance des superproductions comme au poker. Le gigantisme de « la Guerre des étoiles » a de quoi confondre. Cette odyssée galactique relève de la bande dessinée façon « Guy l'Éclair », mais il y a tellement de décors étonnants, tellement d'effets spéciaux, tellement de scènes à surprise qu'on est bien obligé de « marcher » à ce qui n'est, au fond, qu'un supergadget cinématographique, porteur d'ailleurs — car, nulle part, dans ce festival, le « message » n'a manqué — d'une idéologie de la force mystique, de l'esprit pionnier, opposés à la technologie et à la science, les plus furieusement avancées.

#### Retour de la mélancolie

En tout cas, si l'on en croit les programmes de Deauville, très diversifiés, la nostalgie sert d'antidote au cinéma américain. Les films de montage tels « America of the movies », « Meanwhile back to the ranch » et « Hollywood parade » célèbrent le vieux culte hollywoodien, les charmes du passé. A ce jeu, c'est « Hollywood parade » qui gagne avec ses séquences de comédies musicales de chez Warner, R.K.O. et Fox dans les années 30-40 (celles réalisées par Busby Berkeley restent uniques). On se laisse facilement enchanter, même en sachant bien que ce monde est à jamais derrière nous. Et cette nostalgie prend tout son sens quand on la compare avec « Nickleodeon », de Peter Bogdanovich (comédie burlesque si à un temps de la « guerre des brevets »), « W.C. Fields and me », d'Arthur Hiller (une vie attendrie et mélancolique du grand acteur comique, gentiment interprété par Rod Taylor) ou « Le chat connaît l'assassin », premier film de Robert Benton (co-scénariste de « Bonnie and Clyde »), sorte de pastiche très adroit des films iris de jadis tirés des romans de Dashiell Hammett (avec un vieux détective privé qui pourrait être Humphrey Bogart à soixante-dix ans).

Est-ce encore à la nostalgie qu'il faut attribuer « l'île des adieux », de Franklin J. Schaffner ? Nous voilà aux Bahamas au début de la deuxième guerre mondiale, et un homme qui vit en aventurier s'attendrit sur ses fils et sur sa première femme (la seule aimée) avant de trouver la mort. C'est tiré d'un roman d'Hemingway, et George C. Scott — acteur toujours surprenant — rappelle physiquement l'écrivain qui inspira souvent l'hollywood. Mais, malgré une séquence anthropologique de pêche à l'espadon, ce n'est pas Hemingway qui traverse l'écran. C'est le romanesque hollywoodien qui, décidément, ne veut pas disparaître.

Dans « Bobby Deerfield », le film très attendu de Sydney Pollack (qui connut une affluence record, ainsi que « la Guerre des étoiles »), mort et amour sont inséparables. Pollack revient à ses

### « VALENTINO », de Ken Russell

Il ne s'appellait pas Valentino. Nô dans une modeste famille du sud de l'Italie et parti chercher fortune aux États-Unis, il avait été gigolo, danseur mondain. Ses premières expériences cinématographiques furent pitoyables. Quand, après les Quatre Cavaliers de l'Apocalypse et le Cheik, les spectatrices américaines l'eurent métamorphosé en symbole de la séduction latine, les gazettes d'Hollywood firent courir le bruit qu'il était impuissant, homosexuel. Marié à une femme cultivée qui lui était intellectuellement très supérieure, il tomba sous sa coupe sans que jamais se concrétisent les projets ambitieux qu'elle nourrissait pour lui. Il mourut d'une péritonite à trente et un ans. Cent mille personnes vinrent rendre hommage à sa dépouille. Aujourd'hui encore des mains anonymes fleurissent sa tombe.

Ce sont les contrastes de ce destin hors série que souligne Ken Russell dans son film sur la vie de Rudolph Valentino. Contrastes entre l'homme et le personnage, entre la réalité et le mythe, idole des toutes, monstre sacré, demi-dieu auquel ses admiratrices vouaient un culte hystérique, produit exemplaire d'une industrie cinématographique qui découvrait sa puissance, phénomène sociologique étroitement lié aux retournements d'un public encore prisonnier de son puritanisme, Valentino fut tout cela. Mais, même parvenu au comble de la fortune et de la gloire, l'homme demeurait fragile. Dans ses rapports avec Rambova, sa brillante et dangereuse épouse, ou avec ses producteurs (parmi lesquels le féroce Jesse L. Lasky), Rudolph redevenait le petit émigré italien qu'intimidait et fascinaient un monde qui lui était étranger. Plus on le portait aux nues, plus il se rendait compte de la médiocrité de son talent et de ses rôles, plus il se sentait frustré, plus lui paraissaient intolérables les attaques dont il était l'objet.

Valentino adulé, Rudolph persécuté : c'était sur ce jeu d'ombres et de lumières que Ken Russell construisit son film. Comme à son ordinaire, le cinéaste dédaigne le récit linéaire, procédant par flash back successifs, et choisissant dans la carrière de son héros les épisodes qui lui paraissent les plus significatifs — ceux, en fait, qui correspondent le mieux à ses fantasmes personnels.

Il y a du visionnaire chez Ken Russell. Tous ses films sont des miroirs déformants où la réalité se

reflète en images métaphoriques, flamboyantes, outrancières. L'auteur de Love et de Music Lover, du Mezzio sauvage, de Mahler et de Lisztomania est de ceux qui croient qu'on n'atteint le vrai que par l'excès. Romantisme, lyrisme tempétueux qui peuvent lui inspirer d'étonnantes trouvailles ou le précipiter dans les abîmes du ridicule et de la vulgarité.

A ces abîmes, Valentino n'échappe pas entièrement (la scène de la prison, par exemple), mais, dans l'ensemble, c'est le meilleur de la fougue russellienne qui l'emporte. Après une première partie assez lente, parfois fastidieuse, et qui ne vaut que par quelques morceaux de bravoure (la leçon de tango que Rudolph donne à Nijinsky, son altercation avec Fatty, la danse des sept voiles qu'exécute Michelle Phillips), Ken Russell, brusquement, se retrouve. Arrachant le récit à son luxe glacé, dépassant les joliesseaux artificielles de l'imagerie rétro, il exprime en quelques séquences magistrales le caractère pathétique et désirable de l'existence et de la légende du pauvre Rudolph. La scène de rupture avec Rambova, tandis qu'éclate sous les fenêtres de la maison un chœur d'admirationnaires fanatisés, le match de boxe que livre l'« amour du monde » à un colosse aviné pour prouver sa virilité sont de superbes morceaux de cinéma au cours desquels la furie du cinéaste nous submerge et balaye nos réticences.

Ce que le film doit à Hurev est considérable. Non que Hurev soit bon comédien — ce n'est pas son métier, — mais parce qu'il possède (surtout quand il danse, et Russell a l'habileté de le faire souvent danser) la magnétisme et l'aura que devait avoir Valentino. La beauté froide, le charme ambigu de Michelle Phillips conviennent parfaitement à la redoutable Rambova. Leslie Caron compose une Nazimova très fellinienne. Le film tout entier a d'ailleurs par moments des accents felliniens. A croire que Ken Russell a voulu faire de son Valentino, comme Fellini de son Casanova, un simple avatar de ce personnage mythique (parfois ridicule, toujours vulnérable) qu'est le mâle séducteur.

JEAN DE BARONCELLI

\* Biarritz, Danton, Marbeuf, Vendôme (P.O.), U.G.C. Opéra, Saint-Charles Convention, Bièvre-Montparnasse, U.G.C. Gobelins, 3 Murat, U.G.C. Gare de Lyon (V.F.).

### « Annie Hall », de Woody Allen

Woody Allen, c'est quelqu'un de bien, qui fait des films avec une pensée derrière et des sentiments au fond. Annie Hall, c'est donc un film bien (une femme, aussi), plein d'idées pour le cinéma et sur la vie, à partir de celle d'un juif, New-Yorkais (d'humour juif new-yorkais) artiste et psychanalyste. C'est drôle, désespérément drôle, sérieux et vaguement surréaliste, mais, s'il fallait emporter un film sur une île déserte, ce pourrait être celui-là, on ne s'ennuierait pas à réfléchir dessus.

« Annie et moi, on a rampé il y a un an à peine, et nous nous aimons ». Voilà l'histoire, l'histoire très vraie et très belle de Woody Allen-Alvy Singer et de Diane Keaton-Annie Hall. C'est lui qui la raconte, c'est elle qu'il parle. Pourquoi se sont-ils quittés, comment se sont-ils aimés ? Woody Allen présente d'abord sa quarantaine mélancolique, en quelques mots d'esprit, profite d'une philosophie : la vie est épuisante, et puis elle est trop courte. « Annie et moi... ». Il est un peu ridicule, un peu laid, on commence à se réchauffer, c'est le feu sacré, et soudain une disponibilité pleine d'espoir.

Ce qui compte, c'est que le film se résume ainsi, conjugué à la première personne. En voyageant dans les images de son enfance, puis de son amour, Woody Allen continue de s'adresser directement au spectateur. Il se met en scène, avec Annie, et parfois cesse un instant de jouer (on dit « pouce » quand on est petit), s'abaisse pour demander un témoin. C'est le rappel constant qu'on est au cinéma et que c'est un récit. L'adulte s'en va retrouver le gosse de Brooklyn, se rend lui-même à l'école où ses copains font le trajet inverse : ils ra-

conteront ce qu'ils sont devenus. C'est comme ça, des trouvailles subtiles sur la mémoire et sur sa représentation.

Les inventions de cette sorte courent au long du film. Ce qui est dit est par exemple « objective », lorsque Annie se dédouble, elle se dédouble. Les familles respectives du couple ne se voient pas, elles ne peuvent pas se voir (celle d'Annie est antédiluvienne), mais elles ont des comptes à se rendre et s'interpellent sur la scène de l'image, qui est celle de l'inconscient. Artiste de variétés, Alvy Singer écrit sa première pièce avec un épisode de sa vie. Et ainsi de suite : le théâtre dans le cinéma, la fiction dans la fiction, et la fiction qui s'interpelle sur la scène de l'image, qui est celle de l'inconscient.

Cette construction est séduisante dans Annie Hall, c'est la source des gags, et la porte ouverte pour l'émotion. La vie d'Alvy nous arrive par bribes, avec le vaste échec sentimental, qui ne fait pas rire du tout. A la fin, on n'a pas pleuré : il s'agissait de comprendre, et non de s'apitoyer. Il y a l'Amérique, des Américains surtout, ceux de la rue qui se définissent en quelques phrases (là aussi, des raccourcis très brillants), ceux des parcs, ceux d'une région et d'un métier. Et ailleurs Annie Hall.

Naturellement, ce n'est pas à voir en version française, on perd 50 % du film et on ne profite pas du reste. Les sous-titres de la version originale sont vraiment approximatifs, il faut donc aller voir Annie Hall autant de fois qu'il est nécessaire pour n'en rien perdre.

CLAIRE DEVARIEUX.

ouverture 15 septembre  
**COURS ATHENEE-LOUIS JOUVET**  
mardi - mercredi - jeudi - vendredi de 11 h à 14 h  
direction d'acteurs Pierre Reynal  
renseignements - inscriptions  
Théâtre de l'Athénée 24 rue Caumartin tél. 073.16.45

palais  
des arts  
525 R. MONTMARTRE  
STRAS 5 DENIS - REAUMUR SEBAST.

Relâche dim. lundi  
20 sept.  
22 oct.

jacques  
douai  
TOUTES PLACES 39F. Réserv. 272.62.98  
COLLECTIVITÉS 23F. Réserv. 236.29.50

JACQUES SICLIER.

■ Environ quatre mille instruments de musique, venant de vingt-sept pays, sont exposés au IV<sup>e</sup> Salon de la musique, qui se tient, du 18 au 25 septembre, dans l'ancienne gare de la Bastille. Des concerts-surprises sont prévus dans l'édifice et sur la place.

**PALME D'OR**  
FESTIVAL DE CANNES 77  
**PADRE PADRONE**  
UN FILM DE PAOLO ET VITTORIO TAVIANI

**MERCREDI**

UGO TOGNAZZI  
ORNELLA MUTI PATRICK DEWAERE  
un film de  
DINO RISI  
**LA CHAMBRE DE L'ÉVÊQUE**  
avec LIA TANZI - GABRIELLA GIACOBBE  
Mise en scène de DINO RISI

**"STYLE BRITANNIQUE"**  
**AUX TROIS QUARTIERS**  
RETROUVEZ LE PLAISIR D'ACHETER  
DU 12 AU 17 SEPTEMBRE

مكتبة الأمل



# SPORTS

## AUTOMOBILISME

### DEUXIÈME DU GRAND PRIX D'ITALIE GAGNÉ PAR ANDRETTI Niki Lauda est assuré de remporter le championnat du monde

Monza. — Placé deuxième du Grand Prix d'Italie, disputé dimanche 11 septembre sur l'autodrome de Monza, près de Milan, l'Autrichien Niki Lauda (Ferrari) est désormais assuré de remporter le titre de champion du monde. Il lui faudrait un exceptionnel concours de circonstances pour que le Sud-Africain Jody Scheckter, le seul qui peut théoriquement encore le battre, le rejoigne dans les trois dernières grandes épreuves de l'année. Si Scheckter gagnait aux États-Unis (2 octobre), au Canada

(9 octobre) et au Japon (23 octobre), il totaliserait le même nombre de points que Lauda, et serait déclaré champion du monde au nombre de victoires remportées (cinq contre trois). Toutefois, dans cette hypothèse, Lauda, en outre, ne devrait marquer aucun point, c'est-à-dire ne pas se classer au moins une fois sixième de l'un des trois grands prix qui restent à disputer. Autant dire que Lauda a toutes les chances de redevenir champion du monde, et que celles de Scheckter sont quasiment nulles.

#### De notre envoyé spécial

Mario Andretti (Lotus), vainqueur du Grand Prix d'Italie, ne peut plus entretenir ce genre d'illusion. Même s'il gagnait aux États-Unis, au Canada et au Japon, et que Lauda soit contraint à l'abandon dans chacune de ces épreuves, il lui manquerait un point pour bénéficier, comme Scheckter, de l'avantage du nombre des victoires. À bien regarder l'ensemble de la saison, il apparaît d'ailleurs que Mario Andretti et son constructeur Lotus ont passé à côté du titre mondial et que c'était aux États-Unis (1977) (1) (États-Unis-Côte Ouest, Espagne, France, Italie) et, sans quelques bris de moteur plus ou moins graves, mais qui ont empêché la comparaison avec les voitures réputées plus aérodynamiques, pourvu que quelques courbes s'évaluent un bon équilibre entre la vitesse de pointe et la virtuosité dans les passages sinueux. Au contraire, les Ferrari n'ont pas témoigné des mêmes qualités qu'en 1976 et que dans la première moitié de 1977, sinon dans la robustesse des moteurs. C'est surtout à la compétence de Lauda dans la mise au point et à sa maîtrise dans le pilotage que Ferrari devra d'être à nouveau champion du monde.

#### Lauda et Brabham

Les Ferrari restent bien entendu de très bonnes voitures mais d'autres sont tout aussi compétitives qu'elles. Sur ce point, Niki Lauda peut quitter Ferrari sans regret. Il a eu, en effet, une fois à la vue juste en choisissant de lier son avenir avec Brabham. Il ne faut pas oublier que dans la première moitié de 1977, sinon dans la robustesse des moteurs. C'est surtout à la compétence de Lauda dans la mise au point et à sa maîtrise dans le pilotage que Ferrari devra d'être à nouveau champion du monde.

Officiellement Lauda et Brabham n'ont pas encore annoncé la conclusion de leurs accords mais beaucoup de détails indiquent que les deux parties se sont déjà engagées pour la saison 1978. De toute évidence, Niki Lauda veut remporter au moins un troisième titre mondial avec un autre constructeur que Ferrari avant de se retirer de la compétition. Le seul point qui restait à régler concernait les exigences financières du champion du monde : trois millions et demi de francs, Brabham, par l'intermédiaire de ses commanditaires, sans doute avec le soutien d'Alfa Romeo, aura dégagé les fonds nécessaires et accepté de passer par ces conditions.

Traditionnellement, le mois de septembre marque le début de la période des transferts. C'est dans ce mois, à l'occasion du Grand Prix d'Italie, que se précisaient les intentions des constructeurs et des pilotes. Pour l'heure, rien n'est décidé. On sait de Depallier, chez Tyrrell, qu'il pourrait être rejoint par un deuxième pilote français, Didier Pironi, que Jacques Laffitte conduira pour Ligier l'année prochaine et qu'il n'est pas question, dans l'état actuel des finances de Guy Ligier, qu'une deuxième voiture soit engagée en 1978.

#### Tambay chez Mac Laren

Hunt, champion du monde en 1976, poursuit son association avec Mac Laren et la première surprise vient de l'identité de son futur coéquipier. Il s'agit du Français Patrick Tambay, vingt-huit ans, qui a fait des merveilles en quelques mois avec une Ensign. Tambay a été à ce point remarqué que plusieurs constructeurs de notoriété ont voulu se l'attacher pour 1978 et dans ce contexte favorable il a pu être en la tort de précipiter sa décision. Il n'avait pas signé avec Mac Laren que Ferrari le contactait à son tour. La proposition venait trop

tard pour que Tambay donne suite et, dans son confidence, on a perçu comme un regret de l'abandon du faire son choix en pleine connaissance de cause. Mais si la perspective d'appartenir à une équipe aussi huppée que Mac Laren est satisfaisante, il ne fait aucun doute que la tentation d'accepter les propositions de Ferrari aurait été la plus forte. Tambay peut en tout cas se prévaloir de n'avoir pas suivi la filière habituelle des pilotes français. Il n'y a pas de précédent qu'un pilote français ait été engagé par une équipe étrangère de pointe, telle que Mac Laren, sans qu'en contrepartie une aide financière d'une société française ait facilité l'opération. Voilà un garçon qui fait son chemin tout seul, et vite.

La mise au point de la Renault RS-01 va son bonhomme de chemin. À Monza, Jean-Pierre Jabouille a été contraint à l'abandon, au cours de la course, moteur cassé. Tout le week-end, l'équipe Renault a d'ailleurs été placée sous le signe des moteurs cassés. Un moteur, le vendredi, un moteur le samedi, un moteur le dimanche. Dans ces conditions, compte tenu de la perte de temps qu'implique le changement de moteur, on ne peut que se féliciter de ce que la Renault n'a pu procéder à autant d'essais qu'il l'aurait souhaité, et il est donc toujours impossible de se faire une idée précise du potentiel de la voiture.

Il est cependant possible que Renault ait sous-estimé les difficultés de la formule 1 et, pour l'instant, chaque grand prix apporte son lot de surprises et de déconvenues. Dès le Grand Prix des États-Unis, côté est l'équipe Renault devrait disposer d'un deuxième châssis. La possibilité lui sera ainsi donnée d'obtenir

## TENNIS

### Vilas champion de Forest-Hills

Guillermo Vilas, le gaucher argentin de Mar-del-Plata, âgé de vingt-cinq ans depuis le 17 août, a sans doute accompli, dimanche 11 septembre, en remportant son Jimmy Connors, la finale du championnat des États-Unis à Forest-Hills, le plus bel exploit de sa carrière. Sa victoire, acquise en quatre sets et ponctuée par une superbe «roule de bicyclette» (2-3, 6-3, 7-6, 6-0), aura confirmé, après celle acquise en demi-finale, le statut de champion du monde international de Roland-Garros, qu'il était bien cette année le plus fort joueur du monde sur terre battue (depuis 1975, le tournoi de Forest-Hills se joue sur «hartru», une surface dure légèrement plus rapide que la brique piéle).

Il a ainsi effacé son élimination sans gloire de Wimbledon et démontré une condition physique, une puissance musculaire et une régularité qui ont eu raison de tous ses adversaires, principalement Harold Solomon, sa bête noire, qu'il mit proprement sur les deux épaules en demi-finale, en ayant l'intelligence de le prendre de vitesse au filet. La force de l'Argentin n'en réside pas moins dans son admirable revers lité, modèle du genre qui rappelle les «bris de fer» que possédèrent dans un passé plus ou moins récent Jaroslav Drobný, Lewis Hoad et Rod Laver.

Ainsi Jimmy Connors, pas plus qu'à Wimbledon, n'aura réussi à enlever cette finale américaine qu'il remporta deux fois (en 1974 et en 1976) et qu'il convoitait tant d'autant plus que les championnats des États-Unis se disputent pour la dernière fois, cette année, à Forest-Hills. Déjà en demi-finale samedi, Connors n'avait pas témoigné contre Barzutti, qu'il avait battu (7-5, 6-3, 7-5), de cette forme fracassante qu'il lui avait permis de balayer Orantes. En manière de «paquets» délivrés de toutes ses forces, il avait trouvé, de justesse, son maître sur terre en la personne de Borg. Cette fois, à Forest-Hills, il a été assés à son propre jeu dans un dernier set où Vilas cognait plus fort que lui sur toutes les balles. Restait à savoir combien de temps ces «chargeurs réunis», Vilas, Borg, Connors, pourraient résister à tant de dépenses musculaires : Borg, pour la deuxième fois en deux ans, est présentement sur la touche.

Chez les dames, Chris Evert, vingt-deux ans, a triomphé sans discussion (7-6, 6-2) de la surprenante Australienne Wendy Turnbull. L'invincible petite championne de Fort Lauderdale a ainsi réitéré la performance

de Margaret Dupont-Osborne (1948-1950) et de Maureen Connolly (1953) en enlevant, pour la troisième fois consécutive, le titre de championne des États-Unis, exploit que n'avait pu réaliser Billie Jean King à sa grande époque. Avec Vilas, Connors et Borg, elle peut constituer aujourd'hui le club des milliardaires de la raquette, situation inconcevable au temps des «Mauquettaires».

OLIVIER MERLIN.

## VOILE

### Une nouvelle compétition pour les petits voiliers habitables

#### De notre envoyé spécial

Lorient. — Vingt-quatre petits voiliers habitables, à trois équipiers, ont disputé pendant une semaine la première Micro Cup organisée par la Société nautique de Lorient. Longs de 5,50 m et arborant trois coquelettes, ces bateaux devaient satisfaire à un certain nombre de conditions concernant, en particulier, la surface de voilure, 18,50 m<sup>2</sup> au maximum, et le poids, qui doit être compris entre 450 et 550 kg, dont 30 % de lest.

Cette formule nouvelle créée par la revue Bateau permet de rassembler des modèles de série très connues, comme le Corsaire ou l'Idéal, et des créations généralement dues soit à des professionnels, soit, très souvent, à des amateurs. L'un de ceux-ci, ayant l'idée de créer une série de voiliers habitables de 5,50 m est appéché à une large diffusion.

Raoul Dirvay, président de la Fédération Française de Voile, a assisté à la dernière journée de cette confrontation. Une atmosphère très amicale n'a cessé de régner entre les équipages, gagnés par l'esprit d'équipe, et par l'entraide, entre deux équipes, à une suite de chahuts de mer organisée à l'île de Groix, objectif de l'une des courses.

Fait à souligner, Jean-Jacques Herbulot, créateur du Vaurien, du Corsaire (dont deux mille huit cents unités naviguent en France) et de presque tous les bateaux adoptés par le Centre nautique des Glénans, avait tenu à participer à cette nouvelle compétition. Le grand architecte naval, âgé de soixante-huit ans, champion de France sur Star, en 1932 et en 1947, n'avait pas barré en course depuis 1963. Son Brigan-tine en aluminium, qu'il a récemment lancée, côtoyait un Corsaire, dont les équipiers avaient de seize à dix-neuf ans. À l'intérieur du rigide, les Micro Cup permet des rapprochements fraternels et instructifs entre des navigateurs et entre des bateaux très divers.

YVES ANDRÉ.

## TIR

### EN L'ABSENCE DES PAYS DE L'EST

### Les États-Unis dominent les championnats du monde

Antibes. — Un fort bon résultat d'ensemble pour les équipes de France a marqué la première semaine des championnats du monde de tir au plateau, qui se déroulent actuellement à Antibes-Juan-les-Pins. Les premières compétitions concernaient le skeet, discipline olympique comme la fosse dont les épreuves vont débiter

jeudi 15 septembre. L'équipe de France masculine s'est classée seconde derrière les États-Unis, les dames troisième derrière la République fédérale d'Allemagne et les États-Unis. Les juniors, dans une compétition parallèle, se sont également classés troisième derrière l'Italie et, une fois encore, les États-Unis.

#### De notre envoyé spécial

parallèles sur la ligne de départ des athlètes. Pour les équipes de France, c'est la première semaine des championnats du monde de tir au plateau, qui se déroulent actuellement à Antibes-Juan-les-Pins. Les premières compétitions concernaient le skeet, discipline olympique comme la fosse dont les épreuves vont débiter

Individuellement, Eric Penot, ancien champion d'Europe, a laissé passer la médaille d'or alors qu'il traitait les 25 derniers plateaux. Il était en tête du concours. C'est la quatrième fois qu'une telle aventure lui arrive. Les barages qui ont suivi et qui ont mis aux prises cinq tireurs pour la médaille d'argent (il en a été attribué deux) lui ont été fataux, et Penot s'est retrouvé sixième au bout du compte.

La grande satisfaction est venue du jeune Bruno Rossini, âgé de seize ans, de Troyes, qui a remporté la première place des internationaux de France junior. Voilà de la graine de très grand tireur. Calme olympien — du moins apparemment — coup d'œil hors pair, modeste. Avec 195 assiettes cassées sur 200, Bruno Rossini a atteint à un point près le score de Benny Seiffert, un Danois discret, consacré champion du monde en 1977.

Ces championnats du monde, qui ont lieu dans des intervalles de quatre ans séparant les Jeux olympiques, avaient mal débuté par la défection de la Pologne, la République tchèque, la R.D.A., puis Cuba, emboîtant le pas. La présence d'une équipe sud-africaine dans la compétition avait décollé le processus, qui devient traditionnel d'un refus soviétique de mettre dans

athlètes de l'Est ont placé six tireurs dans les dix premiers des championnats d'Europe à Dordrecht, mais les Américains, les Canadiens, voire les Italiens, restent favoris. Quel qu'il en soit, le tir se porte bien en France. Certes le nombre des licenciés au plateau n'a pas fait le bond en avant espéré (il y a quatre ans, ils sont douze mille environ, mais les effectifs de la cible approchent les seize mille). En même temps, l'on voit disparaître des concours les bons vivants de naguère, amateurs éclairés, tireurs d'élite dilettantes, au profit de jeunes sportifs aux nerfs d'acier, soumis à une discipline de vie aussi draconienne que leur entraînement. Le mouvement du jeune Rossini en est un bel exemple. Ainsi en est-il aujourd'hui de tous les sports, même si les résultats obtenus dépendent aussi d'un accessoire, l'arme.

Réalis, la découverte de nouveaux tireurs est contrariée par les coûts d'un tel sport. Tirer coûte cher, fort cher : vingt-cinq plateaux et vingt-cinq cartouches reviennent, dans la région parisienne, au minimum à 40 F, et il faut en user beaucoup pour parvenir à des scores honorables. L'exemple américain qui, depuis des années, a mis sur le marché des plateaux légers et des cartouches moins chargées, donc moins coûteuses, utilisables sur des installations traditionnelles, vient-il à bout de ce problème ? C'est une hypothèse que les responsables de la Fédération française de tir considèrent comme souhaitable. Ainsi faciliterait-on l'arrivée sur les pas de tir de jeunes entraîneurs nationaux des équipes françaises, est révoquée. Que feront les Français jeudi prochain ? Là aussi, phénomène nouveau, les

CLAUDE LAMOTTE.

## LES RÉSULTATS

### Athlétisme

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE

1. Kolobek (A.S.P.T.T. Strasbourg), 42.105 kilomètres en 2 heures 10 min. 5 sec. 2. Bobe (A.S. Saint-Etienne), à 11 sec. 3. Recquet (Viry), à 31 sec. 4. Pironon (P.C. Sochaux), à 1 min. 56 sec. 5. Bonnet (Grenoble), à 2 min. 14 sec. 6. Lemaire (Nouvelles-Océaniques), à 3 min. 10 sec. 7. Dedering (A.S.P.T.T. Lyon), à 4 min. 34 sec. 8. Lacour (Grenoble), à 4 min. 10. Gribouze (Grenoble), à 4 min. 58 sec. etc.

Deux records de France ont été battus. Le médailleur Frédéric Pottier a amélioré de 30 centimètres son propre record de lancer du disque avec un jet de 61,76 mètres. Au saut en longueur féminin, Jackie Durlet a franchi 6,67 mètres, soit 2 centimètres de plus que l'ancien record de Mme Ducas.

### Automobilisme

#### GRAND PRIX D'ITALIE

DES PORCECOUTURES  
1. Andretti (Lotus-Ford), 301 kilomètres 600, en 1 h 27 min. 50 sec. 30 (moyenne : 200,01 kilomètres à l'heure). 2. Scheckter (Ferrari), à 31 sec. 3. Jones (Shadow), à 23 sec. 4. Mass (McLaren-Ford), à 30 sec. 5. Regazzoni (Ferrari), à 30 sec. 6. Peterson (Cyril-Ford), à 3 min. 16 sec. 7. Neve (March-Ford), à 3 min. 16 sec. 8. Laffite (Ligier-Matra).

#### CLASSEMENT PROVISOIRE DU CHAMPIONNAT DU MONDE DES CONDUCTEURS

1. Lauda, 60 points ; 2. Scheckter, 42 ; 3. Andretti, 41 ; 4. Eutemann, 33 ; 5. Hunt, 21 ; 6. Mass, 21 ; 7. Nelson, 20 ; 8. Jones, 16 ; 9. Villeneuve, 12 ; 10. Fitzpatrick, 11 ; 11. Depallier, 10.

### Basket-Ball

À l'occasion de rencontres de préparation aux championnats d'Europe, l'équipe de France a été battue deux fois par la Belgique (85 à 83 et 87 à 60).

### Cyclisme

CRITERIUM DES AS  
1. Moser (Itali), 124 kilomètres en 2 h 38 min. 2. Van Springel (Belg.), à 45 sec. 3. De Witte (Belg.), à 1 min. 4. Tassinier (Fr.).

### Football

#### CHAMPIONNAT DE FRANCE DE DEUXIÈME DIVISION

(cinquante journées)  
Toulon bat Toulonaise... 4-3  
Haguenau bat Auxerre... 1-1  
Spinal bat Pontaubert... 0-0  
Reims bat Saint-Diz... 0-0  
Cannes bat Béziers... 4-0  
Ajaccio bat Ais... 3-2  
Chamois et Besançon... 0-0  
Martigues bat Avignon... 0-0  
Classement : 1. Martigues, 10 pts ; 2. Spinal, 8 ; 3. Cannes, Angers, Alençon et Auxerre, 7 ; 4. Toulon, Besançon et Saint-Diz, 6 ; 5. Avignon, 5 ; 6. Ais, Béziers, Chamois, 4 ; 7. Haguenau, 3 ; 8. Ais, Metz, Toulonaise, 2 ; 9. Pontaubert, 0 point.

#### GROUPE B

Angoulême et Lille... 1-1  
Bras et Fives... 0-0  
Dunkerque et Roubaix... 2-1  
Gueugnon bat Poissy... 2-0  
Souléigne et Cam... 0-0

### Hippisme

L'Orléans, disputé à Longchamp et retenu pour le Paris coupe gagnant et tiré, a été gagné par Vapour, entré de Monopoli et de Merimont. La combinaison gagnante est 4-14-30.

### Sports équestres

Championnat d'Europe de concours complet  
1. Luchini-Prior-Palmer (G.-B.) sur George, 71,5 pts ; 2. E. Machin (R.F.A.) sur Madrid, 39 ; 3. J. Sauter (R.F.A.) sur Sioux, 42,2 ; 4. Diana Thorne (G.-B.) sur The Skyhawk, 52,3 ; 5. Jane Holderness-Roddam (G.-B.) sur Warrior, 53,9 ; 6. A. G. G. sur G. G. ; 7. J. M. sur G. G. ; 8. J. M. sur G. G. ; 9. J. M. sur G. G. ; 10. J. M. sur G. G. ; 11. J. M. sur G. G. ; 12. J. M. sur G. G. ; 13. J. M. sur G. G. ; 14. J. M. sur G. G. ; 15. J. M. sur G. G. ; 16. J. M. sur G. G. ; 17. J. M. sur G. G. ; 18. J. M. sur G. G. ; 19. J. M. sur G. G. ; 20. J. M. sur G. G. ; 21. J. M. sur G. G. ; 22. J. M. sur G. G. ; 23. J. M. sur G. G. ; 24. J. M. sur G. G. ; 25. J. M. sur G. G. ; 26. J. M. sur G. G. ; 27. J. M. sur G. G. ; 28. J. M. sur G. G. ; 29. J. M. sur G. G. ; 30. J. M. sur G. G. ; 31. J. M. sur G. G. ; 32. J. M. sur G. G. ; 33. J. M. sur G. G. ; 34. J. M. sur G. G. ; 35. J. M. sur G. G. ; 36. J. M. sur G. G. ; 37. J. M. sur G. G. ; 38. J. M. sur G. G. ; 39. J. M. sur G. G. ; 40. J. M. sur G. G. ; 41. J. M. sur G. G. ; 42. J. M. sur G. G. ; 43. J. M. sur G. G. ; 44. J. M. sur G. G. ; 45. J. M. sur G. G. ; 46. J. M. sur G. G. ; 47. J. M. sur G. G. ; 48. J. M. sur G. G. ; 49. J. M. sur G. G. ; 50. J. M. sur G. G. ; 51. J. M. sur G. G. ; 52. J. M. sur G. G. ; 53. J. M. sur G. G. ; 54. J. M. sur G. G. ; 55. J. M. sur G. G. ; 56. J. M. sur G. G. ; 57. J. M. sur G. G. ; 58. J. M. sur G. G. ; 59. J. M. sur G. G. ; 60. J. M. sur G. G. ; 61. J. M. sur G. G. ; 62. J. M. sur G. G. ; 63. J. M. sur G. G. ; 64. J. M. sur G. G. ; 65. J. M. sur G. G. ; 66. J. M. sur G. G. ; 67. J. M. sur G. G. ; 68. J. M. sur G. G. ; 69. J. M. sur G. G. ; 70. J. M. sur G. G. ; 71. J. M. sur G. G. ; 72. J. M. sur G. G. ; 73. J. M. sur G. G. ; 74. J. M. sur G. G. ; 75. J. M. sur G. G. ; 76. J. M. sur G. G. ; 77. J. M. sur G. G. ; 78. J. M. sur G. G. ; 79. J. M. sur G. G. ; 80. J. M. sur G. G. ; 81. J. M. sur G. G. ; 82. J. M. sur G. G. ; 83. J. M. sur G. G. ; 84. J. M. sur G. G. ; 85. J. M. sur G. G. ; 86. J. M. sur G. G. ; 87. J. M. sur G. G. ; 88. J. M. sur G. G. ; 89. J. M. sur G. G. ; 90. J. M. sur G. G. ; 91. J. M. sur G. G. ; 92. J. M. sur G. G. ; 93. J. M. sur G. G. ; 94. J. M. sur G. G. ; 95. J. M. sur G. G. ; 96. J. M. sur G. G. ; 97. J. M. sur G. G. ; 98. J. M. sur G. G. ; 99. J. M. sur G. G. ; 100. J. M. sur G. G. ; 101. J. M. sur G. G. ; 102. J. M. sur G. G. ; 103. J. M. sur G. G. ; 104. J. M. sur G. G. ; 105. J. M. sur G. G. ; 106. J. M. sur G. G. ; 107. J. M. sur G. G. ; 108. J. M. sur G. G. ; 109. J. M. sur G. G. ; 110. J. M. sur G. G. ; 111. J. M. sur G. G. ; 112. J. M. sur G. G. ; 113. J. M. sur G. G. ; 114. J. M. sur G. G. ; 115. J. M. sur G. G. ; 116. J. M. sur G. G. ; 117. J. M. sur G. G. ; 118. J. M. sur G. G. ; 119. J. M. sur G. G. ; 120. J. M. sur G. G. ; 121. J. M. sur G. G. ; 122. J. M. sur G. G. ; 123. J. M. sur G. G. ; 124. J. M. sur G. G. ; 125. J. M. sur G. G. ; 126. J. M. sur G. G. ; 127. J. M. sur G. G. ; 128. J. M. sur G. G. ; 129. J. M. sur G. G. ; 130. J. M. sur G. G. ; 131. J. M. sur G. G. ; 132. J. M. sur G. G. ; 133. J. M. sur G. G. ; 134. J. M. sur G. G. ; 135. J. M. sur G. G. ; 136. J. M. sur G. G. ; 137. J. M. sur G. G. ; 138. J. M. sur G. G. ; 139. J. M. sur G. G. ; 140. J. M. sur G. G. ; 141. J. M. sur G. G. ; 142. J. M. sur G. G. ; 143. J. M. sur G. G. ; 144. J. M. sur G. G. ; 145. J. M. sur G. G. ; 146. J. M. sur G. G. ; 147. J. M. sur G. G. ; 148. J. M. sur G. G. ; 149. J. M. sur G. G. ; 150. J. M. sur G. G. ; 151. J. M. sur G. G. ; 152. J. M. sur G. G. ; 153. J. M. sur G. G. ; 154. J. M. sur G. G. ; 155. J. M. sur G. G. ; 156. J. M. sur G. G. ; 157. J. M. sur G. G. ; 158. J. M. sur G. G. ; 159. J. M. sur G. G. ; 160. J. M. sur G. G. ; 161. J. M. sur G. G. ; 162. J. M. sur G. G. ; 163. J. M. sur G. G. ; 164. J. M. sur G. G. ; 165. J. M. sur G. G. ; 166. J. M. sur G. G. ; 167. J. M. sur G. G. ; 168. J. M. sur G. G. ; 169. J. M. sur G. G. ; 170. J. M. sur G. G. ; 171. J. M. sur G. G. ; 172. J. M. sur G. G. ; 173. J. M. sur G. G. ; 174. J. M. sur G. G. ; 175. J. M. sur G. G. ; 176. J. M. sur G. G. ; 177. J. M. sur G. G. ; 178. J. M. sur G. G. ; 179. J. M. sur G. G. ; 180. J. M. sur G. G. ; 181. J. M. sur G. G. ; 182. J. M. sur G. G. ; 183. J. M. sur G. G. ; 184. J. M. sur G. G. ; 185. J. M. sur G. G. ; 186. J. M. sur G. G. ; 187. J. M. sur G. G. ; 188. J. M. sur G. G. ; 189. J. M. sur G. G. ; 190. J. M. sur G. G. ; 191. J. M. sur G. G. ; 192. J. M. sur G. G. ; 193. J. M. sur G. G. ; 194. J. M. sur G. G. ; 195. J. M. sur G. G. ; 196. J. M. sur G. G. ; 197. J. M. sur G. G. ; 198. J. M. sur G. G. ; 199. J. M. sur G. G. ; 200. J. M. sur G. G. ; 201. J. M. sur G. G. ; 202. J. M. sur G. G. ; 203. J. M. sur G. G. ; 204. J. M. sur G. G. ; 205. J. M. sur G. G. ; 206. J. M. sur G. G. ; 207. J. M. sur G. G. ; 208. J. M. sur G. G. ; 209. J. M. sur G. G. ; 210. J. M. sur G. G. ; 211. J. M. sur G. G. ; 212. J. M. sur G. G. ; 213. J. M. sur G. G. ; 214. J. M. sur G. G. ; 215. J. M. sur G. G. ; 216. J. M. sur G. G. ; 217. J. M. sur G. G. ; 218. J. M. sur G. G. ; 219. J. M. sur G. G. ; 220. J. M. sur G. G. ; 221. J. M. sur G. G. ; 222. J. M. sur G. G. ; 223. J. M. sur G. G. ; 224. J. M. sur G. G. ; 225. J. M. sur G. G. ; 226. J. M. sur G. G. ; 227. J. M. sur G. G. ; 228. J. M. sur G. G. ; 229. J. M. sur G. G. ; 230. J. M. sur G. G. ; 231. J. M. sur G. G. ; 232. J. M. sur G. G. ; 233. J. M. sur G. G. ; 234. J. M. sur G. G. ; 235. J. M. sur G. G. ; 236. J. M. sur G. G. ; 237. J. M. sur G. G. ; 238. J. M. sur G. G. ; 239. J. M. sur G. G. ; 240. J. M. sur G. G. ; 241. J. M. sur G. G. ; 242. J. M. sur G. G. ; 243. J. M. sur G. G. ; 244. J. M. sur G. G. ; 245. J. M. sur G. G. ; 246. J. M. sur G. G. ; 247. J. M. sur G. G. ; 248. J. M. sur G. G. ; 249. J. M. sur G. G. ; 250. J. M. sur G. G. ; 251. J. M. sur G. G. ; 252. J. M. sur G. G. ; 253. J. M. sur G. G. ; 254. J. M. sur G. G. ; 255. J. M. sur G. G. ; 256. J. M. sur G. G. ; 257. J. M. sur G. G. ; 258. J. M. sur G. G. ; 259. J. M. sur G. G. ; 260. J. M. sur G. G. ; 261. J. M. sur G. G. ; 262. J. M. sur G. G. ; 263. J. M. sur G. G. ; 264. J. M. sur G. G. ; 265. J. M. sur G. G. ; 266. J. M. sur G. G. ; 267. J. M. sur G. G. ; 268. J. M. sur G. G. ; 269. J. M. sur G. G. ; 270. J. M. sur G. G. ; 271. J. M. sur G. G. ; 272. J. M. sur G. G. ; 273. J. M. sur G. G. ; 274. J. M. sur G. G. ; 275. J. M. sur G. G. ; 276. J. M. sur G. G. ; 277. J. M. sur G. G. ; 278. J. M. sur G. G. ; 279. J. M. sur G. G. ; 280. J. M. sur G. G. ; 281. J. M. sur G. G. ; 282. J. M. sur G. G. ; 283. J. M. sur G. G. ; 284. J. M. sur G. G. ; 285. J. M. sur G. G. ; 286. J. M. sur G. G. ; 287. J. M. sur G. G. ; 288. J. M. sur G. G. ; 289. J. M. sur G. G. ; 290. J. M. sur G. G. ; 291. J. M. sur G. G. ; 292. J. M. sur G. G. ; 293. J. M. sur G. G. ; 294. J. M. sur G. G. ; 295. J. M. sur G. G. ; 296. J. M. sur G. G. ; 297. J. M. sur G. G. ; 298. J. M. sur G. G. ; 299. J. M. sur G. G. ; 300. J. M. sur G. G. ; 301. J. M. sur G. G. ; 302. J. M. sur G. G. ; 303. J. M. sur G. G. ; 304. J. M. sur G. G. ; 305. J. M. sur G. G. ; 306. J. M. sur G. G. ; 307. J. M. sur G. G. ; 308. J. M. sur G. G. ; 309. J. M. sur G. G. ; 310. J. M. sur G. G. ; 311. J. M. sur G. G. ; 312. J. M. sur G. G. ; 313. J. M. sur G. G. ; 314. J. M. sur G. G. ; 315. J. M. sur G. G. ; 316. J. M. sur G. G. ; 317. J. M. sur G. G. ; 318. J. M. sur G. G. ; 319. J. M. sur G. G. ; 320. J. M. sur G. G. ; 321. J. M. sur G. G. ; 322. J. M. sur G. G. ; 323. J. M. sur G. G. ; 324. J. M. sur G. G. ; 325. J. M. sur G. G. ; 326. J. M. sur G. G. ; 327. J. M. sur G. G. ; 328. J. M. sur G



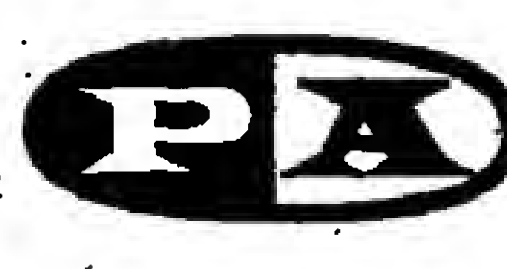
TIN  
EN L'ABSENCE DES PAIRS DE L'EST  
dominent les championnats du

LES RESULTATS

LES RESULTATS

LES RESULTATS

LES RESULTATS



# DIRECTEUR MARKETING

160.000 F

**Produits grande consommation — Paris** — Un très important groupe français fabriquant et distribuant des produits alimentaires, largement leader sur son marché, recherche le Directeur Marketing d'une de ses divisions regroupant une ligne de produits (chiffre d'affaires : 300 millions de francs). Rattaché au Directeur de cette division et assisté de deux chefs de produits, il élaborera et proposera une stratégie globale à court et moyen terme ainsi que des politiques de marques en accord avec la politique générale du groupe. Il en contrôlera la réalisation en collaboration avec les directions commerciales et animera le développement de nouveaux produits. Ce poste, vacant à la suite d'une promotion, convient à un candidat âgé de 30 ans minimum, de formation supérieure et possédant une expérience d'au moins 5 ans des techniques marketing (exploitation de panels, conception d'une stratégie de communication, de campagnes P.L.V., ...) acquises dans le domaine des produits de grande consommation, soit en tant que chef de groupe soit en tant que responsable marketing. Ses qualités de méthode, de rigueur et bien sûr de créativité sont des atouts de réussite. La pratique de l'anglais est nécessaire. Le salaire annuel de départ, de l'ordre de 160.000 francs, pourra être supérieur en fonction des résultats déjà acquis. Ecrire à Nantes.  
Réf. B/0001M

# DIRECTEUR FILIALE

150.000 F

**Alger** — Notre client est une société industrielle scandinave connue pour son dynamisme et la qualité de ses produits. Son chiffre d'affaires dépasse le milliard de francs et elle emploie 5.500 personnes dans plus de vingt pays. Elle est spécialisée dans la fabrication et la vente de machines et de produits nécessaires à l'industrie de la transformation métallique. Nous recherchons pour elle le Directeur de sa filiale commerciale en Algérie. Le candidat retenu aura l'expérience de la gestion d'une filiale de représentations de produits techniques et industriels dans des pays en voie de développement accéléré. S'il parle l'anglais il pourra demander après deux ans de poursuivre sa carrière dans le réseau mondial du groupe. La société fournit logement familial et voiture de fonction, voyage et congé annuel en Europe et une contribution importante aux frais de scolarité. Ecrire à Paris.  
Réf. B/5616M

# DIRECTEUR DE RÉSEAU

140.000 F

**Matériel frigorifique** — Une société française (chiffre d'affaires : 150 millions de francs) spécialisée dans la fabrication de matériel pour installations frigorifiques, recherche pour son siège situé en région parisienne, le Directeur de son réseau de concessionnaires. Dépendant de la Direction Commerciale, il sera responsable de la réalisation des objectifs de vente par l'intermédiaire d'un réseau étoffé de concessionnaires représentant une partie appréciable du chiffre d'affaires de la société. Il animera à cet effet une équipe d'une quinzaine de personnes (délégués commerciaux, techniciens d'assistance d'installation, secrétaires). Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure, ayant acquis l'expérience de la vente de biens d'équipements présentant une certaine technicité, de préférence par l'intermédiaire d'un réseau de concessionnaires. La pratique de l'anglais serait intéressante pour l'évolution du candidat. La rémunération annuelle, de l'ordre de 140.000 francs, sera liée à l'expérience. Intéressantes perspectives d'évolution et de développement de carrière. Ecrire à J. MOUNIER à Paris.  
Réf. A/2589M

# RESPONSABLE LABORATOIRE

120.000 F

**Industrie alimentaire** — Un groupe français spécialisé dans la fabrication de produits destinés aux industries alimentaires, recherche un responsable pour son laboratoire de chimie-biochimie. Sous l'autorité du Directeur Technique, il sera chargé des contrôles qualité, des études et mises au point de produits nouveaux, de l'adaptation des produits actuels, et apportera son concours aux services de production pour améliorer les rendements et la qualité. Ce poste conviendrait à un candidat de 32 ans au moins, ingénieur (chimie, agro, ENSIA ou équivalent) ayant d'excellentes connaissances en chimie minérale, organique et biochimie. Il aura acquis une expérience de l'industrie de la fermentation et de bonnes connaissances en chimie alimentaire, dans un poste de production, ou en laboratoire de recherche ou de contrôle. La lecture de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand serait appréciée. La rémunération annuelle, fonction de l'expérience acquise, sera de l'ordre de 110.000 francs, mais pourrait être supérieure si le candidat le justifiait. Le poste est à pourvoir en région parisienne. Ecrire à J. MOUNIER à Paris.  
Réf. A/2568M

# CHEF DES VENTES

100.000 F

La société BAUSCH & LOMB, de renommée mondiale dans le domaine des produits d'optique, recherche pour sa Division nouvellement créée en France et chargée de promouvoir et de commercialiser des lentilles souples de contact, un Chef des Ventes national, basé à Versailles. Rendant compte à la Direction Générale, il aura à développer la commercialisation de produits déjà implantés sur le marché français. Il devra animer, former et renforcer l'équipe de vente sur le terrain et assurer personnellement les contacts avec les clients les plus importants. Il participera, enfin, à l'élaboration du planning des ventes et sera responsable du contrôle de l'administration commerciale. Ce poste convient à un candidat, âgé d'au moins 28 ans et possédant une formation commerciale supérieure. Il devra justifier d'une expérience dynamique de la vente et de l'animation d'une équipe. Il est envisagé une période d'initiation technique au sein de la maison-mère aux États-Unis. La pratique de l'anglais est souhaitable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 100.000 francs. Un élargissement rapide des responsabilités est prévu pour un candidat de valeur. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris.  
Réf. A/2513CM

# JEUNE CADRE COMMERCIAL

Rhône-Alpes

**Développement des ventes aux industries** — Une tannerie de renom, implantée en région Rhône-Alpes, crée un poste de cadre commercial pour soutenir le développement de son activité de vente aux industriels travaillant le cuir. Rattaché à la Direction Générale, il aura pour mission, après une période de formation, d'assurer l'élargissement de la clientèle française et de participer, en liaison avec l'administration des ventes, à la définition de l'action commerciale des représentants. Ses responsabilités s'étendront progressivement à l'exportation, ce qui nécessite une bonne pratique de l'anglais et si possible de l'allemand. Ce poste sera confié à un jeune cadre commercial, âgé de 28 ans au moins, ayant acquis une réelle expérience de la vente aux industries et motivé par la négociation directe sur le terrain. Le potentiel du candidat retenu doit s'appuyer sur un excellent niveau de formation de base qui lui permette d'évaluer rapidement vers des responsabilités élargies. Le niveau de rémunération, intéressant dès le départ, sera lié à l'expérience antérieure. Ecrire à F. WILLIGSECKER à Lyon.  
Réf. A/2440M

# CHEF DE SERVICE ENTRETIEN

140.000 F

Une société française du secteur chimique, recherche, pour son unité de production située en proche banlieue parisienne, un Chef de Service Entretien. Dépendant du Directeur Technique, il sera responsable de l'organisation, la planification et du contrôle de toute l'activité maintenance. Il dirigera un service de 80 personnes environ et supervisera les sections entretien, BE et travaux neufs, fluides, services généraux, production d'énergie. Il gèrera les approvisionnements des fournitures d'entretien et sera responsable de ses budgets. Ce poste convient à un ingénieur diplômé (AM, ICAM, IDN...), âgé d'au moins 40 ans, possédant des connaissances techniques étendues ainsi qu'une expérience confirmée des problèmes d'entretien. Le poste requiert des qualités d'organisateur mais aussi le sens du terrain et la disponibilité qu'exige la production en continu. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 140.000 francs, peut être supérieure si l'expérience du candidat le justifie. Il s'y ajoute un logement de fonction. Ecrire à J. MOUNIER à Paris.  
Réf. A/2590M

# SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

130.000 F

Filiale d'un groupe français de dimension internationale, cette société spécialisée dans la construction électrique, recherche le Secrétaire Général d'un département (1.000 personnes) situé à 150 km de Paris. Dépendant du Directeur de département, il sera responsable de la gestion sous ses aspects comptables, juridiques et administratifs. Il aura également sous son autorité directe les services Achats et Informatique. De plus, en liaison avec les services du siège, il réorganisera le contrôle de gestion, exercera au contrôle budgétaire strict et aura le souci permanent d'améliorer la rentabilité du département (gestion de la trésorerie, suivi des investissements, rotation des stocks...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 32 ans, de formation supérieure (Grande Ecole ou équivalente), ayant quelques années d'expérience dans les domaines cités ou sein d'une entreprise ou d'un cabinet d'audit. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 130.000 francs, sera liée à l'expérience du candidat. Ecrire à J. MOUNIER à Paris.  
Réf. A/2588M

# DIRECTION FINANCIÈRE ET COMPTABLE

120.000 F

Une société américaine, mondialement connue pour la qualité de ses services, recherche deux cadres confirmés pour renforcer la Direction Financière de l'une de ses divisions en France qui doit faire face à un taux d'expansion rapide (environ 40 % par an) :

## Responsable comptabilité générale

Rendant compte au Directeur Financier de cette division, il sera responsable de l'organisation et du contrôle des activités comptables et devra animer et former une équipe de 15 personnes, chargées de la préparation et de la consolidation des bilans mensuels. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat, âgé d'au moins 30 ans, diplômé d'enseignement supérieur (ESC, DECS...) et pouvant justifier d'une solide expérience en comptabilité générale, acquise au sein d'une société multinationale. Cette fonction requiert une grande aptitude à la supervision d'une équipe ainsi que des qualités de précision et d'adaptation rapide aux changements qu'impliquent les activités de la société. La pratique courante de l'anglais est impérative.  
Réf. A/2591M

## Responsable études financières

Ayant la même dépendance hiérarchique, il aura à créer et à mettre en place un nouveau service qui sera chargé des états financiers, du traitement des données statistiques, de la préparation et de la consolidation des budgets ainsi que de l'ensemble des nouveaux projets. Ce poste conviendrait à un cadre financier, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure et possédant une expérience approfondie des problèmes comptables, juridiques et fiscaux. Le candidat retenu devra parler couramment l'anglais et faire preuve d'ouverture d'esprit et de rapidité de jugement.  
Réf. A/2592M

Pour ces deux fonctions, la rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Le taux de croissance du groupe permet une évolution de carrière très intéressante pour des candidats de premier plan. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris en précisant la référence.

# RESPONSABLE COMMERCIAL

90.000 F

**Produits industriels** — Une société française, située en banlieue parisienne, et spécialisée dans la fabrication de tuyaux métalliques flexibles, recherche, dans le cadre de sa politique d'expansion, un Responsable Commercial. Rendant compte au Président-Directeur Général, il sera chargé de concevoir une politique produits et marchés essentiellement pour la province ainsi que de développer, d'animer et de contrôler une équipe de vendeurs. Ce poste conviendrait à un cadre de formation supérieure technique ou commerciale ou équivalent, âgé d'au moins 28 ans et ayant déjà acquis une expérience de quelques années de la vente et de l'animation des ventes pour des produits analogues. Des connaissances pratiques en gestion et en marketing seraient un atout supplémentaire. Ce poste implique de très fréquents déplacements dans toute la France. La connaissance de l'anglais serait appréciée. Une évolution vers un poste de chef des ventes est envisageable pour un candidat de valeur. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 90.000 francs, sera liée à l'expérience du candidat retenu. Ecrire à Ph. LESAGE à Paris.  
Réf. A/2593M

# CHEF DES VENTES

90.000 F

Un très important groupe français, spécialisé dans la fabrication et la commercialisation de meubles et sièges de grande qualité destinés aussi bien aux besoins des particuliers qu'à ceux des sociétés et collectivités, recherche le responsable de son département « revendeurs province ». Sous l'autorité du Directeur Général, il participera à la définition de la politique de vente et aura pour mission de contrôler et promouvoir l'ensemble des revendeurs, animer les représentants et compléter le réseau actuel, dans un souci constant d'efficacité et de rentabilité. Il sera, de plus, en prise directe avec les clients importants. Ce poste conviendrait à un cadre âgé d'au moins 30 ans, ayant une antériorité de Chef des Ventes dans le secteur du meuble. Son dynamisme de vendeur et d'animateur sera particulièrement apprécié. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 90.000 francs. Son lieu de travail sera Paris. Ecrire à Paris.  
Réf. B/5615M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour les réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre "Service du Contrôle" indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

PA Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79 1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-49-33  
9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63 19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25  
Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Francfort - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

مكتبة الامن



سكنات العمل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	10,00	11,44
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCOREES	Le mètre	Le mètre T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

### offres premier emploi

- VOUS avez une formation informatique,
- VOUS voulez participer aux réalisations avancées,
- VOUS êtes intéressés par un groupe où chacun se sent responsable.

NOUS recherchons pour premier emploi :

#### 50 INFORMATIQUES

INGENIEURS - IUT - MIAGE

#### 6 CADRES COMMERCIAUX



Adresser C.V. sous réf.  
G. 32 à M. LUCAS  
CAP/SOGETI  
Gestion,  
20, rue Leriche,  
75013 PARIS.



recherche

#### Jeunes Commerciaux

Pour Premier Emploi

niveau baccalauréat ou plus

dépassés des obligations militaires

Formation à nos techniques de vente

• Fixe + primes + indemnités

• Voiture professionnelle

Séjours à pourvoir Région Parisienne

Sud Est (Nice) Est (Nantes) Normandie (Rouen)

Envoyer C.V. manuscrit et photo à

HELLOGG'S - Bureaux de Rosny 2

93115 ROSNY SOUS BOIS Cedex

#### egor

se propose de former pour son 1<sup>er</sup> emploi

un jeune diplômé

de l'enseignement supérieur

(Technique ou Commercial)

à son métier de

#### consultant

en recherche de cadres.

Merci adresser C.V. manuscrit et lettre

de motivation, sous référence EG/09,

5, rue Meyerbeer 75009 Paris

#### BUREAU ETUDES GENERALES

offre

#### PREMIER EMPLOI

R.F.

• Fort tempérament

• Etudes supérieures.

• Alliant non-conformisme et discipline.

• Idées claires. Rédaction précise.

• Capable d'endurer formation rigoureuse.

Envoyer photo, lettre décrivant personnalité,

ambitions, prétentions.

SER. 55, rue Belles-Feuilles, 75016 PARIS

#### SUP. DE CO DEBUTANT ou EQUIVALENT

NOUS SOMMES une STR SPECIALISEE dans la

COMMERCIALISATION de BIENS D'EQUIPEMENT

à une CLIENTELE INDUSTRIELLE.

NOUS RECHERCHONS

#### UN DÉLÉGUÉ RÉGIONAL

chargé de visiter et de développer notre clientèle

le secteur géographique correspondant aux régions

suivantes :

NORD - PAS-DE-CALAIS - PICARDIE - HAUTE-

NORMANDIE REGION PARISIENNE

REMUNERATION, FIXE + PRIMES,

travaux rémunérés forfaitairement, voiture nécessaire

CE POSTE DOIT DEBOUCHER sous un délai de

1 à 2 ans sur une fonction au sein de notre

direction commerciale à Paris

Adresser C.V. manuscrit et prêt, à l'attention de

M. GERARD, Sté ULTRAPINZ, 46, rue de Douai,

75008 PARIS.

#### CREDIT HOTELIER

COMMERCIAL

et INDUSTRIEL

PARIS 15<sup>e</sup>

recherche pour premier emploi

PLUSIEURS

REDACTEURS

JURIDIQUES

Libérés O.M.

ayant DEJOUÉ en Droit,

#### IMPORTANTES SOCIÉTÉ

IMMOBILIÈRE

PARIS (8<sup>e</sup>)

UN PREMIER EMPLOI

À UN JEUNE DIPLOMÉ

D'ÉCOLE DE COMMERCE

ou équivalent

une carrière commerciale

au sein de son département

Bureaux

Après une période de formation

le candidat aura pour mission

de rechercher et de réaliser

des transactions entre des

sociétés, portant sur des biens

immobiliers tels que bureaux,

locaux industriels.

Statut bancaire.

Env. C.V. + photo sous réf.

CT service du Personnel,

## La Redoute

7500 personnes - Près de 3 milliards de C.A. - Une progression constante dans un secteur d'activité en pleine évolution.

15% des Cadres depuis le débutant jusqu'au Directeur Général, sont des Ingénieurs de formation supérieure très divers. Leur moyenne d'âge est de 32 ans.

Pour renforcer cette équipe et accroître notre développement, nous recherchons pour un premier emploi

### 3 INGENIEURS débutants

#### ETUDES ECONOMIQUES

(Référence 7.19.22)

Cet ingénieur prendra en charge les Etudes Economiques de la Direction Commerciale de la Société : Recherche et mise en place de moyens permettant de déterminer les prévisions de ventes initiales et le taux de couverture en stock au début de la saison, compte-tenu de divers paramètres liés à la clientèle, aux fournisseurs et éléments conjoncturels.

Etant donné le caractère économique et mathématique de ces études, les candidats auront nécessairement une formation d'ingénieur - Généraliste doublée d'une formation en gestion (type IPA, IEF, Sciences Eco...).

#### SERVICES

(Référence 7.39.16)

Cette création de poste a pour but d'apporter une assistance aux différents Responsables par l'étude et la proposition d'actions pour améliorer le service à la clientèle.

Cet ingénieur conduira plusieurs projets d'organisation permettant d'utiliser au mieux les informations émanant des divers secteurs de la Direction (traitement de la commande, courrier, retours...) en liaison avec d'autres Directions (Achats, Marketing, Informatique Industrielle...).

#### MARKETING

(Référence 7.29.14)

Dans le cadre de la réorganisation de la base de données «clientèle», cet ingénieur devra concevoir et mettre en œuvre des modèles d'analyse de l'information contenus dans l'ensemble des fichiers pour répondre aux problèmes posés par différents services de la Société (promotion, crédit...). Ces études à long terme permettront un enrichissement de l'information contenue dans ces fichiers et la mise en place de modèles de gestion ou d'utilisation de cette information.

Le titulaire sera en outre rapidement responsable de l'ensemble des informations constituant la base de données et du système de gestion du fichier ainsi que du développement de ces systèmes.

S'appuyant essentiellement sur l'informatique et sur les statistiques, une solide formation d'ingénieur-généraliste doublée d'une spécialisation du type ENSAE est recherchée.

Ces postes basés à ROUBAIX, nécessitent un très fort potentiel qui sera la garantie d'une évolution rapide dans notre Groupe.

Si vous souhaitez davantage d'informations relatives à l'un de ces postes, vous pouvez téléphoner à Ph. DUQUESNE, Responsable du Recrutement des Cadres - Tél. : (20) 70.93.59.

Pour postuler à un de ces emplois, adressez C.V., photo + prétentions en précisant la référence du poste qui vous intéresse à LA REDOUTE - Division Cadres - 37, rue de Blanchemaison 59100 ROUBAIX.

### emplois internationaux

### emplois internationaux



#### LA BANQUE MONDIALE

recherche

#### assistants techniques

Pour collaborer au renforcement du système de planification économique et assister à l'élaboration de politiques sectorielles et à l'évaluation de projets, auprès du Ministère de la Planification de la République Islamique de

#### MAURITANIE

Les postes à pourvoir à partir de janvier 1978, pour une durée de deux à trois ans, sont ceux de :

- Economiste généraliste
- Economiste du transport
- Economiste du développement rural

Les assistants techniques devront justifier d'une expérience professionnelle d'au moins cinq ans. Ils résideront à Nouakchott, où ils disposeront d'un logement meublé et équipé. La rémunération et les indemnités de poste tiendront compte des qualifications et expérience des candidats sélectionnés.

Un curriculum vitae détaillé, rédigé en français, devra être adressé, avant le 7 octobre 1977 au :

Bureau Européen de la Banque Mondiale

Service du Recrutement

66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS

#### ENTREPRISE GENERALE

DE CONSTRUCTIONS INDUSTRIELLES

A L'EXPORTATION

(siège à 150 km à l'EST de PARIS)

recherche pour chantier important en

#### ARABIE SAOUDITE

#### 1 INFIRMIER

qui sera chargé :

— de tenir l'antenne médicale ;

— d'effectuer les premiers soins ;

— de passer les visites médicales au titre de la médecine du travail.

#### 1 MÉCANICIEN

pour entretien et réparation du matériel léger et

lourd de chantier et véhicules.

Bonnes connaissances en électricité générale

souhaitées.

Adresser demandes C.V. et photo sous réf. n° 47.122

P.A. SVP. 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

#### Société d'Economie mixte

recherche

pour assistance technique

dans un pays anglophone

INGENIEUR

ROUTIER MECANICIEN

Avant une expérience confirmée

de l'utilisation optimum des

matériaux de travaux publics

et apte à conseiller les respon-

sables sur leur planification

et leur mise en œuvre. Veuillez

prendre un premier contact

en écrivant (joindre C.V.)

indiquer niveau de rémunération.

Sous référence 94/111, à

L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle,

75002 PARIS

Importante Société d'Ingénierie

recherche

pour séjour à l'étranger

un TECHNICIEN confirmé

dans le domaine de la

GESTION DE STOCK

de formation de base technique,

le candidat retenu aura une

bonne expérience de l'organisa-

tion de magasin et de la commande

des pièces détachées dans le do-

maine T.P., une bonne connais-

sance de ce matériel ainsi que la pra-

tique cour de l'anglais (termes

tech.). Les candidats intéressés

par ce poste qui est à pourvoir

rapidement, sont invités à scr. en joig.

C.V. + mention de leur dernière

rémunération, n° 472, 90/104, à

L.T.P. 31, boul. Bonne-Nouvelle,

75002 PARIS

#### LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise un concours sur épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement de

#### JURISTES

LIMITE D'AGE: 32 ans

#### QUALIFICATIONS PRINCIPALES:

- études universitaires complètes
- une certaine expérience professionnelle
- connaissance approfondie d'une des langues des Communautés (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

LIEU D'AFFECTATION: Bruxelles, Luxembourg ou tout autre lieu d'activité des services de la Commission.

TRAITEMENT DE BASE MENSUEL DE DEBUT: entre 9.395 et 12.483 FF.

DATE LIMITE POUR LA RECEPTION DES CANDIDATURES: 10 octobre 1977.

Tous renseignements complémentaires ainsi que le FORMULAIRE DE CANDIDATURE OBLIGATOIRE peuvent être obtenus, EN RAPPELANT LA REFERENCE COMA/153, auprès

a) du Bureau d'Information des Communautés européennes, rue des Belles-Feuilles 61, 75782 Paris-Cedex 16;

b) de la Commission des Communautés européennes, Division - Recrutement, Nominations, Promotions, Secteur Concours, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles.

033/709

#### REALISATIONS ETUDES ELECTRONIQUES

Constructeur des ensembles de gestion MICRAL-BAL, recherche pour un de ses utilisateurs :

#### UN ANALYSTE-PROGRAMMEUR

3 à 4 années d'expérience, Niveau IUT, pratique de l'assembleur et du BASIC.

Poste à pourvoir au NIGER au sein d'une importante société.

Envoyer CV à J.C. VRIIGNAUD - RZE. ZA de Courtabœuf, BP 73, 91403 ORSAY.

#### INGENIEUR

ou assistant, expérience direc-

tion chantier tuyauterie, chau-

drerie et annexes pour

chantier IRAN. Conviendrait

longue durée éventuellement.

Anglais souhaitable.

Adresser candidat, avec référ.,

Friedlander, 39, bd Ste-Lucie,

13007 MARSEILLE.

POUR ENTREPRISE

FRANCAISE DE BATIMENT

Coordonnateurs Chantiers

MOYEN-ORIENT

INGENIEUR

Planification, ordonnancement,

connaissances méthode du

potentiel et informatique.

Anglais courant indispensable.

Min. 30 ans, 35.000 F/an env.

Min. 20 ans, 25.000 F/an env.

Scr. 244, 972 SWEERTS,

S.P. 26 75024 PARIS CEDEX

9<sup>e</sup>, qui transmettra.

## ANNONCES



### Agence d'Investissement

recherche de Conseiller Technique

pour le service d'Information

d'environ 30 ans

Collaborateur

Service d'Information

d'environ 30 ans



OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	46,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,32

## ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOI	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux



### Banque Européenne d'Investissement

La Banque Européenne d'Investissement, une institution de droit public autonome au sein de la Communauté Economique Européenne, recherche pour son siège à Luxembourg.

#### Un Assistant de Conseiller Technique

entre 30 et 40 ans, pour son Corps de Conseillers Techniques. Il collaborera avec le Conseiller Technique dans l'instruction et le contrôle des projets du secteur du Génie Civil situés dans les pays membres de la C.E.E.

##### Qualifications :

d'un ingénieur de génie civil de niveau universitaire ou équivalent. Expérience confirmée de la préparation ou de l'évaluation des projets dans les travaux publics ainsi que de l'évaluation économique. Les candidats devront déjà avoir assumé des responsabilités réelles dans ce secteur.

##### Langues :

Maîtrise du français et bonne connaissance de l'anglais. Connaissance de l'italien souhaitable.

#### Un Juriste, d'environ 30 ans

Dans le cadre d'une équipe internationale, il sera chargé essentiellement de la recherche et de l'établissement d'études juridiques, de l'examen des aspects juridiques des opérations de prêt : élaboration en liaison avec d'autres départements de la Banque des documents contractuels ; contacts avec les promoteurs des projets au financement desquels la Banque participe.

##### Qualifications :

Formation juridique (niveau du doctorat). Bonne connaissance du droit français et connaissance du droit belge. Expérience professionnelle dans le domaine bancaire, du droit des sociétés et de la rédaction d'actes.

##### Langues :

Parfaite maîtrise du français. Bonne connaissance du néerlandais et de l'anglais.

#### Un Collaborateur pour son Service d'Information, d'environ 30 ans

Intégré dans une équipe, le candidat sera appelé à effectuer des travaux très divers dans le secteur Information/Relations publiques/Presse ; il devra notamment rédiger des textes en langue française et donner des conférences sur le rôle et l'activité de la Banque.

##### Qualifications :

Doté d'une aptitude à la rédaction et aux contacts humains, le candidat aura une formation universitaire ou équivalente et quelques années d'expérience professionnelle dans le secteur relations publiques/Presse dans une institution nationale ou internationale, une grande entreprise bancaire ou industrielle. Quelques années d'expérience en tant que journaliste présenteraient un avantage.

##### Langues :

Francophone, il aura, en outre, une très bonne connaissance de plusieurs autres langues communautaires.

**BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT**  
Service du Personnel  
Boîte Postale 2005  
LUXEMBOURG

Les candidatures seront traitées avec la discrétion de rigueur.

TRAVAUX ROUTIERS AFRIQUE ANGLOPHONE.

### INGENIEUR MATERIEL

Les matériels T.P., c'est votre spécialité : station de concassage, d'enrobage, matériels de terrassement,...

Vous savez lesquels prévoir en fonction des travaux à réaliser, les acheter en entretenant les relations nécessaires avec les fournisseurs, et même les revendre en fin de chantier. Cette activité impliquant un important travail à partir du siège, vous savez qu'il est aussi souvent nécessaire de se rendre sur les chantiers pour assister les ingénieurs mécaniciens.

Société française de travaux publics intervenant dans le monde entier, nous vous proposons de continuer chez nous ce métier et d'abord pour nos chantiers routiers du Nigeria. Vous serez basé à Lagos ou votre famille pourra s'installer.

Prenez contact immédiatement avec notre conseil en recrutement SIRCA sous référence 77228 M en précisant votre expérience, niveau de formation, délais de disponibilité et votre pratique de l'anglais.

**Sirca**  
64, rue la Boétie 75008 Paris  
359.71.20

### TRAILOR

Premier Constructeur Européen de remorques, semi-remorques, conteneurs

C.A. 500 MF dont 30 % à l'Export

recherche

#### CHEFS DE SECTEURS EXPORTATION

Pour chacune des zones suivantes :

MOYEN ORIENT réf. M1

MAGHREB-LIBYE-EGYPTE réf. M2

PAYS DE L'EST réf. M3

AFRIQUE NOIRE réf. M4

Ils viendront renforcer notre Direction Export sise à Cognères (78) pour conseiller et développer nos résultats.

Ces postes conviendront à des hommes de terrain, âgés de 28 ans minimum, parlant la ou les langue(s) véhiculé(s) du secteur et pouvant justifier d'une expérience de la vente, si possible de biens d'équipements dans ces secteurs. Ils seront chargés d'effectuer de nombreux déplacements à l'étranger.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et références en rappelant la ou les réf. retenue(s) à :

**TRAILOR S.A.** - Service du Personnel  
B.P. 49 - 78310 MAUREPAS

Pour chantiers Moyen-Orient

Site Engineering recherche

INGÉNIEURS ou T.S.

PLANNING - Hommes de terrain

très au fait des problèmes

chantiers. Envoyer C.V. à S.F.A.T.

3, rue du Colonel-Moll, Paris-17<sup>e</sup>

ou Tél. 754-64-00 pour R.V.

Offres d'emplois cadres, ingé-

nieurs, techniciens, pour l'Ame-

rique Latine (Venezuela, Argen-

tine, Brésil, Colombie, etc.)

dans revue spécialisée Soc.

A.L.E. (E2) B.P. 422-99 PARIS

#### CHEF DES SERVICES ADMINISTRATIFS ET COMPTABLES

7.000.000 de F.C.F.A.

Un Groupe international (effectif 1 200 personnes - C.A. 800 mil-

lions de F.F.), recherche un Chef des Services administratifs et

comptables pour l'une de ses filiales d'Afrique occidentale spé-

cialisée dans la commercialisation de produits industriels. Sous

l'autorité du Directeur de cette filiale, qu'il remplacera en son

absence, il sera responsable de la Comptabilité dans son ensemble.

Il participera à l'élaboration du budget annuel qu'il suivra dans

sa réalisation. Il établira les prévisions de trésorerie et il assurera

les relations avec les Banques. Il sera chargé de la gestion admi-

nistrative de la Société (réalité, contentieux). Le candidat

retenu, âgé d'au moins 28 ans, possédant une formation comptable

B.P., D.E.C.S., et une expérience professionnelle de plusieurs

années de la gestion administrative, financière et comptable d'une

entreprise commerciale. La connaissance de l'Afrique constituerait

un atout supplémentaire. Ecrire sous la référence 130/M, à :

#### GRH Conseils

3, avenue de Ségur - 75007 PARIS.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

### directeurs de chantiers

SECOND-ŒUVRE MOYEN-ORIENT

Notre groupe - 3500 personnes, C.A. : 1,8 milliard de Francs - a orienté depuis quelques années ses activités second-œuvre (électroinstallation, plomberie, électricité) vers l'étranger et principalement vers les pays du Moyen-Orient. Notre réussite et l'acquisition de nouveaux contrats nous amènent à rechercher des DIRECTEURS DE CHANTIERS.

Ingénieur : niveau A et M, E.S.T.P., spécialisé dans le second-œuvre, vous savez par expérience ce qu'est la direction d'un chantier à l'étranger. Vous connaissez l'importance des problèmes humains, car vous êtes quotidiennement responsable des hommes, mais aussi l'importance des problèmes techniques (approvisionnement par exemple) et financiers. De plus, vous avez l'habitude sur place des contacts avec les clients et les fournisseurs et, naturellement, vous maîtrisez parfaitement l'anglais.

Vous êtes peut-être l'un des hommes que nous cherchons.

Ecrivez sans tarder sous réf. 2387-M aux Conseils du Département Recrutement d'EUREQUIP que nous avons chargés de l'examen des candidatures.



**EUREQUIP**

DÉPARTEMENT RECRUTEMENT

B.P. 50 - 92430 Vaucresson

### T.P. AFRIQUE

Dans le cadre du développement de ses activités en AFRIQUE, une importante Entreprise de T.P. (5.000 personnes) recherche pour travaux de canalisation

#### RESPONSABLE DE CHANTIER

INGÉNIEUR ou CONDUCTEUR DE TRAVAUX ayant acquis une solide expérience de la conduite d'importants chantiers, et capable de l'étranger. Représentant les intérêts de l'Entreprise dans les pays concernés, il devra prouver de réelles aptitudes à la négociation, en même temps que les qualités d'autonomie et d'adaptation indispensables à la fonction.

Connaissance de l'ANGLAIS très souhaitée.

Envoyer C.V., photo et rémunération actuelle

sous référence 311 M au

Cabinet Jean-Claude MAURICE,

Conseil en Gestion du Personnel,

42, rue Legendre, 75017 PARIS.

### THE CLEM CORPORATION S.A.

recherche pour Complexe Pétrochimique

EN AFRIQUE-DU NORD

INGÉNIEURS GÉNIE CIVIL

- Travaux publics et bâtiment

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

- Etudes de câblages, Réseau d'éclairage

- Polyvalents (bâtiment, climatisation)

INGÉNIEURS MÉCANICIENS

- Charpentes métalliques

- Engins génie civil

- Spécialistes diesel

INGÉNIEUR PLANIFICATEUR

INGÉNIEUR TÉLÉCOMMUNICATIONS

- Etudes et réalisation réseau téléphonique

Logement fourni

Minimum 10 ans d'expérience et diplôme requis.

Ecrire avec C.V. à :

**The Clem Corporation S.A.**

20, avenue Général-de-Lanoueville - Boîte 14,

1150 BRUXELLES (Belgique).

#### Commercialisation de Produits Industriels

Afrique francophone

مركز أمن الأعمال



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

**ROCKWELL-GOLDE** : un nom porté par des produits fonctionnels d'une technologie évoluée : lave-glaces et toits ouvrants. Parce qu'ils sont le fruit d'une mise au point poussée à l'extrême et étudiés, prêts à la production, pour répondre aux exigences spécifiques de la pratique.

Nous cherchons pour le planning et l'évolution de nos activités en France, en Angleterre et en Italie

## un ingénieur

pour occuper la position de

## directeur export

**Nos exigences :** Que vous ayez travaillé dans le secteur de l'étude de machines ou de la mécanique de précision et que vous nous apportiez l'expérience d'un bureau d'études dans l'industrie automobile.

Que vous vous soyez aperçu de votre potentiel en matière d'exportation et vouliez y faire vos preuves. Voici votre chance de faire un bond en avant !

Votre bureau se trouvera à Francfort, R.F.A., mais votre position demandera de fréquents déplacements dans les pays mentionnés et par conséquent une par-

faite connaissance des langues anglaise et allemande. Etes-vous notre homme ? Faites-nous-en la preuve ! D'abord en nous proposant votre candidature comportant une documentation complète et informative.

Nous vous répondrons par retour du courrier. Pour tout complément d'information, notre Service du Personnel se tient à votre disposition par téléphone.

**Rockwell Golde GmbH**  
Hanauer Landstr. 338  
6000 Frankfurt  
Telefon 0049 611/40881



Rockwell International  
Rockwell Golde GmbH

### CHEF DE FABRICATION

9.000.000 de F.C.F.A.

Véhicules industriels  
Afrique Occidentale

Un Groupe international (effectif 1200 pers., C.A. 800 millions de francs) recherche un Chef de fabrication pour l'une de ses filiales située en Afrique occidentale et spécialisée dans la fabrication et la vente de véhicules industriels. Sous l'autorité du Directeur, à qui il doit succéder à terme, il aura l'entière responsabilité des fabrications portant sur des matériels traditionnels (camions, semi-remorques, citernes...) réalisés à partir de plans existants ou à concevoir en variante et mettant en œuvre des techniques telles que chaudronnerie, mécanosoudure, pliage, forpage. Il sera responsable de l'établissement et du suivi de son budget. Il calculera ses prix de revient. Il dirigera, planifiera, animera, coordonnera et contrôlera les activités des ateliers chaudronniers et soudeurs (effectif 80 pers.) placés sous ses ordres. Le candidat retenu, âgé d'au moins 40 ans, aura une formation Ingénieur A. et B. (G.A.S., S.C.A.S., I.N.A.), avec si possible une spécialisation soudure obtenue à l'Ecole Supérieure de Soudure. Il possèdera plusieurs années d'expérience dans un poste similaire mettant en œuvre les mêmes techniques (mécanosoudure, pliage, forpage). Cette expérience aura été acquise si possible chez un fabricant de benne, remorque, semi-remorque.

Ecrire sous réf. 128/N à :

**GRH Conseils**

3, avenue de Ségur, 75007 PARIS.  
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



### emplois régionaux

**ORGANISATION PROFESSIONNELLE AGRICOLE - CHARTRES**  
recherche  
LICENCIÉ (E) EN DROIT (option Droit du Travail)  
— Connaissances des lois agricoles employeurs de main-d'œuvre.  
— Secrétaire et animation du Syndicat des employeurs de main-d'œuvre.  
— Formation des employeurs de main-d'œuvre.  
— Organisation et suivi des stages de formation des salariés d'exploitations agricoles.  
— Travail en équipe.  
Ecr. Ag. HAVAS CHARTRES n° 2129, qui transmettra.  
Ch. Coffreux, bon coup de poigne, Saison hiver Aurore-65, Ecr. HAVAS Saint-Raphaël 196.  
Société Matériel Médico-chirurgical, rech.  
**PHARMACIEN (Hamme)**  
pour poste adjoint fabrication, titulaire 120 km. Paris, viendrait à pharmacien option industrie ayant au moins 2 ans d'expérience. Compétence de la nature des fabrications, esprit mécanique serait apprécié. Ecr. ss n° 1244 à BLEU, 17, rue Labat, 92000 VINCENNES.

### GROUPE INTERNATIONAL CONSTRUCTION MECANIQUE

recherche pour Usine importante de Province

### CHEF DU SERVICE ORGANISATION ET METHODES INDUSTRIELLES

Ce service regroupe les trois grandes fonctions ci-après :  
— l'organisation du travail d'atelier,  
— l'établissement des méthodes et des normes d'activité pour l'ensemble du personnel,  
— le contrôle budgétaire et le suivi de la réalisation des objectifs des autres services.

La préférence sera donnée à un ingénieur des Arts et Métiers ou de formation équivalente, ayant une expérience industrielle de plusieurs années notamment dans les domaines d'organisation scientifique du travail, de simplification du travail et d'analyse des valeurs, des différents systèmes de rémunération des personnels d'atelier.

Age souhaité : 35 ans min. - Connaissance parfaite de l'anglais - Position cadre III B. Très bonnes possibilités d'évolution futures pour candidats de haut niveau.

Nous recherchons également de

### JEUNES INGENIEURS

Avant seulement quelques années d'expérience en organisation et méthodes industrielles ou débutants ayant suivi en Angleterre ou aux Etats-Unis les cours d'industrial engineering.

Adressez C.V. et prétentions à No 26575, CONTESSÉ Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris cedex 01, qui transmettra.

### chef de département gestion commerciale

Le poste : secondar le Directeur Commercial :  
— organiser la gestion de l'ensemble de la direction (tableau de bord avec plans, budgets...),  
— assister les directions dans la stimulation de leur force de vente (formation, promotion),  
— gérer directement les services d'expédition (stock, transports, douanes...).

L'Homme : 32 ans minimum, HEC, ESSEC, ESC, expérimenté dans la gestion commerciale et capable d'adopter une attitude marketing.

Présenter dossier de candidature sous réf. MC à

**CORBIN S.A.** CONSULTANT EN ORGANISATION

57, rue du Temple, 75004 Paris

### EXPLOITANT Classe VII

Responsable de la clientèle privée

Sa mission :  
— suivre l'évolution des besoins des particuliers  
— créer la clientèle existante  
— développer le fonds de commerce actuel par des actions de prospection  
— animer et coordonner l'activité du réseau.

Ce poste conviendrait à un candidat de 30 ans minimum, de formation supérieure, ayant une solide expérience bancaire ainsi qu'une connaissance approfondie des marchés boursiers et de la gestion de portefeuilles titres.

Adressez c.v. manuscrit, photo et prétentions, sous réf. 1561, à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Heider, 75009 Paris

### LA COMMISSION DES COMMUNAUTES EUROPEENNES

organise un concours sur épreuves pour la constitution d'une réserve de recrutement

### D'ADMINISTRATEURS

dans les domaines suivants : administration, administration de la recherche, relations extérieures, information, affaires financières et budgétaires, affaires sociales.

LIMITE D'AGE : 32 ans.

### QUALIFICATIONS PRINCIPALES :

- études universitaires complètes en rapport avec le domaine choisi ;
- expérience professionnelle d'un an minimum dans ce domaine ;
- connaissance approfondie d'une des langues des Communautés européennes (allemand, anglais, danois, français, italien, néerlandais) et connaissance satisfaisante d'une deuxième de ces langues.

LIEU D'AFFECTATION : Bruxelles, Luxembourg ou tout autre lieu d'activité des services de la Commission.

TRAITEMENT DE BASE MENSUEL DE DÉBUT : entre 9.395 FF et 12.483 FF.

DATE LIMITE POUR LA RÉCEPTION DES CANDIDATURES : 10 octobre 1977.

Tous renseignements complémentaires ainsi que le FORMULAIRE DE CANDIDATURE OBLIGATOIRE peuvent être obtenus, en RAPPELANT LA RÉFÉRENCE COM/A/154, auprès  
a) du Bureau d'Information des Communautés européennes, rue des Belles-Fenilles 61, 75782 Paris-Cedex 16 ;  
b) de la Commission des Communautés européennes, Division « Recrutement, Nominations, Promotions », Secteur Concours, rue de la Loi 200, 1049 Bruxelles.

033/710

### IMPORTANT GROUPE DE RETRAITE ET PREVOYANCE recherche un DELEGUE SOCIAL REGIONALE pour l'EST, basé à CHARLEVILLE

Expérience professionnelle 15 a. Intérêt par problèmes sociaux, qualités administratives indispensables.

### ASSISTANTE SOCIALE D.E.

Position CADRE Salaire annuel 85.000 F. Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à : CONTESSÉ PUBLICITE, 20, av. Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Société STANLEY-MABO BESANCON Usine française d'outillage à main, très forte implantation sur marché national et international, affiliée à groupe mondial de matériel agricole.

### UN CHEF DE PRODUITS (Service Marketing)

Expérience souhaitée. Nous offrons : — Rémunération intéressante dans une situation d'avenir ; — Position cadre. Adressez C.V. manuscrit détaillé avec photo et prétentions à : Sté STANLEY-MABO, Direction du Personnel, 15, av. de la Liberté, 22000 BESANCON. Discretion assurée.

### INGENIEUR CHEF D'AGENCE

Aliments, produits laitiers, région Centre et Ouest de la France, min. 35 a., 100/120.000 F An. Ecr. ss réf. 900 à Sweets, B.P. 269, 75040 Paris Cedex 09 q. 1.

### COLLEGE CEVENOL

Chambon-sur-Lignon, recherche pour rentrée 1977 PROFESSEUR EXPERIMENTE Sciences naturelles

### PROFESSEUR ALLEMAND

Entreprise Lyonnaise offre poste dans Service Développement nouveau produit

### TECHNICIEN VERRERIE

pour responsabilité conduite des machines de dépôt en phase vapeur.

Convient à Diplômé I.U.T. chimie ou matériaux ou Ecole céramique ou verrerie. Expérience souhaitée 3-4 ans. Les candidats doivent connaître la mécanique pour être efficaces en réalisation. Esprit vit et ouvert pour techniques. ANGLAIS indispensable.

Ecrire avec C.V. dit. et prêt. sous référence 28.243 à HAVAS CONTACT 47, r. Pré-Herriot, 69002 Lyon.

Importante Société nationale recherche pour son laboratoire des produits bio-médicaux

### 1 ORGANICIEN

(Ingénieur ou universitaire, niv. 2 cycle). Exp. souhaitée des composés biologiques.

### 1 BIOCHIMISTE

(niveau 2 cycle), exp. souhaitée en immunologie analytique. Adressez C.V. D.D.S.-P.A.M., Centre de Marceau, B.P. 174, 30200 BAGNOLS-sur-CEZE.

### recrutement est

Vous avez déjà acquis une première expérience de recrutement en cabinet ou en entreprise.

Vous avez une solide formation psychologique (maîtrise ou diplôme) et une bonne pratique des tests.

Nous souhaitons vous confier la responsabilité du service recrutement de l'ensemble du personnel ouvrier et ETAM de l'une de nos unités de fabrication situées dans l'Est (2 000 personnes) : étude et mise en place des procédures de recrutement, recherche et sélection des candidats, suivi de leur intégration.

Notre Société : une importante entreprise de constructions mécaniques.

Adressez curriculum vitae sous réf. FARTE (à mentionner sur l'enveloppe).

Publicis Conseil  
**EMPLOIS & CARRIERES**  
30, rue Vernet, 75008 PARIS

### IMPORTANT LABORATOIRE LYON recherche :

### INGENIEUR B.E.

Le candidat : 35 ans minimum ; A.M., CENTRALE, ECAM ou équivalent ; — Anglais indispensable ; — 8 à 10 ans d'expérience dans bureaux d'études.

La mission : — Participation à négociations ; — Gestion des projets réalisés à l'étranger ; — Suivi de l'exécution.

On poste implique de nombreux déplacements à l'étranger.

Env. C.V., photo, prêt. ss le n° 28.374 à CONTESSÉ Publicité, 20, avenue de l'Opéra, PARIS (167).

## Lee Cooper

Cadre : Amies  
Matériel : IBM 370/138, DOS MTCs DBOMP

### analyste adjoint au chef de service informatique

Son chargé de :  
— l'analyse fonctionnelle et organisation des nouveaux traitements,  
— la maintenance des travaux existants,  
— l'implémentation et le suivi de l'exploitation du programme.

— Connaissance des bases de données et d'algorithmes indispensables. — Expérience dans poste similaire.

Envoyer C.V., photo, prétentions et état de disponibilité sous réf. LC 1 à M. HUGOT

**SWAIRE SELECTION**  
125, rue de la Pompe - 75016 Paris

### UN INFORMATICIEN DE HAUT NIVEAU

Ce poste basé en région parisienne (80 % temps à l'étranger) conviendrait à un informaticien de gestion partiellement bilingue français-anglais, ayant une expérience d'au moins cinq ans des problèmes de gestion, d'analyse et d'utilisation des méthodes et moyens informatiques dans un cadre international.

Ecrire avec photo, curriculum vitae, prêt. n° 23 478, ConTESSÉ Publicité, 20, av. Opéra, Paris-16°, q. 1.

Société d'ingénieurs Concoils recherche pour séjour en pays anglophone

### INGENIEUR expérimenté en travaux et supervision TERRASSEMENT

ainsi qu'en pose de canalisation ASSAINISSEMENT

et petits ouvrages de génie civil. Cet ingénieur diplômé, célibataire, s'exprimant couramment en anglais, aura de préférence une expérience des pays en voie de développement et sera libre sous peu. Les ingénieurs intéressés voudront bien adresser une lettre (adresse C.V. et indiquant dernière rémunération annuelle) sous réf. 901/108, à

L.T.P., 21, boul. Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS



	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	46,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

## ANNONCES CLASSEES

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADEES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	30,00	34,32
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

### emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

#### R.T.C. LA RADIOTECHNIQUE COMPELEC

##### CIRCUITS INTEGRÉS COMPLEXES

recherche :

#### INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

##### ELECTRONICIEN-SPECIALISTE

Dans le cadre d'un groupe multinational et pour un important programme portant sur la réalisation de circuits intégrés complexes, la fonction proposée nécessite au moins 5 ans d'expérience et une très haute compétence en circuits logiques complexes (expérience mémoire souhaitée).

Dans un premier temps, il s'agira d'assurer l'évaluation électrique de nouveaux produits (développement et suivi de la production).

Dans un deuxième temps, il faudra être capable d'accéder à des fonctions de responsabilité : animation d'équipes chargées de concevoir et de réaliser d'importants projets.

Le poste est situé à CAEN et ne peut convenir qu'à un spécialiste désireux évoluer vers des postes de responsabilité, aimant les contacts et les déplacements à l'étranger.

L'anglais, écrit et parlé est indispensable.

Envoyer SERVICE DU PERSONNEL, Route de la Méditerranée, B.P. 8023, 14001 Caen cedex

#### La division TRANSFORMATION des

##### MATIERES PLASTIQUES :

de l'un des premiers Groupes industriels français, propose un poste à un

#### jeune ingénieur

De préférence mécanicien, ayant 2/5 ans d'expérience de la vie industrielle (fabrication grande série) et désireux d'accéder, à moyen terme, à une fonction de

#### directeur d'usine

Cet ingénieur recevra une formation pratique complémentaire de 2 à 3 ans dans une unité performante du Groupe (250 pers.) située dans la région de LYON.

La mobilité géographique complète est expressément requise.

Pour recevoir informations complémentaires écrire sous référence 4182 A

egor 5, rue Meyerbeer 75008 Paris

#### Société mécanique, chaudronnerie, montage

Effectif : 1.100 personnes

recherche :

#### CHEF des SERVICES du PERSONNEL

responsable de la gestion du personnel : Recrutement, rémunération, statistiques, Sécurité sociale, relations avec la main-d'œuvre, Relations sociales, régime de prévoyance et organismes professionnels.

Il devra connaître parfaitement la législation sociale afin d'assister la direction dans ses relations avec le personnel et ses représentants. Indispensable de disposer d'une expérience confirmée dans poste similaire (ou adjoint) de durée supérieure à 5 ans, et d'avoir un bon contact humain.

Adresser C.V. + photo et prétentions à : JOEL DAVID, Local-Basse-Saône, B.P. 18, 76140 PETIT QUEVILLY.

#### TOULOUSE

Entreprise de Bâtiments Industriels (usines - entrepôts - G.S.) CA : 350 Millions - recherche :

#### INGENIEUR D'AFFAIRES

- conception et études d'avant-projets, - établissement des prix GO et TCE, - négociation et conclusion des marchés (France entière).

Formation grande école (AM - TP - INSA - etc.) avec expérience similaire et forte personnalité.

Adresser CV sous réf. 8124 AJ à :

ORES 54 bis rue d'Alsace 31000 TOULOUSE

Groupes BOSSARD

#### IMPT GROUPE COMMERCIAL

##### PRODUITS METALLURGICIQUES

recherche :

#### CADRE

##### TECHNICO-COMMERCIAL

en liaison permanente avec le Directeur commercial il aura pour mission :

- La négociation de marchés, - Le suivi des affaires avec la clientèle industrielle importante de l'Ouest de la France.

- Les contacts avec les producteurs européens. Solides référ. et formation technique indispensables.

Résidence NANTES - Nombreux déplacements.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à : MORISSE Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1<sup>er</sup>

#### LA GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE

Une des plus importantes sociétés de vente par correspondance, spécialisée non seulement dans la diffusion de disques mais aussi dans l'édition de livres (CERCLE DU BULLDOPE-RENTRE) recherche pour son siège à Evreux

#### ASSISTANT GESTION DES STOCKS

Formation type I.O.T.

Expérience souhaitée dans un poste similaire au sein d'une Société commerciale de distribution.

Le candidat retenu devra très rapidement faire preuve d'une rigueur méthodique allée à un zèle pour assurer efficacement le chef de service.

Les candidats sont priés d'envoyer une lettre manuscrite avec C.V. + photo, au Département des Relations Sociales de la Guilde Internationale du Disque, B.P. 1000 - 27000 EVREUX.

#### CHARGÉ D'ÉTUDES MARKETING

Formation Sup de Co. Sciences Eco ou equiv. avec, si possible, première expérience pour participer avec l'équipe déjà en place à :

- l'établissement des prix de revient et des marges publicitaires ;

- l'analyse du comportement client ;

- la préparation et le suivi du plan Marketing. Une mémoire sûre, le goût de l'analyse des chiffres sont indispensables pour assumer la fonction.

#### SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES

spécialisée (650 personnes), leader mondial dans ses créneaux (90% de vente à l'exportation), crée à

#### LYON un service

##### ORGANISATION INFORMATIQUE

auprès de son Siège Social pour

#### informaticien

##### de gestion de

##### production

Formation Ingénieur ou équivalent ayant eu une expérience en milieu industriel.

Il aura une entière responsabilité et une grande autonomie pour créer ce service.

Ecrire CABINET GATIER, Service S 5012 - 32 rue Barre 69006 LYON.

Réponse assurée et motivée.

Cabinet Gatier

#### FRAMATOME

Société spécialisée dans la chaudronnerie lourde

USINE DE

CHALON-SUR-SAONE (71)

en pleine expansion

recherche :

#### ASSISTANT INFORMATIQUE

POUR APPLICATIONS NOUVELLES

Formation : Ingénieur ou Maîtrise Informatique.

Expérience de mise en place d'applications nouvelles sur matériel IBM ou CDC (3 ans min.).

Formation : B.S. Informatique.

Postes à pourvoir rapidement.

Aide possible dans la recherche d'un logement.

Ecrire : FRAMATOME Service Recrutement B.P. 13 - 71380 SAINT-MARCEL

#### IMPORTANTE SOCIÉTÉ MÉCANIQUE

Fabrication Grande Série, Région Ouest

recherche :

#### INGÉNIEUR DÉBUTANT

A.M. - E.N.S.M. - E.N.I.

Le candidat engage sera chargé de missions

techniques et diversifiées en production. Il se verra ensuite confier des responsabilités opérationnelles de commandement.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à : C.F.A., Michel AUBRY, 10 Impasse Pierre-Louis, 85000 LA ROCHE-SUR-YON

#### SOCIÉTÉ DE TAILLE NATIONALE

donnant le ton dans sa branche

recherche son

#### RESPONSABLE

##### ADMINISTRATIF et FINANCIER

Ce poste convient à un jeune cadre non débutant

désireux de s'intégrer dans une équipe de Direction performante. Il devra avoir quelques années d'expérience, une formation S.C.C., I.A.E., similaire, connaissances comptabilité D.E.C.S., pratique de l'informatique.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à : M. GRUS, 3-C, P.D.G. SAGNE-MIRRO S.A., B.P. 14 - 88100 MIREBOIS ou Poitiers.

Mirebois se trouve au nord de Poitiers, à 1 h. 30 de l'Atlantique et à 1 h. du jardin de la France.

#### Pour prendre en charge l'animation

général de son équipe et de ses ventes

#### MOREAU et FILS

##### TRICOTS HOMMES

crée le poste de :

#### ANIMATEUR DES VENTES

##### FRANCE

- Solide expérience vente textile et animation.

- Présence terrain importante.

- Résidence région ANGOULÊME.

Adresser curriculum vitae + photo + prétentions à : MOREAU et FILS - B.P. 25 16004 ANGOULÊME.

#### SOCIÉTÉ MULTINATIONALE

##### CONSTRUCTION DE MATÉRIEL D.E.T.P.

(REGION RHONE ALPES)

recherche son

#### CHEF de SERVICE

##### "GESTION des TEMPS"

- de formation ingénieur, ou équivalent, ayant

quelques années d'expérience dans une usine de construction métallique ou de mécanique.

Il aura la responsabilité de l'établissement et de la gestion des temps de fabrication et répondra au Directeur des méthodes,

- pour ce poste une bonne connaissance de base de l'anglais est requise.

Cette fonction offre des possibilités de développement importantes.

Discretion assurée, envoyer C.V., photo et prétentions à N° 28.612, CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

#### LITTORAL OUEST

NOUS RECHERCHONS

pour participer à la mise au point de

Systèmes électroniques complexes

#### UN INGÉNIEUR

##### ELECTRONICIEN

DÉBUTANT - DIPLOMÉ D'UNE GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS

Env. avec C.V. et photo en précisant rémunération souhaitée à N° 28.612, CONTESSE Publicité 20, av. de l'Opéra, Paris 1<sup>er</sup> qui transmettra

#### secrétaire général

100 000 + Sud-Est (Nord de Lyon)

recherché par

#### Important groupe régional de distribution

solide, en développement important et continu,

missions : se prise en charge des problèmes

juridiques, administratifs et financiers de la Société et des filiales ; coordination de l'ensemble des services fonctionnels.

profil : 30 ans minimum ; formation supérieure (Ecoles de Commerce ou équivalent) ; expérience de quelques années de préférence dans un poste financier et administratif ; bonnes connaissances juridiques, notamment dans le cadre d'entreprises avec filiales. Evolution certaine pour personnalité d'entente.

Merci d'adresser votre candidature avec C.V. détaillé, photo et prétentions, sous référence 7237, à

AVISO 49, RUE SERVANT 69003 LYON

conseil. RÉPONSE ET DISCRETION ASSURÉES

#### Importante Société Industrielle

leader dans son domaine

recherche pour structurer sa croissance :

#### UN ANALYSTE PROGRAMMEUR

3 ans d'expérience industrielle sur IBM 3 - GAP 2,

salaires 50.000 francs environ, poste à pourvoir :

200 kilomètres Est de Paris.

Env. C.V. dét., photo, et le n° 7510 à "Le Monde"

Publ., 5, rue des Italiens, 75007 Paris-P. qui tr.

#### chef des ventes

96.000 +

Société Nationale de Protection de Services renommés et solidement implantée sur le marché régional, recherche pour nouvelle étape de son développement commercial un CHEF DES VENTES.

Justifiant d'une solide expérience de la vente, et d'un niveau d'études ESC, IUT ou équivalent, il négociera, après formation complémentaire, avec les responsables d'entreprises, les prescripteurs et animera les équipes commerciales.

Homme de terrain, il n'interviendra pas en secondant à plus de 100 km de Nantes.

Adresser lettre + C.V. sous réf. CD2 à Monsieur BLIN garant d'une discrétion absolue.

Centre P.S.I. 8, rue Lafayette 44000 Nantes

#### L'OFFICE DÉPARTEMENTAL

E.L.M. DE L'ORNE

recherche :

#### LE CHEF DE SES SERVICES TECHNIQUES

ingénieur de formation

il sera chargé des constructions neuves de la réhabilitation et de l'entretien du patrimoine

#### LE CHEF DE SES SERVICES

ADMINISTRATIFS et FINANCIERS

de formation financière, économique et comptable, il sera chargé de la gestion de l'Office dans ses domaines

Adresser candidature et C.V. à :

M. LE PRÉSIDENT de l'Office des E.L.M. de l'Orne B.P. 16 - 61003 ALENÇON Cedex

#### LA GUILDE INTERNATIONALE DU DISQUE

propose le poste de

#### adjoint au directeur

##### du marketing

à un candidat, diplômé d'une Ecole de Commerce, ayant au minimum 28 ans,

et si possible une expérience de quelques années dans la V.P.C.

Il aura la charge d'un service de 20 personnes et la responsabilité du lancement des campagnes de publicité et de promotion, de l'analyse des résultats, de la gestion des stocks...

Rémunération très motivante

Résidence : EVREUX

Pour obtenir informations complémentaires écrire sous référence 5110 C

egor 5, rue Meyerbeer 75008 Paris

#### Société Négoci C.A. 100 millions recherche pour la

#### direction

export +100.000

un professionnel trilingue apte à développer une

branche Vins fins sur les marchés étrangers.

Initiative sociale.

Votre profil d'attaché sera dans la vignette nationale ou chaire, bureaux et personnels seront à votre disposition pour suivre votre action de vente et d'implantation de réseaux à l'étranger.

Pour discrétion absolue, écrire à M. Elia sous réf. 1772

Centre P.S.I. 8, rue Lafayette - 44000 Nantes.

#### Le Monde

#### INFORMATION-EMPLOI

Afin d'aider nos lecteurs à la recherche d'un

emploi, nous publions à nouveau quelques informations pratiques. Elles doivent être, bien entendu, adaptées par chacun à sa situation particulière.

#### MOYENS DISPONIBLES

##### POUR LA RECHERCHE D'UN EMPLOI (1)

Dans votre recherche, soyez « tous azimuts » :

utilisez immédiatement et concurremment tous les moyens existants et appropriés à votre stratégie :

- Association d'anciens élèves et services de placement des écoles ;

- Services de placement des associations professionnelles ;

- Services de placement des chambres syndicales ;

- Organismes publics d'information, d'orientation et de placement

● L'A.N.P.E. (Agence Nationale Pour l'Emploi).

L'adresse de votre antenne locale dans la région parisienne peut être obtenue en téléphonant au 645-21-26.

En province, il existe dans toutes les villes des agences dont l'adresse vous sera fournie par la municipalité.

● L'A.P.E.C. (Association Pour l'Emploi des Cadres, ingénieurs et techniciens) :

Correspondance : 8, rue Duret, 75116 Paris, tél. 502-13-50

Réception : 6, rue Piccini, 75116 Paris.

Réception : 6, rue Piccini 75116 Paris.

— Organismes privés d'orientation.

Les conseils que ces cabinets offrent, en général pour des honoraires non négligeables, doivent être accueillis avec réserve.

— Candidatures spontanées.

Les entreprises reçoivent davantage de candidatures spontanées dans la conjoncture actuelle ; aussi est-il souhaitable de sélectionner les entreprises dans les secteurs en expansion ou appelés à se développer. Même dans ce cas, sachez que le rendement est très limité et les réponses peuvent être longues à venir.

Dans votre lettre de candidature, indiquez les éléments particuliers de votre vie professionnelle qui motivent votre envoi et peuvent intéresser l'entreprise : connaissance de son organisation, ses produits, sa technologie, telle étude spécifique que vous avez conduite, etc.

مركز العمل



offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

## CHEFS PROJETS UNITÉS CLÉS EN MAIN

Vous êtes Ingénieurs grandes écoles (X, Centrale, Arts & Métiers ou équivalent) : Vous avez acquis une expérience de cinq ans minimum d'ingénierie d'affaires ou de responsables projet, dans le domaine de la pétrochimie, de la sidérurgie ou de l'énergie. Les activités que nous développons en France et à l'étranger peuvent vous intéresser.

Importante société d'ingénierie et d'entreprise générale, nous vous confierons la responsabilité d'un projet pour la France ou l'étranger.

L'essentiel de votre mission :

- Prendre en charge le suivi des activités des services Etudes et Achats,
- Contrôler la bonne marche des chantiers,
- Assurer le dialogue avec une clientèle exigeante.

Son gestionnaire vous sera familiarisé avec le financement d'affaires. Le budget d'une affaire oscille entre 1 et 3 milliards.

Il est utile en outre, que vous vous exprimiez aussi bien en français qu'en anglais.

Les différents postes sont basés à Paris mais impliquent de nombreux déplacements, selon les affaires, en France ou à l'étranger.

En toute discrétion, adressez votre candidature à AXIAL, Conseil, 91, Fbg Saint-Honoré 75008 Paris.

Précisez le pays où vous souhaitez exercer vos activités ainsi que les sociétés avec lesquelles vous ne désirez pas entrer en contact.

## débutants ingénieurs diplômés BATIMENT - T.P. HOMMES et FEMMES à égalité de chances

pour étudier avec eux les perspectives de formation et de carrière susceptibles de leur être proposées dans les domaines suivants :

- Applications informatiques de pointe.
- Conseil aux entreprises en méthodologie de gestion.
- Assistance aux utilisateurs.

Toutes informations précieuses vous seront données immédiatement en téléphone par SVP "Ressources Humaines".

qui fixera un rendez-vous aux personnes concernées pour une réunion d'information libre et un entretien personnel d'orientation.

Appelez SVP 11-11 - Réf. 166

Information Carrière

**SVP 11.11**

On peut également prendre contact par courrier, à :

SVP ressources humaines  
65, avenue de Wagram  
75017 PARIS

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE  
DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES  
recherche

## CHEF DU DÉPARTEMENT AFFAIRES IMMOBILIÈRES

FONCTION :

Le titulaire du poste est responsable de tous les aspects de la gestion immobilière de la Société et de ses filiales françaises et étrangères :

- prospection des marchés immobiliers
- opérations d'achat, de vente, de location etc...
- administration des immeubles.

PROFIL :

- Homme âgé de 35 ans minimum,
- diplômé d'études supérieures en Droit (Doctorat souhaité),
- avoir acquis par une expérience d'au moins 10 années une parfaite maîtrise de la gestion d'un patrimoine immobilier dans un contexte international,
- posséder une très bonne connaissance de la langue anglaise.

La connaissance d'une seconde langue étrangère (allemand ou espagnol) est souhaitable.

Les candidats intéressés voudront bien adresser un C.V. détaillé avec photo et rémunération souhaitée à No 26.729 CONTEXTE Publicité 20, av. Opéra 75004 Paris Cedex 01 qui transmettra. Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.

**ICL**

## responsable comptabilité clients

Filiale française (1000 personnes - C.A. H.T. 350.000.000 F) du 1er Constructeur Européen d'Ordinateurs. Nous recherchons les hommes avec lesquels nous allons accélérer notre croissance et, ce jour, un Responsable de la Comptabilité Clients.

Son service (4 personnes) dépend du Chef des Services Comptables et est chargé en particulier de la Belge Clients : reporting, recouvrement, contrôle des objectifs...

Formation comptable (minimum Certificat Comptable du D.E.C.S.).

Expérience de la fonction d'au moins une année.

ANGLAIS indispensable.

Adressez candidature avec C.V. et présentations sous la référence M 129 à :

Pierre GUERIN — ICL FRANCE — 16, cours Albert 1er - 75008 PARIS

**M**

**MOTOBÉCANE** Leader européen du deux roues propose à un

## analyste organique confirmé

de venir seconder le responsable technique du développement des applications informatiques. Le matériel : un HB 6000 utilise une base de données/IDS et un réseau de télétransmission/TDS.

C'est, au minimum, un bachelier ayant acquis en cinq ans une solide expérience des techniques : COBOL, moniteur TP et/ou SGBD, sur un HB 6000 ou un autre matériel de grosse puissance.

Le poste est à pourvoir à Paris (93).

Ecrire à J. THILLY ss réf. 3152 LM. Carrières de l'Informatique.

**A**

**ALEXANDRE - TIC S.A.**  
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS  
LYON - NICE - BRUXELLES - GENÈVE - LONDRES

## Kaléidoscope

En vrac et sans ordre défini

**L'ENTREPRISE**  
Sa vocation. Carrière. Volonté. Son esprit. Philosophie. Valeurs. Ses idées. Ses innovations. Son avenir. Son humanité.

**Le MONDE du TRAVAIL**  
Sa loi. Ses servitudes. Sa rigueur. Ses limites. Son humanité.

**SOI et les AUTRES**  
Ses tendances, motivations, incertitudes, hésitations. Son angoisse. Ses questions. Ses complexes et préjugés. Son conditionnement. Son éducation. Sa formation.

ET C'EST TOUJOURS  
l'auberge espagnole

Il faut s'y mettre à plusieurs pour tenter de mettre un peu d'ordre dans tout cela. Et beaucoup de bonne volonté réciproque pour y parvenir. Et de gros moyens pour donner une suite exaltante au diagnostic.

Nous savons.

Nous comprenons.  
Nous pouvons.

et nous vous aidons à trouver une voie originale pour vos capacités si elles s'accompagnent d'un tempérament de battant et de conquérant

Notre Entreprise ne cherche pas un profil type. N'exigez pas d'elle qu'elle réponde au profil idéal dont vous rêvez.

Si vous avez 21 ans révolus et une solide formation générale écrivez-nous.

Envoyer l'ent. manuscrite à PUBLI-BANS réf. GO 129  
13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra  
(Merci de bien vouloir préciser la référence)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE PLUS DE  
3.000 PERSONNES DONT NOMBRE ÉLEVÉ DE  
CADRES ET TECHNICIENS - FILIALE PUISSANT  
GROUPE A ACTIVITÉS INTERNATIONALES  
recherche pour siège PARIS

## DIRECTEUR DES AFFAIRES SOCIALES

CE POSTE DE LARGES RESPONSABILITÉS

- peut convenir à cadre supérieur 38 ANS min. disposant :
- solide formation supérieure de base et large couverture de vue sur les problèmes sociaux ;
- 8 à 10 ans expérience pratique gestion dynamique du personnel acquise dans l'industrie ;
- qualités marquées de négociateur et sens des relations inter-services.

SITUATION IMPORTANTE AU NIVEAU DE  
L'ÉLABORATION DES POLITIQUES GÉNÉRALES  
DE PERSONNEL

Traitement 200.000 F +

selon expérience et postes occupés.

Revoir sous référence FY 114 AN.

4, rue Massenet,  
75016 Paris  
discrétion absolue

**etap**

**InterSub**

INTERSUB, développement, bureau d'étude intervenant dans le domaine de l'offshore pétrolier recherche dans le cadre de son expansion

## UN ASSISTANT DE GESTION

afin de lui confier, sous l'autorité du Directeur Financier rattaché à Marseille, les responsabilités suivantes :

- comptabilité analytique
- prévisions de trésorerie
- participation à l'établissement des budgets annuels et reports mensuels
- comptes-rendus financiers auprès des organismes extérieurs
- contrôle de l'application des procédures.

Ce poste ne peut convenir qu'à un jeune diplômé I.U.T. de gestion, justifiant toutefois d'une expérience professionnelle d'au moins 3 ans dans des fonctions analogues, habitué en outre à la rédaction et la présentation synthétique des résultats.

La connaissance de l'anglais est impérative.

Adressez lettre manuscrite et C.V. à l'attention de M. Moalic - INTERSUB Développement - Sile 305 6, rue Le Corbusier - 94598 RUNGIS.

## Juriste Spécialiste du Droit du Travail

PARIS

Association de droit privé, agissant dans le domaine de relations internationales (200 personnes, environ).

Notre Directeur des Services Administratifs et du Personnel souhaite engager un homme expérimenté en matière sociale, qui assurera les missions suivantes :

- se tenir au courant de la législation sociale et de son évolution afin de l'actualiser dans la gestion de nos collaborateurs,
- identifier nos besoins en formation et définir, avec nos chefs de service, les programmes adaptés, gérer les actions de formation et en contrôler l'efficacité,
- participer aux relations avec les partenaires sociaux,
- effectuer toutes études relatives à la gestion du personnel.

Ces fonctions conviennent à un diplômé d'études supérieures : Droit, Sciences Po..., ayant le sens des relations sociales et de bonnes capacités d'organisation, possédant un acquis d'au moins 5 ans dans des services du personnel (secteur tertiaire, si possible) ; la connaissance de la législation d'exportation est appréciée.

**séle  
CEGOS**

Adressez lettre man. + C.V. détaillé, sous Réf. 71433/M  
à R. VERDET - Séle-CEGOS 33, quai Gallieni 92192 SURESNES.

## Ingénieur Génie Civil

Cet important groupe spécialisé dans l'électronique professionnelle réalise des opérations clés en main à l'exportation (Moyen-Orient, Afrique...).

Cette formule suppose la prise en charge globale du chantier : l'équipement spécifique mais aussi bâtiments, routes, écoles, etc...

A cette fin nous recherchons un spécialiste de ces dernières problématiques. Il a pour responsabilité, en relation avec le chef de projet, de participer aux appels d'offre, d'orienter les choix, d'évaluer les risques ; et soumission étant faite d'assurer, assisté par 3 conducteurs de travaux, le suivi du chantier.

L'homme du poste de formation T.P. ou équivalent à l'expérience des chantiers Bâtiments et/ou Routes, effectués par sous-traitance sur des marchés étrangers.

Adaptable et disponible (déplacements de courte durée) il maîtrise bien l'anglais.

La rémunération de départ est de 115 000 F/an.

Les personnes intéressées sont invitées à adresser leur dossier sous référence GC 935/M à SEFOP qui les en remercie.

**SEFOP**

7 rue Lincoln 75008 PARIS

INPG - ISEN - ENSEA etc.

Multinationale Nord-Ouest Paris, recherche

**ELECTRONICIEN**

qui sera responsable de sa technique vis à vis des

différentes divisions de la société en tant que :

## INGENIEUR MAINTENANCE

outre sa spécialité, il devra être ouvert aux problèmes d'entretien dans les domaines de l'automatisme et des asservissements ; de l'hydraulique et de la régulation, etc.

Anglais indispensable

Envoyer C.V., photo et prétentions à n° 47092 P.A.

SVP, 37, rue du Général Foy 75008 PARIS

## SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONSEIL

Un Cabinet international employant 14.000 personnes, recherche pour son

CENTRE EUROPÉEN DE SUPPORT DE PRODIGIELS

## ingénieurs informaticiens

3 à 4 années d'expérience

Les candidats retenus devront être de formation : Grandes écoles (Polytechnique, Centrale, Télécom...), Ils seront libérés de leurs obligations militaires et âgés de 25 ans minimum.

Ils auront une pratique des « grands systèmes » (O.S./V.S./I.M.S.) et une excellente connaissance de l'assembleur I.B.M. - Une pratique de la programmation « système » sur ordinateur I.B.M. sera très appréciée.

Les candidats devront avoir de grandes facilités de contact, le sens pédagogique, et la pratique courante de l'anglais parlé.

Formation complémentaire assurée sous forme de séminaires aux États-Unis ; possibilités de larges responsabilités dans le cadre d'un travail en équipe.

Adressez C.V. manuscrit détaillé, avec photo, sous référence 1763 à :

**inter p.a.** 19, rue St Marc - 75002 Paris  
Il sera répondu à toutes les candidatures

## Expert en Finances

(5 à 8 ANS D'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE)

La CEGOS, premier cabinet européen indépendant de Conseil et de Formation recherche pour son département spécialisé « FINANCE et ENTREPRISES » un praticien financier de haut niveau, capable d'assister la Direction Générale de Sociétés moyennes (CA 25 à 300 M.F.) pour leurs divers problèmes d'engineering financier : restructuration de bilans, conseil et pilotage pour les négociations bancaires, diagnostics de rentabilité et participation aux opérations de redressement.

Ce métier de type « profession libérale », comportant études et interventions opérationnelles, convient à un diplômé universitaire ou de grande école (M, HEC...) ayant 5 à 8 ans d'expérience dans une banque ou dans une direction financière et souhaitant développer avec une large autonomie d'action, une carrière de conseil au sein d'une équipe particulièrement performante.

**séle  
CEGOS**

Adressez lettre man. + C.V. à M. RAICHER Directeur de la Division Opérations Financières et Commerciales qui traitera les candidatures avec une totale discrétion - 33, quai Gallieni 92192 SURESNES



## offres d'emploi

### Juriste Spécialiste du Droit du Travail

La Direction du Personnel et des Affaires Sociales d'une importante Société recherche pour PARIS

**un cadre de personnel**

de formation supérieure (licence en Droit)  
Chargé d'assurer des études et des travaux de réglementation sociale.  
Expérience de 5 à 8 ans acquise au sein d'une direction de personnel.  
Poste intéressant pour candidat qualifié.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, références et prétentions à N° 3618 CONTESSE  
Publité, 20, av. de l'Opéra, 75000 PARIS  
CEDEX 01, qui transmettra.

## offres d'emploi

LA DIRECTION DU PERSONNEL  
ET DES AFFAIRES SOCIALES  
d'une importante Société  
recherche pour PARIS

### un cadre de personnel

de formation supérieure (licence en Droit)  
Chargé d'assurer des études et des travaux de réglementation sociale.  
Expérience de 5 à 8 ans acquise au sein d'une direction de personnel.  
Poste intéressant pour candidat qualifié.

Envoyer C.V. manuscrit, photo, références et prétentions à N° 3618 CONTESSE  
Publité, 20, av. de l'Opéra, 75000 PARIS  
CEDEX 01, qui transmettra.

## offres d'emploi

### HEC, ESSEC, ESCP... Votre avenir à court terme : DIRECTEUR D'AGENCE

Filiale d'un puissant groupe international, notre Société s'affirme sur le marché européen de l'informatique et des biens d'équipements industriels.

Son style de management est axé sur le développement des hommes et leur accession progressive à des responsabilités croissantes.

Nous souhaitons rencontrer des diplômés de l'enseignement supérieur commercial, pour leur confier les directions de nos agences à Paris ou en province.

#### Débutants

Vous pourrez confronter vos connaissances et vos ambitions avec la réalité pratique et concrète de l'entreprise.

Après une période d'intégration et de formation adaptée à vos connaissances, vous aurez acquis l'autonomie et la maturité nécessaires pour diriger une agence.

#### Expérience professionnelle

(2 à 3 ans minimum)

Vous vous verrez confier l'un de ces postes dans les 8 mois à venir. Vous aurez, au cours de cette période, la possibilité de vous familiariser à notre politique commerciale et à nos méthodes de gestion.

Que vous soyez dans l'un ou l'autre cas, faites nous part de votre expérience et de vos ambitions en adressant une lettre manuscrite et un C.V. détaillé à S.N.P.M.-P.A., 100 Av. Charles de Gaulle 92522 Neuilly Cédex, et en précisant la référence 14 225.

## offres d'emploi

3M

### ingénieur chimiste

TYPE : EHSI : INSA : HEI : etc.  
- ANGLAIS INDISPENSABLE  
- débutant possible.

- Soient appréciées, mais non éliminatoires, des connaissances :  
• sur les tomes et les matières plastiques,  
• sur les métaux,  
• en langue allemande.

ROLE : développement de produits et mise au point de nouvelles techniques de fabrication.

Envoyer C.V. photo et prétentions au Service Recrutement, 3M FRANCE Avenue Boulogne 92500 BEAUCHAMP.

## Ingénieur Génie Civil

Un Groupe de Presse spécialisée cherche  
**UN ADJOINT DE DIRECTION**  
EDHEC, ESSEC, HEC, SUP. DE CO...  
débutant ou ayant une première expérience professionnelle.

Il aura pour mission, avec une prise de responsabilité progressive, de promouvoir les publications en France et à l'étranger : élaboration et mise en œuvre de plans de marketing, conception et gestion des opérations publicitaires, participation aux manifestations professionnelles. Il assurera, par ailleurs, en relation avec un des dirigeants, le suivi du contrôle de gestion des revues.

Cette activité qui s'inscrit dans le cadre de l'expansion rapide du Groupe, pourrait offrir de larges possibilités d'évolution. Elle implique quelques déplacements de courte durée en France et à l'étranger.

Ecrivez sous réf. M 3885 à Hélène REFREGIER qui étudiera confidentiellement votre candidature.

**SELECTION** 49, avenue de l'Opéra 75002 PARIS

## LE CONTINENT "ASSURANCES"

Recherche, pour participer au développement de son service informatique :  
370, 145 et 148 - C.I.C.S. -  
DL 1 - 3790

### 1° PROGRAMMEURS CONFIRMÉS

Une expérience d'au moins deux ans du Cobol ou/et de l'Assembleur est nécessaire.

### 2° ANALYSTES CONFIRMÉS

Une connaissance de l'assurance est souhaitable.

Une expérience de deux à trois ans d'analyse fonctionnelle et organique est nécessaire.

La préférence sera donnée à des candidats à potentiel élevé pouvant prendre, ultérieurement, la responsabilité d'applications importantes ou de projet.

Adresser C.V. manuscrit et photo à :  
Monsieur DISCOURT - LE CONTINENT  
62, rue de Richelieu - 75002 PARIS  
Il sera répondu à toute candidature.

## industrie alimentaire

TECHNIQUE - PRODUCTION - PERSONNEL

Nous sommes parmi les "Majors" dans le groupe des multinationales de l'alimentation. En France où, premiers sur nos marchés, nous anticipons un bon développement, nous avons des plans d'investissement très importants pour les années à venir. Nous recherchons de ce fait nos équipes industrielles et recherchons des hommes de potentiel (nos promotions vers des postes de responsabilité sont généralement rapides).

### chef du service projets dans le département investissements industriels (PROJECT LEADER)

Ce service a la responsabilité des très grosses études et exécutions de travaux neufs dont est chargé le Département de l'Ingénierie. Le Chef de Service fait établir et contrôler les dossiers d'études préliminaires, d'avant-projets, de projets et d'exécution. Chaque dossier comporte schémas, plans, spécifications, plans, éléments de rentabilité, etc... Il assure la coordination et la bonne fin des travaux. Il est responsable du respect de la qualité, des coûts, du développement de son équipe.

La préférence sera donnée à un ingénieur ayant une expérience similaire (technique, gestion, commandement) dans des industries allant des process à des systèmes de conditionnement. Un anglais plus que correct est indispensable. Lieu de travail : Paris-Ouest. (Ref. 1040-M)

### adjoint au chef du personnel usine

pour assurer le recrutement et la formation de tous les ouvriers, employés, agents de maîtrise de l'usine ainsi que la gestion du personnel d'un important service détaché du Siège.

Ce poste conviendrait soit à un débutant ayant des diplômes de tout premier plan (HEC, INSA, etc.), soit à une personne de niveau universitaire ayant déjà une certaine expérience de ce type d'activité. Dans tous les cas, les candidats devront témoigner de leur intérêt réel pour les sciences et techniques humaines appliquées. Le titulaire du poste devra tout l'appui et le temps nécessaires à sa mise au travail et trouvera dans cette fonction le point de départ d'une carrière intéressante et variée (notre politique de promotion dans des domaines techniques différents y pourvoit). Appointement très intéressant. Lieu de travail : Paris Est. (Ref. 1040-M)

Pour ces deux postes, envoyer C.V., photo et lettre manuscrite (sa stylis plume sans guide lignes) sous référence correspondante à I.C.A. qui transmettra.

**I.C.A.** International Classified Advertising  
3, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

## Création de poste

Un des premiers groupes français dans le conseil et les services en informatique, recherche pour prendre en charge, au niveau national, la conception et le développement de logiciels d'application, utilisant un système original d'exploitation en fonctionnement en batch et télétraitement.

### Jeunes Ingénieurs Grandes Ecoles

Les uns ayant 2 à 3 ans d'expérience en informatique de gestion et la maîtrise d'un langage, les autres étant débutants avec spécialisation informatique et dégages obligations militaires.

Les candidats possédant le sens des relations avec les clients et capables de prendre des responsabilités pourront accéder rapidement à des postes intéressants.

Formation complémentaire assurée.

Lieu de travail : PARIS.

Adresser lettre man. + C.V. et photo, et niveau de rémunération à Mme CLÉRE sous réf. 73402/M à Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

## Compagnie Générale d'Informatique

société de conseil  
en informatique de gestion  
offre carrière

### analyste-programmeur à débutants

ayant au moins 2 années d'études scientifiques après le baccalauréat libérés de leurs obligations militaires

les candidats engagés recevront une formation aux techniques de la c.g.i. (CORIG, PAC)  
envoyez c.v. + photo  
à madame jamer  
c.g.i.  
84, rue de grenelle, 75007 paris

## Banque étrangère

recherche pour son Siège

### CADRE DE HAUT NIVEAU

(formation Sciences Po.,  
HEC ou ESSEC)

pour assurer la responsabilité  
des Services d'Exploitation

Le poste exige :

- un sens commercial aigüé ;
- une maîtrise complète de la gestion des opérations de Banque, notamment avec l'étranger ;
- une bonne expérience de l'organisation des Services.

Envoyer CV et prétentions sous n° 11959 B  
BLEU 17, rue Lebel 93300 Vincennes.

Discrétion assurée

## PFIZER FRANCE

Filiale de Pfizer Inc. (C.A. mondial \$ 1,9 milliard), notre Groupe a développé en France plusieurs activités (pharmacie, chimie, cosmétiques, alimentation animale, etc.) représentant plusieurs unités de fabrication et de commercialisation, avec des effectifs supérieurs à 1.200 personnes.

### DIRECTEUR des AFFAIRES SOCIALES

Rattaché au Président, il représente ce dernier dans toutes négociations syndicales, patronales et internationales. Il définit, propose et coordonne la mise en œuvre de la Politique Sociale du Groupe pour l'ensemble de ses activités en France. Par l'intermédiaire des chefs de personnels d'établissement et du Responsable de la Formation, il supervise et aide à la réalisation des objectifs de gestion du personnel (recrutement, formation, rémunération, mouvement des effectifs, conditions de travail).

Le candidat sera de nationalité française, âgé de 38 ans environ, formation supérieure et anglaise courante. L'expérience approfondie de la gestion courante et prévisionnelle du personnel sera doublée d'une pratique importante de la négociation sociale en France, acquise dans des établissements de fabrication comme au niveau du siège. Il occupera actuellement des responsabilités élevées dans la fonction sociale, dans les secteurs pharmaceutique, alimentaire ou tout autre secteur nécessitant de coordonner la diversité des populations et des conditions d'emploi.

L'intérêt du poste, la rémunération et l'environnement de travail au Siège PFIZER (20 minutes de Paris par autoroute) devraient attirer des candidats de premier plan.

Les candidatures, adressées à Interaction, 53, rue de Lisbonne, 75008 PARIS, seront traitées avec une absolue discrétion.

28 ans mini. 70.000 +  
GROUPE IMPORTANT - C.A. 1500 MILLIONS F. HT -  
EFFECTIFS 4.400 PERSONNES - 21 USINES RECHERCHE UN

### Adjoint du Chef de Service Comptabilité Générale

POUR ASSISTER LE CHEF DE SERVICE (eff. 10 pers.)  
dans les domaines suivants :

- opérations comptables courantes
- analyse des comptes, préparation des situations périodiques et élaboration des bilans de fin d'année
- coordination des travaux liés aux immobilisations et amortissements
- participation aux travaux préparatoires à la consolidation.

De bonne formation théorique, niveau BTS, il aura une expérience de 3 à 5 ans dans un poste analogue. L'expérience des relations avec l'informatique et la connaissance de l'anglais seront appréciées.

Une formation complémentaire en matière de consolidation sera assurée si nécessaire.

Lieu de travail : La Défense.

Adresser lettre man. + C.V. détaillé + photo + rémunération souhaitée sous réf. 73402/M à Mme CLÉRE - Sélé-CEGOS - 33, quai Gallieni 92152 SURESNES.

## SOCIÉTÉ INTERNATIONALE DE CONSEIL

### ingénieurs informaticiens

recherche  
pour renforcer ses équipes de support technique à la clientèle

**Ingénieurs technico-commerciaux** Réf. : M1  
Débutants ou ayant quelques années d'expérience.  
Connaissance des systèmes IBM ou CONTROL DATA appréciée.  
Seront chargés de travaux d'enseignement, de rédactions, de documentation, de conseil technique.

**Ingénieur technico-commercial** Réf. : M2  
Ayant plusieurs années d'expérience en OS et IBM.  
Connaissant si possible le DOS pour prendre en charge l'implantation et l'optimisation de chaînes de travaux sur les systèmes de la C.I.S.I.

Adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à C.I.S.I., 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

## CISI COMPAGNIE INTERNATIONALE DE SERVICES EN INFORMATIQUE

recherche  
pour renforcer ses équipes de support technique à la clientèle

**Ingénieurs technico-commerciaux** Réf. : M1  
Débutants ou ayant quelques années d'expérience.  
Connaissance des systèmes IBM ou CONTROL DATA appréciée.  
Seront chargés de travaux d'enseignement, de rédactions, de documentation, de conseil technique.

**Ingénieur technico-commercial** Réf. : M2  
Ayant plusieurs années d'expérience en OS et IBM.  
Connaissant si possible le DOS pour prendre en charge l'implantation et l'optimisation de chaînes de travaux sur les systèmes de la C.I.S.I.

Adresser C.V. et prétentions, en précisant la référence du poste choisi, à C.I.S.I., 35, boulevard Brune, 75014 Paris.

## le gan vie

recherche pour son important département informatique  
(200 personnes) travaillant sur matériel IBM 370, DOS/VS,  
CICS/VS, DL1

### CHEF DE PROJET

(INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES : SUPELEC, MINES...)

Ce poste permettra à un candidat dynamique de valoriser :

- son expérience de l'analyse de 3 à 5 ans,
- son sens des contacts humains et de l'organisation,
- ses aptitudes à l'encadrement.

La connaissance du D.L.1 est appréciée.

Envoyer C.V. détaillé, photo et prétentions à Mme DEGEY, 2, rue Pilet  
WIL - 75009 PARIS. Discrétion assurée.

صكزامن الاصل



هكذا في الاجل

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

**FILIALE IMPORTANT GROUPE DISTRIBUANT DU MATERIEL D'ELEVAGE**  
région TRAPPES (78)  
recherche  
dans le cadre de son développement

**CHEF DES VENTES**

- dynamique et disponible,
- capable de diriger une équipe.

**VOUS AVEZ :**

- 25 ans minimum,
- l'expérience de la direction des ventes si possible dans le machinisme agricole,
- une bonne connaissance du milieu agricole.

**NOUS OFFRONS :**

- un poste clair, basé au siège, au sein d'une direction jeune,
- une rémunération motivante + voiture société.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. et photo à No 25039 CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui tr.

**CENTI**  
recherche

**2 CHEFS DE PROJET**  
6 ans d'expérience pratique COBOL.  
Affectation en province.

**INGÉNIEUR, ANALYSTE, PROGRAMMEUR**  
ayant pratique d'un ou plusieurs langages :  
PL/1, 108 et possible avec DIB, ASS 370, COBOL, A.P.L., ASS MITRA, ASS MODCOMP, COBOL CDC, FORTRAN H.P. 1000 sous R.T.E. - 3 avec IMAGE.

**JEUNES INGÉNIEURS**  
ayant pratique : Assembleur pour applications temps réel ou logiciel de base ou mini de gestion.

**LIBRES RAPIDEMENT.**  
Tél. ou envoyer C.V. avec photo. CENTI, 133, rue de Rennes, 75006 PARIS, 22-25-31.

**FISCALISTE**  
**EXPÉRIMENTÉ**  
**CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT**  
recherche  
pour son département fiscal un spécialiste fiscal ayant environ cinq ans d'expérience, comprenant, de préférence, une période dans l'administration (service des vérifications).

- Travaux variés de responsabilité.
- Rémunération élevée pour candidat ayant profil requis.
- Connaissance de base de l'anglais nécessaire.

**POSTE BASÉ A PARIS**

Les candidats intéressés sont priés d'adresser leur curriculum vitae à M. Breton, WEINSTEIN MURRAY ERNST & ERNST, 13, avenue Montaigne, 75008 PARIS, TEL : 720-82-88.

Discretion totale assurée

**CIT ALCATEL**  
**DEPARTEMENT COMMUTATION**  
78140 VELIZY, recherche  
pour concevoir et réaliser le logiciel de pilotes par ordinateurs ainsi que le logiciel de support associé

**1 INGÉNIEUR « LOGICIEL »**  
position II  
formation grande école (ou équivalent)  
possédant 2 à 4 années d'expérience dans le développement de logiciel de gros systèmes

**3 INGÉNIEURS DÉBUTANTS**  
Dégagés du Service National  
formation grandes écoles (ou équivalent)

**4 ANALYSTES PROGRAMMEURS**  
Dégagés du Service National  
formation DUT informatique (ou équivalent)  
Débutants ou possédant 2 années d'expérience de réalisation en langage évolué

Pour tous ces postes, connaissance de l'IRIS 80 apprécié.

Envoyer C.V. et prétentions (avec photo) à CIT ALCATEL Service Recrutement, 10, rue Latécoère 78140 VELIZY

**ENTREPRISE DE MACHINES ET OUTILLAGES FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE TAILLE INTERNATIONALE**  
recherche

**INGÉNIEUR**  
**TECHNICO-COMMERCIAL**

**LE POSTE :**

- prospection et visites de la clientèle;
- contacts avec le bureau d'études;
- calculs des prix de vente;
- établissement des propositions et leur suivi;
- gestion des affaires en cours;
- surveillance des délais de livraison;
- réceptions techniques;
- visites après-vente;
- examen des prix de revient;
- résultats.

**LE CANDIDAT :**  
Diplômé études sup. A.M. ou équivalent aura :  
- une bonne connaissance en étude et fabrication acquise dans le dom. de la machine-outil (industrie ou agricole);  
- de solides notions en assemblages hydr. pneumatique, électronique;  
- un esprit pragmatique;  
- une bonne présentation;  
- excellents contacts à tous niveaux;  
- facilité de rédaction.

La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

**LES CONDITIONS :**

- implantation dans la banlieue Nord-Ouest;
- rémunération attractive;
- de nombreux avantages sociaux;
- possibilités d'évolution de carrière.

Adm. C.V. détaillé, photo et note, au numéro 26 594, Conterse Publ., 20, av. Opéra, 75001 Paris, qui tr.

**Cie MINIERE FRANÇAISE**  
en expansion, développant d'importantes exploitations en France et à l'étranger, recherche

**INGÉNIEUR**  
Centrale, IDN, AM, ENSI, ...

Ayant de préférence une option Génie Chimique et environ 5 ans d'expérience professionnelle en Ingénierie.

La pratique de l'anglais est nécessaire. Il aura une activité en région parisienne dans le domaine de la conception et de la réalisation d'usines de traitement de minerais en collaboration avec des étrangers. Il pourra éventuellement avoir un développement de carrière Outre-Mer.

Ecrire avec C.V. explicite sous référence BO/CS à

**CETAGEP**  
30, AVENUE AMRAL LECHEVIER 75006 PARIS LE ROI

**UN CHEF de PRODUITS**  
responsable d'un groupe de produits : il sera chargé :

- d'analyser l'évolution de leurs marchés;
- de proposer, coordonner et contrôler la politique marketing;
- de mettre au point les cahiers des charges des nouveaux produits.

Les candidats, de formation BEC ou ESSEC, devront :

- justifier d'une expérience de quelques années dans le marketing des biens de grande consommation;
- avoir une bonne pratique de l'étude de marché;
- s'exprimer en anglais et en allemand;
- être âgés de 30 ans environ.

Adresser les candidatures à la DIRECTION DU PERSONNEL du S.E.I.T.A., 33, quai d'Orsay, 75340 PARIS CEDEX 07.

**ingénieur équipements et systèmes mécaniques**

Société d'Ingénierie et de Construction Nucléaire située à Paris vous propose de vous intégrer à une équipe assurant la responsabilité technique depuis la conception de l'avant-projet jusqu'aux essais de machines et mécanismes destinés à la manutention et au chargement de combustibles.

Une expérience de quelques années en mécanique générale, acquise au sein d'un bureau d'études ou en fabrication est nécessaire.

Ecrire No 25981 Conterse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

**FOUGEROLLE**

**GROUPE INTERNATIONAL T.P. BATIMENT**  
C.A. 3,17 milliards - 19.300 personnes  
recherche

**UN INGENIEUR**  
(X, PONT, CENTRALE, MINES, TP...)  
basé à Paris, ayant 3 ou 4 ans d'expérience en études et/ou construction de chemin de fer pour étude de chantiers très importants au Nigeria.

Connaissance si possible des normes et procédés anglais.

Langue anglaise souhaitée.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à SERVICE RECRUTEMENT, 3, avenue Morane Saulnier, 78140 VELIZY VILLACOUBLAY.

**L'informatique**  
d'une importante

**société d'assurance**  
recherche

**INGÉNIEUR GRANDES ÉCOLES**  
(X, Centrale, Télécom., Sup. Aéro., Sup. Elec.)

**chef de projet**

- possédant de solides connaissances en Informatique de Gestion (5 ans d'expérience minimum),
- destiné à l'encadrement de projets importants nécessitant l'emploi de techniques de Bases de données et de Télétraitement,
- une expérience sur mini-ordinateur serait appréciée.

Adresser dossier de candidature avec lettre manuscrite, photo et prétentions, sous référence 12.663, à HAVAS CONTACT, 156, boulevard Haussmann 75008 Paris, qui tr.

**Le Monde**  
**INFORMATION-PROFESSIONS**

Chaque semaine, "Le Monde information-professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'œil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

**bon de commande à découper**  
**Le Monde INFORMATION-PROFESSIONS**

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

1) Mettre une croix dans les cases correspondant aux fonctions retenues :

<input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples.	<input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales.
<input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicité.	<input type="checkbox"/> Direction commerciale vente.
<input type="checkbox"/> Informatique.	<input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux.
<input type="checkbox"/> Production entretien.	<input type="checkbox"/> Banques - Assurances.
<input type="checkbox"/> Ingénieurs.	<input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales.
<input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche.	<input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation.
<input type="checkbox"/> Direction financière et administrative.	<input type="checkbox"/> Cadres débutants.
<input type="checkbox"/> Comptabilité.	

2) Entourer, dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenues :

**TARIF DES ABONNEMENTS (en Francs)**

Nombre de semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	38	77	115	153	191	229	267	294	332	369	396	434	472	509	547
26 semaines	69	138	207	276	345	414	483	552	621	690	759	828	897	966	1035
52 semaines	118	236	354	472	590	708	826	944	1062	1180	1298	1416	1534	1652	1770

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandées.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonné.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 874.72.05, ou écrire : "LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : \_\_\_\_\_ ou SOCIÉTÉ : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_ TEL : \_\_\_\_\_

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4207-23 Paris) - ÉTRANGER envoi aérien : +1F par fonction et par semaine.

**SOLVAY & C<sup>IE</sup>**  
**SOCIÉTÉ DE PRODUITS CHIMIQUES**  
de taille internationale  
recrute

**UN ADJOINT A CHEF DE MARCHES**

Définition du poste : promotion des ventes et prospection de nouveaux marchés pour nos produits (industriels) sur tout le territoire français.

Ce poste revient à un jeune diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, même débutant, souhaitant faire carrière dans une grande entreprise.

Les offres de candidatures, manuscrites et accompagnées d'un C.V. et d'une photo, sont à adresser à : SOLVAY, 65, rue de la République, 75001 Paris, 12, cours Albert-1<sup>er</sup>, 75383 Paris Cedex 08.

**jeunes ingénieurs**

pour leur réaliser l'étude et la réalisation de processus rapides adaptés à la génération d'images synthétiques.

Lieu de travail : TRAPPES (78).

Adresser C.V. sous référence 10773 au Service de Personnel S.F. 42, 78100 Trappes.

**L.M.T.**

**IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS AYANT PLUSIEURS USINES ET NOMBREUSES FILIALES FRANCE ET ÉTRANGER**  
Siège Paris recherche

**JEUNE CADRE FINANCIER**

**POUR SON SERVICE CONTRÔLE FINANCIER FILIALES**

Ce poste peut convenir à diplômé ESSEC, ESCP, ESCAR option Finances Comptabilité (DECS apprécié) ayant acquis 3 à 4 ans expérience contrôle financier au Audit interne dans grande firme industrielle.

Il s'agit d'un poste impliquant un très bon potentiel et permettant évolution de carrière intéressante au sein d'un groupe dynamique.

Ecrire sous référence LB 155 AM

4, rue Massenet 75016 Paris  
discrétion absolue

**etap**

L'établissement parisien d'une importante entreprise de TRAVAUX PUBLICS propose le poste de

**responsable administratif et du Personnel**

à un homme de formation supérieure, ayant au minimum 40 ans et ayant acquis une très solide expérience dans la fonction personnel, dans une entreprise (I.P. souhaitée) employant au minimum 800 personnes.

Rattaché au Directeur de l'établissement, il aura délégation pour animer et coordonner l'action des différents services pour les questions administratives et du personnel propres à l'établissement.

Pour obtenir informations complémentaires écrire sous réf. 592 G2

**egor**  
5, rue Meyerbeer 75009 Paris.

**FILIALE INFORMATIQUE**  
d'un important groupe d'assurances (quartier Saint-Lazare, PARIS)  
recherche

**PROGRAMMEURS CONFIRMÉS**

Connaissances souhaitées :  
COBOL - ASSEMBLEUR 370 - OS/VS1 G.I.C.S.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. + photo, traitement actuel et prétentions sous réf. 3083, Publicité GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 PARIS.



offres d'emploi

Entreprise de premier plan  
région parisienne,  
recherche pour Département  
INFORMATIQUE INDUSTRIELLE

## CHEF DU SERVICE LOGICIEL TEMPS REEL

Poste proposé :  
Responsabilités effectives des projets,  
des hommes, du budget.

Conditions exigées :  
Ingénieur diplômé formation très grande  
école, expérience réelle et prouvée  
de Direction de Service avec  
responsabilités équivalentes.  
Adresser candidature, cv, manuscrit,  
photo, prétentions, sous réf. 67503,  
à HAVAS CONTACT -  
156, bd Haussmann, 75008 Paris.

## UN CHEF DU SERVICE DE CONTROLE INTERNE

Très importante société  
recherche :  
Possédant :  
• formation : HEC, ESSEC, DECS ou équivalent ;  
• 5 ans d'expérience dans société multinationale  
d'origine américaine ;  
• parfaite connaissance langue anglaise.  
Devra pouvoir concevoir et mettre au point les  
textes de procédures administratives.  
Porte nécessitant une forte personnalité per-  
mettant une évolution vers des fonctions de Direction  
au département finances.  
Sera appelé occasionnellement à se déplacer en  
province.  
Adr. lettre manuscrite avec C.V. détaillé, prêt et  
photo sous n° 25.954 CONTEXTE publicité,  
20, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>), qui transmettra.

## TEXAS INSTRUMENTS FRANCE recherche DES JEUNES DIPLOMES

DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR  
(école de commerce, université, école d'ingé-  
nieur) pour la VENTE de ses produits Grand  
Public.  
Les candidats devront être très motivés par cette  
fonction et auront le goût de la performance.  
Les postes sont à pourvoir à PARIS (possi-  
bilités d'affectation ultérieure en province).  
Pour faire acte de candidature, écrire sous la  
réf. ECOM 977-252 avec C.V., photo, préten-  
tions à Madame Le Guet - T.J.F. - B.P. No 5  
06270 VILLENEUVE-LOUBET.

## FRISCH FRANCE dans le cadre de son expansion recherche VENDEUR HAUT NIVEAU

connaissant les marchés et les matériels T.P.  
pour vendre à PARIS et dans la région parisienne  
— ses CHARGESURSES sur pneus —  
— ses NIVELEUSES et aussi les DUMPER FAUN.  
Situation premier plan et d'avenir.  
Envoyer dossier à FRISCH FRANCE  
5, rue Antonin-Dumas, 92000 VENISSIEUX.

## FIRST NATIONAL BANK OF CHICAGO PARIS recherche Adjoint au chef comptable

La candidate devra avoir :  
• Une bonne formation comptable.  
• Un minimum de 5 ans d'expérience dans les  
techniques comptables bancaires.  
• Une bonne connaissance de l'Anglais.  
La préférence sera donnée au candidat ayant  
l'expérience de la comptabilité sur ordinateur.  
Veuillez envoyer C.V. et prétentions au Chef  
du Personnel, 12, avenue Hoche, Paris-8<sup>e</sup>.

offres d'emploi

## THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON recherche ATTACHÉ DE DIRECTION

plus particulièrement chargé des relations avec  
la clientèle.  
Le candidat devra avoir :  
• une formation supérieure complétée  
si possible par un M.B.A.  
• 2 à 3 ans d'expérience dans le secteur  
bancaire ou les services financiers d'une  
entreprise  
• la connaissance des mécanismes de crédit  
• le goût des contacts commerciaux  
Une excellente maîtrise de l'anglais est  
indispensable.  
Envoyer C.V. et prétentions  
sous réf. B 205 à INFRAPLAN CARRIÈRES  
qui est chargé de cette recherche,  
Tour de Lyon 185, rue de Bercy 75012 Paris.

## IMPORTANTE ADMINISTRATION PUBLIQUE recherche pour Paris INGÉNIEUR Grande Ecole

(ou MATHEMATIQUES INFORMATIQUES)  
2 ans exp. minimum en logiciel pour conception  
puis exploitation d'un système automatique évolué  
(communication de messages).

## INGÉNIEUR INFORMATICIEN

2 ans exp. minimum en matériel pour conception  
intégration et maintenance de ce système.  
Adr. C.V. à M. GUERINNET,  
21 bis, rue La Pérouse, 75773 Paris Cedex 16,  
ou tél. : 533-85-40 poste 70-43 ou 70-42.

## AHS Groupe International de Matériel médical et chirurgical

Implante son quartier Général Européen  
à FONTENAY et cherche à s'adjointre :  
UN SENIOR ACCOUNTANT

Pour assurer la consolidation des bilans et budgets  
des filiales européennes et participer aux études  
financières.  
Le candidat de niveau D.E.C.S. aura une pratique  
de 2 ans de la comptabilité des multinationales ou  
une expérience d'audit en cabinet.  
Il parlera anglais couramment et sera disponible  
rapidement.  
Merci d'envoyer C.V. photo et prétentions à :  
M. GUERINNET - D.E.  
Boite Postale 716 - 95004 CERGY.  
Discretion totale assurée.

## UN DES PLUS IMPORTANTS CONSTRUCTEURS FRANÇAIS DE MACHINES AGRICOLES LEADER EUROPÉEN DANS SA BRANCHE, recherche pour son BUREAU D'ÉTUDES à MONTEAU (77) INGÉNIEURS A. et M. ou ÉQUIVALENT

Leurs responsabilités s'étendront de l'innovation  
à la mise au point des prototypes et aux essais.  
Importance motivation et créativité techniques  
requises.  
Adr. lettre manuscrite, C.V. et prêt, sous réf. 126 à  
SERGE BAILLY CONSEIL  
40, avenue Hoche - 75008 Paris.

## ETPM LEADER EUROPÉEN DE L'OFFSHORE PÉTROLIER C.A. 1976 : 1,5 milliard F.F. Fort taux de croissance Oscar à l'exportation recherche JEUNE CADRE DÉBUTANT

fiché en Droit (option : Droit des affaires)  
ayant du goût pour la fiscalité et acceptant  
d'être formé pour obtenir le D.E.C.S.  
Anglais nécessaire, Espagnol apprécié.  
Adresser C.V., photo et prétentions à réf. 5521  
P. LICHOUA S.A.  
10, rue de Louvois 75003  
Paris cedex 02 qui transmettra

## Pour Etude et Réalisation d'une nouvelle génération de systèmes de commutation (Téléphonie, données). recherche — INGÉNIEURS SYSTÈME ayant quelques années d'expérience en pro- grammation téléphonique. — INGÉNIEURS ÉLECTRONIQUES techniques digitales. — AGENTS TECHNIQUES ELECTRONIQUES AT 3 - AT P connaissances logicielles souhaitées.

Ecrire ou téléphoner : M. BENMUSBA,  
Technicien Intégrés de Télécommunications,  
9-11, rue Benjamin-Franklin,  
75006 PARIS 16<sup>e</sup>.  
Téléphone : 953-12-13.  
Lieu de travail : Versailles ou zone industrielle  
Vélizy Plaisir-Robinson.

offres d'emploi

## GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS 20.000 PERSONNES recherche pour son Siège PARIS CHEF EXPLOITATION INFORMATIQUE

Ce poste important peut convenir à  
CADRE FORMATION SUPÉRIEURE OU NIVEAU  
ÉQUIVALENT, AYANT ACQUIS ENVIRON  
10 ANS D'EXPÉRIENCE DANS CENTRE DE  
PRODUCTION INFORMATIQUE

Une connaissance des grands Systèmes  
DGS et OS/VS, IMS, D BOMP, ainsi que la  
pratique des matériels IBM 370 sont  
souhaitées.  
Sont indispensables des qualités de chef  
et d'animateur. Capable prendre en main  
une équipe qualifiée ; maîtrise des données,  
ordonnement, traitement, contrôle avec  
un souci marqué des délais et de la qualité.

POSSIBILITÉS DE DÉVELOPPEMENT DE CARRIÈRE  
DANS GROUPE EN EXPANSION.

TRAITEMENT 100.000 F +

Ecrire sous référence MO 136 AM.

4, rue Massenet,  
75016 Paris  
discretion absolue

## ENTREPRISE DE MACHINES ET OUTILLAGES FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE TAILLE INTERNATIONALE recherche INGÉNIEUR MÉCANICIEN D'ÉTUDES

Dans le cadre du développement de l'entreprise,  
études de nouvelles machines dans des domaines  
variés.

LE CANDIDAT :  
Diplômé d'études supérieures AM ou équiv. aura :  
— une formation technologique de base,  
— un esprit créatif débouchant sur des solutions  
concrètes.  
Un débutant peut présenter sa candidature.

CONDITIONS :  
— implantation dans la banlieue Nord-Ouest,  
— de nombreux avantages sociaux,  
— possibilité d'évolution de carrière.

Adresser C.V. détaillé, photo et prêt, à n° 25.958  
CONTEXTE Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup> qui tr.

## Ter Assureur Français du Bâtiment et des Travaux Publics la Société Mutuelle d'Assurances

114, avenue Emile Zola Paris 15  
recherche UN

## DOCUMENTALISTE JURIDIQUE

LE POSTE :  
• dépouillement et analyse de la documentation  
littéraire et extra-littéraire.  
• création et exploitation d'un fichier.

LE CANDIDAT :  
• Métrier ou Doctorant en Droit Privé.  
• Expérience professionnelle dans une  
fonction similaire souhaitée.

Ecrire à Mme VIARD « D.J. », S.M.A.B.T.P.,  
114, Avenue Emile Zola 75015 PARIS.

## ENTREPRISE DE MACHINES ET OUTILLAGES FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DE TAILLE INTERNATIONALE recherche INGÉNIEUR MÉCANICIEN Responsable des Etudes

LE POSTE :  
Chargé des problèmes à court et moyen terme, de  
la standardisation, de l'évolution des produits, des  
produits nouveaux.

LE CANDIDAT :  
Diplômé d'études supérieures A.M. ou équiv. aura :  
— la maîtrise de la conduite d'un bureau  
d'études acquise dans le domaine de la  
machine-outil ;  
— de solides connaissances en automatismes.

LES CONDITIONS :  
— implantation dans la banlieue Nord-  
Ouest ;  
— rémunération attractive ;  
— de nombreux avantages sociaux ;  
— possibilité d'évolution de carrière.

Adr. C.V. détaillé, photo, prêt, sous le n° 25.958 à  
CONTEXTE Publ., 20, av. Opéra, Paris-1<sup>er</sup>, qui tr.

## Centre de traitement d'opérations bancaires d'un important organisme financier PARIS-14<sup>e</sup> recherche pour sa division « Contrôle de gestion » COMPTABLES

5 ans minimum expérience, soit en comptabilité  
générale et analytique, soit en contrôle budgé-  
taire.

B.T.S. comptable, B.P. ou D.U.T. gestion.  
Envoyer votre C.V., photo et prêt, à n° 1.993  
COFAP, 40, rue de Chabrol, 75010 PARIS, qui tr.

## GRUPE INTERNATIONAL PARIS proche banlieue SUD-EST engage dans le cadre de son expansion et de la diversification de ses produits. DIRECTEUR TECHNIQUE

Formation INGÉNIEUR A.M. - 35 ans minimum, ayant  
expérience ETUDES et /ou METHODES dans entreprise  
DÉCOUPE et FORMAGE MÉTAUX produisant en  
GRANDES SÉRIES sur MACHINES AUTOMATIQUES.  
Il sera chargé de diriger équipe 8-9 CADRES et TECHNI-  
CIENS et sera fait appel à ses qualités propres de  
CREATIVITÉ et de CURIOSITÉ TECHNIQUE.

Anglais apprécié

La rémunération ne sera pas inférieure à 120.000 F

Ecrire manuscrit (h-photo) à N.MONFAJON  
SERINOX 2 bis rue du Four 94360 BRY sur MARNE

offres d'emploi

## LA DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS RECRUTE PAR CONCOURS 450 INSPECTEURS DES IMPÔTS

• Formation rémunérée  
• Fonctions et responsabilités variées  
• Accès aux emplois supérieurs  
• Stabilité de l'emploi  
Date des épreuves : 4-5-6 janvier 1978.  
Inscription jusqu'à : 3 octobre 1977.

Les candidats doivent être âgés de moins de  
30 ans au 1<sup>er</sup> janvier 1978. Titulaires d'un diplôme  
nationalement reconnu ou d'un diplôme d'études  
supérieures ou autorisés à s'inscrire en deuxième année en  
vue de l'obtention du DEUG de droit, sciences  
économiques, A.E.S., mathématiques appliquées et  
sciences sociales et certaines sections de sciences.

Renseignements et inscriptions :

— pour les départements de la région Île-de-  
France : Centre d'études et de formation pro-  
fessionnelle, 15, rue Scribe, 75004 PARIS  
CEDEX 09. Tél. 742-42-80, poste 329 ;

— pour les autres départements : Direction des  
Services Fiscaux.

## responsable de la création du service informatique

Leader sur son marché de produits destinés à  
la construction, la société est liée à un groupe  
multinational à dominante française.

Traitant de nombreuses tâches conventionnel-  
les dans une société de service, elle a décidé  
de mettre en place une informatique plus  
élaborée.

Après établissement d'un plan informatique, le  
candidat devra avoir la responsabilité opération-  
nelle du service.

Agé d'au moins 30 ans, possédant la langue  
anglaise, il est diplômé de l'enseignement supé-  
rieur scientifique ou commercial et a acquis  
une solide expérience de conception et de  
mise en place de systèmes de gestion en  
milieu industriel.

Le sens de la négociation, le pouvoir d'adap-  
tation sont nécessaires pour réussir dans ce  
poste aux larges possibilités de développe-  
ment.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez  
sous référence 104 M.

## didier vuchot consultants

34 BIS, RUE VIGNON  
75009 PARIS

## SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

recherche

## COMPTABLES

— Titulaires du B.P. Comptable,  
du B.T.S. ou du D.E.C.S.

— Une expérience de quelques années  
en Cabinet Comptable sera appréciée.

— Ils seront chargés de l'établissement des  
bilans des filiales de notre Groupe.

Ecrire sous référence S.G. ou se présenter :  
SERVICE RECRUTEMENT ET ORIENTATION  
9, place Edouard VII - 75009 PARIS

## GRUPE INDUSTRIEL EN FUILLANTE EXPANSION recherche SECRÉTAIRE CAPACITAIRE EN DROIT

Expérience du suivi des dossiers juridiques d'en-  
treprise pour lui confier la fonction de

## JURISTE D'ENTREPRISE

Ecrire sous référence 1981

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris qui tr.

## Recherchons HOMME JEUNE DYNAMIQUE désirant faire carrière

10 ans expérience minimum  
SERVICE SECURITE PREVOYANCE etc...  
Capable de former, contrôler et diriger  
des équipes.

En collaboration directe avec la Direction

Situation d'avenir si capable

Adresser C.V., références et prétentions sous  
réf. n° 3528/S à Madame MONCOURTOIS  
4, rue de Cassinière 75015 PARIS

## Important Constructeur Européen de matériel thermique recherche INSPECTEUR DES VENTES

Ingénieur thermicien ou équivalent.  
Expérience commerciale diffusion chaudières chauf-  
fage central. — Aptitudes contacts haut niveau.  
Résidence Région Parisienne.

Adr. C.V. man. avec photo et prêt, au n° 7.531 à  
« Le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1<sup>er</sup>.

« Le Monde » Publ., 5, r. des Italiens, 75001 Paris-1<sup>er</sup>,  
qui transmettra.

مكتبة الأمل







# ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	45,00	48,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITALUX	80,00	81,52

	Le m/m col.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,68
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE

## offres d'emploi

### MAGAZINE FEMME JOURNALISTE

recherche pour travail de DESK et REWRITING — Sens de l'information et plume alerte indispensable. Excellente connaissance de l'anglais. — Ecrire à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

— Vous êtes un VENDEUR DE TALENT — Vous obtenez d'EXCELLENTS RESULTATS — AMÉLIOREZ ENCORE VOS REVENUS en devenant

### ATTACHÉ COMMERCIAL

auprès d'une société JEUNE, DYNAMIQUE, en FORTÉ EXPANSION — de vos RESULTATS VOUS PERONN GAGNER BEAUCOUP D'ARGENT.

Ad. C.V. manuscrit et photo à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## offres d'emploi

### INGÉNIEURS

DIPLOMÉS DES ECOLES — Ecrire, mla, 5 a. dans entrp. — Ecrire à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

### secrétaires

TRES IMPORTANTE SOCIÉTÉ PARIS (19<sup>e</sup>) recherche pour son Directeur Commercial Export

### UNE SECRÉTAIRE

FORMATION B.T.S.S. BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS capable de devenir assistante

Le poste conviendrait à personne possédant solide expérience et habituée à prendre initiatives.

Tous avantages sociaux (Régime social, restaurant, etc.).

Adresse C.V., photo et présentations sous n° 26.133, CONTEXTE Publ., 23, av. de l'Opéra, Paris (1<sup>er</sup>).

## de direction

### LA SECRÉTAIRE DU P.D.G.

est recherchée par une importante société multinationale

Elle posséderait une expérience de Secrétaire de Direction au niveau élevé de préférence internationale

et sera PARFAITEMENT BILINGUE FRANÇAIS-ANGLAIS

Lieu de travail : grande banlieue Sud Paris. Adresse candidat avec C.V. et photo à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## Dactylo

On DACTYLO expérimenté, sur L.S.M. Profession libérale, 743-32-12, le matin.

## représentation offres

### SOCIÉTÉ D'ÉDITIONS MÉDICALES

### DEUX REPRÉSENTANTS EXCLUSIFS

(Région Parisienne et Région Montpellier)

Expérience du milieu médical nécessaire pour vente à professionnels

— Formation rémunérée. — Salaire fixe aux résultats. — Véhicule indispensable.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo à M. P. ROUMIEUX, E.T., 123, r. d'Alsace, 75014 Paris

## traductions

Mar. 35 ans, germaniste, dipl. univ., ferait trad. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## propositions diverses

### GADRES AYANT UN PEU SERVI...

— Vous qui avez dans les 20, 40 ou 50 ans, on a toujours besoin de vous. — Affaire. Les clients de CHUSID trouvent, constamment, que ce sont là les années de travail les plus riches et les mieux rémunérées de leur carrière. — Pour savoir comment les Gades « ayant un peu servi » ont abordé le tournant de leur vie professionnelle (et personnelle), vous êtes invités à rencontrer l'un de nos Conseils en carrière, sans engagement ni aucun frais. Téléphonez ou écrivez pour prendre un rendez-vous personnel et confidentiel.

### Frederick CHUSID et Co.

FRANCE — Conseils internationaux en évaluation de Gades et en avancement de Carrière — 6, rue de Berri, 75008 PARIS. Tél. : 225-31-80. 35-37, Pittway Street, LONDON W 1 P 2 A P. Sociétés affiliées à l'étranger.

## cours et leçons

J.F. originaire amér., diplômée donne cours ANGLAIS, PRIX INTERESSANT — Tél. 707-51-25

ANGLAIS RAPIDE — Dans l'entreprise, prof. diplômé, dynam. org. — Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

CHINOISE diplômée Université Pekin, donne cours particuliers. Tél. : 87-04-91.

Franc. Orthogr. Allem. par prof. Rattron par Prof. expér. Tél. : 276-77-71.

JNE FEMME professeur donne COURS D'ANGLAIS — Téléphone le matin au 531-76-12.

## représent. demande

Commerçant, 37 ans, cause ess. activ., ch. représentation exclus. ou simi. Min. garanti + frais payés, 5000 francs de prof. (branche textile) sect. nord de la Loire. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

DOM AFRIQUE — Cadre commercial 35 ans. Auto. diplôme. Format. technique, rech. clientèle. Site pour représentation exclusive. OUTRE-MER. Ecrire Hava Alben-Pravenc, 75016 PARIS. Tél. : 276-77-71.

## demandes d'emploi

### ING. DIR. TRAVAUX

(technique et gestion tous corps d'état) — Nombreuses réalisations toutes éch. en main France-Etranger, pétrole, chimie, engrais, utilité, divers. — Libre à court terme pour responsabilités sur site Algérie ou Europe, ou pour estimation, gestion, organisation, suivi de travaux chez engineering, multinationale, entreprise générale, Paris.

Ecrire n° 1429 « le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9<sup>e</sup>).

### CADRE SUPÉRIEUR HAUT NIVEAU

(E.C.P. + I.C.G. + Informatique) — Vaste expérience technique et commerciale CHIMIE, PLASTIQUE, THERMIQUE, TRAITEMENTS DE SURFACE, HYDRAULIQUE. Directeur commercial pendant huit ans. Parfaitement bilingue allemand. Anglais courant.

DIRECTION COMMERCIALE GÉNÉRALE ou RESPONSABILITÉS MULTIPLES — Ecrire n° 1522 « le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>, qui transm.

### CHEF DU PERSONNEL

Expérience complète de la fonction dans secteurs tertiaire et secondaire. Politique sociale, relations humaines, recrutement, formation, rémunération (gestion informatique), relations avec les partenaires sociaux, sécurité, recherche situation OUEST de la France.

Ecrire n° T 7061 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

## CADRE COMMERCIAL

30 ANS - EXPERIMENTÉ — Ayant eu à diriger/analyser une équipe et à élaborer une politique commerciale à l'occasion de la création d'un département de vente au sein d'une importante société américaine de biens d'équipement. Recherche.

Situation d'avenir avec responsabilités, branche indifférente. ECRIRE à GUESDRE, 27, rue Lacaze — 75014 PARIS.

## ANIMATEUR

soit éducateur sportif, soit animateur CAPASE. Instructeur ch. activité plein air. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## ETUDIANT BEAUX ARTS

travaux peinture, pastel, peinture, dessin, etc. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## INGÉNIEUR ELECTRICIEN

34 ans, diplôme, expér. études, études, formation, tout sec. bâtiment + industrie (install. H.T., B.T., courants faibles, automatisme, régulation, etc.). Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## INGÉNIEUR CHIMISTE

30 ans, expér. recherche appl. Contr. de la qualité, procédés et responsabilités. Service traitement des effluents usine chim. ANGLAIS PARFAIT, allemand lu et écrit. Disponible pour recherche, production, assistance technique conseil. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## CONCEPTEUR

26 ans, D.P.E. et maîtrise psych. des médias et groupes rech. en formation permanente. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## DOUANE TRANSIT

cherche situation stable. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## J.F. CELSA

ing. anglais, expér. commerciale et information dans l'entreprise, rech. appl. au gén. des procédés en relations publ. Bonnes réf. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## formation professionnelle

STAGE DE FORMATION PRATIQUE (Loi du 5 juillet 1977) — Un des premiers groupes d'Assurances français accueilli dès maintenant en stage pratique

## DES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS

— de sexe masculin. — Diplômés de l'enseignement supérieur. — Libérés de leurs obligations militaires. — A l'issue de ce stage de formation pratique, les stagiaires pourront être orientés vers des fonctions à caractère commercial du type formation, contrôle et encadrement de réseaux. Ils recevront donc un complément de formation rémunéré par l'entreprise d'une durée de l'ordre de 10 mois.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 3084. Publicité GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 PARIS.

## RAPAILLE INTERNATIONAL

Creativité, communication, études architecturales. FORMATIONS ANIMATEURS — Longue durée. Développement personnel, créativité, animation d'entreprises. Réunions d'information tous les 15 jours de 20 heures. 46, rue Chardon-Lagache, 75016 PARIS. Tél. : 206-10-66.

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES 296-15-01

## demandes d'emploi

### ING. DIR. TRAVAUX

(technique et gestion tous corps d'état) — Nombreuses réalisations toutes éch. en main France-Etranger, pétrole, chimie, engrais, utilité, divers. — Libre à court terme pour responsabilités sur site Algérie ou Europe, ou pour estimation, gestion, organisation, suivi de travaux chez engineering, multinationale, entreprise générale, Paris.

Ecrire n° 1429 « le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9<sup>e</sup>).

### CADRE SUPÉRIEUR HAUT NIVEAU

(E.C.P. + I.C.G. + Informatique) — Vaste expérience technique et commerciale CHIMIE, PLASTIQUE, THERMIQUE, TRAITEMENTS DE SURFACE, HYDRAULIQUE. Directeur commercial pendant huit ans. Parfaitement bilingue allemand. Anglais courant.

DIRECTION COMMERCIALE GÉNÉRALE ou RESPONSABILITÉS MULTIPLES — Ecrire n° 1522 « le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>, qui transm.

### CHEF DU PERSONNEL

Expérience complète de la fonction dans secteurs tertiaire et secondaire. Politique sociale, relations humaines, recrutement, formation, rémunération (gestion informatique), relations avec les partenaires sociaux, sécurité, recherche situation OUEST de la France.

Ecrire n° T 7061 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

## CADRE COMMERCIAL

30 ANS - EXPERIMENTÉ — Ayant eu à diriger/analyser une équipe et à élaborer une politique commerciale à l'occasion de la création d'un département de vente au sein d'une importante société américaine de biens d'équipement. Recherche.

Situation d'avenir avec responsabilités, branche indifférente. ECRIRE à GUESDRE, 27, rue Lacaze — 75014 PARIS.

## ANIMATEUR

soit éducateur sportif, soit animateur CAPASE. Instructeur ch. activité plein air. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## ETUDIANT BEAUX ARTS

travaux peinture, pastel, peinture, dessin, etc. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## INGÉNIEUR ELECTRICIEN

34 ans, diplôme, expér. études, études, formation, tout sec. bâtiment + industrie (install. H.T., B.T., courants faibles, automatisme, régulation, etc.). Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## INGÉNIEUR CHIMISTE

30 ans, expér. recherche appl. Contr. de la qualité, procédés et responsabilités. Service traitement des effluents usine chim. ANGLAIS PARFAIT, allemand lu et écrit. Disponible pour recherche, production, assistance technique conseil. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## CONCEPTEUR

26 ans, D.P.E. et maîtrise psych. des médias et groupes rech. en formation permanente. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## DOUANE TRANSIT

cherche situation stable. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## J.F. CELSA

ing. anglais, expér. commerciale et information dans l'entreprise, rech. appl. au gén. des procédés en relations publ. Bonnes réf. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## formation professionnelle

STAGE DE FORMATION PRATIQUE (Loi du 5 juillet 1977) — Un des premiers groupes d'Assurances français accueilli dès maintenant en stage pratique

## DES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS

— de sexe masculin. — Diplômés de l'enseignement supérieur. — Libérés de leurs obligations militaires. — A l'issue de ce stage de formation pratique, les stagiaires pourront être orientés vers des fonctions à caractère commercial du type formation, contrôle et encadrement de réseaux. Ils recevront donc un complément de formation rémunéré par l'entreprise d'une durée de l'ordre de 10 mois.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 3084. Publicité GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 PARIS.

## RAPAILLE INTERNATIONAL

Creativité, communication, études architecturales. FORMATIONS ANIMATEURS — Longue durée. Développement personnel, créativité, animation d'entreprises. Réunions d'information tous les 15 jours de 20 heures. 46, rue Chardon-Lagache, 75016 PARIS. Tél. : 206-10-66.

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES 296-15-01

## demandes d'emploi

### ING. DIR. TRAVAUX

(technique et gestion tous corps d'état) — Nombreuses réalisations toutes éch. en main France-Etranger, pétrole, chimie, engrais, utilité, divers. — Libre à court terme pour responsabilités sur site Algérie ou Europe, ou pour estimation, gestion, organisation, suivi de travaux chez engineering, multinationale, entreprise générale, Paris.

Ecrire n° 1429 « le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens, 75427 Paris (9<sup>e</sup>).

### CADRE SUPÉRIEUR HAUT NIVEAU

(E.C.P. + I.C.G. + Informatique) — Vaste expérience technique et commerciale CHIMIE, PLASTIQUE, THERMIQUE, TRAITEMENTS DE SURFACE, HYDRAULIQUE. Directeur commercial pendant huit ans. Parfaitement bilingue allemand. Anglais courant.

DIRECTION COMMERCIALE GÉNÉRALE ou RESPONSABILITÉS MULTIPLES — Ecrire n° 1522 « le Monde » Publiaté, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9<sup>e</sup>, qui transm.

### CHEF DU PERSONNEL

Expérience complète de la fonction dans secteurs tertiaire et secondaire. Politique sociale, relations humaines, recrutement, formation, rémunération (gestion informatique), relations avec les partenaires sociaux, sécurité, recherche situation OUEST de la France.

Ecrire n° T 7061 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris-2<sup>e</sup>.

## CADRE COMMERCIAL

30 ANS - EXPERIMENTÉ — Ayant eu à diriger/analyser une équipe et à élaborer une politique commerciale à l'occasion de la création d'un département de vente au sein d'une importante société américaine de biens d'équipement. Recherche.

Situation d'avenir avec responsabilités, branche indifférente. ECRIRE à GUESDRE, 27, rue Lacaze — 75014 PARIS.

## ANIMATEUR

soit éducateur sportif, soit animateur CAPASE. Instructeur ch. activité plein air. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## ETUDIANT BEAUX ARTS

travaux peinture, pastel, peinture, dessin, etc. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## INGÉNIEUR ELECTRICIEN

34 ans, diplôme, expér. études, études, formation, tout sec. bâtiment + industrie (install. H.T., B.T., courants faibles, automatisme, régulation, etc.). Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## INGÉNIEUR CHIMISTE

30 ans, expér. recherche appl. Contr. de la qualité, procédés et responsabilités. Service traitement des effluents usine chim. ANGLAIS PARFAIT, allemand lu et écrit. Disponible pour recherche, production, assistance technique conseil. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## CONCEPTEUR

26 ans, D.P.E. et maîtrise psych. des médias et groupes rech. en formation permanente. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## DOUANE TRANSIT

cherche situation stable. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## J.F. CELSA

ing. anglais, expér. commerciale et information dans l'entreprise, rech. appl. au gén. des procédés en relations publ. Bonnes réf. Ecr. à T. 70524 M. Régis-Pré, 85 bis, rue Réaumur, Paris 2<sup>e</sup>.

## formation professionnelle

STAGE DE FORMATION PRATIQUE (Loi du 5 juillet 1977) — Un des premiers groupes d'Assurances français accueilli dès maintenant en stage pratique

## DES JEUNES DE MOINS DE 25 ANS

— de sexe masculin. — Diplômés de l'enseignement supérieur. — Libérés de leurs obligations militaires. — A l'issue de ce stage de formation pratique, les stagiaires pourront être orientés vers des fonctions à caractère commercial du type formation, contrôle et encadrement de réseaux. Ils recevront donc un complément de formation rémunéré par l'entreprise d'une durée de l'ordre de 10 mois.

Ecrire avec C.V. et photo sous réf. 3084. Publicité GAUTRON, 29, rue Rodier, 75009 PARIS.

## RAPAILLE INTERNATIONAL

Creativité, communication, études architecturales. FORMATIONS ANIMATEURS — Longue durée. Développement personnel, créativité, animation d'entreprises. Réunions d'information tous les 15 jours de 20 heures. 46, rue Chardon-Lagache, 75016 PARIS. Tél. : 206-10-66.

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES 296-15-01

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES 296-15-01

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES 296-15-01

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES 296-15-01

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES 296-15-01

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES 296-15-01

## ANNONCES CLASSEES

TELEPHONEES 296-15-01

## ANNONCES CLASSEES

TELE



حکومتی اداروں

# ANNONCES CLASSEES

ANNUAIRES ENREGISTREES	Le prix est	T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	24,00	27,45
IMMOBILIER	5,00	5,72
AUTOMOBILES	20,00	22,58
AGENDA	20,00	22,58

REPRODUCTION INTERDITE

## demandes d'emploi

**MEDICIN GENERALISTE**  
28 ans, diplômé, études toutes propositions, emploi salarié. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, sous réf. 6744.

**JURISTE**  
J.H. 25 ans, dipl. nat. mil. Licence Droit privé, D.E.S. droit privé, D.E.S.S. Juriste d'affaires, études toutes propositions. France ou étranger. Ecr. n° 1.204, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9.

**INGENIEUR**  
27 ans, expérience professionnelle, recherche position responsable. POSTE ECOLOGIQUE, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, sous réf. 6744.

**LICENCIÉ SC. ECON.** 25 ans, un an technico, diplôme commercial et/ou adm., exp. en banque. Ecr. n° 1.204, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9.

**ARCHITECTE**  
27 ans, 2 a. exp. arch. urban., exp. en France, exp. en O.M. Ecr. n° 1.204, « le Monde », Pub. 5, r. des Italiens, 75247 Paris-9.

## L'immobilier

### appartements vente

**Paris rive droite**  
ST-PAUL, 150 m al. des Vosges, dans bel imm. caractère, petit studio, ch. Rénov. et place, tout de 1<sup>er</sup> ordre. 501-55-56. Ecr. HAVAS CONTACT, 156, bd Haussmann, 75008 PARIS, sous réf. 6744.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
GARE DU NORD, 60 STUDIO, salle de bains, BELLE CUIS., M'appeler au 531-45-56.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Pl. de Clichy (ex.), ex-investisseur, 2 studios, 2 p. pièces, dans bel imm. LOY. LIBRES. Téléphone : 531-45-56.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Rue de la Chapelle, 2 p. cuis., 2 b. bains, carrelés, meublés, restaurés, tout de 1<sup>er</sup> ordre. 501-55-56. M'appeler au : 531-45-56.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
16<sup>e</sup>, CALME et RESIDENTIEL. Dans imm. LUXE RENOVEE IDEAL POUR PLACEMENT. STUDETTE ET STUDIO. Réaménagement fonctionnel et raffiné. 704-85-18.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
TROCADERO, 11, bd. d'Albion, Palais vend directement 120 m<sup>2</sup> en état, calme. Prix 450.000 F. 5 pièces 14-19 m. 704-85-18.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Palais vend, 118, rue de Courcelles, 2<sup>e</sup> étage, cour privée, 7 p. en état, 14-19 m. 704-85-18.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Bel appartement 6 pièces principales, 14-19 m. 704-85-18.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Pte St-Cloud - P. vend 60 m<sup>2</sup> en état, 14-19 m. 704-85-18.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
AV. MARCEAU - 255-75-28. Immeuble neuf, 120 m<sup>2</sup>, 14-19 m. 704-85-18.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
RANELAGH - En 1 lot, 3 appart. 100, 100, 100 m<sup>2</sup> individuels, 14-19 m. 704-85-18.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
METRO ODEON - bel immeuble 14-19 m. 704-85-18.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
STUDETTE - 14-19 m. 704-85-18.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
7<sup>e</sup> & 8<sup>e</sup> PIÈCES, 213 m<sup>2</sup>. 201-45-56.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
5<sup>e</sup> & 4<sup>e</sup> PIÈCES, 100 m<sup>2</sup>. 201-45-56.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
BEL 15<sup>e</sup>, Bel imm. neuf IDEAL POUR PLACEMENT. Studios av. balc. et téléph. Etage élevé. Habitations imméd. Vis. s/r.v. 766-25-32.

### appartem. achat

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Jean FEUILLADE, 54, av. de la Motte-Picquet (15<sup>e</sup>) - 54-00-75. 1<sup>er</sup> & 2<sup>e</sup> p. Paris, 54, 64, 74, 14, 19, 16, 12<sup>e</sup> - 673-23-35.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Particulier achète APPARTEMENT 100/150 m<sup>2</sup> IMMEUBLE ANCIEN. Chaudière, central par immeuble, 2 p. cuis., 2 b. bains, 14-19 m. PREFERENCE 15<sup>e</sup>, limite 7<sup>e</sup>, Metro, commerces. La Motte-Picquet, Labor-Montparnasse, 17<sup>e</sup> arrondissement. Téléphone : 489-10-30, heures de bureau.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Particulier achète APPARTEMENT 100/150 m<sup>2</sup> IMMEUBLE ANCIEN. Chaudière, central par immeuble, 2 p. cuis., 2 b. bains, 14-19 m. PREFERENCE 15<sup>e</sup>, limite 7<sup>e</sup>, Metro, commerces. La Motte-Picquet, Labor-Montparnasse, 17<sup>e</sup> arrondissement. Téléphone : 489-10-30, heures de bureau.

**PARIS 15<sup>e</sup>**  
Particulier achète APPARTEMENT 100/150 m<sup>2</sup> IMMEUBLE ANCIEN. Chaudière, central par immeuble, 2 p. cuis., 2 b. bains, 14-19 m. PREFERENCE 15<sup>e</sup>, limite 7<sup>e</sup>, Metro, commerces. La Motte-Picquet, Labor-Montparnasse, 17<sup>e</sup> arrondissement. Téléphone : 489-10-30, heures de bureau.

### Immobilier (information)

**LOCATIONS SANS AGENCE OFFICE DES LOCATAIRES**  
18, r. La Michodière, 75002 PARIS. Tél. : 239-13-76 ou 535-09-16.

**constructions neuves**  
PRX NON REVISABLES A LA RESERVATION

**LUXEMBOURG**  
Dans petit immeuble habitable 4<sup>e</sup> trimestre 77

**CH-CHICHEL**  
3 stations Eglise-d'Auteuil - Studios 30 m<sup>2</sup> - 24.000 F. 3 p. 60 m<sup>2</sup> + balc. 44.000 F. Habitations 4<sup>e</sup> trimestre 77

**15<sup>e</sup> Métro LOURMEL**  
Habitation de 1<sup>er</sup> trimestre 78. Exemple : St. 25,70 m<sup>2</sup> 107.300 F. - 2 pièces 55,70 m<sup>2</sup> - 405.800 F. - 3 p. 60 m<sup>2</sup> + balc. 44.000 F.

**IMMOBILIER FRIEDLAND**  
47, av. de Friedland - 22-52-49

**MONTMARNASSE**  
« LA GANDARA »  
3 et 3 bis, rue Antoine-Bourdette - 1<sup>er</sup> trimestre 78. Duplex de studio au 5<sup>e</sup> p. - 2 duplex avec terrasses et jardin. Loyer mensuel 1978. Rens. s/ place : Tél. 54-72-45 ou 54-72-46. 5, rue Ponceau, 75013 Paris - Téléphone : 54-11-14

**hôtels-parc.**  
L'ORDINATEUR de la MAISON de L'IMMOBILIER sélectionne gratuitement l'eff. que vous recherchez parmi celles de 1000 professionnels F.N.A.I.M. PARIS et 120 km AUTOUR. Consultation sur place ou tél. Par correspondance. Questionnaire sur envoi de votre carte de visite.

**LA MAISON DE L'IMMOBILIER**  
27 bis, av. de Villiers, 1<sup>er</sup> 75017 PARIS. 757-62-02.

**immeubles**  
FONTEVAY-VINCENNES  
25 studios + 25 parkings. Revenu net : 200.000 F. Par 2.125.000 F. Interm. accepté. Gandolfi - 833-94-91.

**bureaux**  
15<sup>e</sup>, MAIRIE, 1<sup>er</sup> bel imm. p. de taille, murs de bois, divisé en 3/4 bureaux. Etat impeccable, 160 m<sup>2</sup>. 120 m<sup>2</sup> + 120 m<sup>2</sup> + 120 m<sup>2</sup>. 21.500 F. annuels - 31-45-56.

**CHAMPS-ELYSEES**  
A louer directement bureaux ref. neufs, 15 & 180 m<sup>2</sup> - 543-17-27.

**SAINT-AUGUSTIN**  
8 bureaux de 100 m<sup>2</sup> et 150 m<sup>2</sup>, sans pas de porte, se. et. 140 m<sup>2</sup>. 120 m<sup>2</sup> + 120 m<sup>2</sup> + 120 m<sup>2</sup>. H.T., ch. comp. 720-99-18.

**16<sup>e</sup> MIRABEAU**  
Pleine vue, av. ball sans pas de porte, 150 m<sup>2</sup> de bureau, 120 m<sup>2</sup> de bureau, 120 m<sup>2</sup> de bureau. H.T., ch. comp. 720-99-18.

**8<sup>e</sup> SAINT-AUGUSTIN**  
A louer 32 BUREAUX 293-67-57

**locaux commerciaux**  
1<sup>er</sup> - Partic. ball 2 & 3 bureau, boutiques 100 m<sup>2</sup>, sous-sol aménagé. Loyer 15.000 F. annuel + 30.000 F. d'abatt. - Tél. 223-47-08.

**usines**  
A VENDRE REG HT-RHIN. Prox. autoroute et artère princ. A 20 km de SUISSE et ALLIANCE. BATIM. INDUSTRIEL. Bur., téléph. 780 m<sup>2</sup> couverts. 300 m<sup>2</sup> de bureau, 300 m<sup>2</sup> de bureau. Le tout sur 20 ha. 400 m<sup>2</sup>. Tél. : 691-42-10-31.

**Boutiques**  
E. Chambard propose un échec sans pas de porte, Centre comm. Remy-Bachelard, local commerc. aménagé en 200 m<sup>2</sup> de sous-sol. DEQUELT - 726-12-72.

### propriétés

**NORMANDIE 120 km PARIS**  
Belle PROPRIÉTÉ NORMANDE, 6 p. 11 ch. terr. 1.800 m<sup>2</sup>, bord rivière, forêt, calme. URGENT. Tél. : (33) 23-13-76 ou 535-09-16.

**HAUTE-PROVENCE**  
12 ha coteaux, 1000 m d'altitude, 7 p. PIGEONNIER, 600.000 F. - Téléphone : 450-04-54.

**150 km PARIS (env.)**  
Propre, Rez-de-chaussée : entrée, 1<sup>er</sup> étage, 2<sup>e</sup> étage, 3<sup>e</sup> étage, 4<sup>e</sup> étage, 5<sup>e</sup> étage, 6<sup>e</sup> étage, 7<sup>e</sup> étage, 8<sup>e</sup> étage, 9<sup>e</sup> étage, 10<sup>e</sup> étage, 11<sup>e</sup> étage, 12<sup>e</sup> étage, 13<sup>e</sup> étage, 14<sup>e</sup> étage, 15<sup>e</sup> étage, 16<sup>e</sup> étage, 17<sup>e</sup> étage, 18<sup>e</sup> étage, 19<sup>e</sup> étage, 20<sup>e</sup> étage, 21<sup>e</sup> étage, 22<sup>e</sup> étage, 23<sup>e</sup> étage, 24<sup>e</sup> étage, 25<sup>e</sup> étage, 26<sup>e</sup> étage, 27<sup>e</sup> étage, 28<sup>e</sup> étage, 29<sup>e</sup> étage, 30<sup>e</sup> étage, 31<sup>e</sup> étage, 32<sup>e</sup> étage, 33<sup>e</sup> étage, 34<sup>e</sup> étage, 35<sup>e</sup> étage, 36<sup>e</sup> étage, 37<sup>e</sup> étage, 38<sup>e</sup> étage, 39<sup>e</sup> étage, 40<sup>e</sup> étage, 41<sup>e</sup> étage, 42<sup>e</sup> étage, 43<sup>e</sup> étage, 44<sup>e</sup> étage, 45<sup>e</sup> étage, 46<sup>e</sup> étage, 47<sup>e</sup> étage, 48<sup>e</sup> étage, 49<sup>e</sup> étage, 50<sup>e</sup> étage, 51<sup>e</sup> étage, 52<sup>e</sup> étage, 53<sup>e</sup> étage, 54<sup>e</sup> étage, 55<sup>e</sup> étage, 56<sup>e</sup> étage, 57<sup>e</sup> étage, 58<sup>e</sup> étage, 59<sup>e</sup> étage, 60<sup>e</sup> étage, 61<sup>e</sup> étage, 62<sup>e</sup> étage, 63<sup>e</sup> étage, 64<sup>e</sup> étage, 65<sup>e</sup> étage, 66<sup>e</sup> étage, 67<sup>e</sup> étage, 68<sup>e</sup> étage, 69<sup>e</sup> étage, 70<sup>e</sup> étage, 71<sup>e</sup> étage, 72<sup>e</sup> étage, 73<sup>e</sup> étage, 74<sup>e</sup> étage, 75<sup>e</sup> étage, 76<sup>e</sup> étage, 77<sup>e</sup> étage, 78<sup>e</sup> étage, 79<sup>e</sup> étage, 80<sup>e</sup> étage, 81<sup>e</sup> étage, 82<sup>e</sup> étage, 83<sup>e</sup> étage, 84<sup>e</sup> étage, 85<sup>e</sup> étage, 86<sup>e</sup> étage, 87<sup>e</sup> étage, 88<sup>e</sup> étage, 89<sup>e</sup> étage, 90<sup>e</sup> étage, 91<sup>e</sup> étage, 92<sup>e</sup> étage, 93<sup>e</sup> étage, 94<sup>e</sup> étage, 95<sup>e</sup> étage, 96<sup>e</sup> étage, 97<sup>e</sup> étage, 98<sup>e</sup> étage, 99<sup>e</sup> étage, 100<sup>e</sup> étage, 101<sup>e</sup> étage, 102<sup>e</sup> étage, 103<sup>e</sup> étage, 104<sup>e</sup> étage, 105<sup>e</sup> étage, 106<sup>e</sup> étage, 107<sup>e</sup> étage, 108<sup>e</sup> étage, 109<sup>e</sup> étage, 110<sup>e</sup> étage, 111<sup>e</sup> étage, 112<sup>e</sup> étage, 113<sup>e</sup> étage, 114<sup>e</sup> étage, 115<sup>e</sup> étage, 116<sup>e</sup> étage, 117<sup>e</sup> étage, 118<sup>e</sup> étage, 119<sup>e</sup> étage, 120<sup>e</sup> étage, 121<sup>e</sup> étage, 122<sup>e</sup> étage, 123<sup>e</sup> étage, 124<sup>e</sup> étage, 125<sup>e</sup> étage, 126<sup>e</sup> étage, 127<sup>e</sup> étage, 128<sup>e</sup> étage, 129<sup>e</sup> étage, 130<sup>e</sup> étage, 131<sup>e</sup> étage, 132<sup>e</sup> étage, 133<sup>e</sup> étage, 134<sup>e</sup> étage, 135<sup>e</sup> étage, 136<sup>e</sup> étage, 137<sup>e</sup> étage, 138<sup>e</sup> étage, 139<sup>e</sup> étage, 140<sup>e</sup> étage, 141<sup>e</sup> étage, 142<sup>e</sup> étage, 143<sup>e</sup> étage, 144<sup>e</sup> étage, 145<sup>e</sup> étage, 146<sup>e</sup> étage, 147<sup>e</sup> étage, 148<sup>e</sup> étage, 149<sup>e</sup> étage, 150<sup>e</sup> étage, 151<sup>e</sup> étage, 152<sup>e</sup> étage, 153<sup>e</sup> étage, 154<sup>e</sup> étage, 155<sup>e</sup> étage, 156<sup>e</sup> étage, 157<sup>e</sup> étage, 158<sup>e</sup> étage, 159<sup>e</sup> étage, 160<sup>e</sup> étage, 161<sup>e</sup> étage, 162<sup>e</sup> étage, 163<sup>e</sup> étage, 164<sup>e</sup> étage, 165<sup>e</sup> étage, 166<sup>e</sup> étage, 167<sup>e</sup> étage, 168<sup>e</sup> étage, 169<sup>e</sup> étage, 170<sup>e</sup> étage, 171<sup>e</sup> étage, 172<sup>e</sup> étage, 173<sup>e</sup> étage, 174<sup>e</sup> étage, 175<sup>e</sup> étage, 176<sup>e</sup> étage, 177<sup>e</sup> étage, 178<sup>e</sup> étage, 179<sup>e</sup> étage, 180<sup>e</sup> étage, 181<sup>e</sup> étage, 182<sup>e</sup> étage, 183<sup>e</sup> étage, 184<sup>e</sup> étage, 185<sup>e</sup> étage, 186<sup>e</sup> étage, 187<sup>e</sup> étage, 188<sup>e</sup> étage, 189<sup>e</sup> étage, 190<sup>e</sup> étage, 191<sup>e</sup> étage, 192<sup>e</sup> étage, 193<sup>e</sup> étage, 194<sup>e</sup> étage, 195<sup>e</sup> étage, 196<sup>e</sup> étage, 197<sup>e</sup> étage, 198<sup>e</sup> étage, 199<sup>e</sup> étage, 200<sup>e</sup> étage, 201<sup>e</sup> étage, 202<sup>e</sup> étage, 203<sup>e</sup> étage, 204<sup>e</sup> étage, 205<sup>e</sup> étage, 206<sup>e</sup> étage, 207<sup>e</sup> étage, 208<sup>e</sup> étage, 209<sup>e</sup> étage, 210<sup>e</sup> étage, 211<sup>e</sup> étage, 212<sup>e</sup> étage, 213<sup>e</sup> étage, 214<sup>e</sup> étage, 215<sup>e</sup> étage, 216<sup>e</sup> étage, 217<sup>e</sup> étage, 218<sup>e</sup> étage, 219<sup>e</sup> étage, 220<sup>e</sup> étage, 221<sup>e</sup> étage, 222<sup>e</sup> étage, 223<sup>e</sup> étage, 224<sup>e</sup> étage, 225<sup>e</sup> étage, 226<sup>e</sup> étage, 227<sup>e</sup> étage, 228<sup>e</sup> étage, 229<sup>e</sup> étage, 230<sup>e</sup> étage, 231<sup>e</sup> étage, 232<sup>e</sup> étage, 233<sup>e</sup> étage, 234<sup>e</sup> étage, 235<sup>e</sup> étage, 236<sup>e</sup> étage, 237<sup>e</sup> étage, 238<sup>e</sup> étage, 239<sup>e</sup> étage, 240<sup>e</sup> étage, 241<sup>e</sup> étage, 242<sup>e</sup> étage, 243<sup>e</sup> étage, 244<sup>e</sup> étage, 245<sup>e</sup> étage, 246<sup>e</sup> étage, 247<sup>e</sup> étage, 248<sup>e</sup> étage, 249<sup>e</sup> étage, 250<sup>e</sup> étage, 251<sup>e</sup> étage, 252<sup>e</sup> étage, 253<sup>e</sup> étage, 254<sup>e</sup> étage, 255<sup>e</sup> étage, 256<sup>e</sup> étage, 257<sup>e</sup> étage, 258<sup>e</sup> étage, 259<sup>e</sup> étage, 260<sup>e</sup> étage, 261<sup>e</sup> étage, 262<sup>e</sup> étage, 263<sup>e</sup> étage, 264<sup>e</sup> étage, 265<sup>e</sup> étage, 266<sup>e</sup> étage, 267<sup>e</sup> étage, 268<sup>e</sup> étage, 269<sup>e</sup> étage, 270<sup>e</sup> étage, 271<sup>e</sup> étage, 272<sup>e</sup> étage, 273<sup>e</sup> étage, 274<sup>e</sup> étage, 275<sup>e</sup> étage, 276<sup>e</sup> étage, 277<sup>e</sup> étage, 278<sup>e</sup> étage, 279<sup>e</sup> étage, 280<sup>e</sup> étage, 281<sup>e</sup> étage, 282<sup>e</sup> étage, 283<sup>e</sup> étage, 284<sup>e</sup> étage, 285<sup>e</sup> étage, 286<sup>e</sup> étage, 287<sup>e</sup> étage, 288<sup>e</sup> étage, 289<sup>e</sup> étage, 290<sup>e</sup> étage, 291<sup>e</sup> étage, 292<sup>e</sup> étage, 293<sup>e</sup> étage, 294<sup>e</sup> étage, 295<sup>e</sup> étage, 296<sup>e</sup> étage, 297<sup>e</sup> étage, 298<sup>e</sup> étage, 299<sup>e</sup> étage, 300<sup>e</sup> étage, 301<sup>e</sup> étage, 302<sup>e</sup> étage, 303<sup>e</sup> étage, 304<sup>e</sup> étage, 305<sup>e</sup> étage, 306<sup>e</sup> étage, 307<sup>e</sup> étage, 308<sup>e</sup> étage, 309<sup>e</sup> étage, 310<sup>e</sup> étage, 311<sup>e</sup> étage, 312<sup>e</sup> étage, 313<sup>e</sup> étage, 314<sup>e</sup> étage, 315<sup>e</sup> étage, 316<sup>e</sup> étage, 317<sup>e</sup> étage, 318<sup>e</sup> étage, 319<sup>e</sup> étage, 320<sup>e</sup> étage, 321<sup>e</sup> étage, 322<sup>e</sup> étage, 323<sup>e</sup> étage, 324<sup>e</sup> étage, 325<sup>e</sup> étage, 326<sup>e</sup> étage, 327<sup>e</sup> étage, 328<sup>e</sup> étage, 329<sup>e</sup> étage, 330<sup>e</sup> étage, 331<sup>e</sup> étage, 332<sup>e</sup> étage, 333<sup>e</sup> étage, 334<sup>e</sup> étage, 335<sup>e</sup> étage, 336<sup>e</sup> étage, 337<sup>e</sup> étage, 338<sup>e</sup> étage, 339<sup>e</sup> étage, 340<sup>e</sup> étage, 341<sup>e</sup> étage, 342<sup>e</sup> étage, 343<sup>e</sup> étage, 344<sup>e</sup> étage, 345<sup>e</sup> étage, 346<sup>e</sup> étage, 347<sup>e</sup> étage, 348<sup>e</sup> étage, 349<sup>e</sup> étage, 350<sup>e</sup> étage, 351<sup>e</sup> étage, 352<sup>e</sup> étage, 353<sup>e</sup> étage, 354<sup>e</sup> étage, 355<sup>e</sup> étage, 356<sup>e</sup> étage, 357<sup>e</sup> étage, 358<sup>e</sup> étage, 359<sup>e</sup> étage, 360<sup>e</sup> étage, 361<sup>e</sup> étage, 362<sup>e</sup> étage, 363<sup>e</sup> étage, 364<sup>e</sup> étage, 365<sup>e</sup> étage, 366<sup>e</sup> étage, 367<sup>e</sup> étage, 368<sup>e</sup> étage, 369<sup>e</sup> étage, 370<sup>e</sup> étage, 371<sup>e</sup> étage, 372<sup>e</sup> étage, 373<sup>e</sup> étage, 374<sup>e</sup> étage, 375<sup>e</sup> étage, 376<sup>e</sup> étage, 377<sup>e</sup> étage, 378<sup>e</sup> étage, 379<sup>e</sup> étage, 380<sup>e</sup> étage, 381<sup>e</sup> étage, 382<sup>e</sup> étage, 383<sup>e</sup> étage, 384<sup>e</sup> étage, 385<sup>e</sup> étage, 386<sup>e</sup> étage, 387<sup>e</sup> étage, 388<sup>e</sup> étage, 389<sup>e</sup> étage, 390<sup>e</sup> étage, 391<sup>e</sup> étage, 392<sup>e</sup> étage, 393<sup>e</sup> étage, 394<sup>e</sup> étage, 395<sup>e</sup> étage, 396<sup>e</sup> étage, 397<sup>e</sup> étage, 398<sup>e</sup> étage, 399<sup>e</sup> étage, 400<sup>e</sup> étage, 401<sup>e</sup> étage, 402<sup>e</sup> étage, 403<sup>e</sup> étage, 404<sup>e</sup> étage, 405<sup>e</sup> étage, 406<sup>e</sup> étage, 407<sup>e</sup> étage, 408<sup>e</sup> étage, 409<sup>e</sup> étage, 410<sup>e</sup> étage, 411<sup>e</sup> étage, 412<sup>e</sup> étage, 413<sup>e</sup> étage, 414<sup>e</sup> étage, 415<sup>e</sup> étage, 416<sup>e</sup> étage, 417<sup>e</sup> étage, 418<sup>e</sup> étage, 419<sup>e</sup> étage, 420<sup>e</sup> étage, 421<sup>e</sup> étage, 422<sup>e</sup> étage, 423<sup>e</sup> étage, 424<sup>e</sup> étage, 425<sup>e</sup> étage, 426<sup>e</sup> étage, 427<sup>e</sup> étage, 428<sup>e</sup> étage, 429<sup>e</sup> étage, 430<sup>e</sup> étage, 431<sup>e</sup> étage, 432<sup>e</sup> étage, 433<sup>e</sup> étage, 434<sup>e</sup> étage, 435<sup>e</sup> étage, 436<sup>e</sup> étage, 437<sup>e</sup> étage, 438<sup>e</sup> étage, 439<sup>e</sup> étage, 440<sup>e</sup> étage, 441<sup>e</sup> étage, 442<sup>e</sup> étage, 443<sup>e</sup> étage, 444<sup>e</sup> étage, 445<sup>e</sup> étage, 446<sup>e</sup> étage, 447<sup>e</sup> étage, 448<sup>e</sup> étage, 449<sup>e</sup> étage, 450<sup>e</sup> étage, 451<sup>e</sup> étage, 452<sup>e</sup> étage, 453<sup>e</sup> étage, 454<sup>e</sup> étage, 455<sup>e</sup> étage, 456<sup>e</sup> étage, 457<sup>e</sup> étage, 458<sup>e</sup> étage, 459<sup>e</sup> étage, 460<sup>e</sup> étage, 461<sup>e</sup> étage, 462<sup>e</sup> étage, 463<sup>e</sup> étage, 464<sup>e</sup> étage, 465<sup>e</sup> étage, 466<sup>e</sup> étage, 467<sup>e</sup> étage, 468<sup>e</sup> étage, 469<sup>e</sup> étage, 470<sup>e</sup> étage, 471<sup>e</sup> étage, 472<sup>e</sup> étage, 473<sup>e</sup> étage, 474<sup>e</sup> étage, 475<sup>e</sup> étage, 476<sup>e</sup> étage, 477<sup>e</sup> étage, 478<sup>e</sup> étage, 479<sup>e</sup> étage, 480<sup>e</sup> étage, 481<sup>e</sup> étage, 482<sup>e</sup> étage, 483<sup>e</sup> étage, 484<sup>e</sup> étage, 485<sup>e</sup> étage, 486<sup>e</sup> étage, 487<sup>e</sup> étage, 488<sup>e</sup> étage, 489<sup>e</sup> étage, 490<sup>e</sup> étage, 491<sup>e</sup> étage, 492<sup>e</sup> étage, 493<sup>e</sup> étage, 494<sup>e</sup> étage, 495<sup>e</sup> étage, 496<sup>e</sup> étage, 497<sup>e</sup> étage, 498<sup>e</sup> étage, 499<sup>e</sup> étage, 500<sup>e</sup> étage, 501<sup>e</sup> étage, 502<sup>e</sup> étage, 503<sup>e</sup> étage, 504<sup>e</sup> étage, 505<sup>e</sup> étage, 506<sup>e</sup> étage, 507<sup>e</sup> étage, 508<sup>e</sup> étage, 509<sup>e</sup> étage, 510<sup>e</sup> étage, 511<sup>e</sup> étage, 512<sup>e</sup> étage, 513<sup>e</sup> étage, 514<sup>e</sup> étage, 515<sup>e</sup> étage, 516<sup>e</sup> étage, 517<sup>e</sup> étage, 518<sup>e</sup> étage, 519<sup>e</sup> étage, 520<sup>e</sup> étage, 521<sup>e</sup> étage, 522<sup>e</sup> étage, 523<sup>e</sup> étage, 524<sup>e</sup> étage, 525<sup>e</sup> étage, 526<sup>e</sup> étage, 527<sup>e</sup> étage, 528<sup>e</sup> étage, 529<sup>e</sup> étage, 530<sup>e</sup> étage, 531<sup>e</sup> étage, 532<sup>e</sup> étage, 533<sup>e</sup> étage, 534<sup>e</sup> étage, 535<sup>e</sup> étage, 536<sup>e</sup> étage, 537<sup>e</sup> étage, 538<sup>e</sup> étage, 539<sup>e</sup> étage, 540<sup>e</sup> étage, 541<sup>e</sup> étage, 542<sup>e</sup> étage, 543<sup>e</sup> étage, 544<sup>e</sup> étage, 545<sup>e</sup> étage, 546<sup>e</sup> étage, 547<sup>e</sup> étage, 548<sup>e</sup> étage, 549<sup>e</sup> étage, 550<sup>e</sup> étage, 551<sup>e</sup> étage, 552<sup>e</sup> étage, 553<sup>e</sup> étage, 554<sup>e</sup> étage, 555<sup>e</sup> étage, 556<sup>e</sup> étage, 557<sup>e</sup> étage, 558<sup>e</sup> étage, 559<sup>e</sup> étage, 560<sup>e</sup> étage, 561<sup>e</sup> étage, 562<sup>e</sup> étage, 563<sup>e</sup> étage, 564<sup>e</sup> étage, 565<sup>e</sup> étage, 566<sup>e</sup> étage, 567<sup>e</sup> étage, 568<sup>e</sup> étage, 569<sup>e</sup> étage, 570<sup>e</sup> étage, 571<sup>e</sup> étage, 572<sup>e</sup> étage, 573<sup>e</sup> étage, 574<sup>e</sup> étage, 575<sup>e</sup> étage, 576<sup>e</sup> étage, 577<sup>e</sup> étage, 578<sup>e</sup> étage, 579<sup>e</sup> étage, 580<sup>e</sup> étage, 581<sup>e</sup> étage, 582<sup>e</sup> étage, 583<sup>e</sup> étage, 584<sup>e</sup> étage, 585<sup>e</sup> étage, 586<sup>e</sup> étage, 587<sup>e</sup> étage, 588<sup>e</sup> étage, 589<sup>e</sup> étage, 590<sup>e</sup> étage, 591<sup>e</sup> étage, 592<sup>e</sup> étage, 593<sup>e</sup> étage, 594<sup>e</sup> étage, 595<sup>e</sup> étage, 596<sup>e</sup> étage, 597<sup>e</sup> étage, 598<sup>e</sup> étage, 599<sup>e</sup> étage, 600<sup>e</sup> étage, 601<sup>e</sup> étage, 602<sup>e</sup> étage, 603<sup>e</sup> étage, 604<sup>e</sup> étage, 605<sup>e</sup> étage, 606<sup>e</sup> étage, 607<sup>e</sup> étage, 608<sup>e</sup> étage, 609<sup>e</sup> étage, 610<sup>e</sup> étage, 611<sup>e</sup> étage, 612<sup>e</sup> étage, 613<sup>e</sup> étage, 614<sup>e</sup> étage, 615<sup>e</sup> étage, 616<sup>e</sup> étage, 617<sup>e</sup> étage, 618<sup>e</sup> étage, 619<sup>e</sup> étage, 620<sup>e</sup> étage, 621<sup>e</sup> étage, 622<sup>e</sup> étage, 623<sup>e</sup> étage, 624<sup>e</sup> étage, 625<sup>e</sup> étage, 626<sup>e</sup> étage, 627<sup>e</sup> étage, 628<sup>e</sup> étage, 629<sup>e</sup> étage, 630<sup>e</sup> étage, 631<sup>e</sup> étage, 632<sup>e</sup> étage, 633<sup>e</sup> étage, 634<sup>e</sup> étage, 635<sup>e</sup> étage, 636<sup>e</sup> étage, 637<sup>e</sup> étage, 638<sup>e</sup> étage, 639<sup>e</sup> étage, 640<sup>e</sup> étage, 641<sup>e</sup> étage, 642<sup>e</sup> étage, 643<sup>e</sup> étage, 644<sup>e</sup> étage, 645<sup>e</sup> étage, 646<sup>e</sup> étage, 647<sup>e</sup> étage, 648<sup>e</sup> étage, 649<sup>e</sup> étage, 650<sup>e</sup> étage, 651<sup>e</sup> étage, 652<sup>e</sup> étage, 653



## ECONOMIE

### ENTREPRISES

## Un procès sur les droits des sous-traitants

Le tribunal de commerce de Paris devait ce 12 septembre trancher le différend qui oppose l'entreprise Montenay à la société Bouygues pour rupture abusive de contrat. En décembre dernier, un protocole d'accord était signé entre les deux entreprises pour l'exécution en sous-traitance par Montenay des travaux d'électricité-plomberie - eau chaude - sanitaire - réserve d'eau et protection incendie d'un ensemble

de 720 logements à réaliser par Bouygues à Jeddah, en Arabie Saoudite. En juillet dernier, la société Bouygues informait Montenay qu'elle avait « passé commande » à d'autres entrepreneurs lui ayant « consenti de meilleures conditions » (1,5 % d'écart sur un marché de 78,8 millions de F, selon Montenay). Montenay estime le dommage subi à 26 millions de francs (dépenses de 1 million de francs d'études préalables et

neutralisation de la recherche d'autres contrats pendant plus de six mois). L'affaire est intéressante par son originalité : il est rare qu'un sous-traitant aille en entreprise générale devant les tribunaux, bien que les chefs d'entreprises de second œuvre se plaignent souvent de l'état de vassalité dans lequel ils se trouvent en face de groupes puissants dispensateurs de contrats.

Assiste-t-on à la version judiciaire du combat de David contre Goliath ? Oui et non.

Le groupe Bouygues, avec 2,6 milliards de francs de chiffre d'affaires consolidé et plus de douze mille salariés, est une des premières entreprises françaises, présente à l'étranger dans le logement social ou la construction privée (44 % de son chiffre d'affaires), dans le génie civil (27 %), les travaux publics (28 %), de plus Bouygues travaille beaucoup hors de France, en Afrique et en Amérique latine. De son côté, la société Montenay, née en 1960 près de Châlon-sur-Marne, est un groupe familial qui réalise 1,3 milliard de francs de chiffre d'affaires. Mais l'essentiel (1 milliard) est réalisé dans le négoce des combustibles (Montenay est le leader des indépendants dans l'électricité et la plomberie (250 millions de francs de chiffre d'affaires). L'activité proprement dite de Montenay dans le second œuvre n'atteint que 130 millions de francs, presque entièrement réalisés à l'exportation dans les pays du Moyen-Orient, où M. Michel Montenay, le benjamin de la famille (trente-cinq ans), s'est installé après avoir été membre du cabinet de M. Jean Charbonnel.

On comprend mieux l'audace de la rébellion du jeune Montenay :

il a derrière lui une entreprise puissante ; il n'a rien à craindre pour ses contrats futurs d'éventuelles mesures de rétorsion de Bouygues, puisqu'il ne cherche pas à se développer en France. Installé depuis plus de deux ans en Arabie Saoudite, en Iran, au Koweït et dans les émirats du golfe Persique, il y traite avec des entreprises générales allemandes, britanniques, finlandaises ou américaines.

#### De curieuses méthodes

Au demeurant, les méthodes françaises de passation des marchés de second œuvre dans le bâtiment paraissent curieuses. L'entreprise générale, qui enlève un contrat global pour la réalisation d'un chantier, procède, avant le dépôt de ses devis, à un premier appel d'offres auprès des entreprises de second œuvre : électricité, plomberie, maçonnerie, serrurerie, ascenseurs, peintures, vitrerie, etc. Une fois le contrat signé — c'est là que le bât blesse — l'entreprise générale procède à un second appel d'offres pour faire baisser les prix. Le Syndicat national du second œuvre (S.N.S.O.) n'hésite pas à baptiser cette pratique de « tour de vis du pressoir » ; d'autant que les prix réduits obtenus ne bénéficient pas automatiquement au maître d'ouvrage qui a passé commande. Selon le S.N.S.O., certaines entreprises générales peuvent jusqu'à 30 % des devis de sous-traitance (facturés au prix du devis initial au maître d'ouvrage, mais payés en fait beaucoup moins cher aux entreprises de second œuvre après le second tour de consultation). Aux dires des instances professionnelles (Fédération nationale

du bâtiment et S.N.S.O.) (1), les sous-traitants eux-mêmes se font les complices de ces pratiques. Trop souvent l'entreprise de second œuvre à la recherche de commandes provoque elle-même un second ou un troisième appel d'offres. Trop souvent le chef d'entreprise se sent obligé de signer, sans le lire, le contrat aux clauses parfois léonines qui le lie à l'entreprise générale ; n'aurait-il pas vu des entreprises qui avaient accepté des pénalités de retard importantes, sans qu'aucune date précise ait été fixée pour leur entrée sur le chantier ? Elles s'engageaient ainsi à rattraper le retard éventuel pris par les entreprises de gros œuvre.

Secteur dispersé et très concurrentiel, où tous les coups sont permis, du moins habituels, le second œuvre est aussi un secteur cloisonné, où rarement le concurrent se sent solidairement tenu de pitié ultérieurement d'une telle initiative d'indépendance. « Une entreprise qui cherche noise sur l'exécution d'un marché risque de compromettre

ses chances pour des marchés ultérieurs », admet-on à la F.N.B. (1). L'affaire est intéressante par son originalité : il est rare qu'un sous-traitant aille en entreprise générale devant les tribunaux, bien que les chefs d'entreprises de second œuvre se plaignent souvent de l'état de vassalité dans lequel ils se trouvent en face de groupes puissants dispensateurs de contrats.

Ce qu'on peut espérer, à terme, c'est un regroupement suffisant des divers corps d'état pour atténuer l'emprise des entreprises générales, tout en permettant à la concurrence de profiter à l'entreprise raisonnablement la « moins-disante ».

JOSÉE DOYÈRE.

(1) La puissante Fédération nationale du bâtiment regroupe aussi bien les entreprises générales que les entreprises de second œuvre. S.N.S.O. n'est fort que de 12 % des 173 000 entreprises du secteur.

**NOTRE**  
**Télex**  
POUR VOS COMMUNICATIONS  
Vous nous téléphonez vos messages. Nous les télétransmettons pour vous.  
SERVICE TÉLÉTYPE  
38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

**PREPAREZ LE DIPLOME D'ETAT D'EXPERT COMPTABLE**  
Aucun diplôme exigé  
Aucune limite d'âge  
Demandez le nouveau guide gratuit numéro 888  
Ecole Préparatoire  
D'ADMINISTRATION  
Ecole privée fondée en 1873  
soumise au contrôle pédagogique  
4, rue des Petits-Champs  
75006 PARIS - CEDEX 02

## OFFICIERS MINISTÉRIELS & VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur licitation et sur surenchère du 1/10 au Palais de Justice à Paris.  
JEUDI 29 SEPTEMBRE 1977, à 14 heures  
EN 3 LOTS

**DANS UN IMMEUBLE DU 18<sup>e</sup> SIÈCLE**  
DIVISÉ EN COPROPRIÉTÉ  
comportant :

**UNE BOUTIQUE**  
**UN GRAND LOCAL COMMERC. av. BOUTIQUE**  
**6 APPARTEMENTS**  
**sis à PARIS (6<sup>e</sup>)**

3, rue JACOB — 10-12, rue de l'ÉCHAUDÉ —  
1, rue de FURSTENBERG, et 3, rue CARDINALE.

1<sup>er</sup> lot : Une Boutique d'angle, une pièce, cave M. à prix 388.800 F  
2<sup>nd</sup> lot : UN GRAND LOC. COMM. et une BOUTIQUE M. à prix 551.011 F  
3<sup>rd</sup> lot : UN GRAND APP. 1<sup>er</sup> ét., une CHAMB. 4<sup>e</sup> ét. M. à prix 556.011 F  
4<sup>th</sup> lot : UN APPART. 1<sup>er</sup> ét. 2<sup>nd</sup> ét. cave M. à prix 374.011 F  
5<sup>th</sup> lot : UN APPART. 1<sup>er</sup> étage, cave M. à prix 198.011 F  
6<sup>th</sup> lot : UN APPART. 2<sup>nd</sup> ét. 2<sup>nd</sup> étage M. à prix 272.011 F  
7<sup>th</sup> lot : UN APPART. 3<sup>rd</sup> ét. 2<sup>nd</sup> étage M. à prix 358.011 F  
8<sup>th</sup> lot : UN APPART. 3<sup>rd</sup> étage, cave M. à prix 219.800 F

S'adresser pour tous renseignements :  
M<sup>re</sup> Jean NOUËL, avocat, dépositaire d'une copie du cahier des charges, demeurant à Paris (9<sup>e</sup>), 26, rue de Valenciennes ; M<sup>re</sup> de CHAISEMAY, avocat, demeurant à Paris (1<sup>er</sup>), 15, rue de la Harpe ; M<sup>re</sup> TOUNY, avocat, demeurant à Paris (1<sup>er</sup>), 15, rue de Valenciennes ; M<sup>re</sup> André VALENTI, avocat, demeurant à Paris (9<sup>e</sup>), 26, rue de Valenciennes ; M<sup>re</sup> Guy-Jeanne de RAULX, avocat, demeurant à Paris (1<sup>er</sup>), 15, rue de Valenciennes ; M<sup>re</sup> MARC GAGNANT, avocat, demeurant à Paris (9<sup>e</sup>), 26, rue de Valenciennes ; M<sup>re</sup> Jacques SCHMIDT, avocat, demeurant à Paris (1<sup>er</sup>), 15, rue de Valenciennes ; au greffe des Crises du Trib. de Grande Inst. de Paris, où le cahier des charges est déposé ; s. l. lieux pour vis. : mardi 20 septembre, vendredi 22 septembre, lundi 26 septembre, de 17 heures à 19 heures.

Vente au Palais de Justice à Versailles, mercredi 21 septembre 1977, 14 h.

**UNE PROPRIÉTÉ sise à LIMETZ**  
(Vendée)  
**Chemin rural n° 16**

Sous-sol - Chambre - Garage - Cave ; 2<sup>nd</sup> étage 3 chambres, salle de bains - Piscine - Tennis - Dépendances - Terrain agr. Contenance 1 ha. 5 a. 56 ca.

**Mise à Prix : 616.000 F**

S'adresser pour renseignements et visites à VERSAILLES à M<sup>re</sup> J. RUELLER, avocat, 7, rue des Prés-aux-Bois ; M<sup>re</sup> M. FENOY, avocat, 41, avenue de Saint-Cloud ; M<sup>re</sup> Ph. JOHANNÉ, avocat, 21, rue des États-Général.

Vente sur conversion de Palais Immobilier en vente volontaire, au Palais de Justice à PARIS, le lundi 26 septembre 1977, à 14 heures  
EN UN LOT

**UN TERRAIN - Cont. 345 m<sup>2</sup> - PARIS (20<sup>e</sup>)**  
**4 et 6, IMPASSE VILLIERS-DE-L'ISLE-ADAM**

**Mise à Prix : 150.000 F**

S'adresser S.C.P. Michel BRUN et Ernest ROCHER, avocats à Paris (9<sup>e</sup>), 40, rue Blanche, tél. 475-30-25 ; M<sup>re</sup> F. THÉRON, avocat à Paris (8<sup>e</sup>), 140, boulevard Haussmann ; au greffe des Crises du Tribunal de Grande Instance de Paris, et sur les lieux pour visiter.

Vente à s. s. Pal. Just. Nanterre (92), 179-191 av. Joliot-Curie, 5 oct., 14 h.

**IMMEUBLE à SEVRES (92),**  
8, place Gabriel-Péri, consistant en un rez-de-chaussée et trois étages

**Mise à Prix : 100.000 F**

Pr. ts renseign. s'adr. à M<sup>re</sup> MOURICHOX, avocat à Versailles (78), tél. : 530-65-57.

Vente au Palais de Justice à Paris, jeudi 29 septembre 1977, à 14 h. En 2 lots

1) **LOCAL COMMERC.** - 2) **STUDIO**  
PARIS 7<sup>e</sup>, 218, rue de Grenelle ; 31, avenue de la Bourdonnais et 23, rue Augereau

**Mises à Prix : 1) 50.000 F. - 2) 20.000 F.**

S'adr. M<sup>re</sup> BOISSEL, avocat à Paris (9<sup>e</sup>), 38, rue des Petits-Champs, tél. 743-48-94.

VENTE sur licitation au Palais de Justice à PARIS, le LUNDI 3 OCTOBRE 1977, à 14 heures

**UN APPARTEMENT à PARIS (16<sup>e</sup>)**  
**22, SQUARE DE L'ALBONI**

au 5<sup>e</sup> étage, comprenant 5 pièces, cuisine, salle de bains, dépendances, C.A.V.E., chambre de bonne et les 437.000 des parties communes générales

**Mise à Prix : 300.000 F**

S'adresser M<sup>re</sup> Jean-Pierre FRANK, avocat à la Cour d'Appel de Paris, 29, boulevard Jules-Sandeau, Paris (16<sup>e</sup>), tél. 504-04-17 ; M<sup>re</sup> GUYBAL, avocat à la Cour d'Appel, 25 bis, rue de Valenciennes, Paris (16<sup>e</sup>) ; tous avocats près le Tribunal de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; sur les lieux pour visiter le lundi, jeudi, samedi de 9 h. 30 à 11 h. 30, à charge pour les amateurs de prendre rendez-vous par lettre ou tél. avec les locataires M. et Mme LESTANG, heures reçues à 27-25-18

SERVICE DES DOMAINES  
Vente aux enchères publiques  
le lundi 19 octobre 1977, à 15 heures, à ORLÉANS.  
Mairie, Salle Hardouineau

**CHATEAU d'AUGERVILLE-LA-RIVIÈRE**  
(Loiret)  
à 8 km de Melesherbes

**LIBRE**  
(les terrains et les communes occupés sans titre sur Augerville-la-Rivière)

**EN 4 LOTS**

1) CHATEAU début XIX<sup>e</sup> siècle, en bordure Essonne. — Superficie au sol : 350 m<sup>2</sup>, entouré d'arbres, sur sous-sol, avec chauffage et caves. 18 pièces, cuisine, office, salle de bains, dégagement, débarras, w.-c., eau, électricité, chauffage à vapeur.  
• TERRAINS autour du château sur communes d'AUGERVILLE et d'ORVILLE.  
• AUTRES CONSTRUCTIONS SUR AUGERVILLE : commune, pigeonnier, serre, bâtiments agricoles ; et SUR ORVILLE : pavillon de chasse, pavillon de bowling.  
• Inscription à l'Inventaire Supplément des monuments historiques des façades et toitures des communes et du pigeonnier.  
• Superficie totale de l'ensemble : 19 a 27 ca. — M. à P. : 53.400 F.

94 ha. 82 a. 41 ca. — MISE A PRIX : 2.100.000 FRANCS

2) TERRES SUR AUGERVILLE : 23 ha 73 a 27 ca. — M. à P. : 53.400 F.  
3) FERMETTE et TERRAIN ATTENANT SUR AUGERVILLE : 12 a 13 ca. — M. à P. : 53.400 F.  
4) ANCIEN MOULIN à RAU SUR RIVIÈRE ESSONNE et TERRAIN ATTENANT SUR AUGERVILLE : PARCELLE TAILLÉE SUR BOULANGERIE (Seine-et-Marne). Superficie totale : 10 a 27 ca. — M. à P. : 53.400 F.

VISITE (sur rendez-vous), RENSEIGNEMENTS et CAHIER DES CHARGES : Direction des Services Fiscaux (Domaines), Cité Administrative Coligny, 131, rue du Faubourg-Banner, 45042 ORLÉANS CEDEX (tél. : (39) 62-15-26, p. 241).

## COURS RAY

### ENSEIGNEMENT PRIVÉ

secondaire mixte

de la 6<sup>e</sup> aux Terminales A, B, C, D

Préparation au P.C.E.M. 1

Enseignement efficace dispensé par professeurs diplômés  
EXTERNAT - SEMI-PENSION  
INTERNATS JEUNES GENS - JEUNES FILLES  
dans 3 villas avec jardin

**RENTÉE SCOLAIRE : LE 22 SEPTEMBRE**  
**INTERNATS : LE 21 AU SOIR**

Inscriptions année scolaire 77-78

12, rue Caffarelli - 06000 NICE - Tél. : (93) 88-48-43

**Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne**

Notices à votre disposition chez les dépositaires

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Hydraulique,  
de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement

DIRECTION DES PROJETS  
ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES

**AVIS DE PROROGATION DE DÉLAIS**

Les délais pour la remise des offres concernant la construction du barrage à édifier sur l'OUED BOU ROUMI, initialement prévus pour le 28 septembre 1977, sont reportés jusqu'au 10 octobre 1977 à 12 heures.

Vente aux enchères publiques au Tribunal de Grande Instance à Avignon le mercredi 21 septembre 1977, à 8 h. 30 - UN LOT

**IMMEUBLE A USAGE INDUSTRIEL ET COMMERCIAL**  
**sis à CARRIÈRES D'AVIGNON (Vaucluse)**

Il s'agit d'un terrain d'une contenance de 1 ha. 69 a. 10 ca. sur lequel sont édifiées des constructions de locaux destinés à l'exploitation d'un FONDS DE COMMERCE relatif aux PRODUITS LAITIERS. Cette construction se divise en 2 PARTIES :

1) Partie à usage de bureaux et services  
2) Partie à usage industriel

Comprendant : grand hall d'emballage, 4 chambres froides - Greniers - Equipement d'extérieurs - Quai de chargement couvert éclairé par 14 diffuseurs - 1 bascule BENELUX force 300 kg

**INOCCUPÉ - Mise à Prix : 1.000.000 de F.**

S'adresser pour tous renseignements, à S.C.P. BONNET, FORTUNE, BOUY, avocats, 58, rue Thiers, AVIGNON, tél. 81-62-88 ; M<sup>re</sup> LEROY, avocat, 17 bis, place du Palais, AVIGNON, tél. 81-47-07.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 29 septembre 1977, à 14 h. EN UN SEUL LOT

**2 IMMEUBLES à MONTREUIL-SOUS-BOIS**  
(Seine-Saint-Denis)  
77, rue des Sorins, 10 ares  
21 ca. 77 bis, à 81, rue des Sorins, 59 ca.

**Mise à Prix : 400.000 F**

S'adresser à M<sup>re</sup> Bernard de SARRIAC, avocat, 70, avenue Marceau à Paris (9<sup>e</sup>) ; M<sup>re</sup> FERRARI, syndic, 85, rue de Rivoli à Paris (1<sup>er</sup>).

VENTE SUR SAISIE immobilière au Palais de Justice à Paris, le jeudi 22 septembre 1977, à 14 h. - UN LOT

**PROPRIÉTÉ à FONTENAY-SOUS-BOIS (94)**  
125, rue des Moutins et 8, rue Eugène-Héroult

**Mise à Prix : 480.000 F**

S'adr. M<sup>re</sup> BRICOUT, avocat, 14, rue d'Anjou, Paris ; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; sur les lieux pour visiter.

Vente au Palais de Justice à Paris, le jeudi 29 septembre 1977, à 14 h. en 1 lot

**PROPRIÉTÉ « Le Château du Prieuré », à Gaillonnet, rattaché à 55 et à HARDICOURT (78).** Comp. plus corps de bât. d'habitat, équip. sports : golf, tennis, piscine, manège.

Conten. env. 49 ha 48 a 42 ca - MISE A PRIX : 2.970.000 F

S'adresser à M<sup>re</sup> MALHERBE, avocat (T. 464-17-16) ; Pontoise ; M<sup>re</sup> FABER, avocat (tél. 464-07-74) ; S.C.P. d'avocats PETIT-LAMBERT (tél. 464-13-28) ; M<sup>re</sup> FORTÉ (tél. 464-00-43) ; M<sup>re</sup> FILIPPE, syndic (tél. : 031-08-53 et 031-12-13).

Vente sur saisie immobilière et sur surenchère du dièdre au Palais de Justice à NANTERRE, le MERCREDI 21 SEPTEMBRE 1977, à 14 heures

**UNE PROPRIÉTÉ à CLAMART (92)**  
121, rue des Roissey

**Mise à Prix : 385.000 F**

S'adr. M<sup>re</sup> BRICOUT, avocat à Paris, 14, rue d'Anjou ; M<sup>re</sup> Jean NOUËL, avocat à Paris, 26, boulevard Raspail ; à tous avocats près les Tribunaux de Grande Instance de Paris, Bobigny, Nanterre et Créteil ; et sur les lieux pour visiter.

مكتبة الأصيل



ECONOMIE - SOCIAL

CONJONCTURE

Les chefs d'entreprise demeurent pessimistes

Deux sondages publiés à quelques jours d'intervalle par « Le Nouvel Economiste » et par « l'Express » confirment le pessimisme régnant dans les milieux patronaux, qui contrastent avec le regain d'optimisme de l'Etat-major du C.N.P.F. (1). Selon la SOFRES, trois patrons sur quatre continuent à voir l'avenir en noir. Pour l'Institut Louis Harris-France, 78 % des chefs d'entreprise sont « assez » ou « très » pessimistes sur la situation de l'économie française et 54 % sur l'avenir de leur propre entreprise.

Malgré les incitations des pouvoirs publics à l'embauche et à l'amélioration de l'emploi chez quelques « grands », comme PUF, Citroën, Peugeot ou R.M., les chefs d'entreprise qui pensent devoir comprimer leurs effectifs dans les six prochains mois sont toujours plus nombreux que ceux qui croient pouvoir les augmenter (29 % contre 19 %). Ces chiffres de la SOFRES sont confirmés par ceux de l'Institut Harris (22 % et 15 %, respectivement). Actuellement, 41 % des chefs d'entreprise estiment utiliser moins de 80 % de la capacité de production

(1) « Le Monde », du 6 septembre.

DÉBAT

Des opinions fort contrastées sur l'autogestion

Faire parler un économiste, un sociologue et un spécialiste sur la transition vers l'autogestion dans les pays industrialisés développés, tel était le pari des organisateurs de la deuxième conférence internationale sur la participation, le contrôle ouvrier et l'autogestion, qui s'est tenue à Paris le samedi dernier. Démarche enrichissante qui part de l'idée que la doctrine, la crainte, voire la provocation d'intellectuels amis peuvent être sources de réflexion.

Les patrons attendent toujours en majorité à la victoire de la gauche en 1978. Près de deux sur trois la croient très probable ou assez probable, selon la SOFRES, proportion qui est un peu plus faible qu'il y a un an (près de trois sur quatre). L'Institut Harris donne des pourcentages assez différents : 59 % des chefs d'entreprise croient au succès de la gauche, 47 % le jugent improbable. Les préférences du patronat sur la consultation de 1976 sont en tout cas très claires : 4 % seulement des chefs d'entreprise sont favorables à l'arrivée de la gauche au pouvoir (contre 12 % en septembre dernier).

(1) « Le Monde », du 6 septembre.

LE MARCHÉ INTERNATIONAL DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	TROIS MOIS	SIX MOIS
	+ Haut - Bas	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.	Rep. + ou Dép.
\$ U.S.	4,8320 4,8350	+ 68 - 75	+ 210 - 240	+ 410 - 450
\$ can.	4,8920 4,8950	+ 9 - 45	+ 80 - 130	+ 180 - 230
Yen (100)	1,8480 1,8510	+ 30 - 60	+ 120 - 150	+ 230 - 250
D.M.	2,1130 2,1150	+ 60 - 80	+ 210 - 255	+ 450 - 520
Florin	1,9980 2,0200	+ 35 - 70	+ 180 - 195	+ 330 - 380
F.B. (100)	12,730 12,750	+ 180 - 250	+ 230 - 240	+ 1020 - 1480
F.S.	2,6640 2,6675	+ 280 - 350	+ 540 - 580	+ 1020 - 1480
L. (1000)	5,58 5,590	- 350 - 280	- 1090 - 930	- 2110 - 1920
E.	3,5960 3,5940	+ 60 - 120	+ 270 - 350	+ 440 - 530

TAUX DES EURO-MONNAIES

	3 1/2 %	3 1/8 %	3 1/4 %	3 1/2 %	3 1/8 %	3 1/4 %	3 1/2 %	3 1/8 %	3 1/4 %
\$ U.S.	6 1/2 %	6 3/4 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %
Scania	6 1/2 %	6 3/4 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %
F.B.	1 1/4 %	1 1/4 %	1 1/4 %	1 1/4 %	1 1/4 %	1 1/4 %	1 1/4 %	1 1/4 %	1 1/4 %
L. (1000)	12 1/2 %	12 1/2 %	12 1/2 %	12 1/2 %	12 1/2 %	12 1/2 %	12 1/2 %	12 1/2 %	12 1/2 %
E.	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %	6 1/2 %
Fr. franc.	9	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2

Nous donnons ci-dessous les cours pratiqués sur le marché international des devises tel qu'il était indiqué au fin de matière par une grande banque de la place.

AUJOURD'HUI

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 11 septembre 1977 :

DES DECRETS :

- Relatif à la prime à l'amélioration de l'habitat locatif et arrêté du 29 août 1977 relatif aux conditions de versement de cette prime (1).
  - Relatif à l'amélioration des logements à usage locatif et à occupation sociale (1).
- (1) Ces textes seront publiés ultérieurement en fascicules séparés.

Visites, conférences

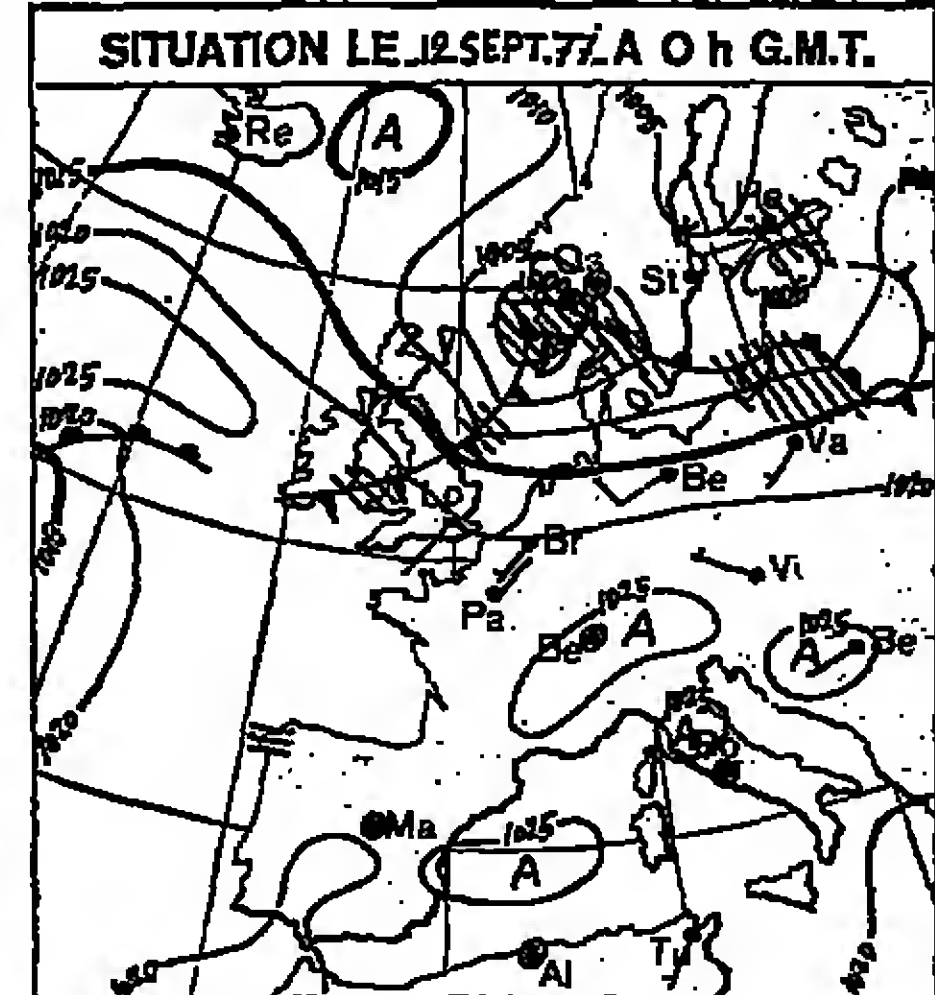
Mardi 13 septembre

- VISITES GUIDÉES ET PROMENADES.** — 13 h. métro Bercy, Mme Bachellier : Le village de Bercy.
- 15 h. métro Jaurès, M. Guiller : « Actualité de Le Corbusier : la villa La Roche ».
- 15 h. autobus 111 arrêt : « Les Canadiens » (Charenton-le-Pont).
- Mme Fournier : L'agglomération d'Anges de Gravelle dans l'île de la Chausse.
- Celaux nationale des monuments historiques.
- 15 h. métro Arts-et-Métiers (gare) : « Chos un doré-argenté » (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
- 15 h. 2, boulevard Edgar-Quinès : « Le cinéaste Montparnasse ».
- 15 h. 202, rue Saint-Martin : « Autour du rétroscop de Saint-Martin-des-Champs » (Paris et son histoire).
- 15 h. 15, boulevard de l'Hôpital : « Histoire de l'hôpital général » : la Salpêtrière, Souvenirs de « Bazon » (Visages de Paris).
- 20 h. 30, métro Pont-Neuf : « Du nouveau sur les temples » (Templis).
- CONFÉRENCES.** — 13 h. et 20 h. 30, 13, rue de la Tour-des-Dames : « Conscience cosmique et méditation transcendantale » (entrée libre) (Centre de méditation transcendantale).

Formation permanente

● La Chronique sociale (7, rue du Plat, 68288 Lyon, CEDEX 1, tél. (78) 37-02-13 et 37-07-10) vient de publier son programme d'activités pour 1977-1978 dans le domaine de la formation permanente. Cette brochure présente les nombreux stages et cours organisés par la Chronique et qui vont de la dynamique de groupe et de la psychologie à l'initiation à l'économie et à la préparation à la vie professionnelle.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 12 septembre à 6 heures et le mardi 13 septembre à 24 heures :

Une zone anticyclonique en voie de développement sur les îles Britanniques.

Automobile

● Une Renault R-5 quatre portes sera commercialisée en Iran vers la mi-octobre. La SAIPA (Renault-Citroën Iran) a arrêté le montage de la deux portes, dont quatre mille exemplaires ont été vendus, pour se consacrer exclusivement à la quatre portes, dont la production, de quarante voitures par jour, a été lancée le 6 septembre. Les deux modèles, à moteur 1600 cc, atteignent cent mille voitures en fin de programme. La commercialisation de la quatre portes dans d'autres pays, notamment en France, est prévue à moyen terme (le Monde du 26 juillet).

● Un nouveau moteur 1300 sur la Ford « Fiesta ». Un moteur de 1300 centimètres cubes développant 68 ch DIN peut équiper désormais les versions « S » et « Ghia » de la Ford « Fiesta ». La consommation (normes conventionnelles) est de 6,4 litres à 90 kilomètres-heure, de 5,4 litres à 120 kilomètres-heure et de 9 litres en parcours urbain. Les deux « Fiesta 1300 », qui sont munies de barres antiroulis à l'arrière, se différencient extérieurement au reste de la gamme par une bande de couleur argentée ou dorée pour le modèle « S » et un écusson métallique « 1.3 » sur le hayon pour la version « Ghia ».

tanquies diriger sur la France un flux de secteur nord-est.

Mardi 13 septembre, sur l'ensemble des pays, le temps demeurera assez souvent ensoleillé, mais les températures maximales baisseront un peu et le ciel sera couronné de nuages. Des averses passagères pourront avoir lieu près des frontières de l'Est et du Nord-Est. Une tendance orageuse se développera dans le Sud-Ouest, où le ciel sera localement brumeux le matin. On notera également des brumes et des nuages bas sur le Midi méditerranéen.

Les vents de secteur nord-est, seront modérés en général, localement assez forts près de l'Atlantique.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 12 septembre, le second, le minimum de la nuit du 12 au 13) :

Alger, 25 et 14 degrés ; Biarritz, 22 et 10 ; Bordeaux, 22 et 12 ; Brest, 24 et 10 ; Caen, 27 et 18 ; Clermont-Ferrand, 27 et 10 ; Dijon, 25 et 9 ; Grenoble, 24 et 10 ; Lille, 21 et 9 ; Lyon, 25 et 10 ; Marseille, 27 et 10 ; Nancy, 24 et 7 ; Nantes, 27 et 10 ; Nice, 24 et 18 ; Paris-La Bourget, 26 et 11 ; Pau, 26 et 13 ; Perpignan, 25 et 13 ; Rennes, 26 et 8 ; Strasbourg, 24 et 9 ; Tours, 26 et 8 ; Toulouse, 26 et 11 ; Valenciennes, 27 et 10 ; Vannes, 24 et 10 ; Yverdon, 27 et 10.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 14 degrés ; Amsterdam, 20 et 18 ; Athènes, 25 et 19 ; Berlin, 18 et 15 ; Bonn, 21 et 10 ; Bruxelles, 21 et 12 ; Casablanca, 25 et 21 ; Copenhague, 17 et 13 ; Genève, 24 et 9 ; Lisbonne, 24 et 20 ; Londres, 21 et 17 ; Madrid, 23 et 14 ; Moscou, 11 et 7 ; New-York, 19 et 14 ; Palerme, 24 et 14 ; Rome, 26 et 13 ; Stockholm, 11 et 7 ; Téhéran, 24 et 21.

Sécurité sociale

● Pour les travailleurs marocains. — La Caisse primaire centrale d'assurance maladie de la région parisienne rappelle les pièces justificatives suivantes : carte d'immatriculation à la Sécurité sociale française, cartes de séjour et de travail, bulletins de paye des trois mois précédant la demande, ou une dernière attestation annuelle d'activité délivrée par l'employeur.

Enfin, si les travailleurs marocains — ils étaient 152.000 actifs au dernier recensement de 1975 — travaillent dans la région parisienne, ils doivent demander cette attestation à la division des relations internationales, 84, rue Charles-Michelet, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis).

AGRICULTURE

La C.E.E. accorde une « garantie de bonne fin » aux viticulteurs qui ont conclu un accord de stockage avec l'État

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). — Les viticulteurs qui ont conclu avec les pouvoirs publics, à l'issue de la précédente vendange, des contrats de stockage à long terme (neuf mois) vont pouvoir porter à la distillation la moitié du vin ainsi stocké. Ils toucheront alors le « prix de déclenchement », pour les vins rouges 10,35 francs par degré hecto. Pour les 50 % restants, les contrats de stockage pourront être prolongés de quatre mois. Telle est la décision qui devait être formellement prise lundi 12 septembre par la commission de Bruxelles, qui met ainsi en œuvre ce que la nouvelle réglementation européenne, adoptée par les Neuf en mars 1976, appelle la « garantie de bonne fin ».

Aut termes de cette réglementation, la distillation à ce prix relativement élevé n'est autorisée que pour les vins ayant fait l'objet de contrats à long terme, c'est-à-dire présentant certaines garanties de qualité (la « prime » se conserve mal) ou en cas de malaise sur le marché. Les prix actuels du marché ne sont pas très bas (dans le Midi français, ils se situent aux alentours de 1 franc par degré hecto), mais le volume des stocks à la propriété est anormalement élevé. Dans l'ensemble de la C.E.E., 5,5 millions d'hectolitres ont fait l'objet de contrats à long terme dont 5,6 millions d'hectolitres en France (4 millions d'hectolitres dans les seuls départements du Midi). Si les viticulteurs utilisent pleinement la possibilité de distillation qui leur est ainsi offerte, il en coûterait environ 65 millions d'unités de compte (365 millions de francs) au Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).

Les services de la Commission européenne étudient également la demande française visant à l'octroi d'une aide financière par le FEOGA, pour l'enrichissement des vins du Midi par l'adjonction de moûts concentrés. L'aide demandée par la France serait réservée aux viticulteurs ayant un rendement inférieur à 50 hectolitres par hectare. Elle prendrait la forme d'une prime de 5 francs par degré hecto de moûts concentrés avec, comme seuil maximum l'adjonction de 6,5 hectolitres de vin.

Atténuer les effets de la mauvaise vendange du Midi

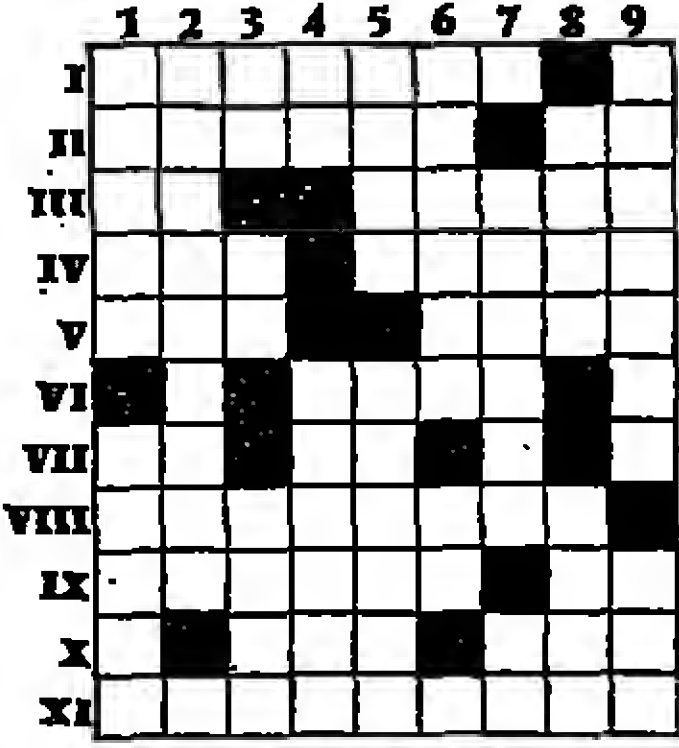
Le but de cette opération est d'atténuer les effets désastreux sur les revenus des viticulteurs, de la très mauvaise vendange attendue dans le Midi, sans pour autant autoriser le recours à la chapitalisation (addition de sucre pour relever le degré en alcool). Les services de la Commission semblent plutôt favorables à la requête française. Ils sont conscients de la dimension politique du problème et considèrent que l'aide à l'utilisation de moûts concentrés — solution qui a l'avantage de contribuer à résorber les excédents, puisque les moûts sont obtenus grâce à une partie de la vendange — constitue un contre-feu intelligent à la demande de chapitalisation présentée par les viticulteurs méridionaux. (La chapitalisation est interdite dans le Midi de la France et en Italie).

Lors de la réunion des ministres de l'Agriculture des Neuf, qui se tient mardi à Bruxelles, M. Ménégaud doit préciser pour quelle zone et pour quel volume de production il souhaite obtenir ce concours communautaire. Dans le délai envoyé voici dix jours à Bruxelles, les Français se contentent d'indiquer, sans précision supplémentaire, que la prime de 5 francs par degré hecto de moût serait réservée aux viticulteurs des régions sinistrées.

PHILIPPE LEMAITRE.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1865



HORIZONTALEMENT

1. Se dit d'une personne distinguée. — 2. Prend la place des absents. A les honneurs de la Bible. — 3. Question d'orientation. — 4. Conteste. — 5. Se mire dans le Danube. Sortie victorieuse d'une consultation. — 6. Préfixe. Cérémonie. — 7. Jérémy, un des héros de l'Amérique latine. — 8. Signe musical. — 9. Membre des services de renseignements. — 10. Point blanc. — 11. Pronom. — 12. Etait bien considéré par Louis XI. — 13. Tient de la place sur la route. — 14. Le caractère pointu.

VERTICALEMENT

1. Peut couper la figure. Ses lois sont souvent violentes. — 2. N'est pas la peau douce. — 3. Localité de France. Président (épée). — 4. Stèle en Suisse. — 5. Tivoli. — 6. Rendaux mieux praticable. — 7. Fleurs repais. — 8. Crèmes ou gratins. — 9. A ne pas négliger ! Démontra. — 10. Se moque courtoisement. Sur un mémoire. — 11. Nourrissent nos aîeux. — 12. Une personne qui a bien tourné. — 13. Rassemble des chiens charnus transis. Ancien corps gras.

Solution du problème n° 1864

Horizontalement

I. Ailes ; va. — II. Lousette. — III. El ; NI. — IV. Récentes. — V. Arrales. — VI. EOR ; Testa. — VII. Ut ; Ur. — VIII. Fièvreuse. — IX. les ; Rases. — X. Al ; Ses. — XI. Mu ; Asces.

Verticalement

1. Alerte. Film. — 2. Jole. — 3. Sn ; Carbes. — 4. Elder ; An. — 5. SS ; Naturels. — 6. Entières. — 7. Tiers ; Ussé. — 8. Ut ; Set ; Sacs. — 9. Set ; Sagesse. — 10. GUY BROUTY.

Éducation

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS SUR LA RENTRÉE SCOLAIRE DANS LES ACADEMIES DE CRETEIL ET DE VERSAILLES

Un service spécial d'accueil et de renseignements sur les problèmes scolaires a été mis en place dans les académies. Le Monde date 4-5 septembre a publié les renseignements sur l'académie de Paris. Voici ceux qui intéressent les habitants des académies de Créteil et de Versailles.

● A Créteil, les parents peuvent s'informer sur les questions relatives à la réforme et à la scolarité soit en téléphonant au 899-54-22 soit en se présentant au C.E.S. Clément-Guyard, rue Saint-Siméon, à Créteil (deuxième étage), entre 9 heures et 17 heures. Les renseignements concernant les personnels enseignants sont communiqués au 899-61-12 (de 9 h. 30 à 12 h. 30 et de 14 heures à 17 heures) ou au 1, rue Thomas-Edison, Créteil (rez-de-chaussée), de 9 heures à 12 h. 30.

● A Versailles, pour les problèmes d'inscription et d'orientation des élèves, les parents peuvent appeler le 953-34-04 et sont reçus dans le bâtiment de l'inspection académique, au service de la scolarité (bureau 605), ou au centre d'information et d'orientation (bureau 314). Pour les informations relatives au personnel enseignant, téléphoner au 953-35-13 ou au 953-35-02, ou se présenter au foyer de l'école normale (premier étage).

De tels services fonctionnent dans chacune des inspections académiques de la région parisienne. Pour tout renseignement concernant les Yvelines, téléphoner au 851-82-02 ; pour l'Essonne, au 077-91-05 ; pour les Hauts-de-Seine, au 781-41-41, et pour le Val-d'Oise, au 030-92-00.

● Les inscriptions pour l'entrée à l'Institut national des techniques de la documentation, Formation supérieure de documentation niveau maîtrise sont ouvertes. Conservatoire national des arts et métiers, annexe Montgolfier, 1, rue Montgolfier, 75003 Paris. Téléphone : 271-34-14 (poste 517). Clôture le 27 septembre 1977.



# ÉCONOMIE - SOCIAL

## AFFAIRES

### Les pouvoirs publics n'ont pas encore défini leur stratégie dans le secteur des circuits intégrés

M. Alain Crémieux, chef de la mission pour les circuits intégrés, créée au cours de l'été, et plusieurs de ses collaborateurs, vont entreprendre un long périple aux États-Unis et au Japon. L'objectif de leur voyage est double :

faire connaître et expliquer l'action du gouvernement français dans ce secteur ; recueillir les suggestions des fabricants américains et japonais de circuits intégrés qui souhaiteraient développer leurs implantations en France.

Après des mois, voire des années de gestation, le ministre de l'Industrie annonçait le 23 mai dernier, la mise en place d'un « plan pour le développement des circuits intégrés en France ». Un secteur de haute technologie où l'industrie française s'est laissée distancer, puisque nous importons 80 % de nos besoins. Dans leur plan, les pouvoirs publics affichaient des objectifs ambitieux : rétablir la balance commerciale du secteur d'ici à 1980, annoncer comme imminents des accords industriels et promouvoir un effort financier de l'État d'un montant de 600 millions de francs en cinq ans.

À 1975 et 1976, mais ces deux années « catastrophiques » avaient vu une réduction drastique des crédits versés par le ministère de l'Industrie, qui, avait altéré encore un peu plus les positions de l'industrie française des circuits intégrés. Par rapport aux aides versées en 1972 (60 millions de F.), 1973 (61 millions), 1974 (48 millions), l'augmentation des crédits n'est, compte tenu de l'inflation, pas aussi spectaculaire qu'on avait pu le croire. De plus, des aides étaient également versées dans le passé pour le développement des composants discrets et de divers autres produits. Apparemment ils ne sont pas concernés par le plan « circuits intégrés » du gouvernement. Aussi s'interroge-t-on. Ces crédits seront-ils reconduits ou purement et simplement supprimés ? Enfin, la ventilation des crédits par produit et par entreprise n'est pas définie. Pour 1977, première année du plan, une quarantaine de millions seulement sur les 120 ont été, semble-t-il, affectés.

#### Désenchantement

Les semaines ont passé. Une seule initiative tangible a été prise par le gouvernement avec la création d'une mission pour le développement des circuits intégrés, dirigée par M. Alain Crémieux, ingénieur de l'armement. Aussi un relatif désenchantement commence-t-il à percer dans certains milieux professionnels. Il s'appuie sur une constatation, se nourrit d'une impression et débouche sur une inquiétude.

La constatation : l'aide de l'État n'est pas aussi importante que les propos officiels le laissent croire. Les 120 millions de francs promis chaque année (1) ne s'ajoutent pas aux crédits d'études régulièrement alloués depuis des années pour le développement des circuits intégrés. Ce montant marque une progression spectaculaire par rapport

Cette incertitude, quant à la destination des aides publiques, vient probablement de ce que les pouvoirs publics n'ont pas encore arrêté leur stratégie industrielle. On se plaint à répétition dans les ministères concernés que « tout est ouvert, tout est possible, qu'on regarde tous azimuts ». Ainsi, la mission pour les circuits intégrés vient-elle de rédiger une brochure, succincte, exposant la situation de ce secteur industriel en France, les potentialités du marché et le plan du gouvernement. Traduit en anglais, ce document va être diffusé auprès de tous les constructeurs étrangers intéressés, plus spécialement aux États-Unis et au Japon. C'est l'un des buts de la mission que M. Crémieux va effectuer dans ces deux pays, où il doit également recueillir les propositions d'implantation ou d'association avec des sociétés françaises. D'ores et déjà, l'ambassadeur de France à Washington a écrit, sur ordre de Paris, une lettre dans ce sens à tous les constructeurs américains de circuits intégrés.

passé comme si, en échange d'un accroissement de leurs activités en France — ce qui crée quelques emplois et peut effectivement, dans un premier temps, alléger la balance commerciale, — on offrait aux constructeurs étrangers le marché français, avec en prime les crédits d'État. Vision sans doute pessimiste des choses, mais qui n'est peut-être pas totalement dénuée de fondement.

D'autres, plus cyniques, ne s'inquiètent pas outre mesure d'une telle orientation : « M. Crémieux remettra son rapport à la fin de l'année. D'ici là, normalement, il y aura quelques petites mesures ou accords industriels ponctuels, il ne se passera rien. Les ministères concernés mettront quelques semaines à étudier le rapport, ce qui amène à fin janvier. A cette date, on peut penser que les cabinets auront d'autres préoccupations. Tout sera gelé jusqu'aux élections. Le nouveau gouvernement qui sortira des urnes, quelle que soit sa coloration, reprendra l'examen du dossier. Ce qui prendra encore quelques mois, voire peut-être... des années ».

Habitués à dépendre de l'État, peu enclins à définir une stratégie qui leur serait propre, les industriels français concernés continueront alors de vivre au jour le jour, et le retard technologique par rapport à la concurrence ne fera que s'aggraver.

JEAN-MICHEL QUATREPOINT.

## A L'ÉTRANGER

### La Turquie adopte des mesures d'assainissement

#### LE PRIX DE L'ESSENCE EST DOUBLÉ

Ankara. — Le gouvernement turc vient d'adopter une série de mesures de redressement économique. La majoration des prix de divers produits frappe par son ampleur. Le prix de l'essence ordinaire passe de 2,8 livres turques à 5,5 (+ 96 %) et celui du super de 3,45 livres à 6,50 (+ 88 %) (1). Les tarifs des transports aériens sont augmentés d'environ 70 %, tandis que ceux des services postaux sont plus que doublés. Les hausses couvrent également l'électricité, le fer, le ciment et le papier. Les prix des produits à monopole d'État, tabacs et boissons alcoolisées, avaient déjà été fortement augmentés il y a quelques semaines.

Les autorités turques sont obligées de procéder à ces opérations, en dépit de leur impopularité.

Cette politique réaliste des prix, qui tend aussi à réduire le déficit chronique des entreprises publiques (le budget atteint 310 milliards de livres), sera indubitablement suivie par une hausse générale des prix des services et des biens du secteur privé. Celui-ci saisis d'ailleurs la moindre occasion de profiter de tout désir de consommation du peuple turc. Ainsi 16 % des voitures de tourisme sont des Mercedes, et les Turcs ont acheté l'an dernier quelque dix-huit mille automobiles de cette marque, amenées par les ouvriers émigrés.

#### De notre correspondant

La livre turque n'a pas été dévaluée. Toutefois le gouvernement poursuit, comme il vient de le faire, sa politique « à la brésilienne », pudiquement présentée comme un « ajustement des cours » tous les deux ou trois mois. Le dollar, coté officiellement 18 livres turques, vaut au marché parallèle, entre 20 et 21 livres. De même le gramme d'or, qui valait quelque 80 livres turques récemment, a dépassé le cap de 100 livres la semaine dernière.

Les réserves en devises représentaient 800 millions de dollars fin août, en diminution de moitié par rapport à l'an dernier. Le déficit du commerce extérieur, quant à lui, s'est élevé, fin juillet, à 2,5 milliards de dollars et dépassera 3 milliards de dollars d'ici à la fin de 1977.

#### Le F.M.I.

##### pour une dévaluation

Le gouvernement souhaiterait bénéficier de l'aide du Fonds monétaire international, envisageant de contracter un emprunt de 120 à 150 millions de dollars. Cette somme restaurerait biogène en cas de besoin, mais un « feu vert » du F.M.I. redonnerait confiance aux bailleurs de fonds étrangers qui hésitent à traiter avec la Turquie depuis quelque temps. Une dé-

claration du Fonds monétaire se trouve d'ailleurs à Ankara depuis plusieurs jours afin d'examiner la situation de l'économie. Le F.M.I. demandera à la Turquie de se soumettre à certaines conditions. Ses experts préconiseraient notamment une dévaluation de la livre turque de 25 à 30 %. Toutefois, il s'agit de freiner la consommation tout en développant la production industrielle.

Une politique d'austérité économique s'avère donc nécessaire, tout autant qu'une réforme de la fiscalité et la lutte contre la fraude — près de 75 % des recettes de l'État sont fournies par les impôts sur les salaires. Or ce sont les couches les plus dévalorisées de la population qui vont subir le poids des hausses de prix, tandis que les grandes firmes du secteur privé continueront de réaliser un important chiffre d'affaires et des profits records.

Malgré la crise actuelle, on demeure optimiste sur l'avenir de l'économie turque qui, bien que mal organisée, dispose d'un important potentiel en ressources naturelles et humaines. Malgré les difficultés de la balance des paiements, le produit national brut turc aura cette année — selon les dernières estimations — un taux de croissance de plus de 5 %, inférieur toutefois aux 7,4 % de 1976.

ARTUR UNSAL

(1) 1 franc = 3,6 livres turques.

## EN BREF

de la production de la Nouvelle-Zélande, de la République d'Afrique du Sud et de l'Uruguay compenseront, en grande partie la baisse de production australienne.

#### ÉTATS-UNIS.

● La confiance des consommateurs a augmenté légèrement en août, indique la dernière enquête du Conference Board, organisme privé de recherche économique. L'indice s'est établi à 89,5 en hausse d'un point sur le mois de juillet ; 21 % des personnes interrogées, contre 20 % en juillet, ont estimé que la marche des affaires allait s'améliorer au cours des six prochains mois ; 5 %, au lieu de 7,7 %, ont l'intention d'acheter une maison au cours des six prochains mois ; 8,8 %, en revanche, 8,6 %, contre 8,8 %, se proposent d'acquiescer une voiture. — (A.F.P.)

● Les États-Unis se sont déclarés prêts à participer, avec l'Asso-

ciation des pays du Sud-Est asiatique (ANSEA), à des projets de développement régional, indique un communiqué de l'agriculture turque. Les pays de l'ANSEA d'ouvrir un meilleur accès au marché américain, tandis que les consultations continueront sur la stabilisation des cours des matières premières. Une deuxième réunion doit se tenir à Washington, probablement en juin 1978. — (A.F.P.)

● L'importation de juments et d'étalons britanniques, français et irlandais aux États-Unis a été suspendue provisoirement, a annoncé le 9 septembre le département américain de l'Agriculture. Cette décision, qui ne concerne pas les hongres, est due à une épidémie de métrite équine, maladie vénérienne du cheval, a précisé le département américain. Les chevaux britanniques, français et irlandais ne pourront être importés qu'à la condition d'avoir passé soixante jours dans un pays à neutre, avant la date de leur entrée aux États-Unis.

#### ITALIE

● La balance commerciale a enregistré un excédent de 285 milliards de lire (1,6 milliard de francs) en juillet, soit trois fois plus qu'en juin (52 milliards de lire). Le résultat de juillet est dû en partie à une baisse des importations de pétrole. Pour les sept premiers mois de 1977, le déficit a été ramené à 1.994 milliards de lire (11,2 milliards de francs) contre 2.988 milliards de lire durant la même période de 1976. — (A.F.P.)

#### UNION SOVIÉTIQUE

● Contrat pour l'I.T.T. en U.R.S.S. — Le groupe I.T.T. vient de signer un contrat pour la livraison à l'U.R.S.S. d'un central téléphonique électrique « privé ». D'une capacité initiale de 2.650 lignes, ce central est destiné à équiper le Centre international des affaires de Moscou. Sa mise en service est prévue au début de 1980, et il sera fabriqué par la filiale américaine d'I.T.T., North American Telecommunications.

#### INTER - ARABE

Traduction juridique et technique  
Interprétation, accompagnement  
Photocomposition, dactylographie  
Calligraphie  
INTER - ARABE  
12, rue Vanneau, 75007 PARIS  
Tél. 555-47-56 - 705-82-23  
Téléc. 220064 F/7024

#### ALLEMAGNE FÉDÉRALE

● L'excédent commercial de l'Allemagne fédérale a baissé de 3 milliards de DM en juillet par rapport à juin s'établissant à 5 milliards de DM contre 8 milliards de DM le mois précédent, indique l'office fédéral des statistiques. En juillet 1976, la « A » avait dégagé un excédent commercial de 2,6 milliards de DM. Les exportations ont en juillet reculé de 9 %, tandis que les importations diminuaient de 5 %. Pour l'ensemble des sept premiers mois de l'année, l'excédent commercial de la République fédérale atteint 20,1 milliards de DM contre 18,8 milliards de DM en 1976. La période correspondante de 1976 a été marquée par une progression de 7 %.

#### Australie

● Baisse de la production de charbon australien. Selon le secrétariat international de la laine, production de l'Australie, pour le mois de juillet 1977, la production de charbon a diminué de 5 %, ce qui la ramènerait à un niveau inférieur de 10 % à celui de 1976. Cependant l'augmentation

## RAPATRIÉS

### A Carcassonne

### M. Dominati évoque le sort des Français musulmans

De notre correspondant

Carcassonne. — Une séance de travail interministérielle consacrée aux problèmes des Français musulmans se tient à l'hôtel d'Alsace lundi 12 septembre. M. Jacques Dominati, secrétaire d'État au premier ministre, dans une conférence de presse qu'il a tenue, samedi 10 septembre, à Carcassonne et au cours de laquelle il a déclaré que le premier ministre s'occupera personnellement de la question au mois d'octobre.

Le lendemain de ses contacts à l'issue avec les associations de Français musulmans, M. Dominati a tenu à Carcassonne, à Alet-les-Bains, ville de l'Aude, un ancien harki s'est parfaitement bien adapté à la France. Ancien maire de la commune algérienne de Fourn, M. Ferroujji Salah Ben

Amar, aujourd'hui âgé de soixante-trois ans, exploite, en effet, avec succès une propriété en lui rendant visite. M. Dominati a voulu mettre en évidence le caractère exemplaire de sa réussite. Celle-ci est pourtant exceptionnelle. Les deux mille huit cents harkis algériens cantonnés dans des hameaux de forage ne connaissent pas le même sort.

M. Dominati a précisé : « Les hameaux de forage ont répondu à une nécessité. Aujourd'hui, il convient de les faire disparaître et d'assurer le réajustement des occupants. Mais il ne s'agit pas de reconstruire ces hameaux en dur aux portes des villes. Il faut que les Français musulmans puissent s'insérer dans la population. Pour cela, des moyens et des crédits doivent être alloués ».

M. Michel Lardji, président de la Confédération nationale des Français musulmans, a profité de la visite du secrétaire d'État pour venir lui aussi donner de son côté une conférence de presse à Carcassonne. Il a notamment déclaré : « Si le ministre veut faire croire qu'il prend des mesures, moi je veux que l'on sache que nous ne les voyons jamais mises en pratique. Ce n'est pas en venant voir l'un des rares harkis qui a réussi à s'intégrer que l'on peut connaître la misère de deux cent cinquante mille autres familles ». M. Lardji a qualifié la visite à M. Dominati d'« opportuniste » à quelques mois des élections législatives. — R.R.

#### VERS L'EXPERTISE COMPTABLE

préparation au

**D.E.C.S.**

et à l'examen probatoire

L'ÉCOLE CHEZ SOI

enseignement à distance

1, rue Thénard

75240 PARIS CEDEX 05

Tél : 329.21.99

#### CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

CENTRE PARISIN DE MANAGEMENT

### LE CENTRE D'ÉTUDES SUPÉRIEURES DE LA DISTRIBUTION DE PARIS

offre aux CADRES D'ENTREPRISES la possibilité d'actualiser et de perfectionner leurs connaissances de la commercialisation et du marketing des produits et services (Cours du soir et du samedi matin.)

Délivrance d'un diplôme

Claque des inscriptions :

23 SEPTEMBRE

Renseignements : CESDIP

79, avenue de la République,

75011 PARIS — Tél. 333-39-02

#### En attendant le rapport Crémieux

Un rapport sera rédigé par M. Crémieux et ses collaborateurs et remis aux pouvoirs publics à la fin de l'année. Ceux-ci devraient alors, en principe, décider et choisir parmi les propositions des étrangers celles qui leur paraissent les plus intéressantes.

L'état d'esprit qui semble prévaloir au sein des pouvoirs publics n'est pas sans inquiéter certains milieux français qui touchent de près ou de loin l'industrie des circuits intégrés. « On risque de revenir dix ans en arrière, explique-t-on. En échange d'une augmentation des effectifs des laboratoires, voire de l'implantation de nouvelles unités supplémentaires de fabrication, on va verser des crédits publics à ces groupes étrangers. A ceux qui sont déjà implantés en France, comme Texas Instruments ou Motorola, voire à de nouveaux, comme Fairchild ou des Japonais. Tout se

### UNE IMPTÉ SOCIÉTÉ FINANCIÈRE ITALIENNE CÈDE

Participation majoritaire en société commerciale aux États-Unis traitant l'importation et la distribution de chaussures pour hommes.

#### SIÈGE ET BUREAU A NEW-YORK

La Société, qui a déjà un nom prestigieux sur le marché, possède une expérience du marché américain qui date de plus de dix ans, une clientèle sélective et traditionnelle et un chiffre d'affaires évalué à quatre millions de dollars par an.

Téléphoner à Rome 47-56-041 - Télex 68419 CIEFFE

## Le Monde

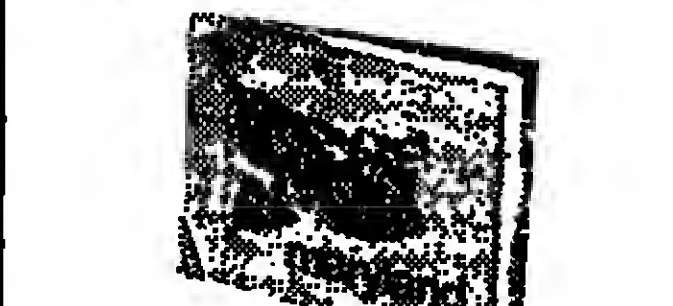
met à la disposition de ses lecteurs une nouvelle rubrique dans les pages d'annonces classées

### « OFFRES PREMIER EMPLOI »

cette rubrique regroupe les propositions uniquement destinées aux jeunes à la recherche d'un premier emploi.

### LE MARYLAND VOUS ATTEND!

Demandez dès aujourd'hui notre GUIDE DES EMPLACEMENTS D'USINES ET DE BUREAUX, très bien documenté.



L'Etat du Maryland. Berceau du port mondial de Baltimore, et de l'Aéroport international Baltimore-Washington. 37% de tous les fabricants US et 35% du marché de la consommation américain sont à un jour de livraison par chemin de fer.

Le Maryland peut proposer jusqu'à 100% de financement pour des terrains, des immeubles, outillages et équipements à des faibles taux d'intérêt à long terme.

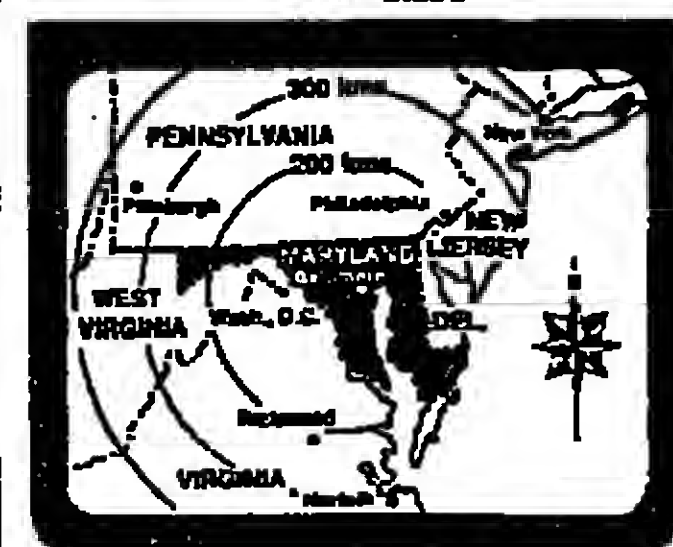
Le Maryland assurera la formation gratuite de votre main d'œuvre (sauf les salaires des ouvriers) selon vos besoins exacts.

Ecrivez ou téléphonez aujourd'hui pour demander notre brochure et notre assistance.

George Van Buskirk, Directeur pour l'Europe Maryland Department of Economic and Community Development, Shell Building, 80 rue Ravenstein, Boite 10 1000 Bruxelles, Belgique

Téléphone 512.73.47

#### Maryland



مركز الامتياز



5527

FINANCIERS

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

Ministère de l'Hydraulique,  
de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement

DIRECTION DES PROJETS  
ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES

**AVIS DE PROROGATION DE DÉLAIS**

Les délais pour la remise des offres concernant la construction du barrage à édifier sur l'OUED HARREZA, initialement prévus pour le 28 septembre 1977, sont reportés jusqu'au 28 novembre 1977 à 17 heures.

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

Ministère de l'Habitat et de la Construction

Entreprise public  
du Bâtiment et des Travaux Publics SETIF

**E.P.B.T.P. SÉTIF**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

L'Entreprise Publique du Bâtiment et Travaux Publics à SÉTIF (E.P.B.T.P. SÉTIF) lance un appel d'offres international pour la fourniture de matériel Bâtiment et Travaux Publics de type suivant :

- Matériel de terrassement
- Matériel de levage
- Matériel de fabrication de béton et granito
- Matériel de compactage
- Matériel de coffrage métallique
- Matériel d'air comprimé pour carrière
- Matériel divers.

Les entreprises intéressées peuvent retirer contre la somme de 250 DA (deux cent cinquante) le cahier des charges au siège de l'E.P.B.T.P. SÉTIF sis à la cité « Moudoudia 140 » bâtiment D 142, BP N° 6 SÉTIF, dès parution de cet avis.

Les offres accompagnées de documentation devront parvenir à l'adresse ci-dessus sous double pli cacheté portant la mention « APPEL D'OFFRES - FOURNITURE DE MATÉRIEL - SOUMISSION A NE PAS OUVRIR » avant le 30 septembre 1977.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date d'ouverture des plis.

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

Ministère de l'Hydraulique,  
de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement

DIRECTION DES PROJETS  
ET DES RÉALISATIONS HYDRAULIQUES

**AVIS DE PROROGATION DE DÉLAIS**

Les délais pour la remise des offres concernant la construction du barrage à édifier sur l'OUED ISSER, initialement prévus pour le 28 septembre 1977, sont reportés jusqu'au 27 octobre 1977 à 12 heures.

**RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

MINISTÈRE DES INDUSTRIES LÉGÈRES

**SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULIERES, MEUNERIES, FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET GOUSSOUS**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL**

La SN.SEMPAC lance un avis d'Appel d'Offres International en vue de la réalisation « produits en moins » d'une unité de levure fourragère d'une capacité de 10.000 tonnes par an.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer, à compter du 20 août 1977, le cahier des charges contre la somme de 200 DA à la SN.SEMPAC Direction de Développement, 26, rue Ayachi-Mohamed (ex-rue de Suez), à Belcourt - ALGER.

Les offres accompagnées des pièces réglementaires et références doivent nous parvenir sous double enveloppe et pli cacheté portant la mention : « APPEL D'OFFRES - Unité de levure fourragère - Soumission à ne pas ouvrir ».

La date de dépôt des offres est fixée au samedi 26 novembre 1977, délai de rigueur.

6, BOULEVARD ZIROUT-YOUCHEF - ALGER

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**MOULINEX**

**RÉSULTATS PREMIER SEMESTRE 1977**  
avec comparaison premier semestre 1976

Les comptes du premier semestre 1977 - non consolidés - se présentent comme suit, comparativement à ceux de la même période de 1976 :

	1 <sup>er</sup> semestre 1976	1 <sup>er</sup> semestre 1977
a) RAPPEL DES VENTES HORS TAXES...	673 280 000	750 480 000
b) BÉNÉFICE BRUT AVANT AMORTISSEMENTS, non compris les dividendes à recevoir des filiales étrangères	126 238 000	146 346 000
c) BÉNÉFICE AVANT IMPOT, PROVISION POUR INVESTISSEMENTS ET PARTICIPATION	87 437 000	104 397 000
ce montant étant obtenu après inscription des quatre éléments suivants :		
- en plus :		
• 50 % des dividendes à recevoir des filiales étrangères	-	+ 3 380 000
- en moins :		
• Amortissements	- 37 820 000	- 41 444 000
• Provision pour créances douteuses	- 313 000	- 3 857 000
• Pertes hors exploitation	- 658 000	- 28 000
d) RESULTAT NET FINAL	41 528 000	56 125 000
C'est-à-dire après :		
- Reprise de la provision pour investissements - base participation - échus après cinq ans	- 2 708 000	- 7 453 000
Deduction :		
• De la participation légale	- 6 130 000	- 6 849 000
• De l'impôt sur les sociétés	- 30 972 000	- 30 456 000
• De la nouvelle provision pour investissements - comprise seulement à raison de 50 %	- 11 515 000	- 18 430 000

**GROUPE TOTAL**

**COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES (C.F.P.)**

Résultats (maison mère) de 1<sup>er</sup> septembre 1977

Le chiffre d'affaires de la C.F.P. s'est élevé à 8,4 milliards de francs pour le premier semestre de 1977, contre 8,3 milliards de francs au cours de 1976. Il est rappelé que ce chiffre se rapporte aux seules opérations commerciales traitées directement par la maison mère et ses succursales, à l'exclusion de celles qui sont réalisées par filiales spécialisées dans la commercialisation du brut et des produits ; l'ensemble des tonnages commercialisés par le groupe au cours des six premiers mois de l'année atteint 37 millions de tonnes, contre 36,9 millions de tonnes pour le premier semestre 1976.

La marge brute d'autofinancement est de 356 millions de francs, en augmentation de plus de 70 % par rapport à celle du premier semestre 1976, et de plus de 40 % par rapport à la moitié de l'exercice de l'exercice 1976 ; mais le résultat net provisoire au 30 juin 1977 s'établit à 58 millions de francs contre 95 millions de francs au 30 juin 1976. Cette évolution des résultats s'explique comme suit :

- Le résultat commercial du premier semestre 1977 est du même ordre de grandeur que celui de la même période de 1976 ;
- La situation générale des prix des produits pétroliers sur les différents marchés où le groupe exerce une activité a été défavorable, surtout en Europe, où la plupart des filiales de raffinage-distribution du groupe ont enregistré des pertes que la maison mère a dû provisionner dans ses comptes.

Les écarts de change sur les postes monétaires à long terme du bilan, au demeurant peu importants au cours du premier semestre, ne sont pas enregistrés dans la situation au 30 juin et ne seront comptabilisés qu'en fin d'exercice.

On peut noter, d'autre part, que le résultat semestriel tient compte des dividendes effectivement mis en paiement au 30 juin, qui, à la différence de l'exercice précédent, devaient être un peu supérieurs à la moitié des dividendes attendus pour l'ensemble de l'exercice.

L'augmentation sensible des dividendes, en particulier de ceux provenant des filiales de production, explique la progression de la marge brute d'autofinancement, tandis que le montant des provisions concerné par les filiales, notamment de raffinage-distribution, conduit au résultat net par rapport à celui du premier semestre 1976.

MANUFACTURE FRANÇAISE DES PNEUMATIQUES MICHELIN

**MICHELIN & CIE**

emprunt 11,20%  
de 800 millions de francs  
représenté par 800 000 obligations de F 1 000 nominal

Prix d'émission : 98 % soit F 980 par obligation. Jours d'émission : 8 septembre 1977. Intérêt annuel : F 112 par titre.

Amortissement normal : en 9 années au maximum à partir du 8 septembre 1980 sur la base d'une annuité constante.

Le prêt peut être remboursé au pair par voie de tirage au sort annuel pour la moitié au moins des titres à amortir ;

Le prêt peut être remboursé en Bourse.

Premier amortissement : 8 septembre 1981. Durée totale de l'emprunt : 12 ans.

Amortissement anticipé : possible à toute époque par rachat en Bourse seulement.

Catégorie : Ces obligations seront l'objet d'une demande d'admission à la Cote Officielle dès la clôture de l'émission.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL BRUT À L'ÉMISSION

**11,40%**

Une note d'information qui a reçu le visa COB n° 77-105 en date du 5 septembre 1977 est déposée auxiliairement des établissements chargés du placement et au siège social de la Société, 10 rue de la République au SAUD de 12 septembre 1977.

**BANQUE DE NEULIZE, SCHLUMBERGER, MALLET**

L'assemblée générale des actionnaires du 6 septembre 1977 a nommé aux fonctions d'administrateur M. Jean-Pierre Gilbert, fondé de pouvoir principal actuellement attaché au département Etranger.

Cette désignation est destinée à assurer la représentation au conseil de la fraction du capital (10 %) détenue conjointement par la société central d'entreprise pour la banque des employés de la banque N.S.M. pour l'usufruit.

La candidature de M. Jean-Pierre Gilbert était proposée par le conseil d'administration, en accord avec le comité central d'entreprise et la société d'épargne.

**RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES EXERCICE 1976**

Le collège exerçant les pouvoirs de l'Assemblée Générale des Sociétés du Groupe des Assurances Nationales s'est réuni le 20 juin 1977 sous la présidence de M. Henri Lavall, président de la section des finances du Conseil d'Etat.

M. Guy Verdell, président du Groupe des Assurances Nationales, a rendu compte, au nom du conseil d'administration, des résultats des opérations du Groupe.

Le compte d'exploitation générale fait ressortir un solde créditeur de 12,6 millions de francs contre un déficit de 6,3 millions en 1975. La forte progression des revenus financiers et la réduction des frais de fonctionnement ont eu en effet plus que compensé l'accroissement de la redistribution aux assurés.

En assurance individuelle, on notera le développement rapide du chiffre d'affaires réalisé en contrats à primes variables GAN Foncier Investissement, l'index des primes s'étant accru de 12,7 %.

Le compte d'exploitation générale fait ressortir un solde créditeur de 45,3 millions de francs contre 38,1 en 1975.

La participation des assurés aux bénéfices représente en assurances individuelles 13,8 % de l'attribut minimum réglementaire. Pour l'assurance groupe branche, en excluant les contrats à capitaux variables, la participation atteint 50,2 % des primes, de telle sorte que les placements effectués pour le compte des assurés ont pu être, au cours de l'exercice, bonifiés d'un taux de 8,8 %. Pour l'assuré qui, par ailleurs, bénéficie d'un régime fiscal favorable, le rendement de l'opération qui constitue la souscription d'un contrat d'assurance GAN Vie se situe donc à un niveau très compétitif.

**GAN CAPITALISATION**

Les primes émises se sont élevées à 226 millions de francs, en augmentation de 12,7 %.

Le compte d'exploitation générale dégage un bénéfice de 7,9 millions de francs contre 4,8 en 1975.

La participation aux souscriptions aux bénéfices (7) compris la participation complémentaire) représente 35,1 millions de francs soit 21,7 % des primes.

**GAN INCENDIE ACCIDENTS**

Les primes émises ont en augmentation de 13,1 % elles atteignent 2.680,1 millions de francs, dont, en affaires directes en France, 65,5 % pour la branche automobile et 27,4 % pour l'incendie.

**LE BÉNÉFICE**

Le bénéfice de l'exercice à affecter (solde des comptes de pertes et profits augmentés des reports à nouveau de l'exercice précédent) s'élève au total pour les trois sociétés du Groupe à 122,4 millions de francs.

**LES FOND PROPRES**

Après affectation, le total des fonds propres apparents des trois sociétés se trouve porté à 1.014,4 millions de francs, en augmentation de 12,1 % sur l'exercice précédent.

**LE DIVIDENDE**

Le dividende global distribué par les trois sociétés du GAN s'élève, pour l'exercice 1976, à 32.845.000 F, en augmentation limitée à 6,5 %, conformément aux recommandations des Pouvoirs Publics. Chaque action de la Société Centrale du GAN reçoit ainsi un dividende de 2770 F, auquel s'ajoute l'impôt payé d'avance au Trésor 13,65 F.

**Les comptes consolidés du Groupe**

La situation consolidée du Groupe des Assurances Nationales (après intégration globale des principales filiales à 50 % et plus et intégration proportionnelle de celles dans lesquelles sa participation est comprise entre 30 et 50 %) fait ressortir un actif total au 31 décembre 1976 de 14.873 millions de francs et des provisions techniques de 11.983 millions de francs.

Le chiffre d'affaires global du GAN, après consolidation, c'est-à-dire le montant des primes émises augmenté de celui du produit des placements, déduction faite des opérations internes, est de 6.654 millions de francs, en progression de 19,4 % par rapport à celui de l'année précédente.



CIERS DES SOCIÉTÉS

MICHELIN & CIE

LES MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS

Baisse sensible des transactions en août

Les transactions à la Bourse de Paris se sont encore amoindries au cours d'août. Elles se sont élevées à 2 772 millions, en régression de 13,4 % par rapport à la période correspondante de 1976. Pour les huit premiers mois de l'année, les échanges ont totalisé 20 118 millions, soit une baisse de volume d'environ 10 % par rapport à la même période de 1976.

Les valeurs françaises du terme les plus actives du mois ont été Michelin (4,33 millions), Elf-Aquitaine (4,06 millions), Saint-Gobain (3,95 millions), Peugeot-Citroën (3,65 millions), Air Liquide (3,60 millions), Peugeot-Citroën (3,62 millions) et P&R (2,82 millions).

Parmi les meilleures performances depuis le début de l'année, Agache-Williot a gagné le classement avec une hausse de 27,5 % (de 134,75 à 172,00). Les autres valeurs étrangères, Schumacher a conservé la première place avec une hausse de 1,8 million, suivi de S.A.M. (1,40 million), Royal Dutch (1,34 million), De Beers (0,91 million) et Péronas (0,78 million).

Les principales capitalisations boursières fin août ont été celles de Michelin (4,33 millions), Elf-Aquitaine (4,06 millions), Saint-Gobain (3,95 millions), Peugeot-Citroën (3,65 millions), Air Liquide (3,60 millions), Peugeot-Citroën (3,62 millions) et P&R (2,82 millions).

LONDRES

Hésitant

La tendance est hésitante après la hausse de la semaine dernière. Le défilé des ventes bénéficiaires, les ton restes à l'optimisme. Permettent des mines d'or.

OR (aurore) (dollar) : 148 .. contre 147 46

Table with 3 columns: Valeurs, Clôture, Cours. Rows include British Petroleum, Shell, etc.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

NATIONALE NEDERLANDEN. - Bénéfice pour le premier semestre 1977, par action, 5,50 florins contre 5,21 sur un capital augmenté de 10 %.

EUROMARCHE. - Le résultat net est en amélioration pour le premier semestre 1977, et sera supérieur aux prévisions.

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include Indes, Indes, etc.

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include Indes, Indes, etc.

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include Indes, Indes, etc.

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include Indes, Indes, etc.

Table with 2 columns: Valeurs, Cours. Rows include Indes, Indes, etc.

B. A. L. O.

Le B.A.L.O. du lundi 12 septembre publie notamment les insertions suivantes:

Emmission et cotation éventuelle d'un emprunt d'un montant de 200 millions de francs représenté par 800 000 obligations de 1 000 F nominal, au taux de 11,25 %, amorties en sept ans, soit par rachat en Bourse.

Emmission et cotation éventuelle d'un emprunt d'un montant de 170 millions de francs divisé en 170 000 obligations de 1 000 F, au taux annuel de 11,25 %, amorties en dix ans maximum, soit par rachat en Bourse.

Emmission et cotation éventuelle d'un emprunt d'un montant de 170 millions de francs divisé en 170 000 obligations de 1 000 F, au taux annuel de 11,25 %, amorties en dix ans maximum, soit par rachat en Bourse.

Emmission et cotation éventuelle d'un emprunt d'un montant de 170 millions de francs divisé en 170 000 obligations de 1 000 F, au taux annuel de 11,25 %, amorties en dix ans maximum, soit par rachat en Bourse.

Emmission et cotation éventuelle d'un emprunt d'un montant de 170 millions de francs divisé en 170 000 obligations de 1 000 F, au taux annuel de 11,25 %, amorties en dix ans maximum, soit par rachat en Bourse.

Emmission et cotation éventuelle d'un emprunt d'un montant de 170 millions de francs divisé en 170 000 obligations de 1 000 F, au taux annuel de 11,25 %, amorties en dix ans maximum, soit par rachat en Bourse.

Emmission et cotation éventuelle d'un emprunt d'un montant de 170 millions de francs divisé en 170 000 obligations de 1 000 F, au taux annuel de 11,25 %, amorties en dix ans maximum, soit par rachat en Bourse.

Emmission et cotation éventuelle d'un emprunt d'un montant de 170 millions de francs divisé en 170 000 obligations de 1 000 F, au taux annuel de 11,25 %, amorties en dix ans maximum, soit par rachat en Bourse.

Emmission et cotation éventuelle d'un emprunt d'un montant de 170 millions de francs divisé en 170 000 obligations de 1 000 F, au taux annuel de 11,25 %, amorties en dix ans maximum, soit par rachat en Bourse.

Main financial table with multiple columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.

BOURSE DE PARIS - 9 SEPTEMBRE - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.

BOURSE DE PARIS - 9 SEPTEMBRE - COMPTANT

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.

MARCHÉ A TERME

Table with 4 columns: Valeurs, Cours, Dernier cours, etc. Rows include various companies and indices.



## UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES — POINT DE VUE : « Notre espace national est mal utilisé », par L. Faurier.
3. LA VISITE EN FRANCE DE M. GIEREK
5. DIPLOMATIE
- 5-B. EUROPE — ALLEMAGNE FÉDÉRALE : la police demande de nouvelles précisions aux reviseurs de M. Schleyer.
6. ASIE
6. AMERIQUES
6. PROCHE-ORIENT
- SOUDAN : un entretien avec le chef de l'opposition, M. Sadek El Mahdi.
- 8-B. AFRIQUE
- TUNISIE — LIBRES OPINIONS : « A l'épreuve de la démocratie », par J. Roux.
- TOGO : un entretien avec le général Eyadéma, chef de l'Etat.
- 10-15. POLITIQUE
16. EN ILE-DE-FRANCE — Soucis de rentrée.
17. EQUIPEMENT — L'application de la loi sur la protection de la nature.
18. REGIONS
18. JUSTICE — Les entretiens de Nonterre.
21. RELIGION
- Le rattachement des ecclésiastiques à la Sécurité sociale.
21. SCIENCES

**LE MONDE DE L'ECONOMIE**  
PAGES 22 à 28

- Les rapports annuels des institutions financières internationales : Banque mondiale et F.M.I.
- Après l'échec des révolutions vertes en Asie.
- Sécurité sociale : Contraintes aux assurances, moins d'actes médicaux.
- Les notes de lecture d'Alfred Sauvy.

**28-29. ARTS ET SPECTACLES**  
— CINEMA : *Annie Hall*, de Woody Allen ; *Valentino*, de Ken Russell.

**30. SPORTS**

**43-44. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**  
— ENTREPRISES : un procès sur les droits des sous-traitants.  
— AFFAIRES : les pouvoirs publics n'ont pas encore défini leur stratégie dans le secteur des circuits intégrés.

**LIRE EGALEMENT**  
RADIO-TELEVISION (28)  
Annonces classées (32 à 42) ; Aujourd'hui (44) ; Carans (28) ; « Journal officiel » (44) ; Météorologie (44) ; Mots croisés (44) ; Sources (47).

**DAIM style**  
spécialiste créateur du vêtement de peau H.F. et Enf. prêt à porter, à vos mesures ou selon vos croquis réparat., transform., nettoyage  
8, pl. des Victoires - Paris - 250.95.15

**RÉSULTATS DU BAC 1977**

L'I.P.M.E. communique ses résultats :

SERIES	A	B	C	D
Reçu avec mention ou A.S.	30	43	58	44,5
Reçu avec mention passable	50	50	37	44,5
TOTAL des reçus	80	93	95	89

Remise à niveau à partir de la seconde.

**I.P.M.E.**  
Enseignement secondaire privé  
70, r. Chardon-Lasche, 75016 Paris  
Tél. : 520-61-12 et 285-45-34

Le numéro du « Monde » daté 11-12 septembre 1977 a été tiré à 516 687 exemplaires.

A B C D E F G

### La veille de la rentrée

#### LES MAÎTRES AUXILIAIRES SE RASSEMBLERONT DEVANT LES RECTORATS

Plus de mille maîtres auxiliaires ont assisté, le dimanche 11 septembre, à une conférence nationale à la Mutualité, à Paris. Cette réunion était organisée par le Collectif national des maîtres auxiliaires, qui devait annoncer que plus de la moitié d'entre eux n'avaient reçu aucune nomination quatre jours avant la rentrée. A la tribune, les responsables se sont félicités de l'aide efficace des syndicats — de la FEN, notamment, qui, dès le 14 juin, avait entamé avec le ministre de l'éducation les négociations qui ont abouti ces jours derniers au réemploi de tous les maîtres auxiliaires ayant eu au moins un poste à mi-temps l'an dernier. « Cette conquête, reconnaît toutefois M. André Henry, secrétaire général de la FEN, est aussi le fruit de la lutte difficile des maîtres auxiliaires au cours des derniers mois. »

Après le débat, les maîtres auxiliaires, délégués de toutes les académies, demandaient, dans une résolution, que tous les enseignants viennent soutenir le 14 septembre prochain leurs collègues maîtres auxiliaires devant les rectorats, afin d'obtenir la nomination de ces derniers « sur des postes à temps complet dans leur discipline et à l'année ».

#### LES NOUVEAUX TISSUS EN VOGUE

**COUTURE**  
Etamines imprimées  
Lainages écossais  
Draps réversibles  
Velours imprimés  
Jerseys Jacquard  
Cotons d'hiver  
Crêpes de soie

**DÉCORATION**  
Velours contemporains  
Tailles et chintz imprimés  
Tissus Jacquard « Design »  
Tweed et carreaux  
Lampes et tapisserie de style  
(Tous nos articles sont en stock)

**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

**BOISERIES**  
LITS • SIÈGES • MEUBLES  
FABRICANT SPECIALISTE  
BIBLIOTHEQUES • BUREAUX  
RANGEMENTS • ÉLÉMENTS  
LAMIERES • ALCOVES  
MEUBLES  
A VOS MESURES  
DECORS DE FENÊTRES  
TENTURES MURALES  
TOUS TRAVAUX  
NEUF ET RESTAURATION  
EBENISTERIE • TAPISSERIE  
INSTALLATION  
STYLE ET CONTEMPORAIN

**A. Mayssignac**  
DECORATEUR ENSEMBLER  
ATELIERS • BUREAU D'ETUDES • MAGASIN  
DANS NOS IMMEUBLES 2500 M<sup>2</sup>  
42-44, FAUBOURG ST-MARTIN  
PARIS 10 • BASTILLE • PARKING  
CONSEILS • PROJETS • DESSINS • DEVIS  
Tél. : 343.96.31 4 LIGNES

**les collections hiver !**  
Griffsolde dégriffe  
les grands du prêt-à-porter

**les boutiques Griffsolde**

POUR ELLE 3, rue de Lagny/Nation  
1, rue de la Plaine/Nation  
2, rue du Renard/Hôtel de Ville

POUR LUI 3, rue de la Plaine/Nation  
3, bd Montmartre/Montmartre  
ouvert le lundi après-midi

### A Saint-Étienne

#### Un cadre supérieur de Manufrance présente un plan de sauvetage de l'entreprise

M. Joseph Sanguedolce, maire communiste de Saint-Étienne, devait tenir une conférence de presse lundi 12 septembre dans l'après-midi. Auparavant, il devait recevoir le juge-commissaire, M. Bokanowski. On s'attendait que le maire de Saint-Étienne divulguât les grandes lignes d'un plan de sauvetage de Manufrance remis ces derniers jours par un cadre supérieur de l'entreprise au président du tribunal de commerce de Lyon.

De notre correspondant

Saint-Étienne. — A gauche comme à droite en passant par le centre, on se déclare convaincu de la nécessité de dépassionner le débat. N'est-ce pas, dix mois après les municipales et six mois avant les législatives, un vœu pieux ? Sur des affichettes bleues apposées ici et là, on a pu lire : « Stéphane, Stéphane, ne laissez pas Sanguedolce brader Manufrance. » Quarante-huit heures après, le nom du maire communiste était remplacé par celui de son prédécesseur à l'hôtel de ville : « Le plan des curateurs, du pouvoir, de Dura-Jour et Neunirith est inacceptable ! »

Le comité de défense des créanciers ne peut, compte tenu des circonstances, que trouver « réaliste » le plan des curateurs. Selon ce comité, fort de six cents adhérents (représentant presque 50 % des créances fournisseurs et 20 % de l'ensemble des dettes), le montant de la dette moratoire s'élevait, au 31 mai, à 266 millions de francs, dont 180 millions de francs concernant les créances fournisseurs. Le passif total atteindrait 500 millions de francs.

Le comité de défense a, tout à tour, rencontré M. Pinay, président de l'assemblée départementale, le préfet de la Loire, le maire de Saint-Étienne, les syndicats de Manufrance. Ceux-ci ont assuré que « la municipalité stéphanoise ne s'opposerait à rien des lors que les organisations syndicales et le personnel seraient d'accord avec un plan qui pourrait être proposé ». On fait remarquer à Saint-Étienne que rien n'interdit au tribunal de commerce de Lyon de reformuler le plan officiel des curateurs en y incorporant toute une série de solutions émanant de différentes parties, sans qu'il s'agisse de préliminaires à un véritable plan. On pourrait procéder ainsi avec les propositions contenues dans un document qui vient d'être remis au président du tribunal de commerce de Lyon par un cadre supérieur de Manufrance. M. Joseph Sanguedolce (P.C.), maire de Saint-Étienne, en a reçu copie. « Il s'agit d'une proposition

### A Rennes

#### MORT D'UN JEUNE DROGUÉ

Un jeune Rennais âgé de vingt-quatre ans, M. Gérard Marchand, a été trouvé mort à sa résidence, le 10 septembre, allongé sur la banquette avant d'une 2 CV Citroën stationnée face à l'immeuble qu'il habitait. Dans l'appartement qu'il occupait avec deux amis, on a découvert ces deux jeunes gens, inanimés. M. Jean-Pierre Boulanger, âgé de vingt-six ans, a été hospitalisé dans un état extrêmement grave. M. Claude Griot, âgé de vingt-quatre ans, a pu être entendu par les policiers de la sûreté urbaine de Rennes.

Les trois jeunes gens n'avaient pas d'emploi fixe et tentaient de vivre en faisant quelques travaux de tapissier. Vendredi soir 9 septembre, ils achevaient une semaine de « festivités » par une tournée des cafés de Rennes. Chaque verre de vin ou de bière était accompagné de comprimés de barbituriques.

M. Griot, que ce mélange d'alcool et de barbituriques n'avait pas gravement atteint, a été placé en garde à vue. Les enquêteurs cherchent à savoir s'il y a eu de sa part « non assistance à personne en danger ». — (Corresp.)

● **Accident d'aviation en Birmanie** : dix-neuf morts. — Dix-neuf personnes, dont trois enfants, ont trouvé la mort dans un accident d'avion en Birmanie, apprend-on lundi 12 septembre. L'avion de ligne avait disparu le jeudi 8 septembre alors qu'il assurait une liaison intérieure. L'appareil étant tombé dans la jungle, les recherches ont été difficiles et les sauveteurs n'ont pu parvenir que dimanche sur le lieu de la catastrophe. — (U.P.I.)

● **L'OACI en session**. — La vingt-deuxième session triennale de l'assemblée de l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) s'ouvre, le mardi 13 septembre à Montréal. Au cours de cette session, les hauts fonctionnaires de l'aviation civile représentant la plupart des cent quarante États contractants adopteront le programme des travaux pour les trois prochaines années. Un élément essentiel du programme des travaux de l'OACI portera sur l'assistance technique dont les fonds atteindront, en 1980, 30 millions de dollars. Autre part, l'O.R.S.S., dont deux appareils ont été récemment détournés, proposera un renforcement des mesures visant à réprimer les actes d'intervention illégale dans l'aviation civile. — (A.F.P.)

#### DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Tous ceux qui ont étudié une langue (anglais, allemand, italien, espagnol, russe) quel que soit leur âge ou leur niveau d'études, ont intérêt à compléter leur qualification par une formation en langue, reconnue dans la vie professionnelle. Cette formation peut être confirmée par un des diplômes suivants :

- **Chambres de Commerce Étrangères**, compléments indispensables pour tous les emplois du commerce et des affaires ;
- **E.T.S. Traducteur Commercial**, attestant une formation de spécialiste de la traduction et de l'interprétation d'entreprises ;
- **Université de Cambridge** (anglais), certifiée de l'information, édition, tourisme, hôtellerie, etc.

Examen chaque année dans les principales villes de France.

Étudiants, cadres commerciaux et administratifs, ingénieurs, techniciens, secrétaires, représentants, comptables, etc., profiteront de cette opportunité pour améliorer leur compétence et leurs chances.

Documentation gratuite n° 1763 sur la préparation et les débouchés de ces diplômes, sur demande à : Langues et Affaires, 35, rue des saules 92303 Paris-Levallois. Tél. : 278-81-88 (enseignement privé à distance).

### M. MONTALDO MET EN CAUSE LA SÉLECTION DES OUVRAGES A LA FÊTE DE « L'HUMANITÉ »

A la suite de l'intervention aérienne de M. Jean Montaldo, auteur d'un ouvrage intitulé *Les Finances du P.C.F.*, au-dessus de la fête de l'Humanité (voir le compte rendu page 10), le quotidien communiste a précisé lundi 12 septembre qu'aucune sélection des livres mis en vente par les éditeurs dans la fête n'est opérée par les organisateurs. M. Montaldo, édité par Albin Michel) a aussitôt répliqué : « Les éditeurs m'ont déclaré : « Nous payons un stand à la fête de l'Humanité, nous soumettons une liste au D.L.P. Centre de diffusion du livre et de la presse » et c'est lui qui choisit. Il en est de même pour toutes les maisons d'éditions. » Il a ajouté : « Le C.D.P.P. organise la « fête du livre » dans le cadre de la fête. Or, cet organisme, ainsi que je l'ai prouvé dans mon livre, monopolise les marchés des municipalités communistes et d'une multitude de comités d'entreprise contrôlés par le P.C. Partant, il est un des premiers clients des maisons d'éditions, Albin Michel compris. »

PAUL CHAPPEL

### Sur le marché des changes

#### LA HAUSSE DU DOLLAR SE POURSUIT

Amorcée vendredi, la hausse du dollar s'est poursuivie lundi sur les marchés des changes. Le cours de la monnaie américaine a dépassé 2,33 DM à Francfort, contre 2,250 DM ; à Paris, il a sensiblement progressé au-dessus de 4,93 F contre 4,915 F à la veille du week-end, ce qui dénote un certain fléchissement du franc, notamment vis-à-vis du deutschemark, coté à 5,12 F environ contre 2,1180 F. La fermeté du dollar est attribuée au raffermissement des taux d'intérêt aux États-Unis, sous l'effet de la politique plus restrictive menée par les autorités monétaires pour freiner l'accroissement de la masse monétaire.

● **550 millions pour la route Suisse-Atlantique**. — L'Association pour la route Centre-Europe-Atlantique, qui réunissait son assemblée générale samedi 10 septembre, à Limoges, a élu à sa présidence M. Jean Charbonniere, président de la chambre régionale de commerce et d'industrie Limousin-Poitou-Charentes. Cet axe, destiné à relier rapidement la façade atlantique à l'Allemagne du Sud et à la Suisse, aurait dû, selon les responsables de l'association, obtenir 112 millions de francs de crédits entre 1976 et 1980. Le ministère de l'équipement n'a accordé que 550 millions de francs. — (Corresp.)

### Dale Carnegie:



Dale Carnegie, fondateur

**Sachez parler en public en 14 soirées**

**EXPRIMEZ VOS IDEES**  
Développez assurance facilité de contacts.  
Votre vie personnelle, professionnelle et sociale sera dynamisée par la méthode Carnegie, 100 % pratique, enseignée dans 43 pays.  
Des anciens du cours Dale Carnegie vous renseigneront à la conférence d'information gratuite du

**Mer. 14 Sept., 19 h.**

Maisons des Centraux, 8, r. Jean-Goujon, Paris-8, m<sup>o</sup> P-D. ROSS-VOÏT. Sessions dans 33 villes en France.  
Maison des Centraux, 8, r. Jean-G. Wayne : 954-61-06.

**du 14 septembre au 8 octobre**  
offre spéciale d'avant-saison  
**NICOLL**  
COSTUME SUR MESURES  
formule **930F**  
industrielle  
avec gilet 1050 F  
NICOLL LA TRADITION ANGLAISE DU VÊTEMENT MASCULIN  
29, RUE TRONCHET / PARIS 8<sup>e</sup>

**ECOLE DE DIRECTION D'ENTREPRISES DE PARIS**  
Etablissement privé d'enseignement technique supérieur

**Préparation sur trois ans, simultanée ou non, aux diplômes d'Etat suivants :**

- Diplôme d'Etudes Comptables Supérieures (Cours dit jour ou du soir)
- B.T.S.D. (Brevet de Technicien Supérieur de Distribution)
- D.E.U.G. de Sciences Économiques et 1<sup>re</sup> année de la Maîtrise de gestion (pour bacheliers uniquement)

130, rue de Clignancourt, 75018 PARIS  
252.27.27. Documentation gratuite sur demande

**nouveau Larousse des débutants**